

Chambre des Représentants

SESSION 1987-1988
27 OCTOBRE 1987

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ECONOMIE (1)

PAR
MM. DE ROO ET MOORS

SUR

BUDGET

du Ministère des Affaires économiques
pour l'année budgétaire 1987 (10)

BUDGET

du Ministère des Affaires économiques
pour l'année budgétaire 1986 (10)

PROJET DE LOI

ajustant le budget du Ministère
des Affaires économiques
de l'année budgétaire 1985

INTERPELLATIONS JOINTES

- de M. Tasset au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques sur la problématique de l'entreprise « Les Forges de Zeebrugge »
- de M. Tomas au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques sur le coût du démantèlement de l'usine de retraitement Eurochemic et le financement public de ce démantèlement
- de M. Schiltz au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques sur l'interprétation que le Ministre donne de la répartition des compétences résultant de la réforme de l'Etat dans le domaine de l'aide aux prototypes et de la prospection des investisseurs sur l'utilisation de crédits budgétaires pour l'octroi d'aides à des entreprises qui devraient normalement relever du budget régional

Ces budgets ont été examinés en réunion publique de commission.
(1) Voir page 2.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1987-1988
27 OKTOBER 1987

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR HET BEDRIJFSLEVEN (1)

UITGEBRACHT
DOOR DE HEREN DE ROO EN MOORS

OVER

BEGROTING

van het Ministerie van Economische Zaken
voor het begrotingsjaar 1987 (10)

BEGROTING

van het Ministerie van Economische Zaken
voor het begrotingsjaar 1986 (10)

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de begroting
van het Ministerie van Economische Zaken
van het begrotingsjaar 1985

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIES

- van de heer Tasset tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken over de problematiek van de onderneming « Les Forges de Zeebrugge »
- van de heer Tomas tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken over de kostprijs van de ontmanteling van de opwerkingsfabriek Eurochemic en de financiering van die ontmanteling door de overheid
- van de heer Schiltz tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken over de interpretatie door de Minister gegeven aan de bevoegdheidsverdeling volgens uit de Staatshervorming inzake de prototypeun en de prospectie van investeerders en over het gebruik van begrotingskredieten voor het verlenen van steun aan bedrijven die normaal ten laste van de gewestelijke begroting zou moeten vallen

Deze begrotingen werden besproken in openbare commissievergadering.
(1) Zie bladzijde 2.

SOMMAIRE

	Page
I. Exposé introductif du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques	3
II. Discussion générale	10
A. Politique économique	10
1. Généralités	10
2. Prestations de l'économie belge	10
3. Politique des prix et marges de distribution	13
4. Compétitivité	14
5. Lois d'expansion économique	15
6. Privatisation d'entreprises publiques	16
7. Les secteurs nationaux	16
7.1. Restructuration des charbonnages de Campine	16
7.2. La sidérurgie	42
7.3. Le textile	42
8. L'accord de la Sainte-Catherine	45
9. Les problèmes socio-économiques de la région du Centre	46
10. Le Bureau du plan	47
11. L'Institut national de statistique	47
B. Politique énergétique	47
1. Prix de l'énergie	47
2. Utilisation rationnelle de l'énergie	48
3. Le secteur pétrolier	49
4. Centrales à lit fluidisé	51
5. Gazéification souterraine	51
6. Le secteur nucléaire	51
6.1. Projet Kalkar	51
6.2. Débat parlementaire sur l'énergie et construction d'une huitième centrale nucléaire	52
III. Interpellations jointes	53
1. de M. Tasset sur « Les Forges de Zeebrugge »	53
2. de M. Tomas sur les coûts du démantèlement d'« Eurochemic »	56
3. de M. Schiltz sur la compétence en matière d'aide aux prototypes et la prospection d'investisseurs étrangers	59
IV. Votes	61
Annexe	62

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Membres effectifs :	B. — Suppléants :
C. V. P. MM. De Roo, Dupré, Moors, Vangronsveld, Vankeirsbilck, Van Rompaey;	MM. Ansoms, Beerden, Bourgeois, Declercq, Vandebosch, Van Parys, Van Rompuy;
P. S. MM. Coëme, Collart, Tasset, Tomas;	MM. W. Burgeon, Busquin, Delizée, Eerdeken, Urbain;
S. P. MM. Claes, De Batselier, Mme Detière, M. De Weirde;	MM. Colla, Galle, Peuskens, Vandenbroucke, Willockx;
P. R. L. MM. Kubla, Lagneau, L. Michel;	MM. Cornet d'Elzies, De Decker, Petitjean, Pivin;
P. V. V. MM. Cortois, Sprockeels;	MM. Denys, Verberckmoes, Vermeiren;
P. S. C. MM. Gendebien, Lestienne;	MM. du Monceau de Bergendal, Tilquin, Lebrun;
V. U. M. P. Peeters;	MM. Gabriëls, F. Vansteenkiste;
Ecolo-Agalev M. Dierickx;	M. Delforge, M ^{me} Vogels.

Voir :

4/12-949-86/87 :

— N° 1 : Budget transmis par le Sénat.

4/12-948-86/87 :

— N° 1 : Budget transmis par le Sénat.

5/12-947-86/87 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

INHOUD

	Blz.
I. Inleidende uiteenzetting door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken	3
II. Algemene bespreking	10
A. Economisch beleid	10
1. Algemeenheden	10
2. Prestaties van het Belgisch bedrijfsleven	10
3. Prijsbeleid en distributiemarges	13
4. Concurrentiepositie	14
5. Economische expansiewetgeving	15
6. Privatisering van overheidsbedrijven	16
7. De nationale sectoren	16
7.1. Herstructurering van de Kempense steenkoolmijnen	16
7.2. Staalnijverheid	42
7.3. Textielsector	42
8. Sint-Catharina-akkoord	45
9. Socio-economische problemen van de streek van het Centrum	46
10. Planbureau	47
11. Nationaal Instituut voor de Statistiek	47
B. Energiebeleid	47
1. Energieprijzen	47
2. Rationeel energieverbruik	48
3. Aardoliesector	49
4. Wervelbedcentrales	51
5. Ondergrondse vergassing	51
6. Nucleaire sector	51
6.1. Kalkar-project	51
6.2. Parlementair energiedebat en beslissing over de bouw van een achtste kerncentrale	52
III. Toegevoegde interpellaties	53
1. van de heer Tasset over « Les Forges de Zeebrugge »	53
2. van de heer Tomas over de kosten voor ontmanteling van « Eurochemic »	56
3. van de heer Schiltz over de bevoegdheid inzake prototype en de prospectie van buitenlandse investeerders	59
IV. Stemmingen	61
Bijlage	62

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C. V. P. MM. De Roo, Dupré, Moors, Vangronsveld, Vankeirsbilck, Van Rompaey;	HH. Ansoms, Beerden, Bourgeois, Declercq, Vandebosch, Van Parys, Van Rompuy;
P. S. HH. Coëme, Collart, Tasset, Tomas;	HH. W. Burgeon, Busquin, Delizée, Eerdeken, Urbain;
S. P. HH. Claes, De Batselier, Mevr. Detière, M. De Weirde;	HH. Colla, Galle, Peuskens, Vandenbroucke, Willockx;
P. R. L. HH. Kubla, Lagneau, L. Michel;	HH. Cornet d'Elzies, De Decker, Petitjean, Pivin;
P. V. V. HH. Cortois, Sprockeels;	HH. Denys, Verberckmoes, Vermeiren;
P. S. C. HH. Gendebien, Lestienne;	MM. du Monceau de Bergendal, Tilquin, Lebrun;
V. U. H. P. Peeters;	HH. Gabriëls, F. Vansteenkiste;
Ecolo-Agalev H. Dierickx;	H. Delforge, Mevr. Vogels.

Zie :

4/12-949-86/87 :

— N° 1 : Begroting overgezonden door de Senaat.

4/12-948-86/87 :

— N° 1 : Begroting overgezonden door de Senaat.

5/12-947-86/87 :

— N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné les présents projets de budgets transmis par le Sénat au cours de ses réunions des 14 et 27 octobre 1987.

I. — EXPOSE
DU VICE-PREMIER MINISTRE
ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

« Le combat opiniâtre que nous menons depuis quelques années pour réduire le déficit budgétaire a pu conduire certains à considérer a priori toute dépense de l'Etat comme un mal nécessaire, qu'au mieux l'on doit s'efforcer de réduire à n'importe quel prix et qu'au pire il faut subir avec résignation. Je souhaiterais pour ma part que nous reprenions l'habitude de considérer les dépenses que la collectivité fait pour elle-même comme des instruments de sa politique, et notamment de sa politique économique et sociale.

Cette remise en valeur du rôle positif des dépenses publiques n'implique nullement, dans mon esprit, un adieu à la rigueur budgétaire et un retour à l'irresponsabilité financière. Au contraire, elle doit s'accompagner d'une exigence de clarté dans les choix budgétaires, au nom de laquelle seront refusés aussi bien les coupes sombres dans les dépenses que le maintien sans contrôle de crédits budgétaires ou d'avantages fiscaux qui ont perdu leur justification.

Je voudrais donc, à l'occasion de la discussion du budget de mon Département, dégager un certain nombre d'orientations de politique économique, tenant compte à la fois de notre situation économique actuelle, avec ses points forts et ses points faibles, et des contraintes d'environnement international qui encadrent nos possibilités d'action.

Il est utile de situer notre performance économique actuelle par rapport à celle de nos voisins et partenaires principaux que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Que nous apprennent les chiffres les plus récents? En gros, que notre situation économique, pour cette année et pour l'année prochaine, serait aussi bonne — ou, si vous préférez, ne serait pas plus mauvaise — que celle de nos voisins. Pour certains indicateurs macro-économiques, nous avons des performances meilleures que nos voisins: il s'agit notamment du solde extérieur courant et de l'investissement privé.

Pour d'autres indicateurs, notre performance se situe *grosso modo* au niveau de celle de nos voisins: c'est le cas pour la croissance du P.I.B. en volume et pour l'inflation. A noter que, hors produits pétroliers, la baisse de l'inflation se poursuit en Belgique, puisque le taux sur 12 mois se situe, en septembre 1987, à 1,73 % pour l'indice général et à 1,66 % pour l'indice sans les produits pétroliers (contre 3,76 % en septembre 1986): le taux d'inflation hors produits pétroliers a donc diminué de plus de 2 points en un an.

Enfin, il est au moins deux indicateurs pour lesquels notre performance est plus mauvaise que celle de nos voisins, bien que l'écart en notre défaveur se réduise

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft deze door de Senaat overgezonden begrotingsontwerpen behandeld tijdens haar vergaderingen van 14 en 27 oktober 1987.

I. — UITEENZETTING
VAN DE VICE-EERSTE MINISTER
EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN

« Het hardnekkig gevecht dat wij sinds enkele jaren voeren om het begrotingstekort te beperken, heeft sommigen ertoe kunnen brengen *a priori* elke Staatsuitgave te beschouwen als een noodzakelijk kwaad, dat men in het beste geval tegen om het even welke prijs moet pogen te beperken en dat men in het slechtste geval lijdzaam moet ondergaan. Wat mij betreft zou ik wensen dat wij er opnieuw zouden aan gewinnen de uitgaven die de collectiviteit voor zichzelf maakt te beschouwen als instrumenten van haar beleid, en met name haar economisch en sociaal beleid.

De overheidsuitgaven weer als iets positiefs bekijken houdt, in mijn ogen, geenszins in dat de begrotingsteugels gevierd worden en dat wij zouden terugkeren naar financiële onverantwoordelijkheid. Integendeel, dit moet gepaard gaan met een eis tot helderheid in de begrotingskeuzen, in naam waarvan zowel de geduchte besnoeiingen op de uitgaven als het behoud zonder controle van begrotingskredieten of fiscale voordelen die hun verantwoording hebben verloren van de hand gewezen worden.

Ter gelegenheid van de bespreking van de begroting van mijn departement, zou ik dus de richting willen aangeven die ons economisch beleid moet inslaan, rekening houdend tegelijk met onze huidige economische toestand, met zijn sterke en zijn zwakke punten, en met de internationale context waarin onze actiemogelijkheden als in een keurslijf verwrongen zitten.

Het is nuttig om ons huidig economisch prestatievermogen te situeren tegenover dat van onze buurlanden en voornaamste partners, met name Duitsland, Frankrijk en Nederland.

Wat leren ons de jongste cijfers? Alles bij elkaar, dat onze economische toestand, voor dit en volgend jaar, even goed is — of, indien u verkiest, niet slechter is dan — die van onze buurlanden. Voor sommige macro-economische indicatoren, presteren we beter dan onze burens: het gaat met name om het lopende buitenlandse saldo en de particuliere investering.

Voor andere indicatoren, situeert ons prestatievermogen zich *grosso modo* op het peil van onze burens: dit is het geval met de groei van het B.B.P. in volume en met de inflatie. Het valt aan te stippen dat, de olieprodukten daargelaten, de inflatie in België blijft dalen. De inflatiegraad op 12 maanden bedraagt in september 1987 immers 1,73 % voor de algemene index, 1,66 % voor het indexcijfer zonder olieprodukten (tegen 3,76 % in september 1986): de inflatiegraad buiten olieprodukten is dus in een jaar tijds met meer dan 2 punten gedaald.

Tenslotte zijn er minstens twee indicatoren waarvoor ons prestatievermogen slechter is dan dat van onze burens, hoewel de afwijking in ons nadeel gaandeweg vermindert:

progressivement : il s'agit, je ne vous surprendrai pas, du chômage et du déficit des pouvoirs publics.

Ces deux derniers déséquilibres sont évidemment en relation l'un avec l'autre, à la fois parce que le chômage contribue de manière non négligeable au déficit des finances publiques et parce que la résorption durable de l'un et de l'autre nécessiterait un supplément de croissance économique. En d'autres termes, je ne crois pas beaucoup, ni à la possibilité d'encore réduire significativement notre déficit budgétaire par des réductions brutales de dépenses, ni à celle de diminuer beaucoup le nombre de nos chômeurs par des mesures ponctuelles et budgétairement peu coûteuses, même si celles-ci peuvent — et c'est déjà important — empêcher que ce nombre de chômeurs ne s'accroisse à nouveau, dans un contexte où la croissance économique reste trop lente, compte tenu de l'accroissement tendanciel de la productivité, pour faire augmenter le volume de l'emploi.

Ceci nous plonge directement dans les contraintes de l'environnement international. Car la croissance lente — et l'augmentation tendancielle du chômage qu'elle implique — n'est évidemment pas propre à la Belgique. Tous nos voisins européens — et même les Etats-Unis et le Japon — souffrent actuellement de la même faiblesse, et, selon l'O. C. D. E., les perspectives à moyen terme ne sont guère encourageantes, même si un léger sursaut de la conjoncture a pu être observé depuis quelques semaines aux Etats-Unis.

Il semble acquis de plus en plus qu'une amélioration des perspectives de croissance ne pourrait venir que d'une relance qui serait véritablement une action mondiale concertée et qui impliquerait à la fois :

— un effort sérieux par le Gouvernement fédéral américain pour réduire son déficit budgétaire;

— des actions significatives de stimulation de la demande par le Japon et par les quelques pays européens qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour amorcer une telle relance (l'Allemagne fédérale e.a.);

— des efforts supplémentaires en faveur des P. V. D. les plus endettés, de telle sorte que leur assainissement financier, au demeurant nécessaire, puisse s'étaler sur une durée suffisante pour que leurs populations n'en souffrent pas trop et que leurs possibilités de croissance future n'en soient pas irrémédiablement compromises.

Au niveau modeste qui est le nôtre, sur ce point, nous ne pouvons bien entendu que faire entendre la voix de la raison et l'appel à la concertation dans les instances internationales.

Il est au moins deux autres tendances de l'environnement international actuel dont un pays aussi ouvert que le nôtre ne peut pas ne pas tenir compte dans ses choix de politique économique.

L'une est la tendance, dans les pays industrialisés tout au moins, à réformer la fiscalité dans le sens d'une simplification de la législation et d'un abaissement des

het gaat om, en dat zal u niet verrassen, de werkloosheid en het overheidstekort.

Deze beide onevenwichten staan uiteraard in onderling verband, tegelijk omdat de werkloosheid merkkelijk bijdraagt tot het tekort op de overheidsfinanciën en omdat de definitieve uitschakeling van de beide kwalen een bijkomende economische groei zou vergen. Met andere woorden, ik geloof niet veel in de mogelijkheid om ons begrotingstekort nog aanzienlijk te verminderen door brutale uitgavenverminderingen, en ik sta al even sceptisch tegenover het aanzienlijk verminderen van het aantal werklozen door nauwgezette maatregelen die voor de begroting niet duur uitvallen, zelfs al kunnen die — en dat is toch ook belangrijk — beletten dat dit werklozenaantal opnieuw toeneemt, tegen de achtergrond van een te traag blijvende economische groei, rekening houdend met de produktiviteitsgroei die een zekere ontwikkeling volgt, om het tewerkstellingsvolume te doen toenemen.

En daarmee zitten we volop in de spanningen van het internationaal klimaat. Want de trage groei — en de ontwikkelingswijze verhoging van de werkloosheid die deze met zich mede brengt — is uiteraard geen typisch Belgisch verschijnsel. Al onze Europese burens — en zelfs de Verenigde Staten en Japan — lijden momenteel aan dezelfde kwaal, en volgens de O. E. S. O. zijn de vooruitzichten op middellange termijn weinig bemoedigend, zelfs indien, sinds enkele weken, in de Verenigde Staten een lichte conjunctuurstijging werd vastgesteld.

Het lijkt hoe langer hoe meer vast te staan dat een verbetering van de groeiprognozen alleen te verwachten is van een heropleving die het resultaat zou zijn van overleg op wereldvlak en die tegelijk zou inhouden :

— dat de Amerikaanse federale regering een ernstige inspanning zou leveren om haar begrotingstekort te beperken;

— dat betekenisvolle acties zouden worden gevoerd om de vraag te stimuleren; met name door Japan en de Europese landen die over voldoende manoeuvreerruimte in hun begroting beschikken om een dergelijke heropleving in beweging te zetten;

— dat bijkomende inspanningen zouden worden geleverd ten gunste van de ontwikkelingslanden met de zwaarste schuldenlast, zodat hun financiële gezondmaking, die overigens noodzakelijk is, kan gespreid worden over een periode die lang genoeg is opdat hun bevolkingen er niet te veel zouden onder lijden en opdat hun mogelijkheden voor een toekomstige groei er niet op onherstelbare wijze door in het gedrang zouden komen.

Vanuit onze bescheiden hoek kunnen we op dit punt natuurlijk enkel de stem der redelijkheid en de oproep tot overleg binnen de internationale instanties laten horen.

Er zijn tenminste twee andere tendensen in het huidige internationaal klimaat waarmee een land als het onze, dat zo open staat in zijn economische beleidskeuzen, rekening moet houden.

Enerzijds bestaat, althans in de geïndustrialiseerde landen, de tendens om de belastingen te hervormen in de zin van een vereenvoudiging van de wetgeving en een verlaging

prélèvements. Nous devons être conscients du fait que, dans la course à l'attraction d'investissements étrangers en Europe, notre pays est doublement handicapé par la complexité de son système fiscal et par la hauteur de certains prélèvements, particulièrement en ce qui concerne la fiscalité sur les revenus du travail.

D'ores et déjà les entreprises multinationales, et plus particulièrement les sociétés américaines, suite à la réforme fiscale intervenue aux Etats-Unis, refont leurs calculs sur les avantages et désavantages comparatifs d'implantations à l'étranger, et arrivent à des conclusions qui ne sont pas nécessairement favorables à notre pays, malgré les atouts que lui confère notamment son excellente localisation. Notre politique économique, dans la définition de nos options à moyen terme, ne peut pas ignorer ce facteur.

C'est pourquoi le Gouvernement, dans un premier temps, propose une réforme de l'impôt des personnes physiques qui, en complément de la Loi-Grootjans, devra faire disparaître progressivement, à partir des revenus de 1989, les principales anomalies qui grèvent notre fiscalité, à savoir le cumul des revenus des époux et des taux marginaux prohibitifs. A ces mesures attendues depuis quinze ans, l'introduction du quotient conjugal et des minima exonérés pour enfants à charge ajouteront une dimension familiale indispensable, tandis que l'indexation totale de l'ensemble des barèmes fiscaux et de tous les abattements et réductions d'impôt seront gage de l'honnêteté de la sécurité juridique de notre législation fiscale.

Quel que soit le débat qui aura bientôt lieu au Parlement sur ce projet, on doit reconnaître qu'il s'agit d'une petite révolution qui rendra notre système fiscal plus juste pour les époux et les familles, plus efficace et moins démotivant quant aux revenus du travail et, enfin, plus compétitif par rapport à nos principaux partenaires industriels.

Notre politique économique ne peut pas non plus faire abstraction de la tendance qui s'est également fait jour dans notre environnement international à redéfinir et à mieux cerner les responsabilités de l'Etat.

Que l'on parle de « privatisation » ou que l'on utilise un vocable idéologiquement moins chargé pour qualifier, la tendance au « moins d'Etat, mais mieux d'Etat » est indéniable. Pour un pays comme le nôtre, une participation efficace à ce mouvement consiste moins à vouloir privatiser tous azimuts qu'à donner une plus grande autonomie et une plus grande responsabilité de gestion aux entreprises publiques et à de nombreux organismes parastataux, tout en renforçant l'efficacité, et même, dans certains cas, les moyens de l'appareil étatique traditionnel.

C'est là l'objet du projet de loi sur les entreprises publiques qui, traduisant les décisions prises le 10 août par le Gouvernement, sera bientôt soumis au Parlement.

A côté de contraintes liées à l'environnement international, dont nous devons tenir compte dans la formulation d'une politique économique, il en est d'autres qui découlent plus particulièrement de notre situation spécifique.

Je voudrais à ce propos attirer votre attention sur une singularité de l'économie belge, actuellement, par rapport

van de heffingen. Wij moeten beseffen dat, in de wedren naar het aantrekken van buitenlandse investeringen in Europa, ons land aan twee handicaps lijdt, met name het ingewikkelde belastingstelsel en het hoge percentage van sommige heffingen, in het bijzonder inzake de belasting op arbeidsinkomens.

Nu al herzien de multinationale ondernemingen, en meer bepaald Amerikaanse firma's, ten gevolge van de recente belastinghervorming die is opgetreden in de Verenigde Staten, hun berekeningen over de vergelijkbare voordelen en nadelen van vestigingen in het buitenland; daarbij komen zij tot conclusies die niet noodzakelijk gunstig zijn voor ons land, niettegenstaande het feit dat de uitstekende ligging een belangrijke troef is en blijft. Ons economisch beleid kan, bij het uitstippelen van onze beleidskeuzen op middellange termijn, deze factor niet veronachtzamen.

Daarom stelt de Regering, in een eerste fase, een hervorming van de personenbelasting voor, als aanvulling bij de wet-Grootjans, zal deze geleidelijk, vanaf de inkomens van 1989, de voornaamste anomalieën moeten doen verdwijnen die ons belastingstelsel bezwaren, te weten: de cumulatieve van de inkomens der echtgenoten, en van de buitenissige aanslagvoeten. Op deze maatregelen wordt sinds vijftien jaar gewacht; daaraan zullen de invoering van de splitting en van de vrijgestelde minima voor kinderen ten laste een noodzakelijke gezinsdimensie toevoegen; tegelijk zullen de totale indexatie van het geheel van de belastingtariefschalen en van alle belastingaftrekken en -verminderingen borg staan voor de eerlijkheid van de juridische zekerheid van onze belastingwetgeving.

Hoe ook weldra het debat hierover in het Parlement zal verlopen, men moet erkennen dat het om een kleine omwenteling gaat, die ons belastingstelsel rechtvaardiger zal maken voor de echtgenoten en gezinnen, doelmatiger en minder demotiverend voor de inkomsten uit arbeid, en tenslotte concurrentiëler zal maken tegenover onze voornaamste industriële partners.

Ons economisch beleid kan evenmin de tendens buiten beschouwing laten die eveneens aan het licht komt in ons internationaal klimaat om de verantwoordelijkheden van de Staat opnieuw te bepalen en beter te omlijnen.

Of men nu spreekt van « privatisering » of men een ideologisch minder geladen woord gebruikt om ze aan te duiden, de tendens tot « minder Staat maar betere Staat » is onloochenbaar. Voor een land als het onze bestaat een doelgerichte deelname aan deze beweging er minder in te allen kante te willen privatiseren dan wel een grotere autonomie en een grotere beheersverantwoordelijkheid te geven aan overheidsbedrijven en aan talrijke parastatale instellingen, en daarbij de doelmatigheid te versterken, en zelfs in sommige gevallen, de middelen van het traditionele staatsapparaat.

Daar gaat het om in het wetsontwerp op de overheidsbedrijven, waarin de regeringsbeslissingen van 10 augustus vertaald zijn en dat eerlang aan het Parlement zal worden voorgelegd.

Naast de verplichtingen verbonden met het internationale klimaat, waarmee wij dienen rekening te houden bij de formulering van een economisch beleid, zijn er andere die meer in het bijzonder voortvloeien uit onze specifieke toestand.

Ik zou hieromtrent uw aandacht willen vestigen op een huidige eigenaardigheid van de Belgische economie in

à la Communauté européenne: c'est la conjonction d'une situation de balance des paiements très largement excédentaire, d'une capacité financière des entreprises très fortement rétablie et, selon certains experts, plus importante que la moyenne européenne, d'une performance en matière d'investissement en net redressement, mais encore insuffisante, et enfin d'un déficit des finances publiques également supérieur à la moyenne européenne. Cette conjonction d'éléments aboutit à cette situation paradoxale dont j'ai fait état au dernier Conseil ministériel de l'O.C.D.E.: sur le plan budgétaire, un pays comme la Belgique ne dispose pas encore d'une marge de manœuvre pour stimuler sa croissance.

Néanmoins, il bénéficie d'un surplus courant important dans sa balance des paiements, et la capacité financière des entreprises est redevenue, dans l'ensemble, très élevée. Il existe donc une marge de manœuvre pour stimuler la croissance de l'économie belge, mais elle n'est ni monétaire ni budgétaire: elle est dans les mains non pas des pouvoirs publics mais des entreprises, qui pourraient l'utiliser pour accroître leurs investissements et contribuer par là à une croissance plus soutenue.

Le rappel de ces contraintes, tant nationales qu'internationales, doit nous permettre de mieux mesurer l'étroitesse de la marge de manœuvre dont nous disposons en matière de politique économique.

C'est dans ce contexte difficile que notre pays doit relever un certain nombre de défis. J'en vois trois principaux: l'emploi, l'assainissement des finances publiques, la modernisation de notre économie.

Si les deux premiers défis requièrent des traitements spécifiques dont s'occupent activement mes Collègues de l'Emploi et du Travail, des Finances et du Budget, toute solution durable à ces problèmes s'inscrit peut-être avant tout dans la capacité de notre économie de renouer avec des taux de croissance supérieurs à ceux que nous avons connus au cours de la première moitié de cette décennie.

Quels sont les moyens de politique économique que nous devons mettre en œuvre?

N'aimant guère les approches doctrinaires, je voudrais renvoyer dos à dos les partisans d'une politique de l'offre et ceux d'une politique de la demande, ou plutôt essayer de les réunir en une approche pragmatique de notre réalité économique.

Dans une récente étude de la Commission des Communautés européennes, qui s'efforçait de faire apparaître les déterminants les plus importants par lesquels devrait transiter toute action de politique économique visant à influencer la dynamique de l'investissement, deux leviers semblaient dominer les autres: la demande et le profit. Cette étude suggérerait dès lors « qu'une relance initialement engendrée par le profit, puis progressivement soutenue, voire relayée par la demande, représentait probablement la meilleure configuration. »

Faut-il dès lors agir sur l'offre ou la demande?

Sans doute sur l'offre tant il ne sert à rien de relancer la demande si l'appareil de production national n'est pas

comparé à la Communauté européenne: c'est la conjonction d'une situation de balance des paiements très largement excédentaire, d'une capacité financière des entreprises très fortement rétablie et, selon certains experts, plus importante que la moyenne européenne, d'une performance en matière d'investissement en net redressement, mais encore insuffisante, et enfin d'un déficit des finances publiques également supérieur à la moyenne européenne. Cette conjonction d'éléments aboutit à cette situation paradoxale dont j'ai fait état au dernier Conseil ministériel de l'O.C.D.E.: sur le plan budgétaire, un pays comme la Belgique ne dispose pas encore d'une marge de manœuvre pour stimuler sa croissance.

Néanmoins, il bénéficie d'un surplus courant important dans sa balance des paiements, et la capacité financière des entreprises est redevenue, dans l'ensemble, très élevée. Il existe donc une marge de manœuvre pour stimuler la croissance de l'économie belge, mais elle n'est ni monétaire ni budgétaire: elle est dans les mains non pas des pouvoirs publics mais des entreprises, qui pourraient l'utiliser pour accroître leurs investissements et contribuer par là à une croissance plus soutenue.

Le rappel de ces contraintes, tant nationales qu'internationales, doit nous permettre de mieux mesurer l'étroitesse de la marge de manœuvre dont nous disposons en matière de politique économique.

C'est dans ce contexte difficile que notre pays doit relever un certain nombre de défis. J'en vois trois principaux: l'emploi, l'assainissement des finances publiques, la modernisation de notre économie.

Si les deux premiers défis requièrent des traitements spécifiques dont s'occupent activement mes Collègues de l'Emploi et du Travail, des Finances et du Budget, toute solution durable à ces problèmes s'inscrit peut-être avant tout dans la capacité de notre économie de renouer avec des taux de croissance supérieurs à ceux que nous avons connus au cours de la première moitié de cette décennie.

Quels sont les moyens de politique économique que nous devons mettre en œuvre?

N'aimant guère les approches doctrinaires, je voudrais renvoyer dos à dos les partisans d'une politique de l'offre et ceux d'une politique de la demande, ou plutôt essayer de les réunir en une approche pragmatique de notre réalité économique.

Dans une récente étude de la Commission des Communautés européennes, qui s'efforçait de faire apparaître les déterminants les plus importants par lesquels devrait transiter toute action de politique économique visant à influencer la dynamique de l'investissement, deux leviers semblaient dominer les autres: la demande et le profit. Cette étude suggérerait dès lors « qu'une relance initialement engendrée par le profit, puis progressivement soutenue, voire relayée par la demande, représentait probablement la meilleure configuration. »

Faut-il dès lors agir sur l'offre ou la demande?

Sans doute sur l'offre tant il ne sert à rien de relancer la demande si l'appareil de production national n'est pas

vergelijking met de Europese Gemeenschap: het samengaan van een toestand van ruim overschot op de betalingsbalans, van een financieringsvermogen der ondernemingen dat zeer sterk is hersteld en, volgens sommige deskundigen, belangrijker is dan het Europese gemiddelde, van een vermogen inzake investering dat netto hersteld is, maar nog onvoldoende, en tenslotte een tekort van de overheidsfinanciën dat eveneens hoger ligt dan het Europese gemiddelde. Dit samengaan van elementen leidt tot de paradoxale toestand waarop ik reeds gewezen heb bij de jongste ministerraad van de O.E.S.O.: op begrotingsvlak beschikt een land zoals België nog niet over manoeuvreerruimte om zijn groei aan te wakkeren.

Niettemin heeft het een belangrijk lopend overschot op de betalingsbalans en is het financieringsvermogen van zijn ondernemingen over het algemeen opnieuw zeer hoog geworden. Er bestaat bijgevolg een manoeuvreerruimte om de groei van de Belgische economie aan te wakkeren, maar het is geen monetaire noch een begrotingsruimte: zij ligt niet in de handen van de overheid maar in die van de bedrijven, die haar zouden kunnen aanwenden om hun investeringen te vergroten en daardoor bij te dragen tot een meer aanhoudende groei.

Wanneer wij deze nationale en internationale druk in herinnering brengen, kunnen wij beter de engheid meten van de manoeuvreerruimte waarover wij beschikken inzake economisch beleid.

In die moeilijke context moet ons land een aantal uitdagingen opnemen. Ik zie er drie belangrijke: de werkgelegenheid, de gezondmaking van de overheidsfinanciën, de modernisering van ons bedrijfsleven.

Indien de eerste twee uitdagingen specifieke behandelingen vereisen waarmee mijn collega's van tewerkstelling en arbeid, van financiën en van begroting actief bezig zijn, is elke duurzame oplossing voor deze problemen allicht vóór alles afhankelijk van de mogelijkheid van onze economie om opnieuw aansluiting te vinden bij groeivoeten die hoger liggen dan die welke wij hebben gekend in de loop van de eerste helft van dit decennium.

Wat zijn de middelen van economisch beleid die wij moeten aanwenden?

Daar ik weinig voel voor leerstellende benaderingen, zou ik de voorstanders van een politiek van aanbod en die van een beleid gericht op de vraag met de rug tegen elkaar willen zetten, of veeleer proberen hen bijeen te brengen voor een pragmatische benadering van onze economische werkelijkheid.

In een recente studie van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, waarin gepoogd werd de meest belangrijke determinanten naar voren te brengen waardoor elke actie van economisch beleid zou moeten doorgevoerd worden met het oog op de beïnvloeding van de dynamiek van investering, schenen twee hefbomen boven de andere te staan: de vraag en de winst. Deze studie suggereert dan ook « dat een heropleving die in het begin ontstaat door de winst, en vervolgens stapsgewijs ondersteund wordt, zelfs afgelost door de vraag, waarschijnlijk de beste oplossing is ».

Moeten wij dan inspelen op het aanbod of op de vraag?

Ongetwijfeld op het aanbod aangezien het tot niets dient de vraag te doen opleven als het nationale produktie-

en mesure de lui répondre, que ce soit au niveau des prix ou de la gamme des produits et services.

Manifestement sur la *demande* également, tant il est vrai que toute action exclusive sur l'offre risque à terme d'être déflationniste.

* * *

En ce qui concerne la politique de l'offre que nous devons poursuivre, il y a lieu d'insister sur la politique industrielle, sans dissocier toutefois celle-ci d'une véritable politique tertiaire qui, dans une large mesure, reste encore à mettre en place.

Ce lien me paraît indispensable dans la mesure où la distinction classique entre le secteur tertiaire tend en partie à s'estomper et devrait céder sa place à un concept caractérisant le secteur productif par un mélange sans cesse plus complexe d'activités matérielles et de services. L'externalisation croissante par les entreprises industrielles d'une partie des activités de services qu'elles assuraient jusqu'à présent elles-mêmes renforce par ailleurs la nécessité d'une approche plus globale de cette problématique.

Notre politique économique, au niveau de l'offre, se doit dans ce contexte d'être pluridimensionnelle. Elle doit favoriser l'éclosion d'entreprises qui se caractérisent par une importante valeur ajoutée résultant de la mise en œuvre de procédés de haute technologie. Elle doit également soutenir le développement des entreprises existantes. Elle doit enfin attirer sur notre territoire les entreprises étrangères qui souhaitent investir hors de leurs frontières.

On a souvent dit qu'à l'exception des commandes publiques et des incitants fiscaux, il n'y avait plus en Belgique, depuis les lois de régionalisation de 1980, d'instruments nationaux de politique industrielle. Des contacts que j'ai eus avec nos représentants à l'étranger, je retire le sentiment que l'image de la Belgique tend à être moins bien perçue que celle de nos concurrents et qu'une action correctrice est souhaitable à cet égard. Sans remettre en cause les compétences des régions en cette matière, il me semble qu'il y va de la responsabilité du gouvernement national de veiller à ce que notre action vis-à-vis de l'étranger soit en ce domaine mieux coordonnée.

Ainsi en est-il par exemple de la promotion de certains incitants fiscaux dans le domaine de la haute technologie, comme ceux réservés aux sociétés novatrices et aux sociétés situées en zones d'emploi. Mon département a pris à cet égard diverses initiatives tant en Belgique qu'à l'étranger et pas plus tard qu'il y a quinze jours, j'ai eu l'occasion de mener au Japon une mission économique qui y a été accueillie avec d'autant plus d'intérêt que, une fois n'est pas coutume, milieux d'affaires belges et pouvoirs publics, autant nationaux que régionaux, se sont présentés *unis* face à des investisseurs potentiels.

Il convient toutefois d'être réaliste et de ne pas examiner le redéploiement de nos entreprises à la seule lumière de la haute technologie. Dans le domaine du tertiaire en effet, beaucoup peut être fait qui pourrait avoir un effet direct

apparaat niet in staat is daaraan te beantwoorden, of het nu gaat om het peil van de prijzen of om het gamma aan produkten en diensten.

Klaarblijkelijk eveneens op de *vraag*, zozeer is het waar dat elke exclusieve actie op het aanbod op termijn het gevaar loopt deflatie teweeg te brengen.

* * *

Wat betreft het aanbodbeleid dat we moeten voortzetten, is het nodig het industriële beleid te benadrukken, zonder dit evenwel los te maken van een echt beleid inzake tertiaire sector dat, in hoge mate, nog moet geïnstalleerd worden.

Dit verband lijkt me onoverkomelijk in de mate waarin het klassieke onderscheid tussen de secundaire en tertiaire sector ertoe neigt gedeeltelijk te vervagen en plaats zou moeten ruimen voor een begrip dat de productieve sector karakteriseert door steeds ingewikkelder vermenging van materiële en dienstenactiviteiten. In toenemende mate besteden de industriële ondernemingen een deel van hun dienstenactiviteiten, die ze tot nog toe zelf verzekerden aan anderen uit; dit versterkt overigens de noodzaak van een meer globale benadering van deze problematiek.

Ons economisch beleid, op het vlak van het aanbod, moet in dit raam pluridimensioneel zijn. Het moet de bloei begunstigen van ondernemingen die gekenmerkt worden door een belangrijke toegevoegde waarde, die voortvloeit uit het bewerkstelligen van procédé's van spitstechnologie. Het moet eveneens de ontwikkeling van bestaande bedrijven ondersteunen. Het moet tenslotte, op ons grondgebied de buitenlandse ondernemingen aantrekken die wensen te investeren buiten hun grenzen.

Vaak is gezegd dat met uitzondering van de overheidsbestellingen en van de belastingstimuli, er in België sinds de wetten op de gewestvorming van 1980, geen nationale instrumenten van industriebeleid meer waren. Uit contacten die ik heb gehad met onze vertegenwoordigers in het buitenland, heb ik de indruk overgehouden dat het imago van België ertoe neigt minder goed waargenomen te worden dan dat van onze concurrenten en dat in dit opzicht een corrigerende actie wenselijk is. Zonder de bevoegdheden van de gewesten terzake op losse schroeven te zetten lijkt het me dat het tot de verantwoordelijkheid van de Regering behoort erop toe te zien dat onze actie tegenover het buitenland op dit gebied beter gecoördineerd wordt.

Zo bijvoorbeeld bij de bevordering van sommige belastingstimuli op het gebied van de spitstechnologie, zoals deze voorbehouden aan innoverende maatschappijen en aan maatschappijen in tewerkstellingszone's; ten aanzien hiervan heeft mijn departement verscheidene initiatieven genomen, zowel in België als in het buitenland; nauwelijks twee weken geleden heb ik de gelegenheid gehad een economische zending naar Japan te leiden, die er met des te meer belangstelling werd ontvangen daar zowel nationale als gewestoverheid en Belgische zakenkringen zich eens te meer *verenigd* hebben voorgesteld ten overstaan van mogelijke investeerders.

Het past niettemin realistisch te zijn en de heropbloei van onze bedrijven niet louter in het licht van de spitstechnologie te onderzoeken. Immers, op het gebied van de tertiaire sector, kan nog veel worden gedaan dat

sur l'emploi. Je pense ici plus particulièrement au problème de la parafiscalité qui n'a pas été ignoré dans les décisions que le gouvernement a prises au cours du dernier conclave budgétaire. Je songe en particulier à la réduction des charges sociales pour le secteur de l'aide aux personnes et le secteur Horeca.

En ce qui concerne la politique de la demande, je crois que s'il y a lieu d'être prudent et de raisonner en cette matière davantage à l'échelle européenne qu'à l'échelle belge, ce n'est pas une raison pour ne pas lever le pied de la pédale du frein qui est restée enfoncée, avec raison sans doute, au cours de ces dernières années. Si nous voulons plus de croissance économique nous ne pouvons pas uniquement compter sur les effets positifs engendrés par la hausse des investissements des entreprises et le solde positif de notre balance commerciale.

Notre produit national brut étant composé pour plus de 65 % par la consommation privée, nous devons être conscients des conséquences qu'aura sur la croissance globale un trop grand ralentissement de la croissance de la consommation privée.

Il ne peut naturellement être question de relance unilatérale de celle-ci. La marge de manœuvre qui s'est dégagée lors des négociations salariales récentes dans le secteur privé va toutefois dans le bon sens. Au niveau du secteur public, les mesures récemment négociées augmentent également le pouvoir d'achat des agents. Il en va de même pour le relèvement programmé des petites pensions, du minimex et des allocations familiales.

Enfin, à partir de 1989, l'augmentation des revenus due à la réforme fiscale — notamment le relèvement du minimum imposable — aura aussi, un effet positif sur l'évolution de la consommation privée.

Certains aspects particuliers de la politique économique générale telle que je viens de la traiter devant vous, trouvent leur application au niveau du Ministère des Affaires économiques et l'examen du budget de celui-ci me fournit l'occasion d'en esquisser les grandes lignes.

Pour ce faire, et afin de n'être pas trop long, je n'entrerai pas dans le détail des articles budgétaires, pas plus que je ne reprendrai l'intégralité de l'exposé que j'ai fait en Commission de l'Economie du Sénat et qui se trouve dans le rapport de cette même Commission dont vous avez eu connaissance; je voudrais juste en reprendre les principaux points, lesquels ne sont d'ailleurs pas tous de nature budgétaire.

Ainsi en est-il de la *politique de la consommation*. En effet, l'activité principale de mon département, qui n'apparaît que très marginalement au niveau de son budget, consiste à mettre en œuvre et à surveiller la réglementation concernant des aspects très variés de la vie économique du pays. Ainsi, dans le domaine de la consommation, trois projets de loi importants et qui visent tous à rénover le cadre légal dans lequel évolue notre économie, sont actuellement en cours d'examen au Parlement ou en voie de l'être incessamment.

Le plus avancé d'entre eux est le *projet de loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection des consommateurs*; adopté par le Sénat, ce projet est actuellement débattu au niveau de la Chambre des Représentants.

een rechtstreeks gevolg zou kunnen hebben op de werkgelegenheid. Ik denk hier meer in het bijzonder aan het probleem van de parafiscaliteit dat niet ontkend is geworden in de beslissingen die de Regering van de sociale lasten voor de sector der personenhuur en voor de Horeca.

Wat betreft het op de vraag gericht beleid, meen ik dat het nodig is voorzichtig te zijn en terzake meer op Europese dan op Belgische schaal te redeneren; doch dit is geen reden om de voet niet van het rempedaal te halen dat ingedrukt is gebleven, zonder twijfel met reden, in de loop van deze laatste jaren. Indien wij meer economische groei willen, mogen wij niet enkel rekenen op de positieve gevolgen van de verhoging van investeringen door bedrijven en het positief saldo van onze handelsbalans.

Ons Bruto Nationaal Produkt wordt voor meer dan 65 % gevormd door particulier verbruik; daarom moeten we ons bewust zijn van de gevolgen op de globale groei van een te grote vertraging van de groei van het particulier verbruik.

Er kan uiteraard geen sprake zijn van eenzijdige heropleving hiervan. De manoeuvreer ruimte die is vrijgekomen bij de jongste loononderhandelingen in de particuliere sector gaat niettemin in de goeie richting. Op het vlak van de overheidssector verhogen de jongste maatregelen waarover zopas werd onderhandeld, eveneens de koopkracht van de staatsambtenaren. Evenzo gaat dit op voor de geprogrammeerde verhoging van de kleine pensioenen, de levensminima en de kinderbijslagen.

Tenslotte zal vanaf 1989, de verhoging der inkomens tengevolge van de belastinghervorming — met name de verhoging van het belastbaar minimum — eveneens een positief effect hebben op de ontwikkeling van het particuliere verbruik.

Sommige bijzondere aspecten van het algemeen economisch beleid zoals ik het voor u heb geschetst, vinden hun toepassing op het niveau van het ministerie van Economische Zaken en het onderzoek van de begroting ervan biedt mij de gelegenheid er de grote lijnen van te schetsen.

Ik wens in dit verband niet te uitvoerig in te gaan op de begrotingsartikelen; ik wens evenmin mijn volledige uiteenzetting te hernemen die ik hield in de Commissie Economie van de Senaat welke is overgenomen in het verslag van diezelfde Commissie dat u kent. Ik wens er enkel de voornaamste punten van te hernemen, die trouwens niet alle van budgettaire aard zijn.

Dit geldt voor het *verbruiksbeleid*. De voornaamste activiteit van mijn departement die slechts in zeer beperkte mate tot uiting komt op het vlak van de begroting ervan, bestaat in de uitwerking van en de controle op de reglementering van de zeer uiteenlopende aspecten van het economisch leven van het land. Inzake het verbruik, worden thans of zullen eerlang drie belangrijke ontwerpen door het Parlement worden onderzocht, met het oog op de vernieuwing van het wettelijk kader waarbinnen onze economie evolueert.

Het verst gevorderd in dit verband, is het *ontwerp van wet op de handelspraktijken en op de voorlichting en de bescherming van de verbruikers*. Het is goedgekeurd door de Senaat en wordt thans besproken door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

La Commission de l'Economie du Sénat vient par ailleurs d'entamer la discussion du *projet de loi sur la concurrence économique*, lequel part de l'idée que l'intérêt des consommateurs ne se limite pas à leur information et à leur protection contre les pratiques abusives, mais qu'il réside aussi dans l'accès à une gamme suffisante de produits dans le cadre d'une saine concurrence qui leur garantit une qualité satisfaisante à des prix compétitifs.

Enfin, après avoir été approuvé par le Conseil des Ministres et — adapté sur avis du Conseil d'Etat, de la Commission bancaire et de la Commission pour la simplification des formalités administratives, le *projet de loi relatif à certains contrats de crédit à la consommation* sera déposé incessamment au Parlement.

L'essentiel des dépenses à charge du *Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale* se concentre sur les secteurs textile et confection, suite notamment à l'interdiction par la C.E.E. de l'octroi de nouvelles aides à l'industrie sidérurgique. Il est à souligner qu'à la suite des décisions prises à Val Duchesse, les directives d'application relatives aux lois d'expansion ont été modifiées en vue de réduire environ de moitié les avantages maxima pouvant être octroyés.

En exécution de la déclaration gouvernementale et du plan de Val Duchesse, l'arrêté royal n° 486 a modifié une nouvelle fois le *Fonds de rénovation industrielle*, afin principalement de le rendre plus sélectif dans ses interventions et budgétairement « self-supporting » après épuisement des enveloppes. Toutefois, le contrôle budgétaire de mars 1987 a accordé au F.R.I. une dernière allocation de 1 211,2 millions répartie sur les années 1987, 1988 et 1989 afin d'apurer les engagements du passé avant que le F.R.I. ne devienne définitivement « revolving ».

La politique de restructuration des *secteurs nationaux* est menée essentiellement au travers du *Fonds de solidarité nationale* et de la *Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux*. Cette politique porte principalement sur la restructuration des K.S. et de la sidérurgie, sur la finalisation des interventions du plan textile de 1981, sur la remise en exploitation de certains sièges d'activité de la Société Verlipack en ce qui concerne le verre creux, et sur la mise en œuvre d'un plan financier pour consolider le principal chantier naval du pays.

Le *budget politique scientifique* du Ministre des Affaires économiques est principalement constitué de subventions à divers organismes nationaux et internationaux de recherche. Plusieurs de ces institutions sont concernées par l'accord dit de la Sainte Catherine qui prévoit leur transfert total ou partiel aux Régions. Par ailleurs, ce budget a été également mis au service de la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Enfin, depuis trois ans, le budget consacré au personnel de son département (environ 2,8 milliards) traduit la diminution légère mais constante des effectifs du Ministère des Affaires économiques.

Globalement, le total des dépenses de mon département, qui était de 49 777,5 millions en 1985, a été réduit de 2 095,1 millions en 1986, soit - 4,2 %, et de 1 322,7 millions supplémentaires en 1987 (initial), soit - 2,8 %.

De Commissie van de Senaat heeft pas het onderzoek aangevat van het *ontwerp van wet op de economische mededinging*, dat uitgaat van de gedachte dat het belang van de verbruikers zich niet beperkt tot hun voorlichting en hun bescherming tegen misleidende praktijken, maar dat het ook bestaat uit het beschikken over een voldoende gamma producten in het raam van een gezonde mededinging die hen een voldoende kwaliteit biedt tegen concurrentiële prijzen.

Tenslotte, werd het *ontwerp van wet betreffende sommige verbruikskredietovereenkomsten* goedgekeurd door de Ministerraad en aangepast na advies van de Raad van State, van de Bankcommissie en van de Commissie voor de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten. Het zal eerlang bij het Parlement worden ingediend.

Het grootste deel van de uitgaven ten laste van het *Fonds voor economische expansie en gewestelijke reconversie*, hebben betrekking op de textiel- en confectiesectoren, met name ten gevolge van het verbod vanwege de E.E.G. om nog nieuwe steun te verlenen aan de staalnijverheid. Er dient te worden onderstreept dat, ingevolge de beslissingen van Hertoginnedal, de toepassingsrichtlijnen betreffende de expansiewetten, werden gewijzigd ten einde de mogelijke maximumvoordelen tot de helft terug te brengen.

In uitvoering van de regeringsverklaring en van het plan van Hertoginnedal, heeft het koninklijk besluit 486, het *Fonds voor industriële vernieuwing* nogmaals gewijzigd, vnl. om het selectiever te maken betreffende zijn tegemoetkomingen en budgettair « self-supporting », na uitputting van de beschikbare middelen. De begrotingscontrole van maart 1987 heeft aan het F.I.V. echter een laatste toelage verleend van 1 211,2 miljoen, verdeeld over de jaren 1987, 1988 en 1989, ten einde de verbintenissen na te komen die vroeger werden aangegaan, voordat het F.I.V. definitief « revolving » werd.

Het beleid tot herstructurering van de *nationale sectoren* wordt voornamelijk geleid via het *Nationaal solidariteitsfonds* en de *Nationale maatschappij voor de herstructurering van de nationale sectoren*. Dit beleid heeft hoofdzakelijk betrekking op de herstructurering van de K.S. en de staalnijverheid, op de finalisering van de tegemoetkomingen van het textielplan van 1981, op het opnieuw exploiteren van sommige zetels van de vennootschap Verlipack voor de sector holglas en op de toepassing van een financieel plan ter consolidatie van de voornaamste scheepswerf van het land.

De *begroting wetenschapsbeleid* van de minister van Economische Zaken bestaat hoofdzakelijk uit tegemoetkomingen aan verscheidene nationale en internationale onderzoeksinstituten. Verscheidene hiervan zijn geraakt door het zogenaamde Sint-Katherina-akkoord dat voorziet in de volledige of gedeeltelijke overdracht ervan naar de Gewesten. Verder werd die begroting eveneens ten dienste gesteld van het rationeel energieverbruik.

Sedert drie jaar vertaalt de begroting die wordt beteed aan het personeel van het departement (ongeveer 2,8 miljard), de lichte, maar voortdurende daling van de personeelssterkte van het ministerie van Economische Zaken.

Algemeen gesteld, werd het totaal van de uitgaven van mijn departement, dat 40 777,5 miljoen bedroeg in 1985, verminderd met 2 095,1 miljoen in 1986, of - 4,1 % en met nog eens 1 322,7 miljoen in 1987 (oorspronkelijk), of - 2,8 %.

II. DISCUSSION GENERALE

A. Politique économique

1. Généralités

M. De Batselier plaide en faveur d'une plus grande orthodoxie budgétaire. Le fait que le Parlement doive encore se prononcer en octobre 1987 sur des chiffres se rapportant aux années budgétaires 1985, 1986 et 1987 risque en effet de conférer à la présente discussion un caractère plutôt abstrait. Il déplore que les budgets ne soient examinés qu'aujourd'hui.

En ce qui concerne plus particulièrement le budget du Ministère des Affaires économiques, il fait observer que celui-ci est quelque peu faussé du fait du transfert de certaines charges financières au budget de la Dette publique.

2. Prestations de l'économie belge

Selon M. De Batselier, l'économie belge se porte plutôt mal par rapport à celle de certains autres pays d'Europe. C'est ainsi que depuis 1981, notre pays connaît une croissance généralement inférieure à la moyenne européenne. Or, quand on sait que cette moyenne européenne n'est déjà guère brillante en comparaison de la croissance de certaines grandes puissances telles que les Etats-Unis et le Japon, on ne peut que constater que l'évolution de notre économie ne peut qu'aboutir à un catastrophe.

C'est ainsi que à partir de 1987, il faudrait que la croissance atteigne pas moins de 3,5 % pour que le taux de chômage diminue de 0,5 %. La Commission européenne a recommandé à cet égard de ramener, dans un délai de cinq ans, le taux de chômage à 7 % de la population active.

L'intervenant constate que le Gouvernement belge ne se préoccupe guère de cet objectif européen.

Il évoque par ailleurs la situation des entreprises belges sur le plan de la durée d'activité assurée. Il ressort en effet du *Bulletin de la Générale de Banque* que l'on enregistre un recul de 2,7 % dans ce domaine par rapport à l'année passée. Ce recul reflète les incertitudes quant aux commandes passées auprès de nos entreprises.

Malgré le faible taux d'inflation, l'économie belge ne réussit donc pas à donner un nouvel élan à l'activité assurée.

On constate une augmentation de 0,8 % à peine de la production industrielle (sur la base de chiffres ne tenant pas compte du secteur de la construction). C'est dire que la production industrielle piétine, alors même que l'on n'enregistre que peu d'investissements nouveaux.

L'intervenant a appris à ce propos que les entreprises belges disposeraient de réserves pour un montant d'environ 300 milliards de F. Les investissements des entreprises n'ont quant à eux augmenté que de 9 % en valeur par rapport à l'année précédente.

Il demande au Gouvernement de trouver un moyen de canaliser ces réserves vers des investissements nouveaux.

Il se dit partisan d'une plus grande « tertiairisation » de l'économie, mais souligne que cette évolution devra toujours être basée sur une assise économique. Il faudra en d'autres termes demeurer attentif au secteur secondaire de l'économie.

Il conseille enfin au Gouvernement de ne pas se laisser obnubiler par la réduction du déficit des finances publiques, mais de mener également une politique de l'emploi positive, initiative qui correspondrait d'ailleurs à l'évolution souhaitée par la Commission européenne tout en contribuant à l'assainissement des finances publiques.

II. ALGEMENE BESPREKING

A. Economisch beleid

1. Algemeenheden

De heer De Batselier pleit voor een grotere budgettaire orthodoxie. Wanneer het Parlement zich in oktober 1987 nog moet uitspreken over cijfers met betrekking tot de begrotingsjaren 1985, 1986 en 1987, dreigt de discussie immers vrij abstract te worden. Hij betreurt dat de begrotingen nu pas ter sprake komen.

Wat meer bepaald de begroting van het Ministerie van Economische Zaken betreft, merkt hij op dat deze door de overdracht van financiële lasten naar de Rijksbegroting een enigszins vertekend beeld geeft.

2. Prestaties van het Belgische bedrijfsleven

Volgens de heer De Batselier presteert de Belgische economie eerder slecht in vergelijking met een aantal Europese landen. Zo liggen de *groeicijfers* sedert 1981 doorgaans lager dan het Europese gemiddelde. Indien men weet dat dit Europese prestatiegemiddelde, getoetst aan de groeipercentages van enkele grootmachten als de V.S. en Japan op zichzelf al niet schitterend is, dan begrijpt men dat de evolutie van de Belgische economie tot een catastrofe moet leiden.

Zo zou er vanaf 1987 een groeipercentage van liefst 3,5 % moeten verwezenlijkt worden om de werkloosheidsgraad met 0,5 % te doen afnemen. De Europese Commissie heeft terzake aanbevolen om binnen een periode van vijf jaar het werkloosheidspercentage terug te brengen tot 7 % van de actieve bevolking.

Spreker stelt vast dat de Belgische regering niet veel aandacht besteedt aan die Europese doelstelling.

Hij verwijst verder naar de resultaten inzake de *verzekerde activiteitsduur* van de Belgische bedrijven. Uit het *Bulletin van de Generale Bankmaatschappij* blijkt dat er op dat gebied een achteruitgang met 2,7 % merkbaar is tegenover vorig jaar. Er bestaat met andere woorden onzekerheid inzake de geplaatste bestellingen.

Ondanks het lage inflatiepeil slaagt het Belgisch bedrijfsleven er dus niet in om de verzekerde activiteit een nieuw elan te geven.

Op het vlak van de *industriële produktie* (op basis van cijfergegevens zonder de bouwsector) stelt men een toename vast van amper 0,8 %. De industriële produktie blijft dus « ter plaatse trappelen », terwijl er bovendien weinig nieuwe investeringen gebeuren.

Hij heeft in dat verband vernomen dat bij de Belgische bedrijven om en bij de 300 miljard F aan spaargelden aanwezig zou zijn. De *bedrijfsinvesteringen* stegen evenwel slechts met 9 % in waarde tegenover vorig jaar.

Hij spoort de Regering aan een middel te vinden om die spaargelden te kanaliseren naar nieuwe investeringen.

Hij toont zich ook voorstander voor een grotere « tertiairisering » van het bedrijfsleven, maar waarschuwt ervoor dat hiervoor altijd een economisch draagvlak zal moeten bestaan. Men zal dan ook blijvend aandacht moeten schenken aan de secundaire sector van de economie.

Hij raadt de Regering tenslotte aan zich niet blind te staren op het drukken van het overheidstekort, maar ook een positief *werkgelegenheidsbeleid* te voeren. Dit laatste zou trouwens in de lijn liggen van de door de Europese Commissie gewenste evolutie en zou als nevendoelstelling de sanering van de overheidsfinanciën mede realiseren.

M. De Roo estime également qu'il convient de situer l'économie belge dans le contexte plus large de la situation mondiale. Il souligne le renforcement du réflexe protectionniste de l'économie américaine, qui, dans certains domaines, a presque provoqué une guerre commerciale avec l'Europe. Il demande au Ministre quelle est l'incidence sur l'économie belge de ce protectionnisme croissant (qui s'accompagne en outre d'une baisse du cours du dollar).

M. Tomas a lu attentivement le texte de l'exposé introductif du Ministre et souhaite obtenir quelques éclaircissements à ce propos.

C'est ainsi que lorsqu'il parle de la singularité de l'économie belge par rapport à l'ensemble de la Communauté européenne, le Ministre fait notamment état du rétablissement de la capacité de financement des entreprises belges. L'intervenant demande des chiffres concrets permettant d'étayer cette affirmation. Il demande également des chiffres en ce qui concerne la capacité d'investissement des entreprises, et si possible par secteur.

Il estime que le Gouvernement a commis une erreur en faisant de multiples cadeaux financiers aux entreprises sans exiger d'elles la moindre contrepartie. Il en résulte que de nombreuses entreprises font actuellement des superbénéfices sans pour autant être obligées d'affecter ceux-ci à de nouveaux investissements.

M. Tomas demande également ce que le Ministre entend précisément par une *politique économique pluridimensionnelle*. Il se demande de quels moyens le Ministre dispose pour mener une telle politique et de quelles « dimensions » il veut parler.

Il demande par ailleurs des chiffres concernant l'impact de la diminution des commandes publiques sur les divers secteurs industriels, notamment sur celui de la construction.

Il voudrait également savoir quelles initiatives concrètes le Gouvernement a prises pour améliorer la coordination avec les Régions en matière de politique industrielle.

Il demande au Ministre de dresser un bilan des incitants en matière de *technologie de pointe*. Dans son exposé introductif, le Ministre a également souligné l'importance de la consommation privée, qui représente 65 % du P.N.B.

L'intervenant fait observer que la consommation privée a fortement diminué ces dernières années, ainsi qu'il ressort notamment d'une étude de l'I.R.E.S. Pour 1988, on prévoit une augmentation sensible des loyers. L'orateur demande si le Ministre dispose dès à présent d'éléments relatifs à la répercussion de cette augmentation sur la consommation privée.

En ce qui concerne l'objectif communautaire d'un taux de chômage de 7 %, le Ministre des Affaires économiques estime que si la Commission européenne estime que cet objectif est tenable pour l'ensemble de la Communauté européenne, il n'y a aucune raison de penser que cet objectif ne puisse pas être atteint par la Belgique.

En effet, l'évolution récente des statistiques harmonisées de la C.E.E. en matière de chômage indique que nous avons réussi en Belgique à stopper la progression du chômage et même à amorcer un léger reflux. En outre, le taux de chômage harmonisé de la Belgique est actuellement de 10,2 % de la population active, contre 9,7 % pour l'Europe des dix (hors Portugal et Espagne) et 10,8 % pour l'Europe des douze. Il n'y a donc pas d'écart significatif entre la Belgique et la moyenne communautaire.

De heer De Roo is eveneens van oordeel dat de Belgische economie in de ruimere context van het wereldgebeuren moet worden gesitueerd. Hij wijst op de *toenemende protectionnistische reflex van de Amerikaanse economie*, wat op bepaalde domeinen haast tot een handelsoorlog met Europa heeft geleid. Hij vraagt aan de Minister welke weerslag dit groeiend protectionisme (bovendien gepaard gaand met een dalende U.S.-dollarkoers) heeft op de Belgische economie?

De heer Tomas heeft met aandacht de inleidende uiteenzetting van de Minister gelezen. Hij vraagt enkele verduidelijkingen bij die tekst.

Zo spreekt de Minister, wanneer hij het heeft over de « eigenaardigheid » van de Belgische economie in vergelijking met de Europese Gemeenschap, o.m. over het herstel van de *financieringsvermogen van de Belgische ondernemingen*. Spreker vraagt concreet cijfermateriaal om die bewering te steunen. Tevens vraagt hij cijfergegevens over het vermogen inzake investeringen, zo mogelijk per bedrijfstak.

Hij is van oordeel dat de Regering er fout aan gedaan heeft, om het bedrijfsleven te hebben bedacht met allerlei financiële geschenken zonder enige vorm van tegenprestatie. Gevolg is dat vele bedrijven thans met superwinsten zitten, en toch niet verplicht kunnen worden om deze voor nieuwe investeringen aan te wenden.

De heer Tomas wenst ook precies te weten wat de Minister bedoelt met een *pluridimensioneel economisch beleid*. Hij vraagt zich af over welke middelen de Minister beschikt om zo'n beleid te voeren en welke « dimensies » hij zoal op het oog heeft.

Verder vraagt hij cijfergegevens over de *weerslag van de verminderingen van de overheidsbestellingen* op de diverse bedrijfstakken, o.m. op de bouwsector.

Ook wil hij weten welke concrete initiatieven de Regering heeft genomen om tot een betere *coördinatie* te komen met de Gewesten inzake het industrieel beleid.

Hij vraagt de Minister een bilan op te maken van de *stimuli* op het gebied van de *spitstechnologie*. De Minister heeft in zijn inleiding ook verwezen naar het belang van het *particulier verbruik*, dat goed is voor 65 % van het B.N.P.

Spreker wijst erop dat dit particulier verbruik gedurende de jongste jaren aanzienlijk gedaald is. Dit blijkt o.m. uit een studie van het I.R.E.S. Voor 1988 voorspelt men een gevoelige stijging van de huurprijzen. Hij vraagt of de Minister reeds over elementen beschikt m.b.t. de weerslag van een dergelijke prijsstijging op het privé-verbruik.

Met betrekking tot het door de gemeenschappen nagestreefde werkloosheidscijfer van 7 % is de Minister van Economische Zaken van oordeel dat als de Europese Commissie dit een voor de gehele Europese Gemeenschap haalbaar cijfer acht, er niet de minste reden bestaat om aan te nemen dat België dat streefcijfer niet zou halen.

Uit de recente ontwikkeling van de geharmoniseerde E.E.G.-statistiek inzake werkloosheid blijkt immers dat België erin is geslaagd een einde te maken aan de stijging van de werkloosheid en dat zich zelfs een lichte teruggang heeft ingezet. Bovendien bedraagt het geharmoniseerde werkloosheidscijfer van België momenteel 10,2 % van de beroepsbevolking, tegen 9,7 % voor het Europa van de Tien (Portugal en Spanje uitgezonderd) en 10,8 % voor het Europa van de Twaalf. Bijgevolg wijken de Belgische cijfers niet significant af van het gemiddelde van de Gemeenschap.

Dès lors, si la Communauté se fixait en matière d'emploi et de chômage un objectif à cinq ans, il ne voit pas a priori de raison pour que la Belgique ne l'atteigne pas en même temps que ses partenaires. Toutefois, s'il ne peut que souhaiter qu'un tel projet communautaire voie le jour, il n'est par contre pas certain que l'objectif doive être chiffré aussi précisément, le fétichisme des chiffres étant encore plus dangereux pour les questions dont les pouvoirs publics sont loin d'avoir en main tous les paramètres, comme l'emploi, que pour celles qu'ils maîtrisent davantage, comme le budget de l'Etat.

A la suite de l'intervention de M. De Roo sur l'influence de la baisse du dollar et de la montée du protectionnisme sur l'économie des pays de la C.E.E. et de la Belgique en particulier, le Ministre admet qu'on ne peut nier, depuis ces derniers temps, une certaine accentuation de la « pression protectionniste » aux Etats-Unis, comme cela ressort de certains projets de loi américains, tels le Trade Bill, ou de certaines initiatives dans le domaine textile par exemple. En outre, le dollar a connu, par rapport aux monnaies européennes, une dévaluation officielle de plus du tiers de sa valeur depuis deux ans.

Une analyse détaillée des répercussions de ces phénomènes sur nos économies seraient certes utiles, mais nécessiteraient des études approfondies. C'est la raison pour laquelle il se borne à considérer les échanges totaux avec les Etats-Unis.

Au niveau de la C.E.E., la balance commerciale reste largement en boni puisque, si les exportations des 12 pays de la Communauté à destination des U.S.A. ont diminué en valeur de 12,1 % en 1986 et de 4,3 % au premier trimestre de 1987 (après des hausses de 41,2 % et 16,6 % en 1984 et 1985), nos importations en provenance des U.S.A. ont suivi, en valeur toujours, pratiquement la même évolution; elles ont en effet diminué de 17,6 % en 1986 et de 2,9 % en 1987; pour le premier trimestre de 1987, la balance commerciale européenne dégageait un boni de plus de deux milliards d'Ecu.

Au niveau de l'U.E.B.L., 1986 a vu une réduction de 18,1 % en valeur et de 4,8 % en volume de nos importations en provenance des Etats-Unis contre une diminution de 19 % en valeur et une augmentation en volume de 3,2 % de nos exportations vers les U.S.A.; pour les six premiers mois de 1987, les chiffres correspondants sont de - 8,6 % en valeur et + 10,9 % en volume pour nos importations et de - 7,2 % en valeur et + 49,8 % en volume pour nos exportations; pour le premier semestre de 1987, notre balance commerciale avec les U.S.A. était déficitaire de 5,3 milliards de F contre 7,1 milliards de F pour le premier semestre de 1986.

En ce qui concerne la capacité de financement excédentaire des entreprises, le Ministre se réfère d'abord à la réponse qu'il a donnée au cours de l'examen des budgets au Sénat (pages 32-33-34 du rapport de la Commission).

Sans reprendre l'argumentaire qu'il avait développé à cette occasion, il partage le souci de beaucoup quant à l'utilisation de cette épargne nette. Pour les diverses raisons mentionnées dans sa réponse au Sénat, essentiellement la faiblesse du commerce international, l'évolution des taux d'intérêt, les rachats d'entreprise et l'instabilité économique, il croit qu'il n'est pas réaliste d'espérer un investisse-

Mocht de Gemeenschap haar doel inzake werkverschaffing en terugdringing van de werkloosheid in vijf jaar willen bereiken, dan ziet hij *a priori* geen reden waarom België dat niet gelijktijdig met zijn partners zou kunnen. Al kan hij alleen maar wensen dat een dergelijk gemeenschapsontwerp het licht ziet, toch is hij niet zeker of het doel wel zo nauwkeurig moet worden becijferd, aangezien dwepen met cijfers wellicht nog gevaarlijker is voor aangelegenheden waarvan de overheid niet alle parameters in handen heeft, de werkgelegenheid b.v., dan voor die welke zij beter beheerst, zoals de Staatsbegroting.

Naar aanleiding van de tussenkomst van de heer De Roo in verband met de invloed van de dalende dollarkoers en het toenemend protectionisme op de economie van de E.E.G.-landen en van België in het bijzonder, geeft de Minister toe dat men niet kan ontkennen dat de « protectionistische druk » in de Verenigde Staten de laatste tijd enigszins toeneemt, zoals blijkt uit een aantal Amerikaanse wetsontwerpen, o.m. het Trade Bill, of uit sommige initiatieven bijv. in de textielsector. Voorts is de dollar, vergeleken met de Europese valuta, de afgelopen twee jaar officieus met meer dan een derde gedevalueerd.

Een detailanalyse van de weerslag van die verschijnselen op onze volkshuishoudingen zou ongetwijfeld nuttig zijn, maar zou grondig onderzoek vergen. Daarom beperkt hij zich in zijn beschouwing tot het totale handelsverkeer met de Verenigde Staten.

De handelsbalans van de E.E.G. geeft een ruim overschot te zien. Want hoewel de export van de 12 E.E.G.-landen naar de V.S. in 1986 naar de waarde met 12,1 % en tijdens het eerste kwartaal van 1987 met 4,3 % daalde (na een stijging met 41,2 % en 16,6 % in 1984 en 1985), heeft onze import uit de U.S.A. zich in vrijwel gelijke mate ontwikkeld; hij daalde met name met 17,6 % in 1986 en met 2,9 % in 1987. Over het eerste kwartaal van 1987 gaf de Europese handelsbalans een overschot van twee miljard E.C.U. te zien.

Binnen de B.L.E.U. daalde onze import uit de Verenigde Staten in 1986 met 18,1 % naar de waarde en met 4,8 % naar het volume, terwijl onze export naar de V.S. met 19 % naar de waarde daalde en met 3,2 % naar het volume steeg. Voor de eerste zes maanden van 1987 zijn de overeenkomstige cijfers - 8,6 % naar de waarde en + 10,9 % naar het volume voor onze import en - 7,2 % naar de waarde en + 49,8 % naar het volume voor onze export. Over het eerste kwartaal van 1987 vertoonde onze handelsbalans met de V.S. een tekort van 5,3 miljard F, tegen 7,1 miljard F over het eerste kwartaal van 1986.

Wat het capaciteitsoverschot van de bedrijven inzake financiering betreft, verwijst de Minister naar het antwoord dat hij heeft verstrekt tijdens de bespreking van de begrotingen in de Senaat (blz. 32, 33 en 34 van het Commissieverslag).

Zonder de argumenten die hij toen heeft ontwikkeld opnieuw te willen gebruiken, deelt hij de bezorgdheid van velen i.v.m. de aanwending van die netto-besparingen. Om de diverse redenen, die hij in zijn antwoord aan de Senaat heeft opgegeven, voornamelijk de zwakke internationale handel, de ontwikkeling van de rente, de overname van bedrijven en de economische instabiliteit, meent hij dat

ment immédiat de cette épargne, pas plus qu'il ne croit que cet investissement puisse être forcé.

En outre, l'investissement se développe déjà depuis quatre ans à un rythme soutenu :

- + 16,3 % en 1984 (valeur, T. V. A.);
- + 7,9 % en 1985;
- + 9,0 % en 1986;
- + 8,7 % durant les cinq premiers mois de 1987.

Néanmoins, il pense qu'il faut tout faire pour favoriser le réinvestissement productif en Belgique de ces excédents financiers afin de moderniser nos capacités de production.

C'est le but de ses efforts aussi bien pour attirer des investisseurs étrangers afin de consolider notre redéploiement industriel, que pour encourager par des mesures fiscales du type de celles contenues dans la loi dite « Mammouth » l'utilisation de l'épargne belge à des fins économiquement utiles.

3. Politique des prix et marges de distribution

M. De Batselier se réfère à une brochure du Ministère des Affaires économiques, dont il ressort que les prix de gros et les prix pratiqués dans le commerce industriel de gros ont diminué respectivement de 4,8 % et de 3,9 %. Par contre, les prix à la consommation ont augmenté de 1,3 %, tandis que l'accroissement du salaire horaire brut n'a pas dépassé 0,7 %.

Tout cela fait apparaître très clairement que le consommateur n'a nullement bénéficié de la baisse des prix de gros. Il est donc évident que les marges de distribution ont été augmentées. L'intervenant estime que le Ministre des Affaires économiques dispose pourtant des moyens nécessaires pour protéger en l'occurrence les intérêts des consommateurs (notamment par le biais des prix maximums).

Enfin, l'orateur met en doute la représentativité de l'indice actuel des prix à la consommation. Il estime en effet que depuis la dernière réforme, les habitudes de consommation se sont profondément modifiées, que de nombreux produits nouveaux ont été mis sur le marché, etc..

Le Ministre fait observer que les marges de distribution sont, en principe, bloquées à leur niveau de 1982. Toutefois, plus le temps passe, plus le contrôle des marges actuelles par rapport à celles de 1982 devient imprécis et incertain. C'est pourquoi il a fait procéder à une enquête spécifique sur les marges de distribution.

Les modalités principales des enquêtes prévues sont les suivantes :

1. Choix de l'échantillonnage de biens et de services

Au nombre d'environ 400, ils se rapportent à des biens et services d'utilisation courante, se répartissant en produits alimentaires, en produits non-alimentaires et en services.

het niet realistisch is op een onmiddellijke investering van die besparingen te hopen en hij gelooft ook niet dat die investering kan worden geforceerd.

Bovendien ontwikkelen de investeringen zich reeds sinds vier jaar in een gestaag tempo :

- + 16,3 % in 1984 (waarde, B. T. W.);
- + 7,9 % in 1985;
- + 9,0 % in 1986;
- + 8,7 % gedurende de eerste vijf maanden van 1987.

Niettemin denkt hij dat alles in het werk moet worden gesteld om die financiële overschotten productief in België te herinvesteren ten einde onze productiecapaciteit te moderniseren.

Daarop is zijn streven gericht, zowel om buitenlandse investeerders aan te trekken zodat de herstructurering van onze industrie kan worden geconsolideerd, als om via fiscale maatregelen, zoals die welke vervat zijn in de zogenaamde « mammoetwet », de aanwending van het Belgische spaargeld voor doeleinden die uit een economisch oogpunt nuttig zijn, aan te moedigen.

3. Prijsbeleid en distributiemarges

De heer De Batselier citeert uit een brochure van het Ministerie van Economische Zaken waaruit blijkt dat de groothandelsprijzen en de prijzen in de industriële groothandel respectievelijk met 4,8 % en 3,9 % gedaald zijn. Daartegenover staat dat de consumptieprijzen gestegen zijn met 1,3 %, terwijl de toename van het bruto-uurloon slechts 0,7 % bedraagt.

Uit dit alles volgt overduidelijk dat de verbruiker geen voordeel heeft gehaald uit de evolutie « à la baisse » van de groothandelsprijzen. De distributiemarges werden bijgevolg vergroot. Zijns inziens beschikt de Minister van Economische Zaken nochtans over de middelen om tegen die benadeling van de verbruiker in te gaan (o.m. via de maximumprijzen).

Tenslotte brengt hij kritiek uit op de representativiteit van het huidige indexcijfer voor de consumptieprijzen. Sedert de laatste hervorming hebben zijns inziens sterk gewijzigde consumptiegewoonten ingang gevonden, tal van nieuwe producten werden op de markt gebracht enz...

De Minister merkt op dat de distributiemarges in principe geblokkeerd zijn op hun niveau van 1982. Hoe meer de tijd echter verstrijkt, des te meer wordt de controle van de huidige marges ten opzichte van die van 1982 onnauwkeurig en onzeker. Daarom heeft hij een specifieke enquête naar de distributiemarges laten uitvoeren.

Bij de geplande enquête wordt als volgt tewerk gegaan :

1. Keuze van de korf goederen en diensten.

Er zijn er ongeveer 400 en ze hebben betrekking op goederen en diensten voor courant gebruik, gespreid over voedingsprodukten, niet-voedingsprodukten en diensten.

2. Choix des magasins

Les magasins visés par les enquêtes sont répartis en 35 « centres », selon la décomposition suivante :

- 5 grandes villes,
- 13 centres régionaux
- 17 noyaux superlocaux

3. Nature des données collectées

Les données suivantes sont recueillies par les enquêteurs :

- le prix de vente du produit;
- son prix d'achat;
- en cas de vente promotionnelle : le prix barré servant de base à la promotion.

4. Exploitation des données recueillies

Les données recueillies par l'Inspection générale économique sont traitées actuellement par le Service des Prix pour déterminer :

- les marges appliquées pour les produits concernés;
- les prix pratiqués par catégories de produits dans chacune des régions significatives visées par l'enquête.

Les résultats de ces enquêtes, menées durant les mois de juillet et août derniers, seront entièrement connus dans le courant du mois de novembre.

En ce qui concerne la représentativité de l'indice des prix à la consommation, le *Ministre* partage entièrement l'avis de M. De Batselier. Le schéma de pondération utilisé pour le calcul de l'indice date en effet de 1981 et il est probable que les habitudes de consommation et la structure de la population ont évolué depuis lors. Ainsi, par exemple, il semble que la part des dépenses alimentaires observe une diminution structurelle et qu'à l'inverse la part des dépenses consacrée aux loisirs soit en augmentation.

C'est pour cette raison précise que le Conseil des Ministres a accepté sa proposition d'effectuer une enquête sur les budgets des ménages, enquête qui est en cours depuis le mois de mai et durera un an.

Cette enquête permettra d'actualiser au maximum la représentativité de l'indice des prix à la consommation.

4. Compétitivité des entreprises belges

M. De Batselier rappelle qu'un avis unanime du Conseil central de l'économie (décembre 1986) a mis le Gouvernement en garde contre les conséquences de la réduction des investissements publics, qui entraîne notamment la perte de parts de marché et la dégradation de la compétitivité. Il souligne que tous les chiffres indiquent que la perte de

2. Keuze van de verkooppunten

De verkooppunten die in de enquête worden bedoeld, zijn gespreid over 35 « centra », volgens de volgende onderverdeling :

- 5 grote steden,
- 13 gewestelijke centra
- 17 plaatselijke dienstencentra

3. Aard van de gegevens

De volgende gegevens worden door de enquêteurs verzameld :

- verkoopprijs van het produkt;
- aankoopprijs;
- in geval van promotieverkoop : de doorgekruiste prijs die als basis dient voor de promotie;

4. Verwerking van de gegevens

De door de Algemene Economische Inspectie verzamelde gegevens worden thans verwerkt door de Dienst der Prijzen ter bepaling van :

- de marges die voor de betrokken produkten worden toegepast;
- de prijzen die per categorie produkten in elk van de door de enquête bedoelde significante regio's worden gehanteerd.

De resultaten van die enquêtes die in de loop van de maanden juli en augustus jl. werden uitgevoerd, zullen in de loop van de maand november volledig bekend zijn.

Wat de representativiteit van het indexcijfer der consumptieprijzen betreft, deelt de Minister volledig de mening van de heer De Batselier. Het voor de berekening van de index gebruikte wegingsschema dateert immers van 1981 en het is waarschijnlijk dat de verbruiksgewoonten en de structuur van de bevolking sindsdien zijn veranderd. Zo lijkt het bijvoorbeeld dat het gedeelte van de uitgaven voor voeding structureel daalt en dat het gedeelte van de uitgaven voor ontspanning daarentegen stijgt.

Juist om die reden heeft de Ministerraad zijn voorstel aanvaard om een enquête uit te voeren betreffende de gezinsbudgetten. Die enquête loopt sinds de maand mei en duurt een jaar.

Aan de hand van die enquête zal de representativiteit van het indexcijfer der consumptieprijzen maximaal kunnen worden geactualiseerd.

4. Concurrentiepositie van de Belgische bedrijven

De heer De Batselier verwijst naar een unaniem advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (december 1986) waarin de Regering gewaarschuwd werd voor de gevolgen van de inkrimping van de overheidsinvesteringen. Dit leidt o.m. tot het verlies van marktaandeel en een verslechterde concurrentiepositie. Hij benadrukt dat alle

parts de marché n'a nullement été occasionnée par l'évolution des coûts salariaux.

Il demande enfin ce qu'il adviendra des mesures contenues dans la loi «mammouth» qui visaient à garantir la compétitivité des entreprises belges.

Le Ministre répond que l'examen par la Chambre du projet de loi portant des dispositions fiscales et autres en vue notamment d'encourager la modernisation de l'économie et de favoriser les rémunérations participatives a été suspendu dans l'attente du projet de loi de réforme de la fiscalité.

A ce jour, le Gouvernement n'a pas encore statué sur la forme de ces deux projets.

Il est toutefois probable que les dispositions les plus urgentes de la loi dite «mammouth» seront reprises dans un projet de loi restreint en vue d'être votées si possible avant la fin de l'année; il pense notamment à la confirmation de l'épargne-pension et à l'instauration des fonds d'investissement en capital à risque, ces deux instruments devant être confirmés et disponibles le plus rapidement possible pour les épargnants en 1988.

D'autres dispositions, nécessaires mais moins urgentes, pourraient être intégrées dans le projet global de réforme.

D'autres enfin seront ou pourront être remises en cause à la suite des décisions du dernier conclave budgétaire, par exemple en ce qui concerne la déduction générale pour investissements.

5. Lois d'expansion économique

M. De Batselier estime que l'attitude adoptée à l'égard du Fonds de Rénovation industrielle (F.R.I.) reflète de façon symptomatique l'absence de politique dans le domaine industriel. La mise en veilleuse du F.R.I. a en effet compromis l'ensemble de la politique industrielle des Régions et des secteurs nationaux.

Bien qu'il ne conteste pas les principes de l'arrêté royal n° 486 («revolving fund» et autofinancement) en tant que tels, il doute fort que le moment ait été bien choisi pour réaliser de telles réformes et estime que cet arrêté était totalement prématuré.

Il s'enquiert du résultat des mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne les sociétés novatrices et les sociétés de reconversion, compte tenu des ressources budgétaires que les pouvoirs publics y avaient consacrées.

Le Ministre fournit les informations suivantes :

1) Sociétés novatrices :

— En date du 19 août 1987, 57 sociétés ont été agréées comme sociétés novatrices.

— Le montant des investissements effectués par ces sociétés au cours des trois premières années est estimé à 3,939 milliards de francs.

— Le nombre d'emplois créés à l'issue des trois premières années d'activité est estimé à 1 430.

cijfergegevens aantonen dat het verlies van marktaandelen geenszins veroorzaakt wordt door de evolutie van de loonkost.

Hij wenst tenslotte te vernemen wat het lot zal zijn van de maatregelen opgenomen in de zogenaamde «mammoetwet», die ertoe strekten de concurrentiepositie van de Belgische bedrijven te waarborgen.

De Minister antwoordt dat het onderzoek van het wetsontwerp houdende fiscale en andere bepalingen met het oog op ondermeer de bevordering van de modernisering van de economie en de begunstiging van de winstdelende bezoldigingen, in afwachting van het wetsontwerp op de belastinghervorming in de Kamer werd opgeschort.

De Regering heeft tot op heden nog geen beslissing over de vorm van beide wetsontwerpen genomen.

Het is echter waarschijnlijk dat de dringendste bepalingen van de zogenaamde Mammoetwet zullen worden overgenomen in een beperkt wetsontwerp om zo mogelijk nog voor het jaareinde te worden goedgekeurd; hij denkt met name aan de bevestiging van het pensioensparen en aan de invoering van investeringsfondsen in risicodragend kapitaal, omdat beide zaken voor de spaarders in 1988 zo vlug mogelijk moeten worden bevestigd en beschikbaar gesteld.

Andere bepalingen die noodzakelijk maar minder dringend zijn, zouden in het algemene hervormingsontwerp kunnen worden opgenomen.

Andere ten slotte zullen of kunnen op de helling komen te staan als gevolg van de besluiten van het laatste begrotingsconclaaf, b.v. wat betreft de algemene investeringsaftrek.

5. Economische expansiewetgeving

De heer De Batselier vindt de behandeling van het Fonds voor Industriële Vernieuwing (F.I.V.) symptomatisch voor het non-beleid inzake industrieel beleid. Door het op non-actief plaatsen van het F.I.V. kwam immers heel het industriële beleid van de Gewesten en ook van de nationale sectoren op de helling te staan.

Alhoewel hij de principes van het koninklijk besluit n° 486 (revolving fund en «self-supporting» karakter) als zodanig niet betwist, betwijfelt hij ten eerste of het ogenblik om dergelijke hervormingen door te voeren, wel goed gekozen was. Volgens hem kwam dit koninklijk besluit veel te vroeg.

Hij vraagt wat de regeringsmaatregelen met betrekking tot de innovatie- en de reconversie maatschappijen concreet hebben opgeleverd, vooral in verhouding tot de budgettaire middelen die dit aan de overheid heeft gekost.

De Minister verstrekt de volgende inlichtingen :

1) Innovatiemaatschappijen :

— Op 19 augustus 1987 werden 57 vennootschappen als innovatiemaatschappijen erkend.

— Geraamd wordt dat die vennootschappen de eerste drie jaren voor 3,939 miljard frank geïnvesteerd hebben.

— Het aantal arbeidsplaatsen dat na die eerste drie jaren activiteit is geschapen, wordt op 1 430 geraamd.

2) Sociétés de reconversion :

Il convient de faire la distinction entre les sociétés de reconversion avec participation du Fonds de Rénovation Industrielle et celle sans une telle participation.

En ce qui concerne ces dernières, aucune statistique n'est pour l'instant disponible. Il faut attendre le dépouillement des déclarations d'impôt de ces sociétés, seule trace officielle des sociétés de reconversion sans participation du Fonds de Rénovation Industrielle.

Il y a actuellement 15 sociétés de reconversion qui ont bénéficié d'une intervention du Fonds de Rénovation Industrielle dans leur capital.

Le montant des interventions du Fonds de Rénovation Industrielle dans le capital de ces 15 sociétés s'élève à 4,089 milliards de francs.

6. Privatisation d'entreprises publiques

M. De Batselier se réfère à une étude récente de la Banque nationale de Belgique, qui traite de l'étatisation de l'économie. Cela prouve qu'il existe des alternatives aux plaidoyers idéologiques actuels en faveur de la privatisation d'une série d'entreprises publiques. Le groupe S.P. est toutefois favorable au renforcement de l'autonomie de gestion des organismes publics, qui devraient aussi jouir d'une autonomie accrue à l'égard des organes de contrôle privés, tel que c'était le cas précédemment en ce qui concerne le comité de contrôle des investissements à la Société nationale d'investissement et, actuellement, le conseil d'administration des entreprises publiques.

Le Ministre partage le point de vue de M. De Batselier. Il souligne que les entreprises publiques pourront augmenter leur capital d'exploitation, notamment en faisant appel au public.

Le Ministre est également adversaire d'une tutelle excessive de la part du secteur privé. Il cite à titre d'exemple la R.T.T. qui doit bénéficier de l'autonomie de gestion tant à l'égard du monde politique qu'à l'égard des grandes entreprises privées de ce secteur.

7. Les secteurs nationaux

7.1. Restructuration des charbonnages de Campine

Pour rappel: la Commission de l'Economie a examiné le plan de restructuration établi par M. T. Gheyselinck lors de ses réunions des 27 janvier et 10 février 1987.

La commission avait convenu à l'époque que l'exposé introductif de M. Gheyselinck et la discussion y relative figureraient dans le rapport sur les budgets du Ministère des Affaires économiques.

Le texte en question figure ci-après et est suivi d'une série de questions complémentaires posées au cours des réunions des 14 et 27 octobre 1987.

2) Reconvertiemaatschappijen :

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de reconvertiemaatschappijen met participatie van het Fonds voor Industriële Vernieuwing en die zonder dergelijke participatie.

Voor die laatste zijn momenteel geen statistieken voorhanden. Er moet worden gewacht op de verwerking van de gegevens uit de belastingaangiften van die maatschappijen aangezien die aangiften het enige officiële spoor vormen van de reconvertiemaatschappijen zonder participatie van het Fonds voor Industriële Vernieuwing.

Momenteel heeft het Fonds voor Industriële Vernieuwing een participatie in het kapitaal van 15 reconvertiemaatschappijen.

Het Fonds heeft voor 4,089 miljard F geparticipeerd in het kapitaal van die 15 maatschappijen.

6. Privatisering voor overheidsbedrijven

De heer De Batselier verwijst naar een recente studie van de Nationale Bank van België, waarin het thema van de «etatisering» van de economie behandeld wordt. Dit bewijst dat er alternatieve denkwijzen zijn tegen de huidige ideologische pleidooien voor een drastische privatisering van een aantal overheidsbedrijven. De S.P.-fractie kan evenwel akkoord gaan met de idee van een autonoom beheer van de bedoelde openbare instellingen. Die autonomie moet echter ook gelden tegenover bepaalde privécontrole-organen, zoals destijds het controlecomité inzake investeringen bij de Nationale Investeringsmaatschappij en nu ten opzichte van de meeste Raden van bestuur van overheidsondernemingen.

De Minister is het eens met de zienswijze van de heer De Batselier. Hij vermeldt dat de openbare bedrijven hun bedrijfskapitaal zullen kunnen verhogen, o.m. door een beroep te doen op het publiek.

Hij is eveneens tegenstander van een overdreven voogdij vanwege de privé-sector. Als voorbeeld haalt hij de R.T.T. aan waar de beheersautonomie zowel moet gelden t.o.v. de politieke wereld als t.a.v. de grote privébedrijven die in die sector werkzaam zijn.

7. De nationale sectoren

7.1. Herstructurering van de Kempense Steenkoolmijnen

Ter herinnering: in haar vergaderingen van 27 januari en 10 februari 1987 heeft de Commissie voor het Bedrijfsleven het door de heer T. Gheyselinck opgestelde herstructureringsplan besproken.

De commissie heeft destijds afgesproken dat de inleidende uiteenzetting van de heer Gheyselinck en de naar aanleiding daarvan gehouden bespreking, zouden worden opgenomen in het Verslag over de begrotingen voor het Ministerie van Economische Zaken.

Hieronder volgt eerst de bedoelde tekst. Daarna volgen nog een aantal bijkomende vragen gesteld tijdens de vergaderingen van 14 en 27 oktober 1987.

RESTRUCTURATION DES CHARBONNAGES DE CAMPINE

I. Exposé introductif de M. T. Gheyselinck

M. Gheyselinck fait observer qu'il n'a pas été chargé de réaliser une étude concernant les problèmes des charbonnages de Campine, mais de faire des propositions dans un délai de trois mois et demi.

Les coûts de production du charbon de Campine s'élèvent actuellement à environ 5 000 F la tonne. L'orateur estime qu'un plan de rationalisation permettrait de réduire ces coûts de trois à quatre cents francs par tonne dans les deux à trois prochaines années, tout en maintenant une production d'environ six millions de tonnes dans cinq mines. Rien ne permet cependant d'affirmer qu'il sera possible de maintenir l'évolution ultérieure des coûts en deçà de l'inflation et donc de prévoir que les coûts seront à l'avenir nettement inférieurs à 5 000 F la tonne (en francs actuels) si le niveau de production actuel est maintenu.

Le prix alternatif à l'importation du charbon-vapeur et du charbon destiné à la production d'électricité est actuellement inférieur à 2 000 F la tonne et se situe plus précisément entre 1 600 F et 2 000 F la tonne. Le charbon campinois s'avère donc environ deux et demi fois plus cher que le charbon importé et bien qu'il faille s'attendre à une augmentation réelle de 300 à 400 F la tonne dans les 3 ou 4 prochaines années, il n'y a aucune raison de penser que les coûts à l'importation augmenteront plus rapidement que l'inflation au cours des 5 à 10 années suivantes, pas plus qu'il n'y a de raisons de penser que les coûts de production du charbon campinois connaîtront une hausse inférieure à l'inflation au cours des 10 à 20 prochaines années.

Dans les 5 ou 10 prochaines années, et même plus tard, il faudra donc tenir compte d'une grande disparité entre les coûts de production et les coûts alternatifs à l'importation, même avec une augmentation sensible du cours du dollar. Rien non plus ne permet de prévoir que des embargos politiques provoqueront une hausse considérable des coûts à l'importation comme c'est le cas avec le pétrole.

En effet, la production de charbon n'est pas liée comme celle du pétrole (du moins en 74 ou en 81) à une région du monde qui produit exclusivement du charbon.

Les principaux producteurs de charbon sont actuellement l'Amérique, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie, la Pologne et la Colombie, lesquels seront probablement rejoints à l'avenir par la Chine, les Philippines et l'Indonésie. Etant donné que ces pays sont très diversifiés et qu'ils comptent plusieurs producteurs — des centaines en ce qui concerne les Etats-Unis —, la production du charbon ne risque pas d'être touchée dans les 10 ou 20 prochaines années par un embargo politique ou économique ou une cartellisation susceptibles de provoquer artificiellement une hausse des prix tel que ce fut le cas pour le pétrole. Sur la base de ces considérations, M. Gheyselinck conclut qu'il n'existe aucun argument financier, économique, stratégique ou de politique énergétique qui puisse justifier le maintien de la production de charbon en Campine. M. Gheyselinck estime qu'eu égard notamment à la situation particulière des principaux clients en Belgique (à savoir les secteurs de l'électricité et de la sidérurgie), l'on ne peut attribuer à la production de charbon campinoise aucune valeur stratégique qui compenserait un tant soit peu les pertes d'exploitations élevées.

Il n'y a par conséquent aucun élément d'ordre financier, économique ou énergétique qui justifie le maintien de la

HERSTRUCTURERING VAN DE KEMPISCHE STEENKOOLMIJNEN

I. Inleidende uiteenzetting van de heer T. Gheyselinck

De heer Gheyselinck wijst erop dat hij niet belast is geweest met een studie over de problemen van de Kempense Steenkoolmijnen. Hem werd gevraagd om binnen 3 1/2 maand beslissingen voor te stellen.

De produktiekosten van de kempische kolen bedragen nu ongeveer 5 000 F per ton. Spreker vermoedt dat bij een voortzetting van een vijf mijn produktie van ongeveer 6 miljoen ton die kosten in de komende twee à drie jaar door een rationalisatieactie met maximum drie à vierhonderd frank per ton zullen kunnen gedrukt worden. Er is echter geen reden om aan te nemen dat men vervolgens de kostenstijging beneden inflatie kan houden. Spreker concludeert dus dat er geen reden is om aan te nemen dat de kosten bij de huidige produktie in de toekomst merkkelijk beneden de 5 000 F per ton zouden liggen (uitgedrukt in franken van vandaag).

De alternatieve importprijs van zowel stoomkolen als electriciteitskolen ligt thans beneden de 2 000 F per ton, meer bepaald tussen de 1 600 en de 2 000 F per ton. Hieruit blijkt dat de in de Kempen geproduceerde kolen ongeveer 2 en 1/2 maal zo duur zijn als de ingevoerde kolen en — hoewel een reële verhoging verwacht kan worden in de komende 3 à 4 jaar van 300 à 400 F per ton — is er geen reden (net zo min als er weinig reden is om aan te nemen dat de produktiekosten van de kolen in de Kempen in de komende 10 à 20 jaar minder zouden stijgen dan de inflatie) om aan te nemen dat de importkosten gedurende de 5 à 10 jaar, daarna veel meer zullen stijgen dan inflatie.

Voor de komende 5 of 10 jaar en zelfs daarna dient aldus rekening te worden gehouden met een groot verschil tussen de produktiekosten en de alternatieve importkosten, zelfs met een forse stijging van de dollarkoers. Er is ook geen reden om aan te nemen dat de importkosten zoals dat voor petroleum het geval is door politieke embargo's fel zouden gaan stijgen.

De kolen worden immers niet zoals de olie (althans in 74 of 81) geproduceerd in een gebied van de wereld dat uitsluitend kolen produceert.

De belangrijkste producenten van steenkool nu zijn Amerika, Canada, Zuid-Afrika, Australië, Polen en Colombia en in de toekomst waarschijnlijk ook China, de Filipijnen en Indonesië. De verscheidenheid van die landen plus het feit dat er binnen die landen meerdere en in de Verenigde Staten zelfs honderden producenten zijn, laten ook niet toe aan te nemen dat de kolenproductie tijdens de komende 10 of 20 jaar getroffen kan worden door hetzij een politiek, hetzij een economisch embargo of kartel die een artificiële prijsstijging zouden teweegbrengen zoals we die gekend hebben voor de petroleum. Op grond van die redenering komt spreker tot de conclusie dat er noch financiële, noch economische, noch strategische of energieverzekerende redenen voorhanden zijn om kolen te blijven produceren in de Kempen. Mede gelet op de specifieke situatie van de voornaamste afnemers in België (te weten de elektriciteitssector en de staalsector) kan men, aldus de heer Gheyselinck, aan de kempische kolenproduktie geen strategische waarde toekennen die van aard zou zijn om de zeer hoge exploitatieverliezen ook maar enigszins te compenseren.

Zijn conclusie is dan ook dat er op financieel, economisch of energieverzekeringsgronden, geen justificatie is

production actuelle des K. S. L'aspect financier et économique n'est cependant qu'un des trois aspects de la problématique des K. S.

L'emploi des 17 500 travailleurs occupés dans les K. S. constitue le deuxième aspect. En tant qu'employeur, l'Etat a aussi des obligations envers ces personnes. Et, troisième aspect du problème des K. S., cette responsabilité est encore plus lourde au niveau régional puisqu'il faut non seulement tenir compte des 17 500 travailleurs des K. S. mais également des 7 à 8 000 personnes occupées dans des entreprises de sous-traitance dont le revenu dépend directement des K. S.

Au total, de 24 à 25 000 emplois sont donc en jeu. Ces travailleurs et leurs familles représentent une part extraordinairement grande de la population limbourgeoise. Eu égard notamment à la concentration des activités minières dans certaines communes, il est évident que personne n'a le droit de transformer du jour au lendemain et de façon dramatique la vie de ces travailleurs et de toute cette région. Le plan de M. Gheyselinck (voir en annexe) tient compte de ces trois aspects. Tout d'abord, ce plan tend à éviter que l'Etat belge et la Communauté flamande soient contraints de déboursier d'année en année 14 à 18 milliards de F pour compenser les pertes d'exploitation sans qu'il n'y ait de perspectives d'amélioration.

Cependant, comme dans toute entreprise publique, la restructuration s'effectuera progressivement. Comme l'emploi au Limbourg est aujourd'hui à son niveau le plus bas et le restera probablement encore pendant de nombreuses années, il importe de jeter un pont entre le passé et l'avenir. L'objectif de ce plan est dès lors de maintenir pendant plus de dix ans 50 % de l'emploi par la mise à disposition des moyens financiers nécessaires. Le plan prévoit en outre qu'il faudra mettre fin, en toute sérénité, à certaines activités. Enfin, la suppression de ces activités doit s'accompagner d'une volonté de la direction, des travailleurs et des communes de construire l'avenir ensemble.

Le plan exige de la part du Gouvernement un minimum de décisions politiques nécessaires à la poursuite du processus de redressement du Limbourg. La première de ces décisions de principe consiste en effet en la fermeture de trois mines. Il convient ensuite de libérer les moyens financiers que nécessiteront ces fermetures. Le plan suppose par ailleurs que le Gouvernement se porte financièrement garant de ce que les mines qui resteront ouvertes pourront fonctionner raisonnablement pendant dix ans au moins. Le plan requiert enfin que les travailleurs et la direction ne soient pas seulement consultés en vue d'établir le schéma selon lequel les fermetures seront opérées, mais qu'ils soient aussi réellement associés aux décisions. Maintenant que le Gouvernement a marqué son accord, rien ne s'oppose à ce que cette concertation débute immédiatement.

II. Discussion

M. Busquin fait observer que la discussion sur la restructuration des charbonnages limbourgeois n'a pas grand-chose à voir avec les impératifs économiques et financiers, mais relève plutôt de considérations uniquement dictées par le sauvetage d'une région.

Il déplore que la compréhension dont bénéficie ce dossier ne se soit pas manifestée quand il s'est agi du sort du bassin sidérurgique wallon.

pour de la poursuite de la huidige bedrijfsactiviteit van de K. S. Dit is echter slechts één (het financieel economisch aspect) van de drie aspecten van de problematiek van de K. S.

Het tweede aspect is de tewerkstelling van de 17 500 werknemers die thans in dienst zijn van K. S. Ook de Staat heeft als werkgever tegenover die mensen bepaalde verplichtingen. Hetzelfde geldt in nog sterkere mate voor de regio, het derde aspect van het K. S.-probleem. Op regionaal vlak dient niet enkel rekening te worden gehouden met de 17 500 werknemers van de K. S. zelf maar ook met de 7 à 8 000 mensen in toeleveringsbedrijven wier inkomen rechtstreeks van de K. S. afhangt.

Globaal gaat het hier dus over 24 à 25 000 mensen. Samen met hun families vormen zij een buitengewoon groot deel van de hele Limburgse bevolking. Gelet ook op de concentratie van de kolenactiviteiten in bepaalde gemeenten is het duidelijk dat niemand het recht heeft om zomaar van de ene dag op de andere een dramatische verandering teweeg te brengen in het leven van deze werknemers en van gans deze streek. Het plan van de heer Gheyselinck (zie bijlage) houdt rekening met deze drie aspecten. Vooreerst wordt vermeden dat de Belgische staat of de Vlaamse Gemeenschap, jaar na jaar zonder hoop op beterschap een exploitatieverlies van 14 tot 18 miljard F zou moeten bijpassen.

De herstructurering zal echter, zoals het hoort voor een publieke onderneming, geleidelijk worden doorgevoerd. Daar de werkgelegenheid in Limburg op dit ogenblik een dieptepunt kent en dit waarschijnlijk nog voor vele jaren, is het belangrijk een brug te vormen tussen het verleden en de toekomst. Het plan poogt dan ook in gedurende meer dan 10 jaar 50 % van de werkgelegenheid te behouden via de terbeschikkingstelling van de nodige financiële middelen. Tegelijkertijd dient een gedeelte van de activiteiten op een serene wijze te worden beëindigd. Tenslotte dient dit beëindigingsproces te worden gekoppeld aan een gemeenschappelijke inspanning van de directie, de werknemers en de gemeenten om te bouwen aan de toekomst.

Het plan vergt vanwege de Regering een minimum aan beleidsbeslissingen, die noodzakelijk zijn om verder te proberen de problemen in Limburg zelf op te lossen. Een eerste dergelijke principiebeslissing is dat er inderdaad drie mijnen gesloten worden. Ten tweede is er de terbeschikkingstelling van de voor dit sluitingsproces vereiste middelen. Ten derde impliceert het plan de financiële garantie vanwege de Regering dat de mijnen die open zouden blijven, tenminste gedurende 10 jaar op een redelijke wijze kunnen opereren. Tenslotte houdt het plan ook in dat het sluitingsproces niet alleen in overleg maar in medebeslissing tussen de werknemers en de directie zou worden uitgestippeld. Nu de Regering het licht op groen heeft gezet kan dit overleg onmiddellijk van start gaan.

II. Bespreking

Volgens de heer Busquin heeft de bespreking van de herstructurering van de Limburgse steenkolenmijnen eerder te maken met overwegingen die uitsluitend zijn ingegeven door de redding van een regio dan met economische of maatschappelijke behoeften.

Hij betreurt dat het begrip waarvan blijk wordt gegeven bij de behandeling van dit dossier, niet tot uiting gekomen is toen het lot van het Waalse staalbekken op het spel stond.

Il formule une deuxième remarque préalable : ceux qui ont exigé que le financement des secteurs nationaux soit payé par les régions ne doivent-ils pas constater aujourd'hui que ce n'est pas nécessairement la meilleure formule et que les solidarités sont parfois nécessaires ?

Toutefois, constatant que la prise en charge de la reconversion régionale par les pouvoirs régionaux est un fait accompli, il souhaite qu'aucune considération étrangère ne joue dans les équilibres économiques et financiers normaux.

Il pose trois questions :

1) La politique énergétique de l'Etat belge est-elle encore influencée par les nécessités du charbon campinois ? Des surcoûts peuvent-ils dès lors être acceptés dans l'approvisionnement en charbon ?

2) Le financement du « plan Gheyselinck » inclut-il le surcoût pour les électriciens engendré par la fourniture de charbon campinois ?

3) Y a-t-il des pressions directes ou indirectes sur la sidérurgie, cliente des producteurs de charbon, pour qu'elle recoure au charbon campinois ? Comment Sidmar, Cockerill-Sambre et les cokeries se sont-ils approvisionnés en charbon ces trois dernières années ? M. Busquin estime en effet que, si le maintien d'une activité dans une région constitue un souci légitime, il ne peut toutefois avoir d'implication économique et financière dans d'autres dossiers.

* * *

Contrairement à M. Busquin, M. Desaeysere estime qu'il est utile d'examiner plus à fond le contexte économique. L'intervenant considère que le plan Gheyselinck est franchement mauvais et qu'il contient en outre plusieurs erreurs économiques.

Il a relevé quatre erreurs macro-économiques, qui résultent du fait que le problème des K.S. a été envisagé dans une optique trop étroite et a été abordé d'un point de vue trop micro-économique. Cette manière d'aborder le problème (qui est d'ailleurs caractéristique des milieux de l'économie) est sans doute due aux limites dans lesquelles il a fallu travailler. M. Desaeysere ne fait en d'autres termes pas de reproches à l'auteur du plan, mais à ceux qui en ont ordonné l'élaboration, à savoir le Gouvernement, qui aurait dû prendre un cadre plus général comme base de décision.

L'intervenant comprend que des pertes importantes ne sont pas permises compte tenu des restrictions budgétaires et fiscales, mais estime cependant qu'il aurait été préférable d'attacher l'importance nécessaire à cette optique macro-économique.

Les quatre erreurs macro-économiques que contient ce plan concernent le prix du charbon, le prix du pétrole, l'éventuel démantèlement nucléaire et la régression éventuelle de la production houillère en Europe occidentale.

Tout d'abord, l'augmentation du prix du charbon. Ce problème a trait à l'évolution internationale à long terme de l'offre de charbon. Quel est le coût marginal du charbon à long terme ? Le texte du plan contient peu d'éléments concrets à ce sujet. M. Desaeysere donne par contre 5 références scientifiques à ce propos. Il affirme que cette question n'a récemment été examinée sérieusement que dans deux rapports. Le premier étant le rapport 2000 du professeur Australien, M. Barnard, qui a analysé un certain nombre de mines potentielles implantées dans le monde

Hij maakt nog een tweede voorafgaande opmerking : moeten degenen die geëist hebben dat de financiering van de nationale sectoren door de Gewesten wordt gedragen, thans niet tot de bevinding komen dat dit niet noodzakelijk de beste formule is en dat solidariteit soms noodzakelijk is ?

Doch, uitgaande van de vaststelling dat de overheveling van de gewestelijke reconversie naar de gewestelijke instanties een voldongen feit is, wenst hij dat bij het bepalen van het economisch en sociaal evenwicht geen rekening wordt gehouden met overwegingen die daaraan vreemd zijn.

Hij stelt drie vragen :

1) Wordt het energiebeleid van de Belgische Staat nog altijd door de behoeften van de Kempense steenkolen beïnvloed ? Zijn de extra kosten waarmee de steenkolenvoorziening gepaard gaat, derhalve nog aanvaardbaar ?

2) Omvat de financiering van het Plan Gheyselinck de extra kosten welke de levering van Kempense steenkolen voor de elektriciteitsproducenten met zich brengt ?

3) Wordt op de staalproducenten, die de klanten van de steenkolenproducenten zijn, rechtstreeks of onrechtstreeks druk uitgeoefend om Kempense steenkolen in te slaan ? Hoe hebben Sidmar, Cockerill-Sambre en de Cokes-fabrieken zich de jongste drie jaar van steenkolen voorzien ? De heer Busquin is immers de mening toegedaan dat de handhaving van een activiteit in een bepaalde regio weliswaar een rechtmatig punt van zorg kan zijn, maar dat zulks geen economische en financiële gevolgen voor andere dossiers mag hebben.

* * *

In tegenstelling tot de heer Busquin is de heer Desaeysere van oordeel dat het wel degelijk nuttig is om nader in te gaan op de economische achtergronden. Spreker vindt het plan Gheyselinck een ronduit slecht plan dat daarenboven meerdere economische fouten bevat.

Hij ziet met name 4 macro-economische fouten die voortvloeien uit een al te enge optiek en een al te micro-economische benadering van de problematiek van de K.S. Deze foute benadering (die overigens karakteristiek is voor mensen uit het bedrijfsleven) is vermoedelijk het gevolg van de beperkingen waarbinnen moest gewerkt worden. De heer Desaeysere richt m.a.w. geen verwijt aan de opsteller van het plan, maar veeleer aan diens opdrachtgever, de regering die een meer algemeen kader als beslissingsbasis had moeten nemen.

Spreker heeft oog voor de overweging dat budgettaire en fiscale restricties een groot verlies moeilijk draagbaar maken doch meent dat het nuttiger ware geweest indien ook aan dit macro-economisch denkkader de nodige aandacht was geschonken.

De 4 macro-economische fouten in het plan zijn : de steenkoolprijs, de olieprijs, de eventuele nucleaire afbouw en de eventuele afbouw van de Westeuropese steenkoolproductie.

Ten eerste, de verhoging van de steenkoolprijs. Dit probleem betreft de wereldlangetermijnaanbodkurve van steenkool. Welke is de marginale kost van steenkool op de lange termijn ? Hierover worden in het plan, in de tekst, heel weinig concrete elementen geboden. De heer Desaeysere plaatst daar 5 wetenschappelijke referenties tegenover. Volgens hem is deze kwestie recentelijk slechts in twee rapporten op een ernstige basis onderzocht. Vooreerst is er het rapport 2000 van de Australische professor Barnard, die een aantal potentiële mijnen verspreid over de hele

entier. Les tableaux publiés par M. Barnard mentionnent le coût de la production houillère en Australie, en Amérique, en Afrique du Sud et en Colombie.

Le deuxième rapport, la « size-will-inquiry » (Angleterre), analyse de la même manière l'évolution de l'offre de charbon.

La troisième référence est l'article très autorisé de Rutledge et Right paru dans « *The Cambridge Journal of Economics* » de décembre 1985, ce qui est assez récent.

Se basant notamment sur ces trois publications, deux professeurs anglais ont publié l'année dernière un rapport intitulé « The difference of coal ».

Sans doute ce rapport est-il orienté politiquement (il a été réalisé pour le compte du groupe socialiste du Parlement européen), mais M. Desaeyere estime cependant que ces deux professeurs se sont efforcés d'examiner la littérature aussi objectivement que possible. Lui-même a tenté, en collaboration avec d'autres, de compléter ces études par des données chiffrées plus récentes. Contrairement à ce que prétend M. Gheyselinck, ces études font bien apparaître une évolution à la hausse de l'offre à long terme. L'affirmation centrale sur laquelle repose le plan de fermeture (le plan Gheyselinck) est que l'on ne prévoit aucune augmentation importante du prix du charbon dans un proche avenir.

Or, ces études font preuve d'une vision diamétralement opposée. En effet, tant le rapport Barnard que la size-will-inquiry que Rutledge & Right démontrent de manière convaincante que l'épuisement géologique et surtout les pratiques du dumping commercial ont provoqué dans un passé récent une assez grande fluctuation du prix et de l'offre. En d'autres termes, il convient de ne pas se laisser influencer par le niveau actuel relativement bas du prix du charbon pour estimer ce que pourrait être à long terme le prix réel équilibré du charbon.

Après la première crise pétrolière de 1973, de nombreuses sociétés pétrolières (dont Shell) se sont largement recyclées, d'une part dans l'exploitation du pétrole de la mer du Nord, et, d'autre part, en investissant dans des mines de charbon. Ces sociétés pensaient en effet que le prix du charbon augmenterait relativement vite. Cette hausse ne s'est pas produite, du moins pas dans la mesure envisagée par les études initiales. Il en a résulté une offre excédentaire du charbon, du fait de laquelle celui-ci n'a plus été vendu au prix coûtant moyen à long terme mais au prix coûtant marginal. Ces ventes de charbon au-dessous du prix coûtant moyen ont occasionné des pertes importantes dans beaucoup de mines (notamment dans plusieurs mines australiennes).

M. Desaeyere estime dès lors que la fermeture de la moitié des mines des K.S. se traduira en premier lieu par une augmentation du prix du charbon importé par l'Europe occidentale. Il est évidemment difficile de calculer l'importance de cette augmentation, mais sur la base de la courbe d'offre publiée l'année dernière dans l'étude CEM (qui prévoyait un coefficient d'élasticité de prix de 0,7), cette hausse pourrait atteindre 30 F/tonne. Sans doute ce montant n'est-il pas important en soi, mais lorsqu'on le multiplie par le chiffre des importations qu'entraînerait une diminution de la production des K.S. de 3 millions de tonnes, on se rend compte que ces importations pourraient atteindre environ 13 millions de tonnes par an, ce qui représenterait un surcoût de 390 millions de F. C'est là un premier élément dont il convient de tenir compte.

Le deuxième élément est plus difficile à chiffrer mais tout aussi réel. Il est clair qu'il se produit dans la production d'énergie un phénomène de substitution entre les diverses sources d'énergie. Cela signifie que lorsque le prix d'une source d'énergie augmente, celle-ci est automatiquement

wereld heeft onderzocht. In de door de heer Barnard gepubliceerde tabellen worden kostprijen van de steenkoolproductie in zowel Australië als Amerika, alsook in Zuid-Afrika en Columbia gepubliceerd.

Het tweede rapport is de « size-will-inquiry » (Engeland) waarin op analoge manier de aanbodcurve van steenkool wordt onderzocht.

De derde referentie is het zeer gezaghebbend artikel van Rutledge & Right in « *The Cambridge Journal of Economics* » van december 1985, wat toch tamelijk recent is.

Op basis van onder andere deze drie publicaties werd vorig jaar door twee Engelse professoren een rapport gepubliceerd « The difference of coal ».

Dit rapport is weliswaar politiek geïntereerd (het werd gemaakt in opdracht van de socialistische fractie van het Europees Parlement) maar de heer Desaeyere meent toch dat de professoren hun best hebben gedaan om de literatuur zo objectief mogelijk te onderzoeken. Hijzelf heeft in samenwerking met anderen gepoogd deze studies in te vullen met meer recent cijfermateriaal. In tegenstelling tot wat de heer Gheyselinck beweert, komen deze studies wel tot een stijgende langetermijnaanbodcurve. De centrale stelling waarop het sluitingsplan (het plan Gheyselinck) berust, is dat in de nabije toekomst geen belangrijke stijging van de steenkoolprijs mag verwacht worden.

Welnu, deze studies huldigen een diametraal tegenovergestelde visie. Zowel het Barnard-rapport als de size-will-inquiry, als Rutledge & Right argumenteren op overtuigende wijze dat de geologische uitputting en vooral de commerciële dumpingpraktijken in het recente verleden een relatief grote prijselasticiteit van de aanbodcurve tot gevolg hebben gehad. Men mag zich met andere woorden niet laten leiden door de huidige relatief lage verkoopprijzen van steenkool om een oordeel te vellen over de reële evenwichtsprijs van de steenkool op lange termijn.

Na de eerste oliecrisis (1973) zijn vele petroleummaatschappijen (onder andere Shell) op grote schaal overgeschakeld, enerzijds op noordzeeolieexploitatie, anderzijds op het investeren in steenkoolmijnen. Zij dachten immers dat de steenkoolprijs tamelijk vlug zou stijgen. Deze stijging is er niet gekomen (althans niet in de mate die in de oorspronkelijke studies was vooropgesteld). Als gevolg hiervan is een overaanbod van steenkool ontstaan, waardoor deze niet meer tegen de langetermijn gemiddelde kostprijs maar tegen de marginale kostprijs werd verkocht. Deze verkopen onder de gemiddelde kostprijs hebben geleid tot belangrijke verliezen in vele mijnen (onder andere in meerdere Australische mijnen).

Als eerste gevolg van de sluiting van de halve K.S. voorspelt de heer Desaeyere dan ook een stijging van de Westeuropese steenkoolimportprijs. De grootte van deze prijsstijging is natuurlijk moeilijk te berekenen. Afgaande op de aanbodcurve die in de CEM studie van vorig jaar werd gepubliceerd (namelijk een prijselasticiteit van 0,7) zou deze prijsstijging 30 F per ton kunnen bedragen. Nu is 30 F per ton niet veel, doch wanneer men dit vermenigvuldigt met de Belgische steenkoolimport die bij het wegvallen van 3 miljoen ton K.S.-productie vereist is, zou dit bedrag kunnen stijgen tot ± 13 miljoen ton per jaar of een meerkost van 390 miljoen. Dit is een eerste element waarmee moet rekening gehouden worden.

Het tweede element is moeilijker te berekenen, maar is toch ook reëel. Het is duidelijk dat in de energiemix een bepaalde substitutie optreedt tussen de verschillende energiebronnen. Met andere woorden een bepaalde stijging van de prijs van de ene energiedrager leidt automatisch tot een

remplacée en partie par une autre. Pour pouvoir chiffrer ce phénomène, il faudrait évidemment disposer du coefficient d'élasticité de substitution (c'est-à-dire savoir dans quelle mesure une modification des prix relatifs entraînerait le passage à une autre source d'énergie).

Sur la base de l'évolution qui s'est dessinée en Belgique entre 1963 et 1983, M. Desaeyere estime ce coefficient d'élasticité de substitution à environ 0,05. Ce phénomène agit naturellement dans deux directions. En effet, une augmentation relative du prix du charbon se traduirait également par un retour au pétrole. Si l'on applique au marché pétrolier le même coefficient d'élasticité de l'offre de 0,7 (ce qui est probablement trop bas étant donné que l'épuisement géologique est plus important dans le cas du pétrole), on peut estimer, selon M. Desaeyere, que la fermeture de la moitié des mines des K.S. entraînera une augmentation du prix du pétrole de 13,65 F la tonne.

Les importations belges de pétrole étant de 17,5 millions de tonne, l'intervenant chiffre le surcoût à environ 239 millions de F.

Les augmentations de prix du charbon et du pétrole se traduiraient toutefois par un surcoût plus important pour l'ensemble de l'Europe occidentale. L'augmentation du prix du charbon résultant de la fermeture de la moitié des mines limbourgeoises entraînerait dans cette hypothèse une augmentation de la facture énergétique globale de l'Europe de 3,24 milliards de F.

La facture pétrolière passerait ainsi à 12,285 milliards de F.

Or, ces chiffres dépassent même le déficit à court terme de l'ensemble des K.S.

M. Desaeyere conclut en soulignant que d'un point de vue européen, la fermeture de la moitié des mines du Limbourg serait en tout état de cause une mauvaise affaire.

Il y a enfin la réduction de notre parc nucléaire. Il y a en effet lieu d'envisager, après l'accident de Tchernobyl, une certaine réduction et/ou stagnation du parc nucléaire de l'Europe occidentale. Plusieurs pays (tels que l'Allemagne, la Suède, la Suisse, l'Autriche, le Danemark) ont décidé de ne plus développer voire de réduire la production d'énergie nucléaire, ou envisagent de prendre une telle décision. Certaines études réalisées en Europe occidentale ont souligné ce que cela aurait pour conséquences. C'est ainsi que l'étude faite par l'Allemagne fédérale constate qu'une réduction du nucléaire est économiquement et techniquement possible et qu'elle nécessiterait l'importation d'environ 50 millions de tonnes de charbon supplémentaires.

Pour ses calculs suivants, l'orateur n'est pas parti du principe que la Belgique réduirait également son parc nucléaire. Néanmoins, il se peut selon lui que, suite à l'accident de Tchernobyl, l'Europe dans son ensemble réduise ou stabilise son parc nucléaire pour un équivalent d'environ 50 millions de tonnes de charbon. Il s'en suivrait une hausse d'environ 487 F par tonne du prix du charbon à l'importation pour l'Europe de l'Ouest.

Si l'on recalcule dès lors l'incidence de la fermeture de la moitié des K.S. sur la facture énergétique globale de la Belgique, on obtient le montant de 1,461 milliard de F, soit à peu près 1 milliard et demi. Une quatrième et dernière erreur du plan de M. Gheyselinck réside selon M. Desaeyere dans le fait qu'il ne tient pas suffisamment compte du fait qu'il n'est qu'un élément d'un plan européen global de fermeture de mines.

Des débats ont d'ailleurs eu lieu, ces dernières années, au sein du Parlement européen au sujet d'un plan européen de fermeture des mines. Finalement, ces plans n'ont pas abouti, mais l'intervenant a l'impression que beaucoup de

bepaalde vervanging van deze energiedrager door een andere. Om dit te kunnen berekenen moet men natuurlijk kunnen beschikken over de substitutieëlasticiteit (men moet weten in hoeverre een verandering in de relatieve prijzen zal leiden tot een overschakeling van de ene energiedrager naar de andere).

Op basis van de evolutie in België tussen 1973 en 1983 schat de heer Desaeyere deze substitutieëlasticiteit op ongeveer 0,05. Dit is een proces dat natuurlijk in de twee richtingen werkt. Met andere woorden een relatieve stijging van de steenkoolprijs zal ook tot een terugvervanging van steenkool door petroleum leiden. Indien men voor de petroleummarkt dezelfde aanbodelasticiteit van 0,7 vooropstelt (een schatting die waarschijnlijk té laag is vermits de geologische uitputting bij petroleum belangrijker is) dan mag, aldus de heer Desaeyere, worden aangenomen dat de halve K.S.-sluiting tot een stijging van de petroleumprijs met 13,65 F per ton zal leiden.

Spreker rekent, gezien de Belgische olieimport van 17,5 miljoen ton op een meerkost van ongeveer 239 miljoen F.

Voor gans West-Europa hebben de hier berekende prijsstijgingen van steenkool en olie echter een belangrijker meerkost tot gevolg. De stijging van de steenkoolprijs ten gevolge van de halve K.S.-sluiting zou onder deze hypothese de globale Europese energierekening met 3,24 miljard F verhogen.

De olierekening zou aldus stijgen tot 12,285 miljard F.

Dit zijn cijfers die zelfs het korte termijndeficit van de globale K.S. overstijgen.

De heer Desaeyere besluit dat vanuit Europees standpunt de halve sluiting van de K.S. in ieder geval een slechte zaak is.

Ten derde is er de nucleaire afbouw. Tengevolge van de ramp van Tsjernobyl behoort een zekere afbouw en/of stagnatie van het Westeuropees kernpark tot de verwachtingen. Meerdere landen (Duitsland, Zweden, Zwitserland, Oostenrijk, Denemarken) hebben besloten hetzij de kernenergie niet meer verder te ontwikkelen, hetzij deze af te bouwen of overwegen dergelijke beslissing. Bepaalde West-Europese studies hebben aangetoond wat dit voor effect zou hebben. Zo komt, bijvoorbeeld, het Westduitse onderzoek terzake tot de constatacie dat, ten eerste, een nucleaire afbouw wel degelijk economisch haalbaar is en technisch mogelijk en dat dit ongeveer 50 miljoen ton extra steenkoolinvoer zou vergen.

In zijn verdere berekeningen is spreker er niet van uitgegaan dat ook België zijn nucleaire kernpark zou afbouwen. Nochtans acht hij het mogelijk dat Europa in zijn totaliteit het nucleair kernpark afbouwt of stabiliseert voor een equivalent van ongeveer 50 miljoen ton steenkool en dit ten gevolge van de ramp van Tsjernobyl. Dit zou dan weer leiden tot een stijging van de West-Europese importprijs voor steenkool met ongeveer 487 F per ton.

Indien men dan opnieuw het effect berekent van de halve K.S. sluiting op de globale Belgische energierekening komt men op een som van 1,461 miljard, dus ongeveer 1,5 miljard. Een vierde en laatste fout in het plan van de heer Gheyselinck lijkt de heer Desaeyere het feit dat er onvoldoende rekening wordt mee gehouden dat dit plan in feite slechts een onderdeel vormt van een globaal West-Europees steenkoolsluitingsplan.

In het Europees Parlement is trouwens tijdens vorige jaren reeds gediscussieerd over mijnsluitingen in Europees verband. Uiteindelijk zijn de plannen terzake niet doorgegaan maar spreker heeft de indruk dat vele West-Europese

pays de l'Europe occidentale sont en train d'appliquer ces plans de façon individuelle. Les intentions de la France sont à cet égard significatives. Si tel était le cas, les conséquences économiques de la fermeture de la moitié des K. S. seraient bien plus importantes.

La réduction d'environ 50 % de la production de charbon de l'Europe occidentale, telle qu'elle était prévue dans le plan européen initial, pourrait en effet entraîner une hausse d'environ 1 000 F par tonne du prix à l'importation.

La fermeture de la moitié des K. S. alourdirait dès lors de trois milliards de F la facture énergétique globale de la Belgique.

Outre ces quatre observations macro-économiques, M. Desaeysere développe encore deux points, dont le premier concerne la réduction des exploitations. Les avantages qu'offre la production de charbon sont en effet de plus en plus fonction de la dimension de ces exploitations. La réduction de celles-ci, prévue dans le plan Gheyselincx, pourrait faire monter le prix moyen d'environ 1 058 F par tonne, ce qui pourrait évidemment alourdir le déficit de trois milliards de F supplémentaires. M. Desaeysere renvoie à cet égard au rapport de l'Office de promotion industrielle (O. P. I.).

Le sixième et dernier point de l'exposé de M. Desaeysere consiste en une analyse classique, également basée sur l'étude de l'O. P. I. Selon celle-ci, le coût d'un chômeur (absence de recettes fiscales, coût des allocations de chômage...) peut être évalué à un petit million, à savoir 953 784 F. Pour 12 000 chômeurs, on obtient dès lors un coût total de 11,4 milliards de F. Eu égard à ces six éléments, M. Desaeysere estime qu'il faut rejeter le plan.

Celui-ci contient naturellement des points positifs. Il améliore les résultats budgétaires dans ce sens qu'il pourrait réduire le déficit purement comptable.

Eu égard aux hypothèses relatives au coût de la production houillère contenues dans le plan, M. Desaeysere a toutefois calculé qu'il n'en résulterait en 1995 qu'une économie annuelle de 4 milliards.

* * *

En premier lieu, M. Dupré souhaite savoir ce que M. Gheyselincx prévoit en ce qui concerne la reconversion. Quelle est d'ailleurs, selon lui, l'importance des moyens requis à cet effet ?

Il paraît que M. Gheyselincx y consacrerait 3 milliards de F au minimum. Le président de l'Exécutif flamand, M. Geens, a fait état à Hasselt d'un holding d'un milliard de F. L'exécutif flamand a déclaré que pour chaque franc dépensé, il consacrerait un demi-franc à la reconversion dans la Communauté flamande (donc, si la somme affectée à la reconversion s'élevait à 3 milliards, un milliard et demi s'y ajouterait).

La deuxième question concerne les modalités et la manière dont les moyens affectés à la reconversion seront utilisés.

En troisième lieu, M. Dupré demande à M. Gheyselincx s'il prévoit qu'il aura suffisamment de projets, indépendamment des moyens qu'on estime devoir affecter à cette reconversion.

Une quatrième question concerne la coordination de ladite reconversion : sont-ce les K. S. qui doivent l'assurer exclusivement ou doit-elle se faire de commun accord avec les autres instances de la région, voire avec la Région

landes en fait de ces plans sur une individuelle base à leur exécution. Les intentions de la France sont à cet égard significatives. Si tel était le cas, les conséquences économiques de la fermeture de la moitié des K. S. seraient bien plus importantes.

Inderdaad, het afbouwen van de West-Europese steenkoolproductie met ongeveer 50 % zoals in het oorspronkelijk Europees plan was voorzien, zou tot een stijging van de importprijs met ongeveer 1 000 F per ton kunnen leiden.

De globale Belgische energierekening zou aldus met drie miljard verhogen bij een halve K. S.-sluiting.

Naast deze vier macroeconomische opmerkingen heeft de heer Desaeysere nog twee punten. Het vijfde punt is de dimensieverkleining. De steenkoolproductie wordt immers gekenmerkt door stijgende schaalvoordelen. De schaalverkleining vooropgesteld in het Gheyselincxplan zou de gemiddelde kostprijs met ongeveer een 1 058 F per ton kunnen verhogen, wat natuurlijk het deficit met 3 miljard F zou kunnen doen stijgen. De heer Desaeysere verwijst in dit verband naar het rapport van de Dienst voor Nijverheidsbevordering (D. N. B.).

Het zesde en laatste punt in het betoog van de heer Desaeysere is een klassieke analyse die eveneens gebaseerd is op de D. N. B.-studie. De kostprijs van één werkloze (gemis aan fiscale ontvangsten, kost der werkloosheidsuitkeringen en dergelijke) mag volgens de D. N. B. op bijna een miljoen F worden geraamd, nl. 953 784 F per werkloze. Voor 12 000 werklozen, geeft dat een totale kost van 11,4 miljard. Op grond van deze zes elementen is de heer Desaeysere van oordeel dat men het plan moet afwijzen.

Het plan heeft natuurlijk ook positieve kanten. Het Gheyselincxplan verbetert de budgettaire resultaten in die zin dat het puur boekhoudkundig deficit zou kunnen afnemen.

Volgens zijn berekeningen, zou dit, aldus de heer Desaeysere, in 1995 evenwel slechts een besparing van 4 miljard F per jaar meebrengen, gelet op de in het plan vervatte hypothesen met betrekking tot de kostprijs van de steenkoolproductie.

* * *

De heer Dupré wenst vooreerst te vernemen wat de heer Gheyselincx verwacht op het vlak van de reconversie. Welke is trouwens volgens hem de omvang van de hiertoe vereiste middelen ?

Naar verluidt zou de heer Gheyselincx hiertoe minimum 3 miljard F voorzien. De voorzitter van de Vlaamse regering, de heer Geens, heeft te Hasselt gewag gemaakt van een holding van 1 miljard F. De Vlaamse Executieve heeft gezegd dat ze naast elke frank een halve frank zou leggen voor reconversie vanuit de Vlaamse gemeenschap (dus als dat 3 miljard zou zijn, zou daar anderhalf miljard bijkomen).

De tweede vraag betreft de modaliteiten en de wijze waarop de middelen voorzien voor de reconversie zullen worden aangewend.

Ten derde wenst de heer Dupré van de heer Gheyselincx te vernemen of hij verwacht dat er voldoende projecten zullen zijn los van de middelen, die men denkt te moeten uittrekken voor deze reconversie.

Een vierde vraag betreft de coördinatie van diezelfde reconversie: moet dit alleen of exclusief vanuit de K. S. gebeuren of moet dit gebeuren in samenspraak met andere instanties uit de streek en misschien zelfs op Vlaams

flamande. Et enfin, l'intervenant souhaite également savoir comment évoluent les négociations avec les organisations syndicales et avec les travailleurs. A-t-on déjà prévu un calendrier pour les fermetures des trois mines situées à l'est?

* * *

M. Denys estime qu'une approche purement rationnelle de la problématique des K.S. conduirait à la fermeture immédiate de tous les sièges miniers.

Toutefois, son groupe veut également aborder ce problème sous un angle social et tenir compte du chômage que connaît actuellement le Limbourg. Il voudrait cependant revenir d'abord sur la comparaison qu'a établie M. Geyselinck entre les prix du charbon importé et du charbon produit.

Il s'étonne en effet que malgré la fermeture des trois mines les moins rentables, le prix de revient ne baissera pas sensiblement et qu'il s'élèvera toujours à 5 000 F par tonne environ. Il s'était en effet attendu à ce que les coûts de production puissent être comprimés davantage, du fait que seules les mines les plus rentables et les mieux situées restent en activité.

Il se demande dès lors si, même après la fermeture de trois mines, les moyens prévus actuellement suffiront à maintenir les K.S. en activité.

En ce qui concerne la reconversion, M. Denys pose la même question que M. Dupré: y aura-t-il suffisamment de projets? L'intervenant a constaté que par le passé, les initiatives prises par le Limbourg lui-même n'étaient guère importantes (par ex., en ce qui concerne les moyens mis à disposition à l'échelon européen). Il tient dès lors à savoir de quelle manière les nouveaux projets seront stimulés. De quelle façon M. Gheyselinck éveillera-t-il l'esprit d'entreprise des limbourgeois? Enfin, M. Denys s'étonne que M. Gheyselinck estime que le Limbourg est actuellement au creux de la vague en ce qui concerne le chômage. Il voudrait savoir quels sont les arguments de M. Gheyselinck à l'appui de cette affirmation.

* * *

Mme Vogels souhaite revenir plus longuement sur deux aspects du rapport, tout d'abord sur la thèse politique selon laquelle la Belgique aurait opté pour l'énergie nucléaire, tel que cela figure littéralement dans le rapport. Le Gouvernement est peut-être à l'origine de cette situation. Pour Mme Vogels et pour d'autres parlementaires aussi, ce choix n'est pas évident. Même M. Denys a demandé d'organiser un débat sur l'énergie nucléaire après l'accident de Tchernobyl. La fermeture irrévocable de la moitié des charbonnages de Campine hypothèque gravement la possibilité qu'aurait la Belgique de décider de recourir dans une moindre mesure à l'énergie nucléaire.

Ensuite, Mme Vogels se rallie au point de vue de M. Desaeeyere à propos du prix du charbon. L'incidence de la fermeture d'autres charbonnages européens et d'un éventuel embargo économique de l'Afrique du Sud (d'où nous importons assez bien de charbon) ne peut être sous-estimée.

Les prix-choc qui sont pratiqués actuellement en raison de l'importance de l'offre augmenteront donc probablement à l'avenir.

Personne n'ignore que les armateurs font actuellement du dumping en ce qui concerne le transport du charbon.

gewestelijk vlak. En tenslotte wenst spreker ook te vernemen hoe de onderhandelingen met de vakbonden en met de werknemers evolueren? Ziet men al een timing voor het sluitingsschema van de drie mijnen in het Oosten?

* * *

Een louter zakelijke visie op de problematiek van de K.S. zou, aldus de heer Denys neerkomen op de onmiddellijke sluiting van alle mijnzetels.

Zijn fractie wil echter ook en vooral deze problematiek benaderen vanuit een sociale bekommernis, die oog heeft voor de werkloosheid die er thans in Limburg is. Eerst zou hij echter willen terugkomen op de door de heer Gheyselinck geschetste prijsvergelijking tussen de importsteenkool en de productiesteenkool.

Het verwondert hem namelijk dat ondanks de sluiting der drie minst rendabele mijnen, de kostprijs niet noemenswaardig zal dalen, dat in feite de productieprijs nog altijd rond de 5 000 f per ton zal liggen. Hij had immers verwacht dat men door het feit dat enkel de best gelegen, meest rendabele mijnen open blijven, de produktiekosten veel meer zou kunnen drukken.

Hij vraagt zich dan ook af of ook na de sluiting van drie mijnen de thans voorziene middelen wel zullen volstaan om de K.S. open te houden.

Met betrekking tot de reconversie sluit de heer Denys zich aan bij de vraag van de heer Dupré: zullen er voldoende projecten zijn? Spreker heeft vastgesteld dat in het verleden het initiatief uitgaande van Limburg zelf nogal aan de magere kant is geweest (bijvoorbeeld m.b.t. de middelen die op Europees vlak ter beschikking gesteld worden). Hij wenst dan ook te weten op welke wijze nieuwe projecten zullen gestimuleerd worden. Op welke wijze zal de heer Gheyselinck de ondernemingslust en de ondernemingsgeest bij de Limburgers zelf aanwakkeren? Tenslotte verwondert de heer Denys zich erover dat de heer Gheyselinck meent dat de regio Limburg vandaag het dieptepunt inzake werkloosheid heeft bereikt. Graag vernam hij hoe die bewering kan worden gestaafd.

* * *

Mevr. Vogels wenst op twee aspecten van het rapport nader in te gaan, nl. eerst en vooral over de politieke stelling als zou België geopteerd hebben voor kernenergie, zoals letterlijk in het rapport wordt gesteld. Misschien is de regering daar de oorzaak van. Voor Mevr. Vogels en ook voor andere parlementsleden is dit een niet voor de hand liggende keuze. Onmiddellijk na het ongeval te Tsjernobyl heeft zelfs de heer Denys gevraagd een energie-debat te voeren. Door de onomkeerbare sluiting van de helft van de Kempische steenkoolmijnen wordt een zware hypotheek gelegd op de mogelijkheid dat België zou beslissen minder beroep te doen op kernenergie.

Als tweede punt wenst Mevr. Vogels aan te sluiten op hetgeen de heer Desaeeyere gezegd heeft over de kolenprijs. De invloed van de sluiting van andere Europese mijnen en van een eventueel economisch embargo van Zuid-Afrika (waaruit wij vrij veel kolen importeren) mag niet worden onderschat.

De huidige dumpingprijzen die het gevolg zijn van overaanbod zullen in de toekomst dus waarschijnlijk wegvallen.

Ook voor vervoer van steenkool is duidelijk geweten dat momenteel de rederijen de steenkool werkelijk aan dumpingprijzen vervoeren.

Mme Vogels estime enfin que ce rapport ne fait pas grand cas du fait que le charbon est la seule source énergétique dont dispose la Belgique. En ce qui concerne les modalités, l'exécution du plan et plus particulièrement la procédure, M. Gheyselincx demande simplement que le Gouvernement prenne quelques décisions de principe, à savoir qu'il donne son accord pour la fermeture des trois puits et qu'il fournisse les crédits nécessaires à cette fermeture. Le reste sera décidé en accord avec les travailleurs.

Ces propos paraissent très sociaux mais incroyables. La discussion a d'autre part été entamée avec le partenaire le plus faible, qui mettra probablement de l'eau dans son vin et demandera donc les conditions de fermeture les plus avantageuses pour lui.

La question qui se pose alors est de savoir quels crédits seront encore disponibles pour la reconversion.

Mme Vogels estime toutefois que la faute en incombe essentiellement au Gouvernement. On constate en effet le même phénomène que lors de la fermeture de Michelin, où il est apparu après coup que les travailleurs avaient opté pour des conditions de fermeture favorables, l'entreprise ne pouvant plus dès lors affecter à la reconversion que le dixième du montant initialement prévu. Comment évoluera la fermeture des mines? Que restera-t-il en fin de compte pour la reconversion et quelle sera en la matière la tâche des autorités nationales, régionales et provinciales?

* * *

M. Burgeon estime que le présent débat est, à la fois, la répétition de celui auquel a donné lieu, autrefois, la crise charbonnière qui a frappé la Wallonie, et un combat d'arrière-garde. Il souligne qu'il ne faut voir aucune agressivité dans ce dernier propos, mais qu'au contraire, le fait d'avoir assisté personnellement à la mort des charbonnages et de la métallurgie dans la région du Centre, lui procure un sentiment de solidarité vis-à-vis des Limbourgeois. Il s'étonne cependant qu'il n'y ait pas davantage de références à l'expérience wallonne.

Le combat des Limbourgeois peut toutefois être qualifié de combat d'arrière-garde, à la différence du combat que mène la Wallonie pour maintenir sa sidérurgie, parce qu'il faudra toujours de l'acier alors que l'extraction de charbon limbourgeois est condamnée à terme. Que peut-on en effet espérer, quand le prix de revient du charbon limbourgeois pourrait tout au plus être ramené à 4 500 F par tonne et que le prix du marché se situe à 2 500 F?

La Wallonie est cependant loin d'être indifférente au sort du Limbourg. D'ailleurs, la Flandre n'est-elle pas son meilleur client — de même que la Wallonie reste le meilleur client de la Flandre?

Les solidarités n'en constituent pas moins un problème, dès lors qu'on voit Sidmar s'approvisionner en charbon à l'étranger, alors que Cockerill achète du charbon limbourgeois.

Pour M. Burgeon, la question fondamentale est de savoir si le « plan Gheyselincx » s'intègre dans un projet énergétique et économique cohérent. Si tel n'était pas le cas, il vaudrait mieux arrêter les frais dès à présent, en mettant en place un accompagnement sur le plan social, pour éviter que la Flandre n'ait à traîner le boulet de ses charbonnages jusqu'en 2010.

M. Tomas regrette que le rapport ne contienne pas assez de chiffres permettant de comprendre comment on a estimé tant les recettes que le déficit d'exploitation pour les années à venir. Plus particulièrement, étant donné qu'il est prévu

Tenslotte meent Mevr. Vogels dat dit rapport het feit dat steenkool de enige Belgische energiebron is, vrij licht opneemt. Wat betreft de werkwijze, de uitvoering van het plan en meer bepaald de procedure, vraagt de heer Gheyselincx van de regering enkel een aantal principesbeslissingen n.l. het akkoord over de sluiting van de drie mijnen en de kredieten om die sluiting mogelijk te maken. De rest zal worden beslist in overleg met de werknemers.

Zulks klinkt erg sociaal maar wel ongeloofwaardig. Langs de andere kant wordt op die manier de discussie aangegaan met de zwakste partner die waarschijnlijk eieren voor zijn geld zal kiezen en dus de voor hem meest gunstige sluitingsvoorwaarden zal bedingen.

De vraag is dan welke kredieten nog zullen overblijven voor reconversie.

Mevr. Vogels meent evenwel dat hieraan vooral de Regering schuld heeft, op dezelfde manier zoals ook bij de sluiting van het Michelinbedrijf achteraf gebleken is dat de werknemers voor gunstige sluitingsvoorwaarden gekozen hebben, waardoor hetgeen het bedrijf kon inbrengen voor reconversie tot 1/10 van het oorspronkelijke bedrag gereduceerd is. Hoe zal de sluiting van de mijnen evolueren? Hoeveel zal er uiteindelijk overblijven voor reconversie en welke taak zal de nationale, de regionale en de provinciale overheid terzake vervullen?

* * *

Volgens de heer Burgeon is het huidige debat de herhaling van datgene waartoe de steenkolen crisis destijds in Wallonië aanleiding heeft gegeven en tegelijkertijd een achterhoedegevecht. Hij beklemtoont dat men die laatste opmerking niet als agressief mag beschouwen, wel integendeel, want het feit dat hij persoonlijk getuige is geweest van de teloorgang van de mijnbouw en van de metaalverwerkende industrie in de streek van het Centrum boezemt hem een gevoel van solidariteit in met de Limburgers. Het verwondert hem evenwel dat niet meer wordt verwezen naar de in Wallonië opgedane ervaring.

De strijd van de Limburgers kan niettemin een achterhoedegevecht worden genoemd, in tegenstelling met de strijd die in Wallonië wordt geleverd voor het behoud van de staalindustrie, want staal zal er altijd moeten zijn, terwijl de steenkoolwinning in Limburg op lange termijn ten dode is opgeschreven. Kan er nog hoop bestaan als de kostprijs van de Limburgse steenkool ten hoogste tot 4 500 F per ton kan worden verminderd, terwijl de marktprijs 2 500 F bedraagt?

Wallonië toont zich niettemin allesbehalve onverschillig ten aanzien van het lot van Limburg. Is Vlaanderen trouwens niet haar beste klant, zoals Wallonië de beste klant van Vlaanderen blijft?

De solidariteit is evenwel een probleem wanneer men constateert dat Sidmar buitenlandse steenkolen inslaat, terwijl Cockerill kolen uit Limburg koopt.

Volgens de heer Burgeon luidt de kernvraag of het Plan Gheyselincx in een samenhangend energie- en economisch project past. Mocht zulks niet het geval zijn, dan zou het beter zijn om meteen de uitgaven stop te zetten en tevens in een sociaal-begeleidingsplan te voorzien, wil men voorkomen dat Vlaanderen tot in 2010 opgezadeld blijft met het probleem van zijn steenkoolmijnen.

De heer Tomas betreurt dat het rapport niet genoeg cijfers bevat waarmee kan worden aangetoond hoe men zowel de inkomsten als de exploitatiekosten van de komende jaren heeft geraamd. Wat zijn, aangezien de produktie

de ramener à terme la production à 3,2 millions de tonnes par an, quelles sont les hypothèses de production au cours du temps? D'autre part, quels sont les débouchés de cette production? Autrement dit, quelle est la part de la production qui est destinée respectivement aux cokeries et aux centrales électriques? Quelles sont les hypothèses de prix prises pour ces deux types de consommateurs? Ces hypothèses de prix prévoient-elles des contrats d'approvisionnement liant les cokeries et les centrales électriques à moyen ou à long terme ou tiennent-elles compte d'un marché totalement libre, dans lequel les consommateurs auraient la possibilité de s'approvisionner ailleurs qu'aux K.S.?

Enfin, dans la part de la production qui est destinée aux centrales électriques, l'hypothèse de M. Gheyselinck se fonde-t-elle sur la construction de nouvelles centrales au charbon ou sur la poursuite de la conversion au charbon des centrales électriques à combustible fuel ou gaz?

* * *

M. De Batselier estime qu'il s'agit en l'occurrence d'un exemple typique de dossier où le Gouvernement se décharge de sa responsabilité sur un technicien. On ne peut porter un jugement sur le plan qu'en fonction du choix qui est fait parmi un certain nombre d'hypothèses. Or, ce choix ne dépend pas de M. Gheyselinck, mais de ceux qui lui ont confié sa mission. La question est donc de savoir si cette mission elle-même peut être mise en cause ou si l'on ne peut qu'en évaluer le résultat. L'établissement d'un plan d'assainissement est une matière purement technique, à la différence de l'objectif que l'on poursuit au moyen de ce plan. Aussi eût-il été opportun que le Parlement puisse consacrer un débat préalable aux objectifs du gouvernement Martens VI concernant les K.S. dans le cadre d'une politique globale.

Ce plan ne se base pas sur une approche macro-économique, son seul aspect macro-économique étant le fait de consacrer quelque attention à la reconversion. Or, dans une véritable approche macro-économique du problème, le plus important n'est pas le résultat de l'entreprise elle-même, mais bien la conséquence du financement et de la fermeture éventuelle de cette entreprise sur les coûts et les profits économiques de la région et de l'Etat. Que se passera-t-il si les K.S. ferment demain, ou s'ils ferment à moitié en 1996, ou encore s'ils ferment totalement en 2010 ou dès 1996?

A-t-on tenu compte de l'analyse coûts-profits que requiert ce genre d'exercice macro-économique? Cette question vaut non seulement pour les K.S., mais également pour de nombreuses entreprises de sous-traitances. Il ne s'agit en effet pas seulement des K.S. eux-mêmes, mais également, par exemple, d'un certain nombre d'entreprises métallurgiques. Selon la Centrale chrétienne des métallurgistes, M. Gheyselinck aurait précisé à un moment donné qu'il comptait intégrer une partie des activités métallurgiques dans l'entreprise elle-même. Cela est-il exact?

Quelles sont les conséquences de cette mesure pour les entreprises de sous-traitance? Les travailleurs de ces entreprises qui perdraient leur emploi à la suite de la fermeture des K.S. pourraient-ils également prétendre au bénéfice d'un plan de restructuration sociale et à l'enveloppe sociale des secteurs nationaux?

M. Gheyselinck ne tient pas compte du fait que les K.S. sont une entreprise publique et qu'ils ne peuvent donc être soumis aux mêmes critères d'appréciation qu'une entreprise privée. La collectivité a confié une mission aux K.S. Il lui appartient à présent de fixer le prix qu'elle est disposée à payer.

op termijn tot 3,2 miljoen ton per jaar zal worden teruggebracht, meer bepaald de vooruitzichten inzake de productie? Wat zijn voorts de afzetmogelijkheden voor die productie dat bestemd is voor de cokesfabrieken, resp. de elektriciteitscentrales? Wat zijn de prognoses inzake de prijs voor die twee types van verbruiker? Wordt daarin ruimte gelaten voor bevoorradingscontracten waardoor de cokesfabrieken en de elektriciteitscentrales op middellange of op lange termijn worden gebonden of houden zij rekening met een volledig vrije markt, waarin de verbruikers hun steenkolen elders dan bij de K.S. kunnen inslaan?

Tenslotte is de hypothese van de heer Gheyselinck i.v.m. het voor de elektriciteitscentrales bestemde aandeel van de productie gebaseerd op de bouw van nieuwe kolencentrales of op de voortzetting van de omschakeling op kolen van de elektriciteitscentrales die met stookolie of gas worden aangedreven?

* * *

De heer De Batselier is van oordeel dat het hier gaat om een typisch dossier waar de Regering in feite de verantwoordelijkheid van zich af schuift naar een technicus. Het plan kan alleen maar worden beoordeeld naargelang de keuze die wordt gemaakt uit een aantal hypothesen. Die keuze van hypothesen wordt niet gemaakt door de heer Gheyselinck, maar door zijn opdrachtgevers. De vraag is dus of zijn opdracht in vraag kan worden gesteld of dat enkel maar de mogelijkheid bestaat om het resultaat ervan te evalueren. Het opmaken van een saneringsplan is een technische aangelegenheid, maar de doelstelling die men met dit plan nastreeft is geen technische aangelegenheid. Daarom had men het Parlement eerst in staat moeten stellen om een debat aan te gaan over de fundamentele doelstellingen van de regering Martens VI ten opzichte van de K.S. in het kader van een globaal beleid.

Dit plan vertrekt niet van een macro-economische benadering. Enkel het feit dat men enige aandacht opbrengt voor reconversie is macro-economisch te noemen. Een echte macro-economische benadering van het probleem houdt echter niet in dat niet het resultaat van het bedrijf zelf het belangrijkste is, maar wel het gevolg van de financiering en de eventuele sluiting van dat bedrijf op de economische kosten en baten van de streek en van de staat. Wat indien K.S. morgen sluit, wat indien het in 1996 half sluit, wat wanneer het in 2010 volledig sluit, of wanneer het in 1996 reeds volledig zou sluiten?

Heeft men die oefening gemaakt rekening houdend met de kosten en baten die dergelijke macro-economische oefening vereist? En niet alleen voor K.S. maar ook voor heel wat toeleveringsbedrijven. Het gaat immers niet alleen over het bedrijf zelf, maar ook bijvoorbeeld, om een aantal metaalbedrijven. De heer Gheyselinck zou op een bepaald ogenblik geopperd hebben dat hij een deel van de metaalverwerking binnen het eigen bedrijf zou brengen, zoals werd medegedeeld door de kristelijke centrale voor metaalbewerkers. Klopt dit?

Welke zijn de gevolgen voor de toeleveringsbedrijven? Kunnen degenen die werkloos worden in die bedrijven, tengevolge van een sluiting van K.S. ook een beroep doen op een sociaal herstructureringsplan en op de sociale enveloppe van de nationale sectoren?

De heer Gheyselinck houdt er evenmin rekening mee dat K.S. een overheidsbedrijf is en dus niet op dezelfde wijze beoordeeld moet worden als een privé-bedrijf. De K.S. heeft duidelijk een bepaalde opdracht van de samenleving gekregen. De vraag is nu wat die gemeenschap daarvoor wil betalen.

Outre l'absence de vision macro-économique, un deuxième élément important réside dans le fait que le problème des K. S. n'est pas examiné dans le cadre de la politique énergétique, même si certains prétendent que cet aspect n'est pas aussi important qu'on veut le dire. Cela dépend en effet du point de vue où l'on se place, et en premier lieu de l'évolution, nécessaire ou souhaitable, du taux de croissance de la consommation électrique en fonction de l'hypothèse retenue, soit un taux de croissance exprimé en pourcentage, soit une hausse ou une baisse éventuelle de la capacité nucléaire.

M. Gheyselinck a en ce domaine manifestement adopté la position de la majorité gouvernementale. Il ressort toutefois de la réponse du Ministre des Affaires économiques à l'interpellation développée par M. De Batselier le mois passé au sujet de Doel 5 qu'on disposait d'un certain nombre d'éléments permettant de mener une autre politique en matière d'énergie nucléaire.

L'intervenant s'étonne à ce propos de ce que le Secrétaire d'Etat à l'Energie adopte en la matière une attitude très réservée alors que les déclarations qu'il avait faites à ce sujet par le passé étaient particulièrement claires.

Si l'on examine comment les idées ont évolué en Allemagne, on pourrait tenir compte du fait qu'une consommation d'énergie réellement rationnelle pourrait devenir primordiale parce que le taux de croissance de la production d'électricité pourrait devenir nul.

La part de la production d'électricité nucléaire pourrait s'élever de manière constante à 67 % et pourrait être progressivement réduite, de sorte que la structure de la production d'électricité pourrait être entièrement modifiée.

Quels seraient dans ce cas les besoins en charbon? M. De Batselier estime que ces besoins s'élèveraient alors à 15,5 millions de tonnes en ce qui concerne la production d'électricité. Il estime que c'est commettre une lourde erreur méthodologique que de baser l'étude concernant les K. S. sur l'hypothèse d'une politique énergétique inchangée au cours des prochaines années.

L'impact de la fermeture des sièges des K. S. situés à l'est sur la production de charbon flambant a-t-il été examiné et, selon que ces sièges sont fermés ou non, quel rôle les K. S. peuvent-ils encore jouer?

Que représente encore la production de charbon des K. S. dans l'approvisionnement en énergie, compte non tenu du secteur de l'électricité, par rapport à l'approvisionnement total? En ce qui concerne l'utilisation du charbon des K. S. dans les industries métallurgique et sidérurgique, M. De Batselier estime que celle-ci ne relève pas de la politique énergétique proprement dite, mais qu'elle constitue une fourniture de matières premières à un autre secteur industriel.

A-t-il été tenu compte du fait qu'on peut difficilement considérer la production d'acier comme une industrie porteuse?

Pour conclure son exposé sur l'incidence de la politique énergétique, l'intervenant estime que si la production d'énergie nucléaire était réduite au profit du charbon et que cette réduction était associée à une politique d'U. R. E., les K. S. pourraient tout de même jouer un rôle stratégique important. On peut naturellement avoir des opinions différentes en ce qui concerne la signification du terme « stratégique ». Mais en tout cas, il fallait conduire cette réflexion. Quelles hypothèses ont-elles été retenues en ce qui concerne l'évolution du prix du charbon?

M. De Batselier souhaite ensuite examiner en détail le financement du plan Gheyselinck lui-même. A cet égard, il convient de tenir compte du fait que son auteur était tenu par un certain nombre de préalables. Le financement doit s'effectuer dans les limites d'un cadre imposé, qui est assez contraignant. C'est ainsi que le plan doit être élaboré dans

Een tweede belangrijk element, naast het gebrek aan macro-economische visie, is dat K. S. niet bekeken wordt binnen het energiebeleid, al zullen sommigen zeggen dat die rol niet zo enorm is. Dat hangt echter af van het standpunt. Dit hangt in de eerste plaats samen met de noodzakelijke of wenselijke evolutie van de groeivoet van het elektriciteitsverbruik naargelang de gekozen hypothese, hetzij een percentagegroeivoet, hetzij een eventuele aangroei of daling van de nucleaire capaciteit.

De heer Gheyselinck heeft in deze kwestie blijkbaar het standpunt overgenomen van de meerderheid van de Regering. Nochtans bleek uit het antwoord van de minister van Economische zaken op de interpellatie van de heer De Batselier vorige maand, rond Doel 5 dat een aantal inzichten voorhanden waren om een ander soort beleid inzake kernenergie te voeren.

Sprekend acht het vrij eigenaardig dat de Staatssecretaris voor Energie op dat vlak zeer terughoudend is terwijl hij vroeger niet mis te verstane verklaringen heeft afgelegd.

Als men nagaat hoe in Duitsland de ideeën geëvolueerd zijn zou men er rekening mee kunnen houden dat een echt rationeel energieverbruik primordiaal zou worden, omdat de groeivoet van de elektriciteitsproductie dan wel eens nul zou kunnen benaderen.

Het aandeel van de nucleaire elektriciteitsproductie zou misschien wel eens constant op 67 % kunnen blijven en zo geleidelijk afgebouwd worden, zodat de structuur van de elektriciteitsproductie volledig zou veranderen.

Wat is in dat geval de steenkoolbehoefte? Volgens de heer De Batselier zou die voor elektriciteitsproductie dan ongeveer 15,5 miljoen ton zijn? Hij meent dat het vanuit methodologisch standpunt bij de studie rond K. S. een grote flater is een ongewijzigd energiebeleid voor de komende jaren als basishypothese te nemen.

Een andere vraag is of de produktie van vlamkolen zonder sluiting of met sluiting van K. S. Oost werd onderzocht en naargelang de hypothese, welke rol de K. S. dan nog kan spelen?

Wat betekent de K. S. kolenproduktie nog voor de energiebevoorrading buiten de elektriciteitssector, ten opzichte van de totale bevoorrading? Wat het gebruik van K. S. kolen voor de ijzer- en staalindustrie betreft, meent de heer De Batselier dat die voor een stuk als niet behorend tot het eigenlijke energiebeleid kan worden beschouwd, maar eerder als een leveren van grondstof van een andere industriële sector.

Men kan de staalproductie moeilijk als een toekomstgerichte industrie beschouwen, werd daarmee rekening gehouden?

Als besluit van zijn opmerkingen over de invloed op het energiebeleid meent spreker dat wanneer er een afbouw van kernenergie ten voordele van steenkool en gekoppeld aan een R. E. V. beleid zou plaatsvinden, er voor K. S. dan toch nog wel een belangrijke, strategische rol is weggelegd. Over de betekenis van de term « strategisch » zijn natuurlijk verschillende meningen mogelijk. Maar in ieder geval had deze denkoefening alleszins moeten gebeuren. Welke hypothesen worden aangenomen aangaande de evolutie van de prijs van steenkool?

Vervolgens wenst de heer De Batselier nader in te gaan op de financiering van het plan Gheyselinck zelf. Daarbij dient te worden overwogen dat de auteur gebonden was aan een aantal uitgangspunten. De financiering moet gebeuren binnen een opgelegd kader dat zeker niet van het gemakkelijkste is. Zo moet het plan binnen het kader van

le cadre de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux.

M. De Batselier veut qu'on lui confirme cette interprétation.

En tout cas, il n'a pas voté la loi du 5 mars 1984, parce qu'en cas de fermetures éventuelles ou d'importantes rationalisations d'entreprises des secteurs nationaux, telles que Cockerill-Sambre et les K.S., les pouvoirs publics qui ont intérêt à la fermeture et qui peuvent prendre la décision, à savoir le Gouvernement, ne doivent plus en supporter les coûts eux-mêmes.

Les Régions n'ont pas non plus intérêt à ce qu'une telle entreprise reste en activité, de sorte qu'une approche macro-économique n'arrange rien, étant donné que la loi du 5 mars 1984 constitue une rupture institutionnelle.

M. De Batselier estime qu'il serait souhaitable de procéder à une régionalisation et à une fédéralisation complètes ou de maintenir entièrement les compétences nationales. La confusion des compétences, telle qu'elle est prévue dans la loi du 5 mars 1984, donne lieu à des situations impossibles, où le meilleur plan technique n'a aucune chance d'être appliqué. Le Gouvernement a essayé de remédier à cette situation en élaborant le plan de Val-Duchesse, en vertu duquel il disposerait du produit du rachat par le secteur privé des actions non assorties d'un droit de vote. Il y a enfin eu les « accords de la Saint-Sylvestre », qui doivent permettre de mettre des « moyens recyclables » à disposition. On a même songé à un financement par le biais d'une débudgétisation. Quoi qu'il en soit, on part toutefois du principe que les investissements et les amortissements doivent être financés par des moyens régionaux. Ce n'est donc que partie remise et on hypothéquera donc à terme les moyens de la Communauté flamande. De la sorte, seule la fermeture complète des K.S. reste possible à terme.

M. Gheyselincx part du principe que les K.S. Ouest resteront opérationnels et accuseront un déficit d'exploitation de 4 milliards de F à partir de 1996.

En analysant le plan de financement des K.S. et en se fondant forcément sur un certain nombre d'hypothèses (car le plan ne mentionne pas tellement de chiffres), M. De Batselier arrive à la conclusion que les pertes d'exploitation des K.S. Ouest s'élèveront en tout cas à 9 milliards de F jusqu'en 1991. Le plan vise à couvrir ce déficit par un crédit de soudure, à rembourser à l'aide du reste des droits de succession, après avoir couvert les pertes réduites des K.S. Ouest. Ce solde s'élèverait à un milliard en 1994 et 1995 et atteindrait 2 milliards à partir de 1996. Si nous actualisons ce montant, nous arrivons à environ 10 milliards en 1996 et cela signifie que le produit des droits de succession sera presque entièrement affecté au remboursement du crédit de soudure.

En évaluant le plan de financement pour 1987, on peut affirmer que les pertes d'exploitation des K.S. Ouest sont à charge de la Région flamande. Le financement de l'enveloppe sociale est assuré par les autorités nationales. La reconversion est dans une large mesure (environ 3 milliards) à charge du budget national. Qu'en est-il des pertes d'exploitation des K.S. Est et des investissements aux K.S. Ouest ?

Si ces pertes s'élèvent à 8,5 milliards en 1987, il faudra recourir aux moyens de la Région flamande parce que les droits de succession sont épuisés. Soit on supprime en compensation un certain nombre d'investissements dans la Région flamande comme le prévoit la loi du 5 mars 1984. Une telle chose est réalisable mais M. De Batselier craint que le reste de la Flandre ne s'y oppose. Soit on recourt au « recyclage volontaire » qui, selon le Gouvernement, rapporterait 9 milliards, certains experts estiment cependant que ces prévisions sont beaucoup trop optimistes (Le

de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren blijven.

De heer De Batselier wenst bevestiging van deze interpretatie.

In ieder geval heeft hij zich bij de stemming van de wet van 5 maart 1984 verzet, omdat bij de eventuele sluiting of grote afslanking van bedrijven uit de nationale sectoren zoals Cockerill-Sambre en K.S., de overheid die voordeel heeft bij de sluiting en die de beslissing kan nemen, met name de Nationale Regering, niet meer zelf voor de kosten ervan moet opdraaien.

De Gewesten hebben er evenmin belang bij dat een dergelijk bedrijf openblijft, zodat van een macro-economische aanpak niets in huis komt, omdat de wet van 5 maart 1984 institutioneel een breuk betekent.

De heer De Batselier meent dat ofwel een totale regionalisering en federalisering, ofwel een volledig behoud van de nationale bevoegdheden aangewezen is. Een vermenging van bevoegdheden zoals in de wet van 5 maart 1984 leidt tot onmogelijke toestanden waarbinnen ook het technisch meest volmaakte plan geen kans maakt. De Regering heeft aan die toestand proberen te verhelpen door het Pinksterplan waardoor zij zou beschikken over de opbrengst van de terugkoop door de privésector van niet-stemgerechtigde aandelen. Ten slotte kwam dan het zogenaamde Silvesterakkoord dat « recycleerbare middelen » ter beschikking moet stellen. Men heeft nu zelfs gedacht aan een financiering via debudgettering. Men gaat er echter hoe dan ook van uit dat investeringen en kapitaalaflossingen gedragen moeten worden door gewestelijk aanrekenbare middelen, dus in feite is het enkel uitstel en het hypothekeken op termijn van de middelen van de Vlaamse Gemeenschap. Op die manier blijft op termijn enkel een totale sluiting van K.S. over.

De heer Gheyselincx gaat er van uit dat K.S. West open blijft met een exploitatietekort vanaf 1996 van 4 miljard F.

Bij analyse van het financieringsplan van K.S. en noodgedwongen uitgaand van een aantal hypothesen (want in het plan zijn niet zoveel cijfers vermeld) komt de heer De Batselier tot de conclusie dat de exploitatieverliezen van K.S. West tot 1991 in ieder geval 9 miljard F zullen bedragen. Het plan strekt ertoe dat tekort te dekken met een overbruggingskrediet, terug te betalen met het overschot van de successierechten na de dekking van het gereduceerde verlies van K.S. West. Dat saldo zou in 1994 en in 1995 één miljard bedragen en wordt twee miljard vanaf 1996. Als we dat bedrag actualiseren dan is het ongeveer 10 miljard in 1996 en dat betekent dat de opbrengst van successierechten nagenoeg volledig wordt uitgeput om het overbruggingskrediet terug te betalen.

Bij de evaluatie van het financieringsplan voor 1987 kan gesteld worden dat het exploitatieverlies van K.S. West voor rekening van het Vlaamse Gewest komt. De sociale enveloppe komt voor rekening van de Nationale Overheid. De reconversie komt grotendeels (voor ± 3 miljard) op de nationale begroting. Waar komen het exploitatieverlies van K.S. Oost en de investeringen voor K.S. West terecht ?

Als die oplopen tot 8,5 miljard in 1987 dan zullen het aan het Vlaamse Gewest aanrekenbare middelen moeten zijn, buiten successierechten, want die zijn opgebruikt. Ofwel moet op dat ogenblik, zoals de wet van 5 maart 1984 voorziet, ter compensatie een aantal investeringen in het Vlaamse Gewest worden geschraapt. Het is een mogelijkheid, maar de heer De Batselier vreest dat de rest van Vlaanderen zulks niet zal aanvaarden. Ofwel kan een beroep worden gedaan op « de vrijwillige recyclage », die volgens de Regering 9 miljard zou opbrengen, maar vol-

Financieel Economische Tijd fait état d'un montant de 2 à 4 milliards). Une part importante de ces moyens ne sera cependant disponible que beaucoup trop tard. Pour remédier à ce problème, l'on pourrait dès à présent mettre ces moyens en gage en vue d'obtenir un prêt et les vendre à leur valeur actualisée.

M. De Batselier a calculé qu'une telle opération rapporterait 4,96 milliards et que le déficit s'élèverait ainsi à 3,5 milliards pour 1987. L'extension de la notion de « moyens recyclables » (qui profite en outre à la Wallonie) rapporte environ 1,9 milliard à la Flandre (suivant le *Financieel Economische Tijd* du 6 janvier 1987). Dans l'hypothèse où 1 milliard peut être libéré en 1987, il subsisterait encore un déficit de 2,5 milliards. Cela ne veut-il pas tout simplement dire que l'enveloppe financière destinée au plan Gheyselinck est insuffisante?

En outre, les estimations se fondent sur un produit des droits de succession de 6 milliards. A-t-on néanmoins tenu compte des arrêtés royaux n^{os} 15 et 150 qui entraînent une diminution des revenus? Ont-ils une influence sur les hypothèses de M. Gheyselinck? N'est-il pas hasardeux d'affirmer que la perte dans le bassin occidental des K.S. peut être ramenée de 2666 F à 1333 F la tonne alors qu'une meilleure commercialisation rapporterait déjà 300 à 400 F la tonne? Certaines personnes sont très sceptiques à ce propos. Comment M. Gheyselinck peut-il prouver ce qu'il avance?

Il pourrait en effet se poser un problème à ce niveau-là, et la situation pourrait donc s'avérer plus compliquée que prévu. M. Gheyselinck a-t-il vérifié si le recyclage volontaire rapportera effectivement 9 milliards comme le prévoit le Gouvernement?

M. Batselier constate que même après l'accord dit de la Saint-Sylvestre, les moyens disponibles pour exécuter le plan Gheyselinck seront insuffisants.

Ce plan a ceci de remarquable que la majorité de ses mesures prennent fin en 1996. Que se passera-t-il ensuite? Une approche à long terme n'est pas sans importance dans ce secteur.

En ce qui concerne la reconversion, l'intervenant demande si on peut lui confirmer que la Région où le problème se pose se verra octroyer une enveloppe nationale qu'elle pourra utiliser comme elle l'entend.

Si tel est le cas, le problème doit être examiné en d'autres lieux. Il faudra cependant se garder de considérer la reconversion comme une formule magique et distinguer clairement politique d'expansion et politique de reconversion.

* * *

M. Gheyselinck souhaite répondre avant tout à la question relative au surcoût stratégique, autrement dit à la question de savoir s'il est justifié que le coût du charbon campinois soit plus élevé que le coût à l'importation. Son plan se fonde sur l'hypothèse que les prix à l'importation augmenteront de 25 % en termes réels d'ici trois à cinq ans, ce que beaucoup ont mal compris. Cela signifie que le prix augmentera grosso modo de 40 dollars à 50 dollars la tonne et qu'ensuite, dans le meilleur des cas il se maintiendra à ce niveau sans subir d'autre augmentation que celle due à l'inflation. Que signifie la notion de valeur stratégique lorsque les coûts de production entraîneront une perte de 3000 F la tonne dans les 20 prochaines années?

gens een aantal experts toch wel veel lager zou liggen (volgens de *Financieel Economische Tijd*, tussen de 2 en de 4 miljard). Heel wat van die middelen zullen echter veel te laat beschikbaar komen. Om daaraan te verhelpen kan men deze middelen al in pand geven voor een lening en ze dus verkopen tegen hun geactualiseerde waarde.

De heer De Batselier heeft berekend dat zulks zou neerkomen op een opbrengst van 4,96 miljard, zodat voor 1987 nog een tekort van 3,5 miljard overblijft. De verruiming van de definitie van « recycleerbare middelen » (die daarbij nog in het voordeel is van Wallonië) geeft voor Vlaanderen een opbrengst van ongeveer 1,9 miljard (volgens de *Financieel Economische Tijd* van 6 januari 1987). Wanneer we aannemen dat in 1987 daarvan 1 miljard kan worden vrijgemaakt, blijft er dus nog een tekort van 2,5 miljard. Betekent dat dan niet dat de financiële enveloppe voor het plan Gheyselinck gewoon onvoldoende is?

Bovendien wordt dan nog rekening gehouden met een opbrengst van de successierechten van 6 miljard. Wordt daarbij echter rekening gehouden met de koninklijke besluiten n^{rs} 15 en 150 die leiden tot verminderde inkomsten? Heeft zulks gevolgen voor de hypothesen van de heer Gheyselinck? De hypothese dat het verlies in K.S. West kan gehalveerd worden van 2666 naar 1333 F per ton, is die niet bijzonder onzeker als een betere commercialisering al 300 tot 400 F per ton zou moeten opbrengen? Sommigen stellen daar grote vraagtekens bij. Hoe kan de heer Gheyselinck zijn stelling bewijzen?

Er zou zich daar inderdaad een probleem kunnen stellen wat zou betekenen dat de werkelijke toestand nog moeilijker zou worden dan reeds uit voorafgaande berekeningen is gebleken. Heeft de heer Gheyselinck nagegaan of de vrijwillige recyclage ook werkelijk 9 miljard zal opbrengen zoals de regering verwacht.

De heer De Batselier besluit dat, zelfs na het zogenaamde Silvesterakkoord er nog steeds onvoldoende middelen beschikbaar zullen zijn om het plan Gheyselinck uit te voeren.

Het merkwaardige is dat het plan voor een groot deel stopt in 1996. Wat moet er daarna gebeuren? Want in deze sector is een benadering op lange termijn niet onbelangrijk.

Tenslotte vraagt spreker in verband met de reconversie of kan worden bevestigd dat het Gewest waar het probleem zich stelt een nationale enveloppe voor reconversie ter beschikking zal krijgen en daarmee zal kunnen doen wat het wil.

Is dit juist, dan moet het probleem op een andere plaats ter sprake komen. Er moet wel voor worden gewaarschuwd dat reconversie niet mag worden beschouwd als een toverformule en dat het onderscheid tussen expansiebeleid en reconversiebeleid duidelijk moet worden gemaakt.

* * *

De heer Gheyselinck wenst eerst in te gaan op de vraag over de strategische meerkost of m.a.w. de vraag of een eventuele hogere kostprijs van de Kempische steenkolen ten overstaan van de importprijs gerechtvaardigd is. Allereerst gaat hij in zijn plan uit van het vermoeden dat de importprijzen binnen de komende drie à vijf jaar met 25 % in reële prijzen zullen stijgen. Velen hebben dat niet juist gelezen. Zulks betekent dat de prijs ruw geschat van 40 dollar stijgt naar 50 dollar per ton, en daarna op zijn best gelijk blijft met enkel nog de stijging te wijten aan inflatie. Wat betekent het begrip strategische waarde wanneer de produktiekosten voor de komende 20 jaar 3000 F per ton verlies zullen veroorzaken?

Peu de gens osent invoquer des arguments à l'encontre du terme « stratégie » et il est dès lors quelquefois utilisé pour pallier un manque de faits. « Valeur stratégique » signifie que nous nous attendons à ce que se produise un risque si grand que nous souhaitons nous protéger dès à présent.

L'intervenant cite l'exemple d'un travailleur qui bénéficie d'un revenu qui lui permet tout juste de vivre, lui, sa femme et ses deux enfants et qui possède une maison d'une valeur d'un million.

Cette maison a une très grande valeur stratégique pour sa famille. Mais, s'il ne peut l'assurer que moyennant le paiement d'une prime de 0,5 million par an, il va calculer sa véritable valeur stratégique. Le risque que la maison brûle est-il suffisamment grand pour justifier une telle prime? S'il n'a absolument pas d'argent, comme l'Etat belge en ce moment, il ne peut payer sa prime de 0,5 million et il ne doit alors pas tellement se préoccuper de la valeur stratégique.

Dans le secteur houiller, le risque que la Belgique doive importer du charbon dans les 20, 30 ou 40 années à venir à un prix qui soit supérieur à la future valeur de production ou le risque que la Belgique ne puisse absolument pas importer de charbon même à ce prix est très faible. C'est pourquoi M. Gheyselinck arrive à la conclusion qu'il n'y a pas de valeur stratégique.

Si le coût de la production belge n'était supérieur que de quelques centaines de francs par tonne à la valeur d'importation évaluée pour l'avenir, le surcoût éventuel contrebalancerait les incertitudes de l'avenir. La différence entre le prix du charbon extrait aux K.S. et celui du charbon produit ailleurs dans le monde est toutefois si grande que ce dilemme ne se posera jamais.

L'intervenant cite l'exemple d'un charbonnage aux Etats-Unis qui produit actuellement 350 000 tonnes à un coût moyen de production de 28 \$ par tonne, après lavage et triage. Le coût de production en Belgique atteint actuellement 5000 F, soit 130 \$ par tonne. Le producteur américain peut faire passer la production de 350 000 à 500 000 tonnes, ce qui fait que le coût marginal de production de ces 150 000 tonnes supplémentaires s'élève à 17 \$ par tonne.

Le propriétaire se demande pourtant s'il faut fermer cette mine. Cela montre que les coûts de production des mines du bassin du Nord-Ouest de l'Europe sont assez comparables (les coûts les plus élevés se situent cependant actuellement en Belgique) mais que, par rapport aux Etats-Unis, au Canada, à l'Afrique du Sud, à l'Australie et à la Colombie, les différences sont si importantes qu'elles ne pourront être compensées dans les vingt prochaines années, et ce constat constitue la réponse à M. Desaeysere: étant donné le nombre important de pays, aucun moyen non économique, tel que embargo politique ou dumping, ne permettra pas non plus d'annuler cette énorme différence de prix.

M. Desaeysere demandait également si le plan tend à exiger un surprix des producteurs d'électricité ou de la sidérurgie.

M. Gheyselinck répond que le plan qui a été adopté ne prévoit pas un tel surprix.

En réponse à M. Busquin qui demande si cela vaut également pour les cokeries, il précise qu'il n'a retenu aucun frais ni aucun surcoût supplémentaires qui auraient été imposés pour des raisons politiques.

Il répond à M. Desaeysere que sa connaissance est le fruit de vingt années de pratique dans l'industrie énergétique ainsi que d'entretiens avec des personnes qui prennent des décisions et qui, à un moment donné, doivent accepter les

Er zijn heel weinig mensen die tegen het woord strategie durven te argumenteren en het wordt dan ook soms gebruikt om een tekort aan feitenmateriaal te verdoezelen. Strategische waarde betekent dat we verwachten dat er in de toekomst misschien een risico zou kunnen zijn dat zo groot is dat we ons daar nu tegen willen beschermen.

Spreker geeft het voorbeeld van een arbeider met een inkomen waar hij net van kan leven, een vrouw en twee kinderen en een huis met een waarde van één miljoen.

Dat huis heeft een zeer grote strategische waarde voor zijn familie. Maar wanneer hij het maar kan verzekeren mits betaling van een premie van 0,5 miljoen per jaar dan gaat hij de echte strategische waarde berekenen. Is de kans dat het huis afbrandt groot genoeg om een dergelijke premie te rechtvaardigen? Als hij helemaal geen geld heeft, zoals de Belgische staat op dit ogenblik, dan kan hij ook geen 0,5 miljoen aan premie betalen en dan hoeft hij zich ook eigenlijk niet zoveel zorgen te maken over de strategische waarde.

In de steenkoolsector is de kans dat België in de komende 20, 30 of 40 jaar ooit kolen zou moeten importeren tegen een prijs die hoger ligt dan de toekomstige produktiewaarde of de kans dat België helemaal geen kolen zou kunnen importeren zelfs niet tegen die waarde, zeer laag. Daarom komt de heer Gheyselinck tot het besluit: « Er is geen strategische waarde ».

Als de kostprijs van de Belgische produktie slechts enkele honderden franken per ton hoger zou liggen dan de geschatte toekomstige importwaarde dan zou de eventuele meerkost opwegen tegen de toekomstige onzekerheden. Het prijsverschil tussen de Kempense Steenkolen en de prijs in de wereld is echter zo groot dat dit dilemma zich nooit kan stellen.

Spreker geeft het voorbeeld van een mijn in de Verenigde Staten die op het ogenblik 350 000 ton produceert tegen een gemiddelde produktiekost na wassen en ziften van 28 \$ per ton. Onze produktieprijs vandaag is 5000 F, dus dat is ongeveer 130 \$ per ton. De Amerikaanse producent kan de produktie vergroten van 350 naar 500 000 ton waarbij de marginale 150 000 ton een produktiekost hebben van 17 \$ per ton.

Toch overweegt de eigenaar of hij die mijn moet sluiten of niet. Zulks toont aan dat de produktiekosten in het Noord-West Europese bekken misschien onderling redelijk vergelijkbaar zijn (België heeft op dit ogenblik echter de hoogste kosten) maar dat in vergelijking met de V.S.A., Canada, Zuid-Afrika, Australië, Columbia, de verschillen zo groot zijn dat zij in de komende 20 jaar onmogelijk opgevangen zullen worden en dit vormt ook het antwoord aan de heer Desaeysere: Gezien het grote aantal landen, zijn er ook geen « niet-economische » redenen zoals politieke embargo's of zelfs dumping die dit enorme prijsverschil kunnen overbruggen.

Een andere vraag van de heer Desaeysere was of het plan ertoe strekt een meerprijs voor de elektriciteitsproducenten of de siderurgie te vragen.

De heer Gheyselinck antwoordt dat het goedgekeurde plan geen dergelijke meerprijs heeft voorzien.

Op vraag van de heer Busquin of dat ook voor de cokesfabrieken niet het geval is antwoordt hij dat hij geen enkele bijkomende kosten of meerprijs die om politieke redenen zou worden opgelegd, heeft behouden.

Aan de heer Desaeysere antwoordt hij dat zijn persoonlijke kennis gebaseerd was op 20 jaar praktijkervaring in de energie-industrie en op gesprekken met mensen die beslissingen nemen en die op een gegeven moment de

conséquences de ces décisions. Après avoir parcouru rapidement et assez superficiellement, durant les quatre ou cinq derniers mois, les études citées par M. Desaeys, il estime que bon nombre de leurs éléments ne correspondent pas à la réalité, ou peuvent même être qualifiés de pures inepties.

M. Gheyselinck a comparé les résultats de ces études aux données fournies par «British Coal» et «Ruhrkolen», deux sociétés publiques, qui sont beaucoup plus grandes que les K.S. et qui, vu la relation qui les lie à leur Gouvernement, avaient intérêt à voir l'avenir du charbon sous le jour le plus favorable possible.

Il est en outre parti sciemment de prévisions de prix, d'ici à l'an 2000, qui sont d'environ 5 \$ plus optimistes que celles retenues par l'industrie en général et par «Ruhrkolen» et «British Coal». Il est en effet plus facile de prévoir l'évolution des prix sur 20 ou 30 ans que sur 6 mois.

Pour éviter qu'on ne lui reproche d'avoir pris un point de départ trop pessimiste, eu égard aux conséquences des plans, M. Gheyselinck a donc été délibérément optimiste dans ses prévisions.

Si la production totale de l'Afrique du Sud, deuxième exportateur mondial, devait disparaître du jour au lendemain, elle serait entièrement compensée, dans les deux ou trois mois, par la capacité libre marginale qui existe actuellement dans le monde. Beaucoup de sociétés seraient disposées à réaliser d'importants investissements en Chine, aux Philippines et en Indonésie si elles avaient l'assurance qu'en cas de livraison à Anvers ou dans le nord-ouest de l'Europe, le prix s'équilibrerait autour de 46 \$ par tonne en valeur actuelle. La différence de prix est si grande chez nous que même des écarts de 100 ou 200 F par tonne n'y changeraient rien.

Plusieurs calculs cités par des membres feraient finalement monter le prix de 30 F, voire seulement de 13,65 F la tonne. Le rapport prévoit une hausse de 40 à 50 \$, soit environ 400 F la tonne, d'ici à 1995, et une stabilisation du prix ensuite en termes réels.

En ce qui concerne le prix du pétrole, M. Gheyselinck croit que celui-ci pourrait en effet augmenter considérablement vers le milieu des années 1990, mais il estime par ailleurs que cette augmentation n'aura pas d'effet sur le charbon destiné à la production d'électricité. Si l'on analyse les graphiques de l'évolution de ces vingt-cinq dernières années, on constate que l'on a toutes les raisons de supposer que le lien historique entre le charbon et le pétrole est en fait déjà rompu en grande partie et que la seule part résiduelle de marché où l'on constate encore une compétition est celle du combustible domestique et de la petite industrie. M. Gheyselinck estime personnellement que le pétrole disparaîtra également dans ces secteurs.

En ce qui concerne la question du point de vue nucléaire et de la réduction de l'utilisation de charbon européen, que Mme Vogels a également abordée, l'intervenant tient à préciser clairement que son plan ne se prononce pas sur la question de savoir si l'option nucléaire est bonne ou mauvaise. Il se borne à constater qu'un pays qui dépend actuellement pour 70 % de l'énergie nucléaire pour son approvisionnement en électricité a en fait, consciemment ou non, choisi l'option nucléaire il y a un certain temps déjà.

Le plan n'aborde pas le problème de l'opportunité de cette option ni celui de savoir s'il convient de réduire la part du nucléaire.

Etant donné que notre pays ne dépend plus du charbon que pour 30 % de son approvisionnement en électricité, l'intervenant estime que même le résidu est trop minime

conséquences de ces décisions. Après avoir parcouru rapidement et assez superficiellement, durant les quatre ou cinq derniers mois, les études citées par M. Desaeys, il estime que bon nombre de leurs éléments ne correspondent pas à la réalité, ou peuvent même être qualifiés de pures inepties.

De gegevens uit deze studies heeft de heer Gheyselinck vergeleken met gegevens van «British Coal» en van «Ruhrkolen», dat zijn twee Staatsmaatschappijen veel groter dan K.S. en die bovendien, gezien de relatie met hun Regering, er belang bij hadden om de toekomst van steenkool zo gunstig mogelijk te zien.

Bovendien is hij uitgegaan van prijsverwachtingen voor de jaren van nu tot het jaar 2000 die bewust ongeveer 5 \$ optimistischer zijn dan die van de industrie in 't algemeen en van Ruhrkolen en British Coal. Prognoses maken over het prijsverloop is immers gemakkelijker over 20, 30 jaar dan over 6 maanden.

Om de beschuldiging van een te pessimistisch uitgangspunt te vermijden gezien de consequenties van de plannen, werd de prognose dus heel bewust optimistisch gehouden.

Wanneer de totale productie van Zuid-Afrika van de ene dag op de andere zou wegvallen is binnen 2, 3 maanden die hele productie van dit tweede grootste exportland ter wereld totaal opgevangen door de marginale vrije capaciteit die er op dit ogenblik in de wereld is. Zeer veel maatschappijen zouden bereid zijn zwaar te investeren in China, de Filipijnen en Indonesië, mits zij het vertrouwen zouden hebben dat de evenwichtsprijs van steenkolen bij levering in Antwerpen of Noord-West Europa in de orde van 46 \$ per ton zou zijn uitgedrukt in prijzen van nu. Het prijsverschil bij ons is zo groot, dat zelfs fouten van 100 of 200 F per ton niets aan de zaak veranderen.

Allerlei berekeningen door leden geciteerd, zouden uiteindelijk de prijs met 30 F per ton doen stijgen of zelfs slechts met 13,65 F. In het rapport is rekening gehouden met een stijging van 40 \$ naar 50 \$, dus ongeveer met 400 F per ton tussen nu en het jaar 1995 om daarna in reële termen gelijk te blijven.

Wat betreft de vraag over de olieprijs, gelooft de heer Gheyselinck dat de olieprijs in het midden van de jaren 1990 inderdaad geweldig omhoog zou kunnen gaan, maar meent tegelijkertijd dat zulks geen effect zal hebben op de elektriciteitskolen. Wanneer men de grafieken bekijkt over wat er in de laatste 25 jaar gebeurd is, dan blijkt dat er alle redenen zijn om aan te nemen dat de historische band tussen kolen en olie voor een groot deel eigenlijk al totaal afgebroken is en dat het enige residuele segment van de markt waarbij er nog competitie is, gelegen is in de huisbrandsector en in de kleine industrie. Persoonlijk gelooft de heer Gheyselinck dat olie ook daar uitgedreven zal worden.

Wat betreft de vraag over het zogenaamde nucleaire standpunt en de afbouw van het gebruik van Europese kolen, zoals ook door Mevr. Vogels werd aangehaald wil spreker duidelijk zeggen dat in zijn plan geen uitspraak wordt gedaan over het feit of de nucleaire optie juist is of niet. Er wordt enkel vastgesteld dat wanneer een land op dit moment voor 70 % van zijn elektriciteitsvoorziening afhankelijk is van kernenergie, dat het bewust of onbewust in feite in het verleden reeds een nucleaire optie genomen heeft.

Over de juistheid van deze optie, noch over het feit of deze toestand afgebouwd zou moeten worden of niet, wordt niet gesproken.

Doordat ons land maar voor 30 % van de elektriciteitsvoorziening meer afhankelijk is van kolen, gelooft spreker dat zelfs het residu voor strategische overwegingen heel

pour envisager une quelconque stratégie. Ce résidu est plus important en Allemagne, pays qui dépend pour 50 à 60, voire 70 % du charbon.

M. Gheyselinck précise que son estimation du prix du charbon, qui est supérieure de 5 dollars environ à la moyenne des estimations industrielles pour l'avenir, se base en grande partie sur le fait qu'il croit effectivement que l'accident de Tchernobyl provoquera dans les années à venir un certain ralentissement de la construction de centrales nucléaires.

Certaines décisions, qui sans cela auraient été prises très facilement, seront désormais retardées, et étant donné que de nombreux pays, et surtout l'Angleterre, doivent déjà faire face au remplacement de réacteurs nucléaires de la première génération, il est très possible et même probable que beaucoup de ces pays construiront d'abord des centrales au charbon et, éventuellement, à plus long terme, de nouvelles centrales nucléaires.

L'intervenant estime que la demande de charbon augmentera pour arriver juste au-dessous du niveau de 5 milliards de tonnes par an en l'an 2000 et entrevoit donc une hausse phénoménale de cette demande, même si celle-ci ne se produit pas tellement dans la sidérurgie (ce qui sera malgré tout partiellement le cas en Extrême-Orient). Ces prévisions sont plus optimistes que la plupart des autres pronostics parce qu'elles tiennent compte d'un effet Tchernobyl global. Mais contrairement à ce que prétend M. Desaeyere, la capacité libre disponible en ce moment, à laquelle s'ajoutent les nouvelles possibilités d'extraction de charbon, est tellement importante et les investissements sont d'un rendement économique tel, même avec une ristourne attractive sur un niveau de prix de 46 à 50 dollars la tonne, qu'il n'y a aucune raison de croire que la demande mondiale de charbon n'augmentera pas rapidement pour dépasser même les 5 milliards de tonnes.

En ce qui concerne le prix équilibré, on peut envisager pour la majorité des industries un niveau de prix se situant entre 40 et 46 dollars la tonne livrée en Europe du Nord-Ouest, exprimé en dollars par tonne au 1^{er} janvier 1987.

Pour réaliser son étude, M. Gheyselinck a pris comme prix équilibré un prix de 50 dollars par tonne pour les 10 ou 15 ans à venir, estimation qui se base essentiellement sur le fait qu'à ce prix, de nombreuses possibilités nouvelles d'investissement seront utilisées.

M. Desaeyere a posé une question concernant la réduction des dimensions et a cité à cet égard le chiffre de 1 058 F la tonne.

M. Gheyselinck souhaite savoir ce qu'il entend par 1 058 F la tonne.

M. Desaeyere répond que dans l'exploitation minière, il existe en général des avantages d'échelle croissants. En d'autres termes, le prix de revient moyen diminue à mesure que les dimensions augmentent.

L'O.P.I. a fait certains calculs à ce sujet et la problématique se base sur ceux-ci. L'intervenant reconnaît que M. Gheyselinck prévoit dans son plan certaines concentrations et certaines fusions dans le bassin ouest des K.S., ce qui lui permettrait d'obtenir cet effet d'avantages d'échelle croissants.

Cela pose évidemment un problème très épineux et M. Desaeyere admet que le chiffre de 1 058 F constitue une limite supérieure de l'estimation sur laquelle il se fonde.

M. Gheyselinck répond que la fermeture de trois mines ne modifiera guère les coûts moyens des deux mines qui subsisteront. Il est convaincu de la nécessité de fusionner les mines restantes. Il conviendra d'étudier dans les six

klein is. In Duitsland waar men voor 50 of 60 of 70 % afhankelijk is van kolen kan men over een groter residu voor strategische overwegingen spreken dan in België.

De heer Gheyselinck verklaart dat zijn schatting van de kolenprijs die ruwweg 5 \$ hoger ligt dan het gemiddelde van de industriële schatting en voor de toekomst, voor een groot gedeelte gebaseerd is op het feit dat hij inderdaad gelooft dat er door Tsjernobyl een vertraging zal zijn in de bouw van kerncentrales in de komende jaren.

Sommige beslissingen die anders gemakkelijk genomen zouden worden, zullen nu worden verschoven en aangezien er in vele landen, vooral in Engeland, al ruimte is voor het vervangen van de eerste generatie van nucleaire reactoren, is het heel goed mogelijk en zelfs waarschijnlijk dat veel van die landen eerst een kolencentrale zullen bouwen en op langere termijn eventueel weer een nucleaire.

Spreker gelooft dat de vraag naar kolen zal groeien tot net onder de 5 miljard ton in het jaar 2000 en ziet dus een ongelooflijke groei van die vraag al is dat niet zozeer in de staalindustrie (gedeeltelijk wel in het Verre Oosten). Hij is meer optimistisch dan de meeste voorspellingen, omdat hij al een globaal Tsjernobyl-effect meerekent. Maar, in tegenstelling met wat de heer Desaeyere zegt, is de vrije capaciteit die op dit moment aanwezig is plus de nieuwe ontginningsmogelijkheden van kolen, zo groot en zijn de investeringen economisch zo rendabel, zelfs met een attractieve return tegen een prijsniveau van tussen de 46 en de 50 \$ per ton, dat er geen reden is om aan te nemen dat de wereld een stijging in de vraag naar kolen zelfs tot boven de 5 miljard ton niet gemakkelijk zal verwerken.

Wat de zogenaamde evenwichtsprijs betreft, kan voor de meerderheid van de industrie een niveau van tussen de 40 en de 46 \$ per ton, neergelegd in Noord-West Europa, uitgedrukt in \$ per ton op 1 januari 1987 worden vooropgesteld.

Voor zijn studie heeft hij 50 \$ per ton als een evenwichtsprijs genomen voor de komende 10, 15 jaar en dat is hoofdzakelijk gebaseerd op de wetenschap dat er tegen die prijs zeer veel nieuwe investeringsmogelijkheden benut zullen worden.

De heer Desaeyere heeft een vraag gesteld over de dimensierekening en daarbij citeert hij een cijfer van 1 058 F per ton.

De heer Gheyselinck wenst te vernemen wat wordt bedoeld met die 1 058 F per ton.

De heer Desaeyere antwoordt dat er in de mijnbouw in het algemeen stijgende schaalvoordelen zijn. Met andere woorden, naarmate de dimensie vergroot daalt de gemiddelde kostprijs.

De D.N.B. heeft daarover bepaalde berekeningen gedaan en de vraagstelling is daarop gebaseerd. Spreker geeft toe dat de heer Gheyselinck in zijn plan bepaalde concentraties en fusies bij K.S.-West vooropstelt waardoor hij dit effect van de stijgende schaalvoordelen zou kunnen bereiken.

Dat is natuurlijk een zeer moeilijk probleem en de heer Desaeyere geeft toe dat 1 058 F een bovenlimiet is van de schatting waar hij vanuit gaat.

De heer Gheyselinck antwoordt dat door sluiting van drie mijnen de gemiddelde kosten van de twee resterende nauwelijks zouden veranderen. Hij is ervan overtuigd dat die resterende mijnen moeten worden gefusioneerd. Hoe

mois à venir comment cette fusion pourra être réalisée et quel sera son effet sur les coûts.

Il répond à M. Dupré que le Gouvernement a libéré un montant de 28 milliards de F pour les coûts sociaux résultant des licenciements, les pertes d'exploitation et la reconversion, mais qu'il n'a pas été décidé quelle partie de ce montant devait être réservée à la reconversion. Lui-même estime qu'une somme de 3 milliards de F constitue un minimum mais espère qu'un montant supérieur pourra y être affecté. Les travailleurs seront associés à la décision relative à l'affectation du montant total de 28 milliards.

M. Gheyselinck souligne que la reconversion est très importante pour le Limbourg et qu'il ne serait pas bon pour cette région que la production charbonnière en soit pendant vingt ans encore l'industrie dominante. Son plan devra être mis en œuvre progressivement en assurant un emploi à environ 9 000 personnes pendant encore dix ans, ce qui permettra entre temps d'envisager de nouvelles solutions. Il importe de réaliser au plus vite quelque chose si l'on veut supprimer le scepticisme qui règne parmi les mineurs. A cet effet, il convient que toutes les forces se conjuguent.

M. Gheyselinck estime que pour attirer des projets, il convient de définir des critères autres que ceux qui sont normalement utilisés par la Société nationale d'investissement ou les Sociétés de développement régional. Le montant minimum de 3 milliards de F prévu pour la reconversion peut être utilisé à cet effet.

M. Gheyselinck réfute la critique selon laquelle son plan ne prévoirait pas suffisamment de moyens de reconversion.

Il souligne que sa mission consistait à étudier les K.S. et qu'il ne lui appartenait pas de proposer des mesures de reconversion pour l'ensemble du Limbourg.

Les moyens de conversion demandés dans le plan n'excèdent donc pas les besoins des K.S.

Des discussions informelles entre les employeurs et les organisations de travailleurs sont actuellement en cours en vue de compléter le plan. Une discussion ouverte avec les travailleurs devrait en effet favoriser une approche plus juste du problème. Il ne s'agit pas à proprement parler de négociations, étant donné que les syndicats n'ont aucune responsabilité dans les discussions et qu'ils ne communiqueront leur avis définitif qu'après que le plan aura été complété dans les grandes lignes.

En réponse à la question de M. Denys, qui demande pourquoi les coûts de production des deux mines restantes ne diminueront pas de façon significative après fermeture des trois autres, M. Gheyselinck précise qu'actuellement, les coûts de production des cinq mines sont à peu près identiques. On ne peut donc dire que ce sont les mines les moins rentables qui seront fermées. Il devrait toutefois être possible de réduire les coûts de production des mines restantes à l'avenir.

A plus long terme, les coûts de développement et d'exploitation des mines de Winterslag, Waterschei et Eisden, seront toutefois plus élevés que ceux des mines de Beringen et de Zolder.

La proposition de maintenir l'activité dans les mines occidentales découle de l'analyse de cinq variables: le maintien des réserves les plus importantes, le maintien d'un nombre maximum d'emplois, le maintien de la production la plus importante, une augmentation des prix de vente et une réduction des prix de revient. C'est la combinaison Beringen-Zolder qui répond le mieux à ces cinq conditions.

Le plan prévoit que les pertes d'exploitation ne dépasseront plus 4 milliards de F en 1996. Cet objectif pourra être

die als één mijn kunnen worden uitgebaat en het kosteneffect daarvan moet in de loop van de komende zes maanden worden bestudeerd.

Aan de heer Dupré antwoordt hij dat de regering een bedrag van 28 miljard F ter beschikking stelt voor sociale afvloeiinkosten, exploitatieverliezen en reconversie maar dat niet beslist werd welk bedrag voor reconversie moet worden voorbehouden. Hijzelf meent dat 3 miljard F een minimum is maar hoopt dat hiervoor een hoger bedrag kan worden aangewend. Over de besteding van het totale bedrag van 28 miljard zal door de werknemers mede beslist worden.

De heer Gheyselinck beklemtoont dat reconversie voor Limburg zeer belangrijk is en dat het een slechte zaak zou zijn mocht de steenkoolproductie nog 20 jaar lang als dominerende industrie worden behouden. Zijn plan houdt in dat geleidelijk wordt tewerk gegaan door nog gedurende 10 jaar werkgelegenheid te verschaffen voor ongeveer 9 000 mensen. Intussen kan een nieuwe weg worden opgegaan. Om het scepticisme bij de mijnwerkers weg te nemen moet zo snel mogelijk iets worden gerealiseerd. Hiervoor is een bundeling van krachten nodig.

De heer Gheyselinck meent dat voor het aantrekken van projecten andere criteria moeten worden aangelegd dan normaal door de Nationale Investeringsmaatschappij of Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen worden gehanteerd. Hiervoor kan het reconversiebedrag van minimum 3 miljard F worden aangewend.

De heer Gheyselinck wenst de kritiek te weerleggen dat zijn plan niet voldoende reconversiemiddelen inhoudt.

Hij wijst erop dat zijn opdracht erin bestond de K.S. te bestuderen en dat het niet zijn taak was voor gans Limburg reconversiemaatregelen voor te stellen.

Zijn plan bevat dan ook geen vraag naar conversiemiddelen buiten wat voor K.S. noodzakelijk is.

Momenteel zijn met de werkgevers en werknemersorganisaties informele gesprekken aan de gang die moeten toelaten het plan verder in te vullen. In een open discussie met de werknemers kan het probleem juist worden benaderd. Dit zijn geen echte onderhandelingen want de vakbonden dragen geen verantwoordelijkheid voor de discussie en zullen hun definitief oordeel over het plan pas mededelen wanneer het meest essentiële is ingevuld.

Op de vraag van de heer Denys waarom na sluiting van drie mijnen de produktiekosten van de 2 resterende niet noemenswaardig dalen, antwoordt de heer Gheyselinck dat de huidige produktiekosten van de vijf mijnen ongeveer gelijk zijn. Er kan dus niet worden gezegd dat de meest onrendabele mijnen worden gesloten. De produktiekosten van de overblijvende mijnen kunnen in de toekomst wel worden gereduceerd.

Op langere termijn evenwel zullen de ontsluitings- en exploitatiekosten van de mijnen van Winterslag, Waterschei en Eisden hoger liggen dan die van Beringen en Zolder.

Het voorstel om K.S.-west te behouden vloeit voort uit een analyse van 5 variabelen: het behoud van de grootste reserves, het behoud van de grootste werkgelegenheid, het behoud van de grootste produktie, het grootste potentieel om een prijsverhoging teweeg te brengen en het grootste potentieel om een kostprijsvermindering te realiseren. De combinatie Beringen-Zolder voldoet het best aan die 5 voorwaarden.

Volgens het plan zal het exploitatieverlies tegen 1996 maximum 4 miljard F bedragen. Dit kan worden bereikt

atteint avec une production de 3,2 millions de tonnes par an et des effectifs limités à 9 000 unités.

Si ce niveau de production s'avère être trop élevé, on veillera à le faire baisser moyennant des départs naturels. Le plan garantit donc aux travailleurs qui restent à l'Ouest et aux travailleurs des K. S. Est qui sont transférés à l'Ouest qu'ils ne connaîtront plus jamais les traumatismes actuels.

Renvoyant à la question de Mme Vogels, M. Gheyselinck explique qu'il ne se prononce pas pour ou contre l'énergie nucléaire. Sa tâche se limite à étudier le problème des charbonnages. Et en ce qui concerne le charbon, il est préférable que la Belgique importe du charbon et que l'argent ainsi libéré soit utilisé à une autre fin.

Les possibilités additionnelles de production dans le monde sont d'ailleurs si nombreuses que même si l'Afrique du Sud, par exemple, décidait d'arrêter sa production houillère, cela n'aurait aucun effet notable sur les prix (au maximum 2 ou 3 dollars par tonne). M. Gheyselinck estime qu'il n'y a pas non plus de dumping, mais qu'il y a tout simplement une surcapacité dans la production houillère ainsi que dans le transport maritime. Il est normal que certains charbonnages vendent leur production à des prix qui ne sont qu'un rien supérieurs aux coûts marginaux.

Surcapacité en ce qui concerne la production de charbon

M. Desaeeyere fait observer qu'en cas de surcapacité, il n'est pas vendu au coût moyen mais au coût marginal. Si l'on exclut les livraisons sud-africaines, le prix passe du coût marginal au coût moyen. L'augmentation de prix est donc supérieure aux deux dollars la tonne avancés par M. Gheyselinck.

M. Gheyselinck déclare que l'on peut actuellement importer du charbon à un prix moyen de 37 dollars la tonne. Dans l'étude qui a été menée, le prix moyen a été fixé à 50 dollars la tonne pour la même qualité de charbon.

D'ici 1992-1993, on suppose que le prix moyen passera de 37 à 50 dollars la tonne, ce qui représente une augmentation de plus de 25 % en termes réels.

Lorsqu'on apprécie l'évolution du prix du charbon, on se trompe généralement parce qu'on prend en considération une période trop limitée (seulement les dix dernières années). Si l'on considère une longue période, on constate cependant que les prix du charbon au cours de la période précitée (depuis la crise pétrolière de 1973) étaient anormaux (faussés par les prix élevés du dollar et du pétrole). La situation est à présent normalisée.

La valeur stratégique des sources d'énergie propres

(Réplique à l'adresse de Mme Vogels)

Si le prix de revient du charbon est deux fois et demi plus élevé qu'ailleurs — et l'on peut s'attendre à ce que les conditions de production restent les mêmes longtemps (vingt ans) —, il ne peut être question d'une valeur stratégique.

En outre, il existe également un obstacle socio-psychologique. Depuis 1974, il s'avère en effet qu'il n'y a pas suffisamment de Belges qui veulent travailler dans les charbonnages, à moins d'y être contraints par le chômage.

met een produktie van 3,2 miljoen ton/jaar en een tewerkstelling van 9 000 mensen.

Blijkt dit produktiepeil té hoog, dan zal via een natuurlijke afvloeï een produktievermindering worden gerealiseerd. Het plan garandeert dus de werknemers die in het Westen blijven en de werknemers van K. S.-Oost die naar het Westen komen dat zij nooit meer in het trauma van vandaag zullen vervallen.

Verwijzend naar de vraag van Mevr. Vogels legt de heer Gheyselinck uit dat hij zich inzake kernenergie niet voor of tegen die energiebron uitspreekt. Zijn taak beperkt zich tot de steenkoolproblematiek. En wat steenkool betreft is België beter met ingevoerde kolen en kan het geld dat hierdoor vrijkomt beter op een andere manier worden gebruikt.

De additionele produktiemogelijkheid in de wereld is trouwens zo groot dat zelfs door het uitvallen van bijvoorbeeld de Zuid-Afrikaanse steenkoolproduktie er geen noemenswaardig prijseffect zou optreden (maximum 2 of 3 dollar/per ton). Volgens de heer Gheyselinck heeft dit ook niets met dumping te maken, is er gewoon een geweldig overschot aan capaciteit, zowel in de mijnproduktie als in schepen. Het is normaal dat mijnen verkopen tegen prijzen die net iets boven de marginale kosten liggen.

Overcapaciteit aan kolenproduktie

De heer Desaeeyere merkt op dat bij overcapaciteit niet aan gemiddelde maar aan marginale kost verkocht wordt. Bij uitsluiting van Zuid-Afrikaanse leveringen evolueert de prijs van de marginale naar de gemiddelde kost. De prijsstijging is derhalve groter dan de 2 dollar/ton die de heer Gheyselinck vooropstelt.

Volgens de heer Gheyselinck kan men op dit moment kolen importeren aan een gemiddelde waarde van 37 dollar per ton. In de ondernomen studie wordt de gemiddelde waarde, voor dezelfde kwaliteit van kolen, op 50 dollar/ton gesteld.

Vanaf heden tot 1992-1993 wordt dus verondersteld dat de gemiddelde prijs zal evolueren van 37 naar 50 dollar/ton. Dit betekent een stijging van meer dan 25 % in reële termen.

Bij het beoordelen van de prijsevolutie van steenkool laat men zich doorgaans misleiden door een te beperkte tijdsduur in beschouwing te nemen (enkel de laatste 10 jaar). Over een lange periode beschouwd waren de steenkoolprijzen in genoemde periode (sinds de oliecrisis in 1973) echter een abnormaliteit (vertekend door de hoge dollar- en olieprijs). Thans is er terug een normalisering.

De strategische waarde van eigen energiebronnen

(Repliek ten aanzien van Mevrouw Vogels)

Indien de productiekost van steenkool 2,5 keer duurder is dan elders, en men kan verwachten dat deze produktievoorwaarden constant blijven over een langere periode (20 jaar) dan kan men nauwelijks spreken van een strategische waarde.

Er is bovendien ook nog een sociaal-psychologische belemmering. Sinds 1974 blijkt immers dat er onvoldoende Belgen zijn die in de steenkoolmijnen willen werken, tenzij zij door werkloosheid ertoe gedwongen worden.

L'industrie houillère de l'Europe du Nord-Ouest n'a pas connu le même développement technologique que les autres secteurs.

Aucune industrie ne peut survivre, à terme, sans faire un bond quantitatif. L'industrie houillère ne l'a pas fait au cours des 60 dernières années.

Le problème des K.S. est donc essentiellement social.

C'est pourquoi le plan proposé n'est pas uniquement axé sur l'économie (il ne s'agit pas d'un problème économique conventionnel). Les 100 milliards de F prévus par le plan sont destinés à assurer la guidance sociale des travailleurs et de la région.

*Le plan par rapport à la politique énergétique
dans son ensemble
(Réplique à M. Tomas)*

Indépendamment de savoir si la politique en matière de charbon s'inscrit dans le cadre d'une politique énergétique, il faut souligner que, en ne considérant que le secteur houiller, il vaut mieux pour la Belgique réaliser une reconversion axée sur l'avenir qu'injecter chaque année 16 à 18 milliards de F dans les charbonnages.

*Estimation des prix de vente
(Réplique à M. Tomas)*

Le plan part du principe que les prix de vente ne subiront aucune modification importante au cours des trois prochaines années.

On s'attend à partir de 1990 — au moment où la perte d'exploitation globale baissera — à ce que les prix du pétrole augmentent et à ce qu'une part plus importante de la production de charbon puisse être vendue aux secteurs dits « spécialisés » (la petite industrie, le combustible domestique et l'exploitation pour la production de silicium) (outre la vente aux secteurs sidérurgique et électrique). Le pourcentage exact de cette part de production ainsi que le prix exact en 1990 importent moins.

Dans le cadre de la mission, il importe surtout de limiter les pertes d'exploitation et d'indiquer les alternatives permettant d'y parvenir. Il convient dès lors de considérer les prévisions plus sous un angle qualitatif que sous un angle quantitatif.

Il est évident que la vente de charbon au secteur sidérurgique disparaîtra totalement dans le bassin occidental. Des investissements seront donc nécessaires. Il faut essayer de traiter le charbon comme un produit spécialisé.

Cela signifie qu'il y aura également plus de déchets, et qu'il faudra dès lors augmenter la vente aux producteurs d'électricité.

Par ailleurs, les possibilités d'écouler du charbon dans la sidérurgie diminuent, en raison des différentes exigences de qualité, qui varient selon le secteur d'utilisation.

La différence de prix entre le charbon destiné à la sidérurgie et celui destiné à la production d'électricité est toutefois tellement minime qu'il n'est plus intéressant d'optimiser l'écoulement vers le secteur de la sidérurgie.

La différence de prix entre le charbon destiné à des secteurs spécialisés et l'autre charbon est par contre significative (plus ou moins 1 000 F la tonne).

Il convient donc de maximaliser la production de charbon destinée à des secteurs spécialisés (silice, exportation, petite industrie, combustible domestique).

De steenkoolindustrie van Noord-West-Europa heeft niet dezelfde technologische ontwikkeling doorgeemaakt als andere sectoren.

Geen enkele industrie kan op lange termijn stand houden, zonder een kwantumsprong te maken. De steenkoolindustrie heeft deze sprong de laatste 60 jaar niet gemaakt.

Het probleem van K.S. is dus in wezen sociaal.

Daarom ook is het voorgelegde plan niet louter bedrijfsmatig (het gaat hier niet om een conventioneel bedrijfsprobleem). De in het plan voorziene 100 miljard F zijn bestemd voor de sociale begeleiding van de werknemers en de regio.

*Relatie van het plan
tot de energiewetgeving in het algemeen
(Repliek t.a.v. de heer Tomas)*

Los van de vraag of het steenkoolbeleid kadert in een energiewetgeving, moet gesteld worden dat — de steenkoolsector op zichzelf reeds beschouwend — het beheer is voor België toekomstgericht te reconverseren, in plaats van jaarlijks 16-18 miljard F voor de steenkoolmijnen te blijven uittrekken.

*Schatting van de verkoopprijzen
(Repliek t.a.v. de heer Tomas)*

Het plan gaat ervan uit dat er de eerstkomende drie jaar geen belangrijke wijziging zal zijn in de verkoopprijzen.

Vanaf 1990 — het moment waarop het totale exploitatieverlies daalt — wordt aangenomen dat de olieprijs zal stijgen en dat een groter aandeel van het productievolume aan steenkool zal kunnen afgezet worden aan de zgn. specialiteitssector (de kleine industrie, de huisbrandstof en export voor de productie van silicium) (naast de afzet aan de staal- en elektriciteitsproductiesector). De exacte hoeveelheid van dit produktieaandeel evenals de exacte prijs in 1990, is van minder belang.

In het kader van de opdracht gaat het er vooral om de omvang van de exploitatieverliezen te beperken en de alternatieven aan te duiden via dewelke dit kan gebeuren. Het is aangewezen de prognoses meer op kwalitatieve dan wel op kwantitatieve wijze te benaderen.

Het is duidelijk dat de verkoop van steenkool aan de staalsector totaal zal verdwijnen in het westelijk bekken. Hier zijn dus investeringen nodig. Er moet gepoogd worden de steenkool te behandelen tot specialiteitsproducten.

Dit betekent dat er ook meer afvalprodukten zullen zijn, hetgeen dan weer een grotere afzetbehoefte meebrengt aan de elektriciteitsproductie.

Anderzijds verminderen de mogelijkheden om steenkool af te zetten aan de staalsector. Dit alles omwille van de verschillende kwaliteitsvereisten naargelang de afnamesector.

Het prijsverschil tussen kolen voor siderurgie en voor elektriciteitsproductie is echter zo klein dat het niet langer attractief is om de afzet aan de staalsector te optimaliseren.

Daarentegen is het prijsverschil tussen de specialiteitskolen en de andere betekenisvol ($\pm 1\,000$ F/ton).

Het komt er dus op aan de steenkoolproductie voor de specialiteitssector (silicium, export, kleine industrie, huisbrandstof) te maximaliseren.

En fonction de ces possibilités, on a établi une prévision des pertes d'exploitation (plutôt qu'une estimation du volume de production ou des prix de vente).

On s'est donc basé sur un prix de marché libre pour des livraisons à long terme.

Pour des raisons financières, M. Gheyselinck a également préconisé l'instauration d'un « franc charbon » pour une période limitée. Ce principe n'a toutefois pas été accepté. Il peut cependant se justifier d'imposer un surprix afin de garantir à long terme les livraisons de charbon au secteur de l'électricité. Cette garantie est une option du Gouvernement. L'intervenant lui-même ne croit pas à la valeur stratégique de la production des K. S. Les livraisons au secteur sidérurgique deviendront sans doute très minimes à l'avenir. Aucune garantie de fournitures ne doit être donnée en ce domaine et aucun surprix ne doit donc être imposé.

Définition et délimitation de la mission

Selon M. Gheyselinck, le Gouvernement n'a pas donné d'instructions strictes ou d'alternatives pour l'exécution de l'étude. L'objet de la mission avait été formulée de manière assez large et ne comportait que la nécessité de ramener les pertes d'exploitation à un niveau supportable et acceptable pour les finances publiques dans un délai aussi bref que possible et de garantir malgré tout à plus long terme une production de charbon justifiée pour des raisons sociales, économiques et énergétiques. Les différentes possibilités qui s'offraient pour atteindre ces objectifs n'ont pas été précisées par les pouvoirs publics. Le mode de financement de ces possibilités (notamment grâce aux droits de succession flamands) relève de la compétence du Gouvernement.

M. De Batselier fait observer que l'on doit malgré tout travailler dans une structure légale, ce qui réduit le nombre de possibilités. Le Gouvernement a en outre également précisé que si l'exécution du plan nécessitait des moyens supplémentaires, ceux-ci seraient imputés sur la Région dans laquelle les K. S. sont situés. L'intervenant critique également le fait que le plan ne soit pas basé sur une analyse coûts-profits macro-économique.

M. Gheyselinck confirme que l'analyse des diverses possibilités n'est pas basée sur une analyse coûts-profits. Cette méthode n'est en effet pas adaptée aux problèmes qui se posent en l'occurrence. La mission était clairement centrée sur l'action. Il s'est d'ailleurs avéré clairement que l'étude D. N. B. n'a abouti à aucune décision.

M. De Batselier reconnaît que le plan contient malgré tout une certaine approche macro-économique en ce sens qu'il considère les K. S. comme une entreprise d'Etat et que l'approche budgétaire a dans ce cas de nettes conséquences macro-économiques.

Les K. S. et les entreprises de sous-traitance

En ce qui concerne l'enveloppe sociale du plan, M. Gheyselinck estime que celle-ci ne peut concerner les entreprises de sous-traitance. Il faut en effet bien établir une limite.

Rôle des K. S. et du charbon à l'avenir

Le plan présenté a pour but d'établir un pont entre le présent et l'avenir. Il est prévu que le bassin occidental procurera 9 000 emplois.

In functie van deze mogelijkheden werd een forecast van de exploitatieverliezen gemaakt (veeleer dan het productie-volume of de verkoopprijzen te ramen).

Er werd dus uitgegaan van een vrije marktprijs voor leveringen op lange termijn.

De heer Gheyselinck heeft eveneens, om financiële redenen, gepleit voor de invoering van een « kolenfrank » voor een beperkte periode. Dit principe is evenwel niet aanvaard. Niettemin kan het toch verantwoord zijn een meerprijs op te leggen voor de garantie op lange termijn van steenkoolleveringen aan de electriciteitssector. Deze garantie is een optie van de Regering. Spreker zelf gelooft niet in de strategische waarde van de K. S.-productie. Voor de staalsector worden de leveringen in de toekomst wellicht minimaal. Hier behoort geen garantie van levering gegeven en dus ook geen meerprijs gegeven te worden.

Definiëring en afbakening van de opdracht

De Regering heeft geen stricte instructies of alternatieven opgelegd voor de uitvoering van het onderzoek, aldus de heer Gheyselinck. De opdracht was ruim geformuleerd en hield enkel de optie in op zo kort mogelijk termijn het exploitatieverlies te reduceren tot een draaglijk en aanvaardbaar bedrag voor de overheidsfinanciën en bovendien toch op langere termijn een kolenproductie te garanderen die verantwoord is vanuit sociale, economische en energie-verzekerende redenen. De mogelijke alternatieven om deze opties te realiseren werden niet door de Overheid ingevuld. De wijze waarop deze alternatieven dienen gefinancierd (onder meer de Vlaamse successierechten) is de verantwoordelijkheid van de Regering.

De heer De Batselier merkt op dat men toch dient te werken binnen een wettelijke structuur, waardoor het aantal alternatieven beperkt is. Bovendien is eveneens door de Regering gesteld dat — indien bijkomende middelen nodig zijn voor de uitvoering van het plan — deze aanrekenbaar moeten zijn bij het Gewest waarin K. S. zich bevindt. Spreker uit tevens de kritiek dat het plan niet gebaseerd is op een macro-economische kosten-batenanalyse.

De heer Gheyselinck bevestigt dat de analyse van mogelijke alternatieven niet gebaseerd is op een kosten-batenanalyse. Deze methode is niet adequaat in de context van het gestelde probleem. De opdracht was duidelijk actiegericht. Het is immers gebleken dat de D. N. B.-studie tot geen beslissingen heeft geleid.

De heer De Batselier beaamt wel dat toch een macro-economische benadering werd gevolgd, door K. S. te beschouwen als een overheidsbedrijf, waarbij de budgettaire aanpak duidelijke macro-economische gevolgen heeft.

K. S. en de toeleveringsbedrijven

Voor wat betreft het sociale pakket in het plan is de heer Gheyselinck van mening dat de toeleveringsbedrijven hier niet kunnen onder vallen. Er moet een scheidslijn getrokken worden.

Rol van de K. S. en de steenkool in de toekomst

Het voorgesteld plan heeft een brugfunctie naar de toekomst. In het westelijk bekken is een tewerkstelling voorzien van 9 000 arbeidsplaatsen.

On peut s'attendre à ce qu'il y ait, à partir de 1995, des départs naturels vers les projets de reconversion, de sorte que la création d'emplois nouveaux dans d'autres secteurs compensera la suppression d'emplois dans l'industrie houillère.

Dans cette optique, il a dès lors été tenu compte d'une perte annuelle de 4 milliards de F jusqu'en 1998 et d'une perte annuelle de 3 milliards de F entre 1999 et 2010.

L'année 1996 devrait être une année d'évaluation. C'est la raison pour laquelle le cash-flow a également été limité jusqu'à cette date, mais on a tenu compte dans le financement de l'existence de pertes d'exploitation jusqu'en 2010.

Tous les droits de succession flamands jusqu'en 2010 inclus sont réservés à cet effet (sauf cas de montants relativement minimes pour lesquels des engagements ont déjà été pris).

Ces droits suffiront à financer les pertes annuelles, dont on trouvera un aperçu dans le plan.

On a par ailleurs également octroyé le produit du recyclage d'actions détenues par la Région flamande dans des entreprises. Les moyens ainsi libérés sont moins certains et sont estimés à 9 milliards de F au maximum. La décision gouvernementale garantit dix ans de cash-flow, même sans le produit de ce recyclage. Des prêts devront être conclus dans les semaines et les mois à venir afin que les fonds puissent être réellement disponibles.

Responsabilité du financement

Cette responsabilité incombe au Gouvernement, qui négociera avec les banques sur la base des droits de succession flamands.

Le Fonds de restructuration des secteurs nationaux pour la Région flamande contractera les emprunts.

Contrôle de l'affectation des fonds

Le montant libéré peut être utilisé de diverses façons. Il n'est que normal que les responsables doivent avoir une vision claire de ce problème avant de prendre une décision définitive. Cette remarque vaut également pour les membres des chambres législatives, à qui il appartient en fin de compte de contrôler le Gouvernement.

Les 28 milliards de F qui ont été octroyés permettent de faire plusieurs choses, un peu comme une balle de caoutchouc que l'on pincerait en plusieurs endroits. Si l'on arrive par exemple à la conclusion qu'il est préférable de fermer une mine dans six mois et une autre dans quinze mois, il serait alors peut-être possible de conserver la troisième ouverte pendant quatre ou cinq ans encore.

A l'heure actuelle, l'affectation de ce montant fait toujours l'objet de négociations entre les travailleurs et M. Gheyselincx.

Le fait que 28 milliards de F aient été demandés (montant fixe, non indexé) implique naturellement que le plan prévoit une affectation précise de cet argent.

Pour l'instant, on ne peut donner qu'une estimation du calendrier d'affectation. Cela n'a toutefois aucune influence sur le montant définitif (le financement à court terme coûte plus cher en intérêts mais permet de réduire les pertes d'exploitation, et le plan en tient compte).

Des informations plus précises seront disponibles à partir du mois de juin ou de juillet.

Vanaf 1995 kan men vervolgens verwachten dat er een spontane afvloeiing is naar de reconversieprojecten, derwijze dat de creatie van de arbeidsplaatsen in andere sectoren vooruit loopt op de vermindering van arbeidsplaatsen in de steenkoolindustrie.

Vanuit deze redenering werd dan ook tot 1998 rekening gehouden met een verlies van 4 miljard F per jaar en 3 miljard F per jaar vanaf 1999 tot 2010.

Het jaar 1996 zou een evaluatiejaar moeten zijn. Dat is de reden waarom de cash-flow ook tot dat jaar beperkt wordt maar in de financiering is rekening gehouden met exploitatieverliezen tot 2010.

Alle Vlaamse successierechten, tot en met 2010 zijn hiervoor voorbehouden (behoudens eerder kleine bedragen waarvoor al verbintenissen aangegaan werden).

Dit volstaat voor de financiering van de jaarlijkse verliezen waarvan een opgave te vinden is in het plan.

Daarnaast werd ook nog de opbrengst toegezegd van de recyclage van aandelen in ondernemingen van het Vlaams Gewest. De middelen die hierdoor vrijkomen zijn minder zeker en worden geraamd op maximaal 9 miljard F. De regeringsbeslissing garandeert 10 jaar cash flow, zelfs zonder deze recyclage. In de komende weken en maanden moeten er leningen afgesloten worden zodat het geld werkelijk kan opgenomen worden.

Verantwoordelijkheid van de financiering

De verantwoordelijkheid voor de financiering ligt bij de Regering, die met de banken zal onderhandelen op basis van de Vlaamse successierechten.

Het Fonds voor de herstructurering van de nationale sectoren in het Vlaamse Gewest zal de leningen aangaan.

Controle over de aanwending

Het bedrag dat ter beschikking gesteld wordt kan op verschillende wijzen aangewend worden. Het is juist dat de verantwoordelijken, alvorens een definitieve beslissing te nemen, hier een duidelijk zicht dienen op te hebben. Dit geldt niet minder voor de leden van de wetgevende kamers die tenslotte de Regering controleren.

Mer de toegekende 28 miljard F kunnen er verschillende dingen gedaan worden. Het is als een rubberbal die men op verschillende plaatsen inknipt. Als men bijvoorbeeld tot de conclusie komt dat het voordelig is om één mijn over zes maanden te sluiten en een andere op 15 maanden, dan is het misschien mogelijk de derde mijn 4 of 5 jaar open te houden.

Op dit ogenblik is de besteding van dit bedrag nog steeds het onderwerp van de discussie tussen de werknemers en de heer Gheyselincx.

Het feit dat er 28 miljard F gevraagd werd (vast, niet geïndexeerd) betekent natuurlijk dat het plan een duidelijke bestemmingswijze voor dat geld voorziet.

Er kan op dit ogenblik alleen maar een schatting gegeven worden over de spreiding in de tijd. Dit heeft echter geen invloed op het uiteindelijk bedrag (korte termijn financiering heeft bijvoorbeeld meer intrestlasten en minder exploitatieverliezen, maar dat is ingecalculeerd).

Tegen juni-juli zal hierover meer exacte informatie kunnen gegeven worden.

Reconversion

L'enveloppe de reconversion se monte à 3 milliards de F. De nombreux groupements demandent que l'affectation précise de cet argent soit déterminée aussi rapidement que possible. Or, il convient de se montrer prudent. Il se pourrait en effet qu'il ne reste plus rien de ces 3 milliards de F si les travailleurs rejettent en masse toutes les propositions. Il est donc préférable de ne pas établir de priorités.

III. Répliques

M. Desaeeyere déplore que le Secrétaire d'Etat à l'Energie soit absent à cette audition.

Le Président répond que le chef de Cabinet du Ministre des Affaires économiques était présent lorsque M. Gheyselinck a exposé son plan le 27 janvier 1987.

* * *

M. Desaeeyere formule six remarques en guise de réplique.

1) Il souligne qu'il n'a pas tenu compte de considérations stratégiques dans son intervention. Lorsqu'on tente d'attribuer une valeur indirecte au charbon sur la base de telles considérations, on est confronté au problème de la prévision du prix à long terme. Dans ce cas, il convient de formuler des hypothèses explicites en ce qui concerne l'interruption des livraisons. Tenir compte de considérations stratégiques est donc hors de propos.

Ce que M. Desaeeyere a souligné dans son intervention, c'est qu'il y a un effet sur l'offre. Et sur la base d'une comparaison entre deux situations, l'une sans les K.S. et l'autre avec les K.S., il peut être inféré que le coût social de la fermeture des charbonnages est important.

2) Il n'est absolument pas nécessaire que les K.S. redeviennent compétitifs. M. Desaeeyere déclare qu'il convient de tenir compte de notre bilan énergétique total. C'est précisément sur ce point que son opinion diffère de celle de M. Gheyselinck, qui multiplie les augmentations de prix par 3 millions de tonnes (production de charbon totale des K.S.) et adopte donc un point de vue micro-économique. Si l'on multiplie les augmentations de prix par 13 millions de tonnes (notre consommation totale de charbon), il s'avère que l'accroissement de notre facture énergétique totale est supérieure à la diminution du déficit des K.S.

3) M. Gheyselinck part de l'hypothèse d'une stabilisation du prix mais n'avance aucun argument ni aucune explication scientifique à l'appui de cette thèse. Il a invoqué à cet égard les contacts informels qu'il a eus avec des producteurs américains de charbon, le développement possible de la production houillère en Indonésie ainsi que les sociétés publiques British Coal et Ruhr-Kohl. En ce qui concerne British Coal, M. Desaeeyere fait observer que cette société est sous la pression du Gouvernement britannique conservateur qui veut réduire de moitié la production houillère de la Grande-Bretagne. L'intervenant estime dès lors que cette référence n'est pas très fiable.

4) M. Desaeeyere déclare ne guère se fier au rapport Gheyselinck, celui-ci n'ayant pas suffisamment d'assise. Pratiquement aucun chiffre n'est prouvé et le plan doit encore être complété.

Reconversie

De reconversieenveloppe bedraagt 3 miljard F. Heel wat groeperingen vragen dat aan dat geld zo snel mogelijk een duidelijke bestemming wordt gegeven. Welnu, men moet daar voorzichtig mee zijn. Het zou kunnen dat er helemaal geen 3 miljard F meer over is als de werknemers « en masse » alles afwijzen. Het is dus beter geen prioriteiten te stellen.

III. Replieken

De heer Desaeeyere betreurt dat de Staatssecretaris voor Energie op deze hoorzitting afwezig is.

De Voorzitter antwoordt dat de Kabinetschef van de Minister van Economische Zaken aanwezig was toen de heer Gheyselinck op 27 januari 1987 zijn plan heeft uiteengezet.

* * *

De heer Desaeeyere formuleert bij wijze van repliek een zestal opmerkingen.

1) Hij wijst erop dat hij in zijn betoog geen rekening heeft gehouden met strategische overwegingen. Wanneer men op basis van dergelijke overwegingen aan steenkool een indirecte waarde tracht toe te kennen, stelt zich het probleem van de prijsverwachting op lange termijn. In dat geval moeten expliciete hypothesen worden gemaakt over het al dan niet onderbreken van de leveringen. Rekening houden met strategische overwegingen is derhalve niet relevant.

Wat de heer Desaeeyere in zijn uiteenzetting wel heeft benadrukt is dat er een aanbodeffect speelt. En op basis van een vergelijking van 2 situaties, 1 zonder K.S. en 1 met K.S., kan worden afgeleid dat de sociale kost van de mijnsluiting belangrijk is.

2) Het is absoluut niet noodzakelijk dat de K.S. zijn competitiviteit herwint. De heer Desaeeyere betoogt dat rekening moet worden gehouden met onze totale energiebalans. Hierin verschilt hij precies van mening met de heer Gheyselinck die de prijsstijgingen vermenigvuldigt met 3 miljoen ton (totale K.S. steenkoolproductie) en zich dus op een micro-economisch standpunt plaatst. Vermenigvuldigt met de prijsstijgingen met 13 miljoen ton (ons totaal steenkolenverbruik) dan blijkt dat de toename van onze totale energierekening groter is dan de daling van het K.S.-deficit.

3) De heer Gheyselinck gaat uit van de hypothese dat de prijs constant blijft maar verstrekt hiervoor geen enkel argument of wetenschappelijke verklaring. Wel heeft hij ter staving van deze bewering verwezen naar informele gesprekken met Amerikaanse steenkoolproducenten, een mogelijke uitbreiding van steenkoolproductie in Indonesië en de staatsmaatschappijen British Coal en Ruhr-Kohle. Wat British Coal betreft merkt de heer Desaeeyere op dat deze maatschappij onder druk staat van de Britse Conservatieve Regering die de Britse steenkoolproductie wil halveren. Hiernaar verwijzen is volgens hem niet erg betrouwbaar.

4) De heer Desaeeyere stelt, gelet op de geringe onderbouw, weinig vertrouwen in het rapport Gheyselinck. Bijna geen enkel cijfer wordt bewezen en het plan moet nog verder worden ingevuld.

M. Desaeyere tient également à établir une comparaison avec le rapport Gandois. Celui-ci estimait que la Belgique ne devait pas chercher à être compétitive par rapport au Japon ou aux Etats-Unis car il serait impensable que la sidérurgie européenne disparaisse un jour.

Il suffisait selon lui que la Belgique atteigne la norme de compétitivité européenne. M. Gheyselinck rejette cette approche et condamne, à terme, la production houillère de l'Europe occidentale. M. Desaeyere est convaincu qu'il serait préférable de partir de l'hypothèse que les producteurs européens de charbon continueront à jouer un rôle important. Or, par rapport aux autres pays européens, les mines belges ne sont pas marginales.

5) Le plan Gheyselinck ne garantit aucune production déterminée aux K.S.-Ouest. D'autre part, il donne l'impression de sacrifier les K.S.-Est pour permettre la survie des K.S.-Ouest. Il y a un malentendu à ce sujet dans le Limbourg. On essaie de faire croire que les concessions de l'Ouest pourraient produire 3 millions de tonnes par an. M. Desaeyere déplore qu'aucune garantie formelle ne soit donnée en ce qui concerne l'emploi et que l'on donne à la population limbourgeoise une idée fausse de la réalité.

6) Il n'y a aucune raison objective qui justifie la fermeture du bassin oriental des K.S. M. Desaeyere souhaite que l'on examine les possibilités de maintenir en service le bassin oriental des K.S., fût-ce à un niveau de production minimal. Une fusion des mines de ce bassin apporterait une solution pour la période de 1987-1993.

* * *

M. Dupré souligne deux points positifs :

1) le plan Gheyselinck est à l'origine d'une révolution psychologique dans la province de Limbourg;

2) le plan fait intervenir la responsabilité de la région et celle des mineurs.

* * *

M. Vangronsveld pose les questions suivantes :

— Combien de travailleurs occupés dans les entreprises de sous-traitance risquent de perdre leur emploi ?

— A quelle entreprise de sous-traitance profitera l'enveloppe sociale ?

— Avant quelle date le plan de fermeture définitif sera-t-il porté à la connaissance des mineurs ?

— En quoi consiste la tâche de M. Gheyselinck dans le cadre des propositions de reconversion ? Combien conçoit-il la reconversion à défaut d'investisseurs ?

— Quand la population limbourgeoise et les administrations communales seront-elles associées à cette reconversion ?

* * *

M. Moors estime que l'on doit être attentif à la réalité économique et budgétaire et que tous les responsables limbourgeois doivent être bien conscients de la situation des K.S.-West. Il serait erroné de vouloir faire croire à la

De heer Desaeyere wenst ook een vergelijking te maken met het rapport Gandois. De heer Gandois was van oordeel dat België geen competitiviteit met Japan of de Verenigde Staten diende na te streven omdat het ondenkbaar zou zijn dat de Europese staalindustrie zou verdwijnen.

Volgens hem was het voldoende dat België de Europese concurrentienorm haalde. De heer Gheyselinck verwerpt deze aanpak en schrijft de Westeuropese steenkoolproductie op termijn af. De heer Desaeyere is ervan overtuigd dat het beter ware uit te gaan van de hypothese dat de Europese steenkoolproducenten een belangrijke rol zullen blijven vervullen. En in vergelijking met de andere Europese landen zijn de Belgische mijnen niet marginaal.

5) Het plan Gheyselinck waarborgt geen bepaalde productie ten overstaan van K.S.-West. Anderzijds wekt het de indruk als zou K.S.-Oost worden opgeofferd om K.S.-West te laten bestaan. In Limburg bestaat hierover een misverstand. Men probeert de indruk te wekken dat de concessies in het Westen 3 miljoen ton/jaar zullen mogen produceren. De heer Desaeyere betreurt dat evenmin een formele tewerkstellingswaarborg wordt gegeven en dat de Limburgse bevolking een verkeerd beeld wordt voorgehouden.

6) Er zijn geen objectieve redenen aanwezig om K.S.-Oost te sluiten. De heer Desaeyere wenst dat de mogelijkheden om K.S.-Oost — weze het dan op minimum niveau — open te houden, onderzocht worden. Een fusie van de mijnen K.S.-Oost zou een oplossing kunnen bieden om eventueel de periode 1987-1993 te overbruggen.

* * *

De heer Dupré legt de klemtoon op twee positieve punten :

1) het feit dat het plan Gheyselinck in de provincie Limburg een psychologische omwenteling heeft teweeggebracht;

2) de vaststelling dat het plan een beroep doet op de eigen verantwoordelijkheid van de streek en van de mijnwerkers.

* * *

De heer Vangronsveld stelt de volgende vragen :

— Hoeveel werknemers werkzaam in de toeleveringsbedrijven lopen het risico hun baan te verliezen ?

— Welk toeleveringsbedrijf komt in aanmerking voor financiering door de sociale enveloppe ?

— Tegen welke datum zal het definitief sluitingsplan aan de mijnwerkers worden voorgelegd ?

— Wat is de taak van heer Gheyselinck inzake reconversievoorstellen. Hoe ziet hij de reconversie als er geen investeerders opdagen ?

— Wanneer worden de Limburgers en de gemeentebesturen bij deze reconversie betrokken ?

* * *

De heer Moors meent dat men oog moet hebben voor de economische en budgettaire realiteit en dat elke verantwoordelijke in Limburg zich goed bewust is van de toestand van K.S.-West. Het zou verkeerd zijn de bevolking

population qu'une production de trois millions de tonnes par an peut et doit être garantie.

En ce qui concerne la remarque de M. Desaeys relative à l'approche de M. Gandois, M. Moors rappelle que M. Gandois a également scindé le marché de l'acier au niveau international et qu'il a exclu que la production européenne d'acier ait encore un quelconque avenir à terme au niveau mondial.

Il souligne ensuite que la dégradation psychologique que connaît le Limbourg s'accompagne également d'espoir.

Les pouvoirs publics doivent maintenant s'efforcer de gommer certains retards.

* * *

M. Dupré souhaite établir une distinction fondamentale entre :

1) des facteurs d'environnement ou des conditions marginales devant créer un climat et dont la responsabilité incombe aux pouvoirs publics (fiscalité, incitants économiques, etc.);

2) les initiatives industrielles qui sont du ressort des entrepreneurs.

M. Collart demande à qui appartiennent les installations minières.

* * *

M. Gheyselinck est conscient de la dimension sociale et humaine de sa mission.

Il répète que sa tâche consistait en l'élaboration de propositions pratiques et qu'il n'a jamais eu l'intention de rédiger un rapport scientifique.

Il fournit les précisions suivantes à propos des questions et des remarques formulées :

— les prix énergétiques ont connu une évolution particulière au cours des dix dernières années et l'on ne peut extrapoler sur la base de ceux-ci. Les dix dernières années constituent une anomalie dans l'évolution des prix énergétiques;

— sur le plan de l'économie industrielle, la production d'une tonne de charbon par les K.S. n'est pas justifiable et l'auteur a précisé dans son plan que si la production est maintenue, ce n'est que pour des raisons sociales. Son plan constitue un compromis entre trois intérêts : ceux de la région, du travailleur et du bailleur de fonds;

— le moment où le plan de fermeture sera appliqué n'est pas encore fixé (probablement pas avant mai-juin 1987). Un tel problème ne peut être réglé de façon autoritaire, mais doit être discuté avec les travailleurs.

La participation des travailleurs et de leurs représentants constitue un point essentiel du plan.

La réponse des travailleurs sera décisive en ce qui concerne les dates de fermeture. Il y a lieu de songer entre-temps au recyclage et de faire des propositions par exemple en collaboration avec l'Office national de l'Emploi;

— les pertes d'emplois subies dans les entreprises de sous-traitance peuvent être évaluées à environ 3 000 selon l'approche classique;

— il y a lieu de procéder sans tarder à la reconversion. L'auteur n'est pas encore en mesure de préciser quelle entreprise se chargera de l'enveloppe sociale;

voor te houden dat een produktie van 3 miljoen ton/jaar kan en moet gewaarborgd worden.

Met betrekking tot de opmerking van de heer Desaeys in verband met de aanpak van de heer Gandois herinnert de heer Moors eraan dat ook de heer Gandois de staalmarkt internationaal heeft opgesplitst en de Europese staalproduktie mondiaal op termijn heeft afgeschreven.

Vervolgens wijst hij erop dat in Limburg, naast het voltrekken van een psychologische omwenteling, een moment van verwachting aangebroken is.

De overheid moet nu trachten bepaalde achterstallen weg te werken.

* * *

De heer Dupré wenst een fundamenteel onderscheid te maken tussen :

1) omgevingsfactoren of randvoorwaarden die een klimaat moeten scheppen en waarvoor de overheid verantwoordelijk is (fiscaliteit, economische stimuli enz...);

2) en de industriële initiatieven die van het ondernemerschap uitgaan.

De heer Collart wenst te vernemen aan wie de mijninstallaties toebehoren.

* * *

De heer Gheyselinck is zich bewust van de sociale en menselijke dimensie van zijn opdracht.

Hij herhaalt dat zijn taak erin bestond een praktisch voorstel uit te werken en dat hij nooit de bedoeling heeft gehad een wetenschappelijk rapport te schrijven.

Op de vragen en opmerkingen verstrekt hij volgende verduidelijkingen :

— op het vlak van de energieprijzen kende het jongste decennium een eigenaardig verloop en mag op basis hiervan niet worden geëxtrapoleerd. De jongste 10 jaar zijn een abnormaliteit geweest in de ontwikkeling van de energieprijzen;

— bedrijfseconomisch is de produktie van 1 ton steenkool door de K.S. niet te verantwoorden en hij heeft in zijn plan duidelijk gesteld dat een produktiebehoud enkel ingegeven is omwille van sociale redenen. Zijn plan betekent een compromis tussen drie belangen : de streek, de werknemer en de geldschiet;

— het tijdstip waarop het sluitingsplan zal worden uitgevoerd is nog niet vastgesteld (vermoedelijk niet voor mei-juni 1987). Een dergelijk probleem kan niet autoritair, maar moet in overleg met de werknemers worden opgelost.

Het betrekken van de werknemers en hun vertegenwoordigers was een essentieel onderdeel van zijn plan.

Het antwoord van de werknemers zal bepalend zijn voor het sluitingsschema. Intussen moet ook gedacht worden aan herscholing en moeten — bijvoorbeeld in samenwerking met de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening — mogelijkheden worden aangeboden;

— het verlies aan arbeidsplaatsen in de toeleveringsbedrijven kan volgens de klassieke benadering op ongeveer 3 000 worden geraamd;

— wat de reconversie betreft moet snel tewerk worden gegaan. Welk bedrijf in aanmerking komt voor de sociale enveloppe kan nog niet worden medegedeeld;

— les installations minières appartiennent aux anciennes sociétés. Selon les dispositions du contrat de location, les mines seront restituées aux sociétés deux à trois ans après la fermeture effective de celles-ci.

* * *

M. De Batselier demande où en est actuellement (14 octobre 1987) la restructuration des K. S. ? Ses préoccupations portent notamment sur les perspectives pour le bassin « Ouest ». Que se passera-t-il concrètement en matière de reconversion ? Un nouvel organisme a été créé, mais certains projets ont-ils déjà été mis en route ? Quelle en est la rentabilité ? Selon certaines informations, il pourrait n'y avoir en tout et pour tout qu'un millier d'emplois supplémentaires.

Est-il exact qu'entre-temps les terrains miniers ont à nouveau été offerts aux propriétaires privés ? Si tel est le cas, cela démontre une fois de plus que les pertes sont mises à charge de la collectivité et que les bénéfices sont privatisés.

M. Moors se dit également préoccupé par le manque de clarté du plan de restructuration en ce qui concerne le bassin ouest (Heusden, Zolder, Beringen). Il espère que l'on ne tardera pas à avoir une idée précise de la rationalisation annoncée pour ce bassin. Tout atermoieusement ne peut que décourager les mineurs qui y travaillent. L'intervenant attire également l'attention sur le problème particulier du personnel d'entretien (Foraky), qui ne s'est plus vu confier de tâches dans le bassin est depuis le mois de septembre 1987. Il rappelle qu'on a toujours accordé de facto à ce personnel le même statut social qu'aux mineurs, même si ces travailleurs ne font pas partie, en tant que tels, du personnel des K. S. Il demande ce qu'il en est de l'octroi d'indemnités de fermeture aux « mineurs Foraky ». Les moyens financiers nécessaires ont-ils été prévus ?

Le Ministre communique tout d'abord le calendrier de l'arrêt de la production dans le bassin est :

- à Waterschei, la production a été arrêtée en septembre 1987;
- à Eisden, l'arrêt de la production est prévue pour la fin de 1987;
- à Winterslag, la production sera arrêtée à la fin de 1988.

Quant aux licenciements, le Ministre communique les chiffres suivants :

- situation au début de 1987 :
16 600 ouvriers;
800 employés;
- situation à la mi-octobre 1987 : départ de $\pm$ 4 500 ouvriers (le nombre total de départs prévu est de $\pm$ 9 800 ouvriers et de $\pm$ 200 employés).

A la mi-octobre 1987, le « F. N. S. V. » avait déjà apporté 12 milliards dans le cadre du plan Ghyselinck (Est + Ouest) afin de couvrir les pertes d'exploitation et les coûts sociaux.

En outre, sur les 3 milliards de fonds nationaux de reconversion et l'enveloppe sociale (5,9 milliards de F), la S. N. S. N. a déjà mis respectivement $\pm$ 1 milliard de F et 4 milliards de F à la disposition des K. S.

En ce qui concerne l'avenir du bassin ouest, le Ministre déclare que les sièges de Beringen et de Zolder seront maintenus et fusionnés.

— de mijninstallaties behoren toe aan de vroegere maatschappijen. Twee tot drie jaar na de reële sluiting zullen de mijnen volgens de bepalingen van de huurovereenkomst aan de maatschappijen worden teruggegeven.

* * *

De heer De Batselier wenst te weten hoever het thans (14 oktober 1987) staat met de herstructurering van de K. S. ? Inzonderheid gaat zijn zorg uit naar de vooruitzichten voor het « westen ». Wat zal er concreet gebeuren inzake reconversie ? Er werd een nieuwe instelling opgericht, maar werden er reeds bepaalde projecten op het getrouw gezet ? Wat is de rendabiliteit daarvan ? Volgens sommige berichten zou er al bij al maar een 1 000 arbeidsplaatsen kunnen bijkomen.

Is het juist dat de mijnterreinen inmiddels opnieuw aan de privé-eigenaars werden geschonken ? Indien dit zo is, betekent dit het zoveelste bewijs van de socialisering van de verliezen en de privatisering van de winsten.

De heer Moors toont zich eveneens bezorgd over de onduidelijkheid van het herstructureringsplan voor het westelijk bekken (Heusden, Zolder, Beringen). Hij hoopt dat er spoedig een duidelijk beeld komt in de aangekondigde rationalisering van het westen. Uitstel van beslissingen kan alleen tot ontmoediging leiden van de daar tewerkgestelde mijnwerkers. Hij wenst nog de aandacht te vestigen op een bijzonder probleem, nl. dit van het onderhoudspersoneel (Foraky), waarvoor sedert september '87 geen opdrachten meer zijn in het oostelijk bekken. Hij herinnert eraan dat deze werknemers, alhoewel zij niet als zodanig behoren tot het personeel van de K. S., de facto steeds hetzelfde sociaal statuut hebben gekregen als de mijnwerkers. Hij vraagt hoe het staat met de toekenning aan de « Foraky-mijnwerkers » van sluitingspremies ? Werden de nodige geldelijke middelen voorzien ?

De minister deelt vooreerst de kalender voor de stopzetting van de produktie in het Oostelijk bekken mee :

- in Waterschei werd de produktie stopgezet in september 1987;
- in Eisden is de stopzetting voorzien voor eind 1987;
- in Winterslag zal de produktie eind 1988 worden stopgezet.

Wat de personeelsafvloeiingen betreft, verstrekt hij de volgende inlichtingen :

- toestand begin 87 :
16 000 arbeiders;
800 bedienden;
- toestand midden oktober 1987 : $\pm$ 4 500 arbeiders afgevlloed (de totale afvloeiing wordt geraamd op $\pm$ 9 800 arbeiders en $\pm$ 200 bedienden).

Het F. N. S. V. heeft tot midden oktober 1987 reeds 12 miljard F gefinancierd op het plan-Ghyselinck (Oosten + Westen) ter dekking van exploitatieverliezen en sociale kosten.

Daarnaast heeft de N. M. N. S. op de 3 miljard F nationale reconversiefondsen en sociale enveloppe (5,9 miljard F) reeds respectievelijk $\pm$ 1 miljard F en 4 miljard F ter beschikking van K. S. gesteld.

Wat de toekomst van het westelijk bekken betreft, deelt de minister mee dat de zetels Beringen en Zolder, welke behouden blijven, tot 1 zetel gefusioneerd zullen worden.

A l'heure actuelle, la reconversion est assurée essentiellement par la « Limburgse Investeringsmaatschappij » qui a été créée par les K.S. et la G.I.M.V. (sous l'impulsion de l'Exécutif flamand) et qui dispose de moyens financiers pour un montant d'environ 5 milliards de F et examine chaque projet séparément en fonction de sa rentabilité et de son coefficient de travail.

Quant à la question de savoir de quels projets il s'agit, il conviendrait d'interroger à ce sujet les organes de gestion de la L.I.M.

L'octroi d'une enveloppe sociale aux mineurs de Foraky qui seront licenciés (809 000 F par départ forcé) est à l'étude. Le fait que la n.v. Foraky ne fasse pas pleinement partie des secteurs nationaux constitue néanmoins un problème. Le Gouvernement doit veiller à ne pas créer de précédent. Par ailleurs, l'octroi des avantages C.E.C.A. en faveur des mineurs licenciés à la suite d'une fermeture (indemnité d'attente, prime de départ et pension anticipée) est déjà garanti.

M. Moors fait état des récentes déclarations de M. Gheyselinck (cf. la presse des 26 et 27 octobre 1987) au sujet de l'avenir des puits ouest. A cette occasion, ce dernier a annoncé la création d'une nouvelle société industrielle qui, par la mise en œuvre d'une politique de diversification, reprendrait entièrement les activités des K.S. déficitaires sur une période de dix ans. L'intervenant estime que ces déclarations impliquent une modification importante du plan de restructuration approuvé par le Gouvernement. Les propos de M. Gheyselinck reflètent-ils la position du Gouvernement ?

M. De Batselier partage l'inquiétude que les déclarations de M. Gheyselinck ont suscitée dans le bassin ouest. Etant donné que les K.S. sont entièrement aux mains des pouvoirs publics, on peut se demander si M. Gheyselinck a parlé au nom du Gouvernement. Si tel était le cas, cela signifierait que de nouvelles décisions ont été prises par le Gouvernement.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques rappelle à nouveau quelle est la mission de M. Gheyselinck. Le texte de la décision du Gouvernement est d'ailleurs annexé au présent rapport. Il souligne que l'option fondamentale pour la période allant jusqu'en 1996 consistait :

- 1) à arrêter toute activité minière dans le bassin est;
- 2) à maintenir l'activité minière dans le bassin ouest, étant entendu que les sièges de Beringen et de Zolder seraient fusionnés.

Le Gouvernement a prévu, jusqu'en 1996, les moyens financiers nécessaires pour couvrir les futures pertes d'exploitation. Le plan de restructuration prévoit cependant que tout doit être mis en œuvre pour ramener progressivement les pertes d'exploitation maximales admissibles de 8 milliards de F à 4 milliards de F.

Le Ministre confirme que le Gouvernement s'en tient à l'engagement qu'il avait pris de garantir une exploitation minière dans le bassin ouest au moins jusqu'en 1996.

Sans se prononcer sur le fond de l'affaire, il constate que l'idée de M. Gheyselinck d'affecter les moyens résultant de la diminution des pertes d'exploitation à des activités de reconversion impliquerait en effet une modification de sa mission actuelle et devrait faire l'objet d'une nouvelle décision gouvernementale.

Le Ministre n'a encore reçu aucune demande officielle en vue de la préparation d'une telle décision.

* * *

De reconversion wordt thans hoofdzakelijk opgevangen door de door K.S. en de G.I.M.V. (onder impuls van de Vlaamse Executieve) opgerichte Limburgse Investeringsmaatschappij, die over ca. 5 miljard F financiële middelen beschikt, en project per project onderzoekt uit het oogpunt van zijn rendabiliteit en arbeidsintensiviteit.

Wat de projecten zijn is een vraag die derhalve aan de beheersorganen van de L.I.M. moeten worden gesteld.

De toekenning van een sociale enveloppe (809 000 F per gedwongen ontslag) aan de af te vloeien mijnwerkers van Foraky is thans volop in onderzoek. Een probleem vormt wel het feit dat de n.v. Foraky slechts marginaal als behorend tot de nationale sectoren te catalogeren valt. De Regering moet er ook voor waken geen precedenten te scheppen. Anderzijds zijn de E.G.K.S.-voordelen, voorzien voor de ingevolge sluiting ontslagen mijnwerkers (wachtvergoedingen, vertrekpremie en vervroegd pensioen), reeds verzekerd.

De heer Moors maakt melding van de recente verklaringen van de heer T. Gheyselinck (persberichten van 26 en 27 oktober 1987) m.b.t. de toekomst van de westelijke mijnzetsels. Daarin werd de oprichting aangekondigd van een nieuwe industriële vennootschap die in tien jaar tijd door diversificatie volledig de activiteiten van de verlieslatende maatschappij K.S. zal hebben overgenomen. Hij acht die verklaring een belangrijke wijziging van het door de Regering goedgekeurde herstructureringsplan. Stemmen de verklaringen van de K.S.-manager overeen met de zienswijze van de Regering ?

Ook de heer De Batselier sluit zich aan bij de ongerustheid die de verklaringen van de heer Gheyselinck hebben te weeg gebracht in het westelijke mijnbekken. Aangezien de K.S. voor 100 % in handen is van de overheid, rijst de vraag of de heer Gheyselinck uit naam van de Regering heeft gesproken ? Dit zou evenwel veronderstellen dat er nieuwe regeringsbeslissingen zouden zijn getroffen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken herinnert nogmaals aan de preciese opdracht van de heer Gheyselinck. De tekst van de regeringsbeslissing komt trouwens voor in bijlage van dit verslag. Hij legt er de nadruk op dat de fundamentele optie m.b.t. de periode tot 1996 erin bestond :

- 1) de mijnactiviteit in het oostelijk bekken volledig stop te zetten;
- 2) in het westelijk bekken de mijnactiviteit te behouden, met dien verstande dat de zetels van Beringen en van Zolder zouden worden samengesmolten.

De Regering heeft tot 1996 de nodige financiële middelen voorzien om de toekomstige exploitatietekorten te dekken. Wel voorziet het herstructureringsplan dat het nodige moet worden gedaan om het maximum toelaatbare exploitatieverlies geleidelijk aan van 8 miljard F terug te brengen tot 4 miljard F.

De Minister bevestigt dat de Regering zich aan de vroegere verbintenis houdt om minstens tot 1996 een mijnexploitatie te waarborgen in het westen.

Zonder zich over de grond van de zaak uit te spreken, stelt hij vast dat de idee van de heer Gheyselinck om de uit de vermindering van de exploitatieverliezen vrijgekomen middelen aan te wenden voor reconversie-activiteiten, inderdaad een wijziging van zijn huidige opdracht zou inhouden en het voorwerp zou moeten uitmaken van een nieuwe regeringsbeslissing.

Tot hiertoe heeft de Minister nog geen officieel verzoek ontvangen om een dergelijke beslissing voor te bereiden.

* * *

7.2. La sidérurgie

M. De Roo demande où en est la privatisation de Sidmar. Il rappelle les difficultés qui ont surgi, début 1987, entre les gouvernements belge et luxembourgeois à propos de ce dossier. Ce différent a-t-il été réglé entre-temps? Il est question, depuis lors, de quatre scénarios pour la privatisation de Sidmar. L'intervenant souhaiterait connaître l'état actuel du dossier et se demande notamment quelle sera la répercussion du retrait des actions détenues par les pouvoirs publics sur les accords de synergie conclus en 1984 (entre Sidmar et Cockerill-Sambre).

Le Ministre répond que, dans le cadre des opérations de recyclage (arrêté royal n° 489), il a été décidé d'organiser le rachat des actions sans droit de vote souscrites par l'Etat belge et la S.N.S.N. selon le scénario de la valeur actualisée à la date du 20 novembre 1991.

Cette opération a été formalisée par convention du 27 juin 1987 entre les parties, à savoir Sidmar et l'Etat belge.

Cette opération ne sera cependant définitive que pour autant que la Commission des Communautés européennes ne s'oppose pas à ce montage financier.

Des pourparlers sont actuellement menés entre mon cabinet et les services compétents de la C.E.E.

Il n'est pas à exclure que pour améliorer la trésorerie du Fonds flamand (F.N.S.V.), d'autres scénarios soient étudiés, et notamment pour ce qui concerne la part des actions avec droit de vote que détient la S.N.S.N. pour le compte de l'Etat belge.

Des études sont en cours et une demande en ce sens lui a été adressée par le président du M.C.V.G.

Il est prématuré de préciser davantage la nature de cette privatisation complémentaire qui, en tout état de cause, ne sera possible qu'avec l'accord des autres actionnaires.

Début de cette année 1987, des pourparlers sont intervenus avec le Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de l'examen des conséquences, pour le groupe Arbed-Sidmar, de l'arrêté royal n° 489.

Comme précisé ci-avant, la convention n'a pu être signée qu'en accord avec nos partenaires luxembourgeois.

Enfin, le Ministre signale que les accords de synergie de 1978 et 1981, complétés par la convention du 16 janvier 1984, ne devraient pas être modifiés, quelle que soit la nature de l'actionnariat de la société Sidmar. En effet, il s'agit essentiellement d'un protocole d'accord entre deux groupes industriels qui a un caractère privé et qui, de plus, a une durée de dix années.

7.3. Le textile

M. De Roo demande si les crédits budgétaires prévus pour l'encadrement social de la restructuration des secteurs nationaux seront suffisants. Il souligne par ailleurs que l'accompagnement social varie fortement d'un secteur à l'autre. C'est ainsi que, d'après lui, les travailleurs licenciés du secteur textile qui n'ont pas encore atteint l'âge de la prépension au moment de leur licenciement, à savoir 57 ans pour les hommes et 52 ans pour les femmes, sont défavorisés par rapport aux travailleurs licenciés des autres secteurs nationaux. Pour eux, l'accompagnement social est en effet inexistant. Il renvoie à ce sujet à son interpellation sur l'accompagnement social dans les secteurs nationaux,

7.2. Staalnijverheid

De heer De Roo vraagt hoe ver het staat met de privatisering van Sidmar. Hij herinnert aan de moeilijkheden die begin 1987 gerezen zijn tussen de Belgische en de Luxemburgse regering naar aanleiding van dit dossier. Werd dit geschil inmiddels bijgelegd? Sedertdien doen een viertal scenario's voor de privatisering van Sidmar de ronde. Hij wenst te vernemen wat de huidige stand van zaken is. Inzonderheid vraagt hij zich af welke weerslag de terugtrekking van het overheidsaandelenpakket zal hebben op de in 1984 gesloten synergie-akkoorden (tussen Sidmar en Cockerill-Sambre).

De Minister antwoordt dat in het kader van de recyclagebewerkingen (koninklijk besluit n° 489), besloten werd de wederinkoop van de aandelen zonder stemrecht waarop door de Belgische Staat en de N.M.M.S. werd ingetekend, volgens het scenario van de op 20 november 1991 geactualiseerde waarde te laten verlopen.

Die operatie kwam tot stand bij de overeenkomst van 27 juni 1987 tussen met name Sidmar en de Belgische Staat.

Die operatie zal evenwel slechts definitief zijn mits de Commissie van de Europese Gemeenschappen zich niet tegen die financiële regeling verzet.

Er zijn thans tussen mijn kabinet en de bevoegde diensten van de E.E.G. besprekingen aan de gang.

Het is niet uitgesloten dat, om de kastoestand van het Vlaams Fonds (F.N.S.V.) te verbeteren, andere scenario's worden uitgedacht en meer bepaald betreffende het gedeelte van de aandelen met stemrecht die voor rekening van de Belgische Staat in het bezit zijn van de N.M.N.S.

Er zijn studies aan de gang en de voorzitter van het M.C.V.G. heeft zich met een desbetreffende aanvraag tot hem gewend.

Het is voorbarig nu reeds nadere inlichtingen te verstrekken omtrent de aard van die aanvullende privatisering die, hoe dan ook, slechts mogelijk zal zijn mits de overige aandeelhouders ermee akkoord gaan.

Begin dit jaar werden onderhandelingen aangeknoopt met de Luxemburgse regering in het raam van het onderzoek naar de gevolgen die het koninklijk besluit n° 489 voor de groep Arbed-Sidmar zal hebben.

Zoals gezegd kon die overeenkomst alleen ondertekend worden met de instemming van onze Luxemburgse partners.

Ten slotte merkt de minister op dat de synergie-overeenkomsten van 1978 en 1981, aangevuld met de overeenkomst van 16 januari 1984, niet zouden mogen worden gewijzigd, ongeacht de aard van de aandeelhouders van de Sidmar-vennootschap. Het gaat immers voornamelijk om een protocol van akkoord tussen twee industriële groepen, een privé-akkoord, dat bovendien over tien jaar loopt.

7.3. De textielsector

De heer De Roo wil weten of de budgettaire middelen voor de sociale begeleiding van de herstructurering van de nationale sectoren zullen volstaan. Verder wijst hij erop dat de sociale begeleiding sterk verschillend is naargelang de sector. Zo meent hij dat de ontslagen textielarbeiders, welke nog niet de brugpensioenleeftijd van 57 jaar als man of 52 jaar als vrouw bereikt hebben op het ogenblik van het ontslag, gediscrimineerd worden t.o.v. de ontslagen werknemers uit de andere nationale sectoren. Voor hen is de sociale begeleiding onbestaande. Hij verwijst terzake naar zijn interpellatie over de sociale begeleiding in de nationale sectoren, met als voorbeeld het Manta-dossier,

dans laquelle il avait cité comme exemple le dossier Manta. Il ressort de ce dossier que quelque 350 travailleurs ne bénéficient d'aucun accompagnement social.

Il estime en outre que les décisions de Val-Duchesse ont lourdement hypothéqué l'octroi aux entreprises textiles d'aides (nationales) à l'expansion. C'est ainsi que l'aide accordée pour les dossiers introduits à l'I.T.C.B. après le 1^{er} avril 1985 a été réduite de moitié.

L'intervenant déplore également la lenteur, injustifiée à ses yeux, avec laquelle sont instruites les demandes introduites.

C'est ainsi que le budget 1987 prévoit des crédits d'un montant de 1,5 milliard de F pour l'aide à l'expansion en faveur du secteur textile. Or, quelque 400 millions de F seulement ont été engagés jusqu'à présent. L'orateur craint qu'à l'instar de ce qui s'est passé en 1986, une partie importante des crédits prévus ne soit pas utilisée, essentiellement à cause de traitement trop lent des données par l'Administration des Affaires économiques. Ce serait déplorable, car les milieux textiles estiment que les dossiers en souffrance représentent une valeur approximative de 3,5 milliards de F. Il insiste pour que ces dossiers d'expansion économique soient traités plus rapidement.

M. De Roo demande également des précisions en ce qui concerne les réactions de certains pays de la C.E.E. à l'égard du plan textile belge, et plus particulièrement de son volet « services ». Par suite d'une décision gouvernementale, sa mise en œuvre a en effet été étalée sur plusieurs années (jusqu'en 1989). La Commission de la C.E.E. s'opposerait toutefois à cet étalement. Y a-t-il une solution à ce problème ?

Le Ministre fournit les précisions suivantes en réponse aux questions relatives au secteur textile.

1. Le volet social du plan textile

Un montant de 2 milliards de F a été prévu dans le cadre du plan textile afin de faire face aux répercussions sociales de la restructuration du secteur concerné.

Par suite d'une décision du C.M.C.E.S. du 5 avril 1985, cette enveloppe de 2 milliards de F a été indexée à concurrence de 1,115 milliard de F.

Une décision gouvernementale a en outre réservé un montant de 0,385 milliard de F du volet « services » afin de le transférer au volet social.

En résumé, la S.N.S.N. a donc libéré 3,5 milliards de F pour le financement de la restructuration sociale.

Ce montant avait été entièrement utilisé fin 1986, à savoir à concurrence de 2,151 milliards de F au titre des indemnités forfaitaires et d'attente et de 1,347 milliard de F au titre des indemnités complémentaires à la prépension, ce dernier régime se prolongeant jusqu'à fin 1989.

Il ne peut dès lors être question de discrimination par rapport à d'autres secteurs nationaux, d'autant plus que ce système d'encadrement social a bien fonctionné et que, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres secteurs nationaux, il a permis, en combinaison avec les volets financier et « services » du plan textile, de sauver une centaine de milliers d'emplois dans un secteur industriel qui a recouvré une certaine santé et rentabilité, ce qui constitue pour les travailleurs concernés la meilleure garantie pour l'avenir.

2. Budget 87 du F.E.E.R.R.

Le budget 1987 du F.E.E.R.R. (Textile) prévoyait, pour des décisions à prendre en 1987, des crédits d'engage-

waaruit blijkt dat ongeveer 350 arbeiders verstoken blijven van sociale begeleiding.

Verder is hij van oordeel dat de toekenning van (nationale) *expansiesteun aan textielbedrijven* zwaar gehypothekeerd werd door de beslissingen van het Sint-Annaplan. Zo geldt er een halvering van de steun voor de na 1 april 1985 bij het I.T.C.B. ingediende dossiers.

Hij vestigt bovendien de aandacht op de wijze van behandeling van de ingediende aanvragen. Dit gebeurt z.i. op een onverantwoord trage wijze.

Zo voorziet de begroting 1987 in ± 1,5 miljard F aan kredieten voor expansiesteun aan de textielsector. Daar staat tegenover dat tot hiertoe slechts voor ± 400 miljoen F kredieten werden vastgelegd. Hij vreest dat, zoals in 1986, een belangrijk gedeelte van de voorziene kredieten niet zullen worden opgebruikt, dit hoofdzakelijk door de te trage behandeling van de dossiers door de Administratie van Economische Zaken. Dit is zeer jammer, want volgens de textielkringen zou de waarde van de thans hangende dossiers ongeveer 3,5 miljard F vertegenwoordigen. Hij dringt aan op een spoediger behandeling van deze expansiedossiers.

De heer De Roo vraagt ook nadere toelichting over de reacties van een aantal E.E.G.-landen op het Belgisch textielplan, meer bepaald het onderdeel « diensten ». Ingevolge een regeringsbeslissing werd de uitvoering daarvan immers gespreid over verscheidene jaren (tot 1989). De E.E.G.-Commissie zou dit evenwel niet aanvaarden. Is er een oplossing voor dit probleem ?

De Minister verstrekt de volgende gegevens, in antwoord op de vragen met betrekking tot de textielsector.

1. Sociaal onderdeel van het textielplan

In het kader van het textielplan werd een bedrag voorzien van 2 miljard F voor het opvangen van de sociale gevolgen van de herstructurering van de betrokken sector.

Deze enveloppe van 2 miljard F werd ingevolge een beslissing van het M.C.E.S.C. van 5 april 1985 geïndexeerd ten belope van 1,115 miljard F.

Bovendien werd ingevolge een regeringsbeslissing een bedrag van 0,385 miljard F gereserveerd op het dienstenom naar het sociale onderdeel te worden overgeheveld.

Samengevat werd dus via de N.M.N.S. 3,5 miljard F beschikbaar gesteld voor de financiering van de sociale herstructurering.

Dit bedrag was per eind 1986 volledig opgebruikt, te weten ten belope van 2,151 miljard F voor forfaitaire en wachtvergoedingen en ten belope van 1,347 miljard F voor aanvullende vergoedingen brugpensioen. Dit laatste systeem loopt nog door tot eind 1989.

Van discriminatie t.o.v. andere nationale sectoren kan men derhalve moeilijk spreken, te meer daar dit stelsel van sociale begeleiding goed gefunctioneerd heeft en, in tegenstelling tot bepaalde andere sectoren, in combinatie met het financiële en dienstenonderdeel van het textielplan geleid heeft tot het behoud van ± 100 000 jobs in een terug vrij goed herstelde rendabele industriële sector, die voor de betrokken werknemers de beste waarborg vormt voor de toekomst.

2. F.E.E.R.R. Budget 87

Het F.E.E.R.R. budget 1987 (Textiel) voorzag in een vastleggingskrediet m.b.t. beslissingen te nemen in 1987 :

ment pour un montant de 1 585 millions de F dont 1 223,7 millions de F au titre I (opérations courantes) et 361,6 millions de F au titre II (opérations de capital).

Les crédits prévus pour 1987 semblent suffisants pour les projets introduits: le nombre de dossiers définitifs qui ont fait l'objet d'une décision en 1987 est de 61, ce qui représente une incidence budgétaire de 118,2 millions de F au titre I et de 271,2 millions de F au titre II, soit un total de 389,4 millions de F.

Il convient d'ajouter un montant de 40 millions de F au titre I et de 90 millions de F au titre II pour des décisions de 1986 à charge du budget de 1987.

Le montant effectivement engagé en 1987 sur le budget de 1987 représente à ce jour 320 millions de F.

Le retard a été provoqué essentiellement par les opérations de relance de la législation d'expansion dans le secteur textile et la confection en 1985, ainsi que par certains problèmes administratifs et organisationnels qui ont été résolus depuis lors, de sorte que les dossiers encore en souffrance peuvent désormais être traités beaucoup plus rapidement.

3. Volet services du plan textile

Dans le cadre des décisions du plan de Val-Duchesse (mai 1986), l'exécution du volet « services » a été étalée sur deux années supplémentaires afin de mieux assurer la continuité des actions prévues dans ce volet.

Le budget initial « volet services du plan textile », qui était de 5,7 milliards de F, a été reconfirmé et rétabli intégralement.

L'affectation du solde disponible au 31 décembre 1985, soit 2 970 millions de F, a été étalée sur les années 1986 à 1989, selon le schéma suivant:

1986	900 millions de F
1987	800 millions de F
1988	700 millions de F
1989	570 millions de F

La procédure que la C.E.E. a engagée contre le volet « services » parce qu'elle estimait que le budget pour 1987-1989 (2 070 millions de F) constituait une nouvelle aide à la restructuration des entreprises du textile et de la confection, a été suffisamment réfutée, *in tempore non suspecto*, auprès des instances compétentes de la C.E.E., de sorte que sur la base des informations dont elle dispose actuellement, notre représentation permanente auprès de la C.E.E. estime que celle-ci devrait renoncer à toute action dans ce domaine et arrêter la procédure engagée.

Suite à une remarque de M. De Roo, le Ministre apporte enfin la correction suivante au rapport de la Commission de l'Economie du Sénat (p. 58-59).

1 585 miljoen F waarvan 1 223,7 miljoen in titel I (lopende verrichtingen) en 361,6 miljoen F in titel II (kapitaalverrichtingen).

Wat 1987 betreft blijken de voorziene kredieten voldoende t.o.v. de ingediende projecten: het aantal definitieve dossiers beslist in 1987 bedraagt tot op heden 61, met een budgettaire weerslag van respectievelijk 118,2 miljoen F (titel I) en 271,2 miljoen F (titel II), wat samen 389,4 miljoen F is.

Deze cijfers moeten verhoogd worden met een bedrag van 40 miljoen F (titel I) en 91 miljoen F (titel II) m.b.t. beslissingen van 1986 die ten laste zijn van het budget 1987.

Het bedrag tot nog toe effectief vastgelegd in 1987 op de begroting 1987 bedraagt 320 miljoen F.

De oorzaken van de achterstand zijn vnl. te wijten aan het opnieuw op gang brengen van de expansiewetgeving voor textiel en confectie in 1985, samen met enkele administratief-organisatorische problemen, welke inmiddels opgelost zijn en thans een veel vlottere afhandeling van de nog wachtende dossiers mogelijk maken.

3. Dienstenonderdeel van het Textielplan

In het kader van de beslissingen van het St. Annaplan (mei 1986) werd de uitvoering van het « dienstenonderdeel » gespreid over twee bijkomende jaren, om aldus de continuïteit van de acties voorzien in dit onderdeel beter te verzekeren.

De aanvankelijke begroting « dienstenonderdeel Textielplan van 5,7 miljard F werd opnieuw bevestigd en in zijn integrale toestand hersteld.

De besteding van het beschikbaar saldo op 31 december 1985, hetzij 2 970 miljard F werd uitgesplitst over de jaren 1986 tot 1989, volgens dit schema:

1986	900 miljoen F
1987	800 miljoen F
1988	700 miljoen F
1989	570 miljoen F

De door de E.E.G. ingezette procedure t.o.v. het dienstenonderdeel, omdat zij ervan uitging dat het budget (2 070 mln F) voor 87-89 een nieuwe hulp betrof tot herstructurering van textiel- en confectiebedrijven, werd voldoende weerlegd en *in tempore non suspecto* genotifieerd aan de bevoegde E.E.G.-instanties, zodanig dat onze permanente vertegenwoordiging bij de E.E.G., op basis van de inlichtingen waarover zij thans beschikt, stelt dat de E.E.G. verdere acties terzake zou opgeven en derhalve de ingezette procedure zou stopzetten.

In antwoord op een opmerking van de heer De Roo, verstrekt de Minister tenslotte de volgende correcties op het verslag van de Commissie voor de Economische aangelegenheden van de Senaat (blz. 58-59).

Point 11.4: Evolution de l'emploi dans les secteurs nationaux

	Nombre de travailleurs		Index 1980 = 100	
	1982	1983	1982	1983
Acier	59 608	55 727	88,0	82,3
Construction et réparations navales	6 997	8 305	66,3	78,7
Houille	21 164	20 772	94,4	92,7
Verre creux	4 433	4 233	97,4	93,0
Textile et confection	102 426	101 492	84,8	84,0
Totaux	194 628	190 529	86,1	84,3

8. L'accord de la Sainte-Catherine

MM. De Batselier, Moors et Tomas formulent certaines questions et remarques à propos de la régionalisation annoncée de certains établissements scientifiques tels que le C.E.N., l'I.R.E. et l'I.N.I.E.X.

Ils demandent où en est cette régionalisation.

En ce qui concerne le C.E.N., M. De Batselier fait observer que 78 % des missions de ce centre, à savoir le nucléaire, ressortissent à la compétence du pouvoir national. La régionalisation complète qui est proposée aujourd'hui lui paraît dès lors incompréhensible. Il demande quel est l'avenir de l'institut après l'étude réalisée par le Bureau Anderson et l'échec de l'accord social. L'intervenant estime que le C.E.N. doit devenir un instrument important de développement économique.

M. Moors évoque les manipulations regrettables de déchets nucléaires qui ont eu lieu au C.E.N. Il estime que cet incident ne peut en aucun cas remettre en question l'existence de cette institution publique en tant que telle, mais souhaite que toute la lumière soit faite dans cette lamentable affaire de corruption. Il demande où en est l'enquête sur les fonctionnaires suspendus.

En ce qui concerne l'I.N.I.E.X., M. Moors souligne que 80 % des activités de cet institut consistent en des missions fortement régionalisées. Les 20 % restants demeurent cependant axés sur la recherche minière, qui, selon l'intervenant, devrait être maintenue. D'après certaines rumeurs, c'est cette dernière activité qui serait à l'origine de la scission. Un projet d'arrêt royal aurait même déjà été soumis au Conseil d'Etat.

M. De Batselier estime lui aussi que la recherche minière devrait être maintenue et demeurer une activité importante, même au sein d'un I.N.I.E.X. régionalisé. Il fait observer que cette activité se prête bien plus à une régionalisation que le secteur nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond qu'on peut déjà tirer diverses conclusions de l'enquête dont il a chargé l'O.N.D.R.A.F.

Le C.E.N. a recueilli des déchets qu'il ne pouvait ou pouvait difficilement traiter à l'aide des méthodes de traitement actuelles, et ce, du fait de prévisions trop optimistes en ce qui concerne le mode de traitement et le facteur de réduction de volume qui pouvait être atteint.

Par conséquent, des granules furent renvoyés de F.L.K. au lieu de moins bons résidus (cendres, vase), ce qui n'est pas de nature à améliorer qualitativement le passif du C.E.N. en matière de déchets.

Punt 11.4: Evolutie van de tewerkstelling in de nationale sectoren

	Aantal werknemers		Index 1980 = 100	
	1982	1983	1982	1982
Staal	59 608	55 727	88,0	82,3
Scheepsbouw herstelling	6 997	8 305	66,3	78,7
Steenkool	21 164	20 772	94,4	92,7
Holglas	4 433	4 233	97,4	93,0
Textiel en kleding	102 426	101 492	84,8	84,0
Totaal	194 628	190 529	86,1	84,3

8. Sint-Catharina-akkoord

De heren De Batselier, Moors en Tomas hebben een aantal vragen en bedenkingen bij de aangekondigde regionalisering van enkele wetenschappelijke instellingen zoals het S.C.K., het I.R.E., het N.I.E.B.

Zij vragen hoe ver het momenteel staat met de overheveling naar de Gewesten.

Met betrekking tot het S.C.K. merkt de heer De Batselier op dat het S.C.K. voor 78 % opdrachten uitvoert die tot het nationale bevoegdheidsdomein behoren, nl. het nucleaire. De totale en huidige voorgestelde regionalisering lijkt hem dan ook onbegrijpelijk. Hij vraagt wat de toekomst is van het instituut, na de doorlichting door het Bureau Anderson en nu het sociaal akkoord gekelderd werd. Volgens hem moet het S.C.K. uitgebouwd worden als een belangrijk instrument van economische ontwikkeling.

De heer Moors maakt melding van de betreurenswaardige manipulaties van kernaafval binnen het S.C.K. Dit voorval mag zijns inziens geen aanleiding vormen voor het op de helling zetten van de openbare instelling als zodanig. Toch moet er klaarheid gebracht worden in deze onverwikkelijke omkoopzaak. Hij vraagt hoe ver het onderzoek m.b.t. de geschorste ambtenaren gevorderd is.

Wat het N.I.E.B. betreft, wijst de heer Moors erop dat 80 % van de activiteiten uit sterk geregionaliseerde opdrachten bestaat. De overige 20 % blijft evenwel toegespitst op het mijnonderzoek, dat zijns inziens niet mag verloren gaan. Er doen geruchten de ronde dat er een afsplitsing zou komen van die laatste activiteit. Er zou zelfs reeds een ontwerp van koninklijk besluit zijn voorgelegd aan de Raad van State.

Ook de heer De Batselier is er voorstander van dat het mijnonderzoek niet zou verloren gaan. Ook in een geregionaliseerd N.I.E.B. zou dit een belangrijke activiteit moeten zijn. Hij verwijst naar het feit dat deze activiteit, veel meer dan het nucleaire, in aanmerking komt voor regionalisering.

De staatssecretaris voor Energie antwoordt dat uit het N.I.R.A.S.-onderzoek dat hij gelast heeft reeds diverse conclusies zijn getrokken.

Het S.C.K. heeft afval opgenomen dat het met de huidige verwerkingsmethoden moeilijk of niet kon behandelen. Dit was het gevolg van al te optimistische vooruitzichten in verband met de behandelingswijze en de bereikbare volumereductiefactor.

Bijgevolg werden er granules van de F.L.K. teruggestuurd in plaats van minder goede residu's (as, slib), wat het afvalpassief van het S.C.K. kwalitatief niet ten goede komt.

Une quantité de déchets moins importante qu'à la normale fut également renvoyée sous la forme de résidus du fait que les engagements pris en matière de réduction de volume lors du traitement n'avaient pas été tenus. Cela augmente également le passif du C.E.N. en matière de déchets, mais sur le plan quantitatif.

Ces constatations qualitatives sont à présent mieux quantifiées. Le Secrétaire d'Etat espère obtenir une première estimation quantitative valable du passif résultant de cette affaire pour le 23 octobre 1987.

Il aura, à la fin de ce mois, une première entrevue avec les responsables de Transnuclear à propos du règlement du dommage.

Quoi qu'il en soit, il importe de poursuivre l'enquête, et ce dans divers domaines.

Les actions qu'il faut mener sont de trois ordres: d'une part, il faut faire toute la clarté en ce qui concerne l'inventaire, d'autre part, il faut instaurer une procédure et un suivi adéquats afin d'éviter que de telles situations se répètent à l'avenir.

Enfin, il faut établir, par le biais de l'enquête que mène actuellement le Comité supérieur de contrôle, si d'autres personnes appartenant au C.E.N. sont impliquées directement ou indirectement.

En ce qui concerne la procédure permettant d'éviter de telles situations à l'avenir, il examine à l'heure actuelle, conjointement avec le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, de quelle manière les procédures d'importation peuvent être modifiées.

9. Les problèmes socio-économiques de la région du Centre

M. Burgeon attire l'attention particulière du Ministre sur les problèmes de la région du Centre.

L'intervenant cite à titre d'exemple la faillite à relents de scandale de l'entreprise Sam's, qui avait repris l'entreprise faillie Marvan. Il établit à cet égard un parallèle avec l'affaire de la société anonyme «De Demer» dans la région d'Aarschot et constate que les deniers publics risquent une fois encore d'avoir été investis en pure perte. Les travailleurs n'ont quant à eux plus rien à quoi se raccrocher.

A Seneffe également, quelque 350 emplois ont été perdus en très peu de temps chez British Leyland. Si l'on ajoute à ce tableau les problèmes de la restructuration de l'entreprise Champion, on constate que ce sont quelque 900 emplois qui ont été perdus dans cette région en quatre mois, ce qui suscite évidemment de graves problèmes sociaux et une grande inquiétude quant à l'avenir économique de la région. Celle-ci est véritablement traumatisée par la politique néo-libérale.

L'intervenant rappelle qu'un comité interministériel pour le sauvetage de la région du Centre a été créé et déplore que les parlementaires de la région n'aient pas été admis à en faire partie. Quels résultats ce comité a-t-il déjà obtenus?

Le Ministre répond que des suite de la faillite de la Société Marvan, sont issues trois sociétés: Sam's, Bel Air, Smash.

Le tribunal de Charleroi a prononcé la faillite de l'entreprise Sam's le 7 septembre 1987; le curateur a procédé au licenciement des 30 personnes concernées.

La S.N.S.N. a mis à la disposition du curateur les moyens de trésorerie nécessaires pour préfinancer les indemnités attendues du fonds de fermeture.

Des discussions sont en cours actuellement avec un repreneur potentiel qui reprendrait une partie de l'actif (machines). Après avis du curateur, ces négociations pourraient aboutir.

Eveneens werd minder afval onder de vorm van residu's teruggestuurd dan normaal had moeten gebeuren omwille van de niet verwezenlijkte verbintenissen in verband met de bereikbare volumereductie bij verwerking. Dit verhoogt eveneens het afvalpassief van het S. C. K., maar dan kwantitatief.

Deze kwalitatieve vaststellingen worden thans verder gekwantificeerd. Tegen 23 oktober 1987 hoopt de staatssecretaris een eerste goede kwantitatieve raming te krijgen van het passief dat ingevolge deze affaire is ontstaan.

Eind deze maand wil hij met de verantwoordelijken van Transnuclear een eerste gesprek hebben over de schaderegeling.

Hoe dan ook, het blijft noodzakelijk het onderzoek op diverse domeinen verder te zetten.

De akties die moeten ondernomen worden zijn van drieërlei aard: enerzijds moeten de nog bestaande onduidelijkheden wat betreft de inventaris opgeklaard worden, anderzijds moet een adequate procedure en opvolging ingesteld worden om te vermijden dat soortgelijke situaties zich in de toekomst herhalen.

Tenslotte moet via het onderzoek dat thans gebeurt door het Hoog Comité van Toezicht de directe of indirecte betrokkenheid van mogelijke andere personen bij het S. C. K. nagegaan worden.

Voor wat de procedure betreft om dergelijke situaties in de toekomst te vermijden, onderzoekt hij momenteel, samen met de staatssecretaris voor Leefmilieu, op welke wijze de invoerprocedures kunnen gewijzigd worden.

9. Socio-economische problemen van de streek van het Centrum

De heer Burgeon vraagt de bijzondere aandacht van de minister van Economische Zaken voor de problemen van de streek van het Centrum (kanton Binche).

Zo is er het kwalijk ruikende failliet van het confectiebedrijf SAM's, dat zelf het failliete bedrijf Marvan had overgenomen. Spreker trekt een parallel met de zaak van de NV. «De Demer» in het Aarschotse. Hij stelt vast dat de geïnvesteerde overheidsmiddelen eens te meer dreigen verloren te gaan. Van hun kant hebben de werknemers geen enkel houvast meer.

Ook in Seneffe, bij het bedrijf British Leyland, zijn op zeer korte tijd ±350 arbeidsplaatsen verloren gegaan. Indien men daarbij de problemen van de herstructurering van het bedrijf Champion rekent, dan kan men stellen dat in vier maanden tijd zowat 900 arbeidsplaatsen zijn verloren gegaan in die streek. Dit leidt uiteraard tot ernstige sociale problemen en tot grote ongerustheid over de economische toekomst. De streek is getraumatiseerd door het neo-liberale beleid.

Hij verwijst naar de oprichting van een interministeriële werkgroep voor de redding van de streek van het Centrum. Wel betreurt hij dat het de parlementairen uit de streek niet werden toegestaan om van dat comité deel uit te maken. Wat heeft dat comité reeds bereikt?

De minister antwoordt dat uit het faillissement van de vennootschap Marvan drie vennootschappen, n.l. Sam's, Bel Air en Smash zijn voortgekomen.

Op 7 september 1987 heeft de rechtbank van Charleroi het faillissement van het Sam's-bedrijf uitgesproken; de curator heeft de 30 betrokken werknemers ontslagen.

De N.M.N.S. heeft de curator de nodige kasmiddelen bezorgd om de vermoedelijke vergoedingen uit het sluitingsfonds vooruit te financieren.

Er zijn thans besprekingen aan de gang met de potentiële overnemer, die een gedeelte van de activa (machines) zou overnemen. Volgens de curator zouden die onderhandelingen succes kunnen opleveren.

Quand à la participation de 50 millions de la S. N. S. N. au capital de l'entreprise, le Ministre admet que les espoirs de la récupérer sont faibles. Il a néanmoins donné des instructions pour que le maximum puisse être récupéré.

En ce qui concerne le « Comité interministériel de sauvetage du Centre », le Ministre estime qu'en lui donnant cette appellation pompeuse, M. Burgeon fait un excès d'honneur au petit groupe de travail présidé par le bourgmestre de La Louvière et composé de représentants des employeurs et des syndicats locaux ainsi que de M. Decléty et lui-même. Ce groupe n'a d'autre ambition que de faire le point sur divers dossiers en cours en vue d'intervenir auprès des administrations compétentes. Un des derniers exemples est le déblocage du dossier. Ascacentre auprès du Ministre des Travaux publics.

10. Le Bureau du plan

M. De Batselier insiste une fois encore pour que toutes les études réalisées par le Bureau du plan soient mises à la disposition des membres de la Commission de l'Economie. En ce qui concerne la revalorisation de cet organisme, l'intervenant espère qu'elle pourra se concrétiser dans le cadre de la prochaine réforme de l'Etat.

11. Institut national de statistique

M. De Batselier estime que les choses vont de mal en pis en ce qui concerne les délais de publication des statistiques. C'est ainsi que les tableaux input-output sont publiés avec un retard flagrant. En outre, rien de sérieux n'a été réalisé depuis 1976 en ce qui concerne les statistiques régionales, alors que celles-ci sont, selon lui, indispensables à l'élaboration d'une politique économique efficace sur le plan régional. La publication des données dans l'Annuaire statistique régional accuse un retard flagrant. C'est ainsi que l'Annuaire de 1986 contient des données de 3 et parfois 5 ans auparavant. Il est donc urgent de prendre des mesures afin de remédier à cette situation.

B. Politique énergétique

1. Prix de l'énergie

M. De Batselier situe les prix belges de l'énergie dans le contexte européen. Les prix de l'électricité à usage domestique sont parmi les plus élevés d'Europe, tandis que ceux de l'électricité à usage industriel sont légèrement inférieurs à la moyenne. On constate donc que notre recours immodéré à l'énergie nucléaire n'a certainement pas une incidence favorable sur les prix de l'électricité à usage domestique. L'intervenant critique le Comité de contrôle de l'électricité et du gaz, qui, selon lui, ne remplit pas convenablement sa mission. Il estime que les pouvoirs publics devraient stimuler l'autoproduction.

Il estime par ailleurs qu'en ce qui concerne les tarifs sociaux en matière d'électricité, la Belgique n'est nulle part par comparaison avec les autres pays européens.

Le Ministre attire l'attention sur le fait que le secteur de l'électricité a proposé à la fin de l'année 1986, une réforme tarifaire portant sur un montant de 3,2 milliards de francs. Selon le secteur de l'électricité, ce montant était rendu disponible par :

- la disparition de l'amortissement des frais d'établissement (notamment des frais de préexploitation d'unités nucléaires);

In verband met de deelneming van de N. M. N. S. in het kapitaal van de onderneming ten bedrage van 50 miljoen geeft de minister toe dat er weinig hoop bestaat om die ooit terug te zien. Hij heeft niettemin richtlijnen vertrekt opdat een zo groot mogelijk bedrag kan worden gerecupereerd.

In verband met het « Interministerieel comité voor de redding van het Centrum » meent de minister dat de heer Burgeon met die hoogdravende benaming veel te veel eer bewijst aan een kleine werkgroep die voorgezeten wordt door de burgemeester van La Louvière en samengesteld is uit vertegenwoordigers van de werkgevers en de plaatselijke vakbonden alsmede uit de heer Decléty en hemzelf. Die groep heeft geen andere ambitie dan de laatste hand te leggen aan de diverse lopende dossiers waarmee men bij de bevoegde administraties zou gaan aankloppen. Een van de recentste voorbeelden is de deblokkering van het dossier Ascacentre bij het Ministerie van Openbare Werken.

10. Planbureau

De heer De Batselier dringt er nogmaals op aan dat alle door het Planbureau uitgebrachte studies ter beschikking zouden worden gesteld van de leden van de commissie voor het Bedrijfsleven. Wat de herwaardering van deze instelling betreft, hoopt hij dat daarvan werk zal worden gemaakt in het kader van een volgende staatshervorming.

11. Nationaal Instituut voor de Statistiek

Volgens de heer De Batselier gaat het van kwaad naar erger met de termijnen voor publicatie van statistische gegevens. Zo is er de flagrante laattijdigheid inzake de input-output-tabellen. Verder werd er sedert 1976 geen ernstig werk gemaakt van de regionale statistieken. Die zijn z.i. nochtans onontbeerlijk voor de uitbouw van een doeltreffend regionaal economisch beleid. De laattijdigheid van het regionaal statistisch jaarboek is schrijnend. Zo bevat het jaarboek van 1986 gegevens van 3, soms 5 jaar voordien. Hier zou dringend werk van gemaakt moeten worden.

B. Energiebeleid

1. Energieprijzen

De heer De Batselier plaatst de Belgische energieprijzen in een Europese context. Zo behoren de elektriciteitsprijzen voor huishoudelijk gebruik tot de hoogste in Europa, terwijl die voor het industrieel verbruik tot de lage middenmoot behoren. Ondanks onze overdadige optie voor nucleaire energie blijkt dit dus zeker geen gunstige gevolgen te hebben voor de elektriciteitsprijzen voor huishoudelijk verbruik. Hij brengt kritiek uit op het Controlecomité voor gas en electriciteit dat z.i. zijn rol niet behoorlijk vervult. Hij is de mening toegedaan dat de autoproduktie van overheidswege zou moeten worden gestimuleerd.

Op het vlak van de sociale tarieven inzake elektriciteitsprijzen staat België z.i. nergens in vergelijking met andere Europese landen.

De Minister vestigt er de aandacht op dat de elektriciteitssector eind 1986 een tariefhervorming voorgesteld heeft, waarmee een bedrag van 3,2 miljard frank gemoeid was. Volgens de elektriciteitssector is dat bedrag er gekomen door :

- het wegvallen van de aflossing van de vestigingskosten (meer bepaald van de pre-exploiatiekosten voor kern-eenheden);

- la réduction des charges financières;
- le bon fonctionnement des unités nucléaires;
- le rythme soutenu d'expansion des ventes.

Le programme de réduction tarifaire comprenait trois volets:

- la création d'un tarif à caractère social accentué;
- une adaptation des modalités de calcul du paramètre Nc (terme « combustible »);
- un ensemble de réductions et d'adaptations tarifaires.

La réforme tarifaire visait à réduire les tarifs, tant en haute tension qu'en basse tension, et à améliorer la régularité du diagramme de charge.

Le tarif social « accentué » est destiné à des petits consommateurs et correspond à des critères sociaux déterminés (minimum de moyens d'existence, handicapés, etc.).

Les adaptations techniques du calcul du terme « combustible » doivent correspondre à une meilleure transparence.

Pour ce qui concerne la *basse tension*, et en particulier le secteur domestique, le Ministre a insisté pour que l'effort porte exclusivement sur le terme fixe. Cela permet ainsi de faire bénéficier l'ensemble des consommateurs de la réduction tarifaire. Cette formule a été préférée à une réduction du prix du kWh, qui aurait relativement profité davantage aux gros consommateurs. Par ailleurs, la réduction des tarifs pour la clientèle à *haute tension* est de l'ordre de 6 centimes par kWh.

Le montant disponible pour cette réforme est celui qui a été proposé par le secteur de l'électricité. Le Ministre a demandé qu'à l'avenir, lors de l'examen des recettes du secteur pour l'année 1987, un effort ultérieur soit par priorité destiné aux industriels, et spécialement à ceux qui sont confrontés à la concurrence internationale.

La réforme tarifaire du 1^{er} janvier 1987 comprend la création d'un nouveau tarif social, plus avantageux, dans lequel a été supprimé le terme fixe. Pour les bénéficiaires de ce tarif, dont la consommation annuelle ne devra pas dépasser 750 kWh, la facturation ne comprendra donc que le seul terme proportionnel, identique à celui qui serait réclamé à un client ordinaire.

Le secteur de l'électricité a également fait des propositions tarifaires en matière d'autoproduction électrique, faisant ainsi suite à ses demandes répétées en vue d'une amélioration des conditions faites à l'autoproduction d'électricité. Actuellement, les propositions du secteur ne concernent que les conditions de rachat d'énergie électrique, à l'exclusion des modalités d'appel à l'énergie ou à la puissance de secours, et à l'exclusion des conditions de transport de l'énergie électrique par le réseau. Tout récemment le représentant du Ministre au Comité de Contrôle a confirmé les réserves sur une recommandation qui ne tiendrait compte que d'un seul de ces trois aspects. Le Ministre veillera à obtenir une amélioration de toutes les conditions faites aux autoproducteurs, ainsi que le prévoit la déclaration gouvernementale.

2. Utilisation rationnelle de l'énergie (U. R. E.)

M. De Batselier condamne sévèrement la campagne d'information de grande envergure qui est menée en faveur de la consommation domestique d'électricité et estime que cette campagne va totalement à l'encontre des objectifs en matière d'U. R. E. Il s'enquiert par ailleurs de l'évolution des subventions qui ont été allouées en faveur de l'U. R. E. depuis 1980.

- de la diminution van de financiële lasten;
- de de vlotte werking van de kerneenheden;
- de voortdurende expansie van de verkoop.

Het programma voor tariefvermindering omvatte drie delen:

- het creëren van een tarief met een meer uitgesproken sociaal karakter;
- het aanpassen van de wijze van berekening van de NC-parameter (« brandstof- » term);
- een aantal tariefverminderingen en dito aanpassingen.

De tariefhervorming beoogde een vermindering van de tarieven, zowel voor hoogspanning als voor laagspanning, evenals een grotere regelmaat in het belastingdiagram.

Het « versterkte » sociale tarief is bestemd voor kleine verbruikers en beantwoordt aan welbepaalde sociale criteria (minimale bestaansmiddelen, gehandicapten, enz.).

De technische aanpassingen voor de berekening van de term « brandstof », moeten een grotere doorzichtigheid mogelijk maken.

Met betrekking tot de *laagspanning* en meer bepaald de sector huishoudelijk verbruik, heeft de minister erop aangedrongen dat de inspanning beperkt zou blijven tot de vaste term. Aldus zouden alle verbruikers het voordeel van de tariefvermindering kunnen genieten. Deze formule kreeg de voorkeur boven een vermindering van de prijs van het kWh, die meer aan de grote verbruikers ten goede zou zijn gekomen. Overigens zijn de tarieven voor afnemers van *hoogspanning* met 6 centiemen per kWh verminderd.

Het bedrag dat voor die hervorming beschikbaar is, is dat wat door de elektriciteitssector werd voorgesteld. De Minister heeft gevraagd dat er in de toekomst, ter gelegenheid van het onderzoek van de inkomsten voor 1987, een nieuwe inspanning zou worden geleverd die vooral de industriële — en meer bepaald zij die onder sterke internationale concurrentie lijden — ten goede moet komen.

De tariefhervorming van 1 januari 1987 voorziet in de invoering van een nieuw sociaal tarief, dat gunstiger is en waaruit de vaste term is weggelaten. Zij die het tarief genieten, mogen jaarlijks niet meer dan 750 kWh verbruiken. Zij ontvangen een factuur waarin enkel de proportionele term is opgenomen, die gelijk is aan die welke aan een gewone klant zou worden aangerekend.

De elektriciteitssector heeft ook tariefvoorstellen gedaan inzake zelf geproduceerde elektriciteit en speelde aldus in op de herhaalde verzoeken om betere voorwaarden voor zelf geproduceerde elektriciteit. Op dit ogenblik hebben de voorstellen van de elektriciteitssector uitsluitend betrekking op de voorwaarden voor de overname van elektrische energie, met uitsluiting van de wijze waarop op die energie of op enig hulpvermogen een beroep kan worden gedaan en met uitsluiting van de voorwaarden voor het transport van de energie via het elektriciteitsnet. Zeer kort geleden heeft de vertegenwoordiger van de minister in het Controlecomité eens te meer voorbehoud gemaakt bij een aanbeveling die slechts met één van die drie aspecten rekening zou houden. De Minister zal er op toezien dat de voorwaarden voor verbruikers die zelf elektriciteit produceren — zoals bepaald in de regeringsverklaring — verbeterd worden.

2. Rationeel energieverbruik (R. E. V.)

De heer De Batselier betreurt ten eerste de grootscheepse informatiecampaagne die gevoerd wordt ten gunste van de elektriciteit voor huishoudelijk verbruik. Een dergelijke campagne gaat z.i. regelrecht in tegen het opzet van het R. E. V. Hij vraagt naar de evolutie van de overheidssteun voor het R. E. V. sinds 1980.

M. Tomas constate que le Ministre de la Politique scientifique a supprimé de son budget tous les crédits relatifs à l'U. R. E. Quels sont finalement les crédits prévus en matière d'U. R. E. ?

Le Secrétaire d'Etat à l'énergie précise que jusqu'à l'instauration de l'arrêté royal du 10 février 1983 portant des mesures d'encouragement à l'U. R. E., seul le poste 12.32 (Titre I) relatif à la sensibilisation et à l'information existait.

Un crédit de 30 millions était prévu.

En 1983, des crédits issus de la tranche sélective d'investissements publics ont été transférés au budget du Ministère des Affaires Economiques. L'enveloppe globale était de 1 190 millions de FB (1 710 millions de FB prévus globalement moins 520 millions de FB) à attribuer sous forme de déduction fiscale pour investissements U. R. E.

La ventilation de ce montant ainsi que l'évolution des budgets sont reprises dans le tableau suivant :

Articles U. R. E. — Crédits budgétaires
(en millions de F)

	Titre I — Section 31 Titel I — Afdeling 31	'83 Ajusté '83 Aangepast	'84 Ajusté '84 Aangepast	'85 Ajusté '85 Aangepast	Budget 86 Begroting '86	'87 '87	'88 '88
Information + sensibilisation. — Informatie en sensibilisering	Article. — Artikel 12.32	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Gestion administrative. — Beheer en administratie	Article. — Artikel 12.33	85,0	—	73,8 (85,0)	10,0	5,0	10,0
Bus Energie. — Energie Bus	Article. — Artikel 41.13	25,0	—	25,0	10,0	—	—
	Titre II — Section 31 Titel II — Afdeling 31						
Ecoles et hôpitaux. — Scholen en ziekenhuizen	Article. — Artikel 51.01	200,0	—	200,0	—	100,0	100,0
Audits. — Audits	Article. — Artikel 51.02	30,0	—	30,0	—	—	2,0
Démonstration, développement, commercialisation.	Article. — Artikel 51.03	550,0	—	550,0	140,0	210,0	75,0
— Demonstration, ontwikkeling, commercialisering	Article. — Artikel 81.07	200,0	—	25,0 (200,0)	—	—	2,0
Avances remboursables. — Terugbetaalbare voorschotten	Article. — Artikel 81.08	100,0	—	85,0 (100,0)	—	—	—
Aides aux P. M. E. — Steun aan de K. M. O.'s							
	TOTAL. — TOTAAL	30,0 1 190,0	30,0 —	30,0 988,8	30,0 160,0	30,0 315,0	30,0 189,0
	TOTAL ENSEMBLE ARTICLES. — TOTAAL ALLE ARTIKELS	1 220,0	30,0	1 018,8	190,0	345,0	219,0

() = crédit initial

La mise en service de l'arrêté royal du 10 février 1983 n'étant intervenue qu'en fin d'année, les crédits ont été reportés à 1984.

En 1986, seuls les crédits d'application de l'arrêté royal du 10 février 1983 ont été accordés, uniquement pour les dossiers du passé (5 dossiers du C. M. C. E. S.).

L'article 81.08 relatif aux prêts accordés aux P. M. E. n'a jamais fait l'objet d'un arrêté d'application.

3. Secteur pétrolier

M. De Batselier rappelle que le contrat de programme précédent en matière de prix pétroliers a expiré en août 1987. Il demande quelles sont les implications du nouveau contrat pour les consommateurs et les pompistes ainsi qu'en matière de distribution garantie.

De heer Tomas stelt m.b.t. het R. E. V. vast dat de Minister voor Wetenschapsbeleid op zijn begroting alle kredieten daaromtrent heeft geschrapt. Wat is er uiteindelijk aan R. E. V.-kredieten uitgetrokken ?

De Staatssecretaris voor Energie merkt op dat vooraleer het koninklijk besluit van 10 februari 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik van kracht werd, alleen post 12.32 (Titel I) inzake sensibilisering en informatie bestond.

Er was een krediet van 30 miljoen voor uitgetrokken.

In 1983 werden kredieten uit de selectieve schijf van overheidsinvesteringen naar de begroting van het Ministerie van economische zaken overgeboekt. Het totale budget beliep 1 190 miljoen BF (de voorziene 1 710 miljoen min 520 miljoen BF) en moest in de vorm van een belastingaf- trek voor R. E. V.-investeringen worden toegekend.

De aanwending van dat bedrag evenals de ontwikkeling van de begrotingen, vindt u in onderstaande tabel :

R. E. V.-artikelen — Begrotingskredieten
(in miljoen F)

() = oorspronkelijk krediet

Aangezien het koninklijk besluit van 10 februari 1983 eerst op het einde van het jaar in werking trad, werden de kredieten naar 1984 verschoven.

In 1986 werden alleen de toepassingskredieten van het koninklijk besluit van 10 februari 1983 toegekend, en dan nog louter voor dossiers uit het verleden (5 dossiers van het M. C. E. S. C.).

Met betrekking tot artikel 81.08 inzake aan K. M. O.'s, toegekende leningen werd nooit een toepassingsbesluit uitgevaardigd.

3. Aardolie-sector

De heer De Batselier herinnert eraan dat het vorige programma-akkoord voor de petroleum-prijzen vervallen is sedert augustus 1987. Hij vraagt wat de weerslag is van het nieuwe petroleumakkoord voor de verbruikers, de pomphouders en voor de gewaarborgde distributie.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie précise que le contrat de programme précédent, qu'il a résilié à la fin du mois de janvier, est remplacé par un nouveau contrat qui est entré en vigueur au début du mois d'août 1987. Diverses dispositions ont engendré une amélioration tant pour le consommateur que pour le petit distributeur et les grandes compagnies.

Le contrat de programme a en effet été conçu de manière à disposer d'un étalon fiable et réaliste pour la formation des prix dans notre pays. Il a également fait l'objet de diverses adaptations qui établissent un rapport plus étroit entre la formation des prix et l'évolution du marché. Ainsi, les fluctuations rapides, en sens contraires, que l'on a enregistrées au cours des mois d'août et de septembre ont pu être répercutées plus rapidement au niveau des prix pratiqués sur le marché belge.

Il est encore trop tôt pour comparer ces variations avec une situation théorique dans laquelle l'ancien contrat de programme serait demeuré en vigueur. De telles simulations pourraient notamment être effectuées pour les six premiers mois d'application du nouveau contrat de programme.

Les avantages pour le consommateur ont été importants, même s'ils n'ont pas été immédiatement perceptibles le jour de l'entrée en vigueur. Ils ne pouvaient en effet l'être qu'après que certains seuils avaient été atteints.

Ce fut le cas le 20 août, pour toute une série de produits. Un fait important fut par exemple la baisse sensible du prix du carburant L. P. G., dont la pénétration sur le marché a diminué ces derniers temps. Le Secrétaire d'Etat espère que grâce à cette baisse de prix, ce produit « propre » connaîtra un regain de succès auprès des consommateurs.

Il se borne par ailleurs à citer certaines améliorations particulières, telles que celles qui concernent les lubrifiants, pour lesquels une formule plus réaliste a été retenue en matière de formation et d'augmentation de prix, ce qui, certainement à terme, s'avérera avantageux pour le petit consommateur.

La majorité des baisses sont provoquées par une diminution sensible de l'indemnité de stockage obligatoire, qui ne signifie nullement que l'obligation de stockage ait été réduite. Cette obligation est en effet intégralement maintenue, en attendant qu'une société de stockage soit éventuellement créée. La priorité ne doit pas être accordée à la création de cette société, mais plutôt à l'instauration d'un système de contrôle efficace permettant de réprimer les abus éventuels qui portent préjudice aux firmes de bonne foi.

Les petits consommateurs n'ont pas non plus été oubliés. Le Secrétaire d'Etat mentionne à cet égard un certain nombre d'améliorations.

Une marge minimale a été garantie aux détaillants-gérants jusqu'à un revenu annuel brut imposable de 800 000 F, compte non tenu des revenus recueillis par le conjoint en dehors du point de vente.

Pour les détaillants-revendeurs, le débit annuel global dans les limites duquel la marge minimale reste garantie a été porté de deux à trois millions de litres.

En outre, une marge minimale de 0,40 F/l a été accordée aux distributeurs de gazole et de fuel léger qui ne disposent pas de contrat mais uniquement de références.

Les distributeurs de gazole de chauffage et de fuel léger bénéficient d'une augmentation des marges minimales à raison de 0,10 F/l si la valorisation excède de 30 % le prix de revient pendant trois mois successifs.

De Staatssecretaris voor Energie vermeldt dat het lopende programma-akkoord, dat hij eind januari heeft opgezegd, is vervangen door een nieuw akkoord, dat vanaf begin augustus 1987 van kracht werd. Verscheidene bepalingen hebben aanleiding gegeven tot een verbetering van de situatie, zowel voor de consument als voor de kleine verdeler, maar ook voor de grote maatschappijen.

Het programma-akkoord streeft er inderdaad naar een betrouwbare en realistische waardemeter te zijn voor de nationale prijsvorming. Diverse aanpassingen hebben ertoe geleid de prijsvorming nauwer aan te doen sluiten op het reële marktgebeuren. Zo konden de snelle, tegengestelde evoluties van de maanden augustus en september sneller omgezet worden in de Belgische prijzen.

Het is nog te vroeg om deze variaties te vergelijken met een theoretische toestand, waarbij het oude programma-akkoord had doorgelopen. Dergelijke simulaties kunnen uitgevoerd worden voor o.m. de eerste zes maanden werking van het nieuwe programma-akkoord.

Voor de consument zijn er zeer reële voordelen geweest, die misschien niet onmiddellijk zichtbaar waren op de dag van de inwerkingtreding, omdat daartoe bepaalde drempels dienden te worden overschreden.

Dit is het geval geweest op 20 augustus voor een ganse reeks produkten. Belangrijk was bv. de gevoelige daling van de L. P. G.-brandstof, waarvan de marktpenetratie de laatste tijd verminderde. Door de prijsdaling hoopt de Staatssecretaris dat deze milieuvriendelijke brandstof terug meer ingang vindt in de markt.

Hij wil niet uitweiden over een reeks afzonderlijke verbeteringen, zoals deze voor smeermiddelen, waarvan de prijsvormings- en verhogingsformule meer realistisch werd ingeschat, wat voor de kleine verbruiker, zeker op termijn, voordelig zal uitvallen.

De meeste der dalingen worden veroorzaakt door een gevoelige daling van de vergoeding voor de verplichte opslag, die in het geheel niet een vermindering van de opslagplicht impliceerde. Deze blijft immers integraal behouden, in afwachting van de eventuele oprichting van een opslagmaatschappij. De eerste prioriteit terzake is niet zozeer deze oprichting maar wel de creatie van een afdoend en efficiënt controlesysteem dat eventuele misbruiken, die de bona-fide firma's benadelen, moet beteugelen.

De kleine verdelers werden evenmin vergeten. De staatssecretaris stipt hierbij verscheidene verbeteringen aan.

Er werd een minimummarge gegarandeerd aan de kleinhandelaars-geranten tot een bruto-belastbaar jaarinkomen van 800 000 F, exclusief de inkomsten, door de echtgenoot verworven buiten het verkooppunt.

Voor de kleinhandelaars-wederverkopers werd het globaal jaarlijks debiet waarbinnen de minimummarge gegarandeerd blijft, opgetrokken van 2 miljoen liter naar 3 miljoen liter.

Daarnaast werd eveneens een minimummarge van 0,40 F/l toegekend aan de verdelers van gasolie- en lichte stookolie, die niet over een contract doch alleen over referenties beschikken.

De verdelers van gasolie-verwarming en lichte stookolie krijgen een verhoging van de minimummarges van 0,10 F/l, ingeval de valorisatie gedurende 3 opeenvolgende maanden de kostprijs met 30 % overschrijdt.

4. Centrales à lit fluidisé

M. De Batselier fait observer que d'autres pays, tels la Suède, sont beaucoup plus avancés dans ce domaine. Les électriciens belges prétendent que les centrales à lit fluidisé existantes sont dotées d'un équipement technique insuffisant ne permettant pas leur raccordement au réseau.

Il demande au Ministre si ces objections d'ordre technique sont fondées.

5. Gazéification souterraine

M. Moors demande quels sont les résultats de « l'examen de conscience » annoncé par le Secrétaire d'Etat à l'Energie en ce qui concerne la poursuite des recherches expérimentales. Y a-t-il des chances pour que celles-ci se poursuivent, à présent que le partenaire allemand s'est retiré ?

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie répond que les résultats de l'expérience souterraine qui a débuté en octobre 1986 revêtent une grande importance sur les plans scientifique et technologique.

Cette expérience présente un grand intérêt sur le plan scientifique, non seulement parce qu'elle a permis de réaliser une jonction souterraine entre deux puits de forage, mais également parce qu'elle a permis de découvrir des veines de charbon souterraines qui ont libéré une série de produits de pyrolyse, parmi lesquels des gaz inflammables.

En ce qui concerne l'avenir de ce projet, il est clair que pour l'instant, l'intérêt des Allemands est très limité et que cette coopération s'achèvera à la fin de l'année. A l'heure actuelle, des contacts sont pris avec des groupes industriels belges, des partenaires étrangers éventuels et la C. E. E. en vue de financer les étapes futures de ces recherches.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il faut rechercher une coopération industrielle et que ce n'est que lorsque cette coopération sera effective que des recherches pourront ouvrir, à terme, des perspectives en matière d'exploitation industrielle. En attendant, on continue à entretenir les installations.

6. Le secteur nucléaire

6.1 Projet Kalkar

MM. De Batselier et Moors demandent ce qu'il va advenir de la participation belge dans le projet de surrégénérateur à Kalkar, à présent que les Länder allemands ont refusé d'accorder les autorisations nécessaires.

Le Ministre des Affaires économiques rappelle que la participation de la Belgique au programme international S.N.R. est limitée depuis janvier 1983 à 7,80 %. En effet, le Gouvernement a décidé à cette époque de plafonner son intervention dans ce projet dont les coûts continuaient à croître. Il est impossible à l'heure actuelle de dire si le réacteur Kalkar sera mis en marche ou non. Le Gouvernement du Land où est implantée la centrale s'oppose à l'octroi des deux dernières licences nécessaires à la mise en exploitation, souhaitée par le Gouvernement fédéral. Il s'agit donc essentiellement d'un problème allemand. A ce jour, le Gouvernement belge n'a pas décidé d'intervenir en vue du remboursement des sommes payées par la Belgique. Cette éventualité n'est d'ailleurs inscrite dans aucun accord.

Il ajoute que le développement initialement prévu pour le réacteur surrégénérateur s'est trouvé retardé de plusieurs dizaines d'années, tant par la réduction de la consommation mondiale d'uranium que par la croissance démesurée des coûts de ce type de réacteur. Très récemment, à propos

4. Wervelbedcentrales

De heer De Batselier wijst erop dat men in andere landen, zoals Zweden, veel verder gevorderd is. Volgens de Belgische elektriciteitsproducenten zouden de huidige wervelbedcentrales technisch onvoldoende uitgerust zijn om te worden aangesloten op het elektriciteitsnet.

Hij vraagt de Minister of die technische bezwaren gegrond zijn ?

5. Ondergrondse vergassing

De heer Moors vraagt wat de resultaten zijn van het door de staatssecretaris voor Energie aangekondigde « gewetensonderzoek » betreffende de voortzetting van het experimenteel onderzoek. Bestaat er een kans dat dit voortgezet wordt, nu de Duitse partner afgehaakt heeft ?

De Staatssecretaris voor Energie antwoordt dat de resultaten van het ondergrondse experiment dat gestart is in oktober 1986 op wetenschappelijk en technologisch vlak van groot belang zijn.

Niet alleen op het vlak van het tot stand brengen van een ondergrondse verbinding tussen 2 boorputten maar eveneens door het aansteken van ondergrondse steenkool-lagen waarbij een aantal pyrolyseproducten, waaronder ook brandbare gassen vrijkwamen, is dit experiment van grote wetenschappelijke betekenis.

Wat de toekomst van dit project betreft, is het op dit moment duidelijk dat de Duitse interesse zeer klein is en einde van dit jaar deze samenwerking ophoudt. Op dit ogenblik worden kontakten gelegd met Belgische industriële groepen, mogelijke buitenlandse partners en de E. E. G. met het oog op de financiering van de verdere stadia van dit onderzoek.

Hij is van oordeel dat een industriële samenwerking moet worden nagestreefd en dat enkel onder deze voorwaarden dit onderzoek met industriële perspectieven op termijn kan worden voortgezet. Voorlopig worden de installaties verder onderhouden.

6. Nucleaire sector

6.1 Kalkar-project

De heren De Batselier en Moors vragen zich af wat er gaat gebeuren met de Belgische participatie in het project van de snelle kweekreactor te Kalkar, nu de Duitse Länder de noodzakelijke vergunning hebben geweigerd ?

De Minister van Economische Zaken herinnert eraan dat de Belgische deelneming aan het internationaal S.N.R.-programma sinds januari 1984 beperkt is tot 7,80 %. De Regering heeft toen immers besloten haar bijdrage tot dat project, waarvan de kostprijs alsmaar bleef stijgen, tot een maximumbedrag te beperken. Thans kan onmogelijk worden voorspeld of de Kalkar-reactor al dan niet zal worden opgestart. De Regering van de Deelstaat waar de centrale gevestigd is, is gekant tegen de toekenning van beide noodzakelijke vergunningen voor de exploitatie, die door de Bondsregering wordt gewenst. Het gaat dus hoofdzakelijk om een Duits probleem. De Belgische Regering heeft nog niet besloten iets te ondernemen om de door België betaalde sommen terug te krijgen. Overigens staat die mogelijkheid in geen enkele overeenkomst vermeld.

Hij voegt eraan toe dat de aanvankelijk geplande ontwikkeling voor de snelle kweekreactor enkele tientallen jaren is vertraagd, wegens de vermindering van het wereldverbruik van uranium zowel als door de ongebreidelde kostenstijging van dat soort reactor. Zeer onlangs nog

des difficultés d'exploitation du réacteur Superphenix, le président d'Electricité de France rappelait sa réticence à l'égard d'un réacteur dont le prix de revient est de deux à trois fois plus élevé que les machines actuellement disponibles.

Pour l'avenir, le Secrétaire d'Etat à l'Energie et lui-même ont décidé de réduire progressivement la contribution au programme R-D dans ce domaine et il a été demandé au secteur de l'électricité d'intervenir davantage.

6.2 Débat parlementaire sur l'énergie et construction d'une huitième centrale nucléaire

MM. De Batselier et Tomas rappellent que le Gouvernement avait promis de présenter au Parlement en octobre 1987 un document visant à actualiser les options en matière de politique énergétique. Ils demandent si le Gouvernement respectera sa promesse et où en sont les travaux préparatoires.

En ce qui concerne les prescriptions de sécurité pour les centrales nucléaires, M. De Batselier se réfère à un discours que le Ministre des Affaires économiques a tenu récemment devant les jeunes du M.O.C. Peut-on en conclure que le Ministre estime lui aussi que les normes de sécurité plus sévères qui devraient résulter de l'enquête parlementaire sur les conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl devront également s'appliquer à la huitième centrale nucléaire projetée? Si tel était le cas, le coût de cette centrale augmenterait considérablement, ce qui aurait nécessairement une incidence sur le prix du KWh nucléaire.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie précise que les textes préparatoires en vue du débat parlementaire sur l'énergie sont pratiquement prêts et estime qu'ils pourront être déposés fin novembre ou début décembre 1987.

M. De Batselier souligne que le débat parlementaire sur l'énergie avait été annoncé pour la mi-octobre 1987 et que les textes préparatoires devaient normalement être distribués pendant les vacances parlementaires.

Le Secrétaire d'Etat répond que les circonstances politiques n'ont pas permis de respecter ce calendrier et qu'il vaut mieux consacrer tout le temps nécessaire à l'élaboration de tels documents.

M. De Batselier demande si ce report entraînera également celui de la décision relative à la huitième centrale nucléaire. Est-il toujours entendu qu'aucune décision ne sera prise au sujet de N-8 avant la fin du débat parlementaire sur l'énergie?

L'intervenant craint que le débat parlementaire annoncé ne soit pour le Parlement rien de plus qu'un thérapie occupationnelle comme ce fut déjà le cas lors du précédent débat énergétique en 1982. Les résultats des négociations parallèles menées avec E. D. F. au cours de ce débat avaient en effet vidé de leur substance les résolutions adoptées par le Parlement.

L'orateur espère que ce scénario ne se renouvellera pas et que le Parlement aura cette fois une influence véritable sur la politique à mener en ce domaine.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie rappelle que la décision de principe relative à la huitième centrale nucléaire avait été prise dès 1982. Il reste à donner le feu vert au lancement des travaux.

Le Secrétaire d'Etat estime toutefois que des éléments nouveaux, auxquels on était moins sensible en 1982, se sont depuis lors ajoutés au dossier.

Il pense notamment aux problèmes de la sécurité des centrales nucléaires (pour l'homme et pour l'environnement), de la gestion des déchets, du démantèlement futur, etc.

heeft de voorzitter van « Electricité de France » naar aanleiding van de exploitatiemoelijkheden van de Superphenix-reactor bedenkingen geopperd tegen een reactor die twee tot drie keer meer kost dan de thans beschikbare machines.

De Staatssecretaris voor de Energie en hijzelf hebben besloten voortaan de bijdrage tot het RD-programma op dat vlak geleidelijk terug te schroeven en hij heeft de elektriciteitssector gevraagd haar inbreng op te voeren.

6.2 Parlementair energiedebat en beslissing over de bouw van een achtste kerncentrale

De heren de Batselier en Tomas herinneren er de regering aan dat deze beloofd had in oktober 1987 aan het Parlement een document voor te leggen ter actualisering van de opties inzake energiebeleid. Zij wensen te vernemen of de regering zich aan deze belofte houdt en hoever de voorbereidende werkzaamheden gevorderd zijn.

Inzake de veiligheidsvoorschriften voor kerncentrales verwijst de heer De Batselier naar een recente toespraak van de minister van Economische Zaken voor de M.O.C.-jongeren. Mag daaruit afgeleid worden dat de minister het ermee eens is dat de strengere veiligheidsnormen die voortvloeien uit het parlementair onderzoek over de gevolgen van het kernongeval te Tsjernobyl, ook op de geplande achtste kerncentrale van toepassing moeten zijn? Indien dit zo is dan zullen de kosten stijgen, wat een duidelijke weerslag op de nucleaire kWh-prijs zal hebben.

De Staatssecretaris voor Energie deelt mee dat de teksten ter voorbereiding van het parlementair energiedebat bijna klaar zijn, zodat hij verwacht dat deze rond eind november of begin december 1987 zullen worden ingediend.

De heer De Batselier wijst erop dat het parlementair energiedebat aangekondigd werd voor half oktober 1987 en dat de voorbereidende teksten reeds gedurende het reces zouden worden rondgedeeld.

De Staatssecretaris antwoordt dat de timing door de politieke omstandigheden niet kon worden aangehouden en dat hij verkies dat de nodige tijd wordt uitgetrokken voor het opstellen van dergelijke documenten.

De heer De Batselier vraagt of door dit uitstel ook de beslissing over de achtste kerncentrale zal worden uitgesteld? Blijft afgesproken dat over de « N-8 » geen beslissing zal vallen vóór de beëindiging van het parlementaire energie-debat?

Hij vreest nogmaals dat het aangekondigde parlementair debat voor het Parlement in feite slechts een bezigheidstherapie zal zijn. Dit was z.i. ook het geval met het vorige energiedebat in 1982. Gedurende die besprekingen werden immers parallelle besprekingen gevoerd met E. D. F., waarvan de resultaten de door het Parlement goedgekeurde resoluties volledig uitholden.

Hij hoopt dat een zelfde scenario zich niet zal herhalen en dat het Parlement ditmaal een echte beleidsmatige invloed zal hebben.

De Staatssecretaris voor Energie herinnert eraan dat de principiële beslissing over de achste kerncentrale reeds getroffen werd in 1982. Alleen moet « het licht nog op groen worden gezet » voor de concrete aanvang van de werkzaamheden.

Persoonlijk gelooft hij evenwel dat er sindsdien nieuwe elementen zijn bijgekomen, die in 1982 minder gevoelig lagen.

Hij denkt o.m. aan het aspect van de veiligheid van kerncentrales (voor mens en milieu) van het beheer van de afvalstoffen, de toekomstige ontmanteling, enz...

Il situe dès lors plutôt la décision de principe relative à N-8 sur le plan purement énergétique, et concède qu'il faudra tenir compte de certains éléments nouveaux.

III. — INTERPELLATIONS

1) Interpellation de M. Schiltz au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Economiques sur l'interprétation que le Ministre donne de la répartition des compétences résultant de la réforme de l'Etat dans le domaine de l'aide aux prototypes et de la prospection des investisseurs et sur l'utilisation de crédits budgétaires pour l'octroi d'aides à des entreprises qui devraient normalement relever du budget régional

M. Schiltz rappelle que la réforme de l'Etat de 1980 a confié aux Régions la compétence exclusive et, partant, la charge financière de l'expansion économique, qui englobe notamment l'aide aux entreprises. Seuls les cinq secteurs nationaux font exception à cette règle. Selon M. Schiltz, le fait que la loi prévoit cette exception montre que tous les autres secteurs relèvent bien des Régions.

Le Ministre des Affaires économiques a cependant accordé des aides d'un montant d'environ 83 millions de francs aux Acec et aux Cableries et Corderies du Hainaut sous la forme d'« aides-prototypes », alors que ces entreprises n'appartiennent pas aux secteurs nationaux. Or, l'aide aux prototypes est une compétence régionale (sauf lorsqu'il s'agit des secteurs nationaux), ainsi que le souligne clairement la Cour des Comptes dans son 141^e cahier d'observations (p. 277).

M. Schiltz qualifie le raisonnement du Ministre, qui semble vouloir instaurer une politique d'expansion économique nationale parallèle à celle des Régions, de très spécieux. Cette attitude est inacceptable, dans la mesure où elle engendre la confusion, aboutit à des stratégies contradictoires et ne favorise pas la transparence. Le Gouvernement central abuse de sa force budgétaire pour priver les Régions de leurs compétences.

Il considère en outre qu'une telle politique modifie sensiblement les rapports financiers entre les Régions et porte atteinte aux clefs de répartition en vigueur. Plus que jamais, il convient donc de se montrer vigilant du côté flamand.

La manière dont cette affaire s'est déroulée par la suite est à tout le moins surprenante. Bien que la Cour des Comptes soit restée sur ses positions, elle a soumis l'affaire au Parlement et a, entre-temps, accordé son visa pour des raisons d'ordre pratique. L'interpellateur forme le vœu que le Parlement se prononcera clairement sur cette affaire à l'occasion de la discussion de ces budgets.

Le programme justificatif des budgets 1986 et 1987 prévoit en effet encore un fonds des prototypes auquel correspondent des engagements d'un montant de 530 millions de F.

Le commentaire précise que l'utilisation se fera en tenant compte des observations de la Cour des Comptes. Pourtant, il apparaît que les crédits ne seront pas exclusivement utilisés dans des dossiers concernant les secteurs nationaux.

Il demande si le Ministre continuera à l'avenir à utiliser des crédits budgétaires qui ne sont pas de sa compétence ou s'il fera preuve de loyauté fédérale et cessera de contourner la répartition des compétences et d'influencer les rapports financiers entre les Régions par des chemins détournés.

En ordre subsidiaire, il souhaite également aborder le problème de la prospection d'investisseurs.

Hij situeert de principiële beslissing over de N-8 dan ook eerder op het pure energetische vlak, en geeft toe dat met nieuwe elementen rekening zal moeten worden gehouden.

III. — INTERPELLATIES

1) Interpellatie van de heer Schiltz tot de Vice-eerste minister en Minister van economische zaken, over de interpretatie door de minister gegeven aan de bevoegdheidsverdeling volgens uit de Staatshervorming inzake de prototypesteun en de prospectie van investeerders en over het gebruik van begrotingskredieten voor het verlenen van steun aan bedrijven die normaal ten laste van de gewestelijke begroting moeten vallen

De heer Schiltz herinnert er aan dat de Staatshervorming van 1980 aan de gewesten de exclusieve bevoegdheid én bijgevolg ook de financiële last heeft opgedragen inzake economische expansie, waaronder de hulp aan de ondernemingen. Uitzondering werd alleen gemaakt voor de vijf zogenaamde « nationale sectoren ». Het feit, dat de wet in deze uitzondering heeft voorzien, bewijst zijns inziens dat al het overige aan de gewesten toekomt.

De Minister van Economische Zaken heeft evenwel voor ongeveer 83 miljoen frank hulp aan ondernemingen toegekend onder de vorm van « prototypesteun » nl. aan Acec en aan de Cableries et Corderies du Hainaut, ondernemingen die niet tot de zgn. nationale sectoren behoren. Prototype-steun valt onder de gewestelijke bevoegdheden (behalve in de nationale sectoren) wat ook door het Rekenhof duidelijk wordt gesteld in zijn 141^{ste} opmerkingenboek (blz. 277).

De heer Schiltz vindt de redenering van de Minister zeer specieus; deze komt er op neer dat de Minister een parallelle politiek van economische expansie wil installeren naast deze van de gewesten. Dit is onaanvaardbaar en leidt bovendien tot verwarring, tegenstrijdige strategieën en ondoorzichtigheid. De centrale regering maakt misbruik van haar budgettaire macht om de gewestelijke bevoegdheden uit te hollen.

Hij is van oordeel dat een dergelijke politiek bovendien de financiële verhoudingen tussen de gewesten gevoelig wijzigt en de gestelde verdeelsleutels aantast. Van Vlaamse zijde is dus dubbele waakzaamheid geboden.

Het verdere verloop van deze zaak is op zijn minst eigenaardig te noemen. Alhoewel het Rekenhof zijn principes heeft gehandhaafd, heeft dit hoog college de bal naar het Parlement doorgespeeld en inmiddels om praktische redenen zijn visum verleend. Ter gelegenheid van de bespreking van deze begrotingen, hoopt de interpellant dat het Parlement zich hierover klaar en duidelijk zal uitspreken.

In het verantwoordingsprogramma van de begrotingen 1986 en 1987 komt inderdaad nog telkens een prototype-fonds voor met vastleggingen van telkens 530 miljoen F.

Het commentaar preciseert dat bij de aanwending daarvan rekening zal worden gehouden met de opmerkingen van het Rekenhof. Maar tegelijkertijd wordt bevestigd dat de kredieten niet uitsluitend zullen worden aangewend voor dossiers i.v.m. de nationale sectoren.

Hij vraagt of de minister in de toekomst nog zal doorgaan met het aanwenden van begrotingskredieten buiten en boven zijn bevoegdheid. Of zal hij de federale loyaleit beoefenen en ophouden, via omwegen, de bevoegdheidsverdeling te ontlopen en de financiële verhoudingen tussen de gewesten te beïnvloeden?

In bijkomende orde wenst hij nog de kwestie van de prospectie van investeerders aan te snijden.

Il va de soi que cette compétence, qui a également été attribuée aux Régions, englobe la prospection en Belgique et à l'étranger.

C'est ainsi que le Ministre des Relations extérieures de la Communauté flamande s'est rendu au Japon dans le cadre d'une tournée de promotion bien préparée. Or, le Ministre des Affaires économiques s'est rendu au Japon presque en même temps en vue de prospecter des entreprises de haute technologie et d'attirer des investissements dans notre pays.

L'interpellateur regrette que ces missions aient eu lieu simultanément. Cette situation pose également un problème de principe quant à la répartition des compétences. Il semble bien que les Ministres du Gouvernement central ne parviennent pas à accepter le fait que le législateur ait confié certaines matières à la compétence exclusive des Régions. Au reste, on peut se demander à quels crédits sont imputés les frais d'une mission dans un domaine qui n'est pas de la compétence du Ministre.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques fait remarquer que son département a toujours défendu l'idée selon laquelle, en matière de recherche technologique, l'Etat est compétent non seulement pour les cinq secteurs nationaux, mais également pour les aspects nationaux de la politique de l'énergie, pour les accords de coopération intergouvernementaux, ainsi que pour les systèmes destinés aux pouvoirs publics nationaux.

Son prédécesseur, M. Eyskens, avait fait approuver cette interprétation par le Conseil des Ministres lors de la mise au point des mécanismes de régionalisation du Fonds des Prototypes. Par la suite, cette interprétation a été contestée par la Cour des Comptes, qui développait sa position dans son 141^{ème} Cahier d'observations. Après un important échange de correspondance entre le Ministère des Affaires économiques et la Cour des Comptes, il a été convenu, afin d'éviter à l'avenir toute contestation, de spécifier dans l'exposé du budget du département des Affaires économiques, à l'article 81.01, pour les années 1986 et 1987, quelles étaient les matières couvertes par le Fonds des Prototypes. On a donc spécifié que celles-ci incluaient notamment « le développement et la fourniture de produits, matériels ou systèmes nouveaux intéressant les commandes publiques ».

Dès l'approbation du budget des Affaires économiques, d'abord en Commission, ensuite en séance publique du Sénat, la Cour des Comptes a accepté de viser les ordonnances de paiement pour des dossiers qu'elle avait refusés antérieurement.

Il s'agit du dossier n° 85.05, d'un montant de 60,7 millions de F, accordé par le prédécesseur du Ministre le 17 juin 1985 à la Société A. C. E. C. à Charleroi pour le développement d'un tramway triphasé, du dossier n° 85.02, d'un montant de 9 millions de F, attribué à la même société A. C. E. C. à Charleroi par ledit prédécesseur le 2 août 1985 en vue du développement d'un dispositif de cryptophonie de type portable répondant aux critères d'environnement sévères, et du dossier n° 85.03 d'un montant de 18,3 millions de F, attribué le 30 juillet 1985 à la S. A. Câbleries et Corderies du Hainaut à Dour, pour la mise au point de tubes de gainage en acier ferritique à dispersoïdes pour réacteurs rapides. Les dossiers ont donc été tous trois attribués à ces entreprises par son prédécesseur au Ministère des Affaires économiques.

Le Ministre comprend que la Cour des Comptes laisse subsister une réserve sur sa position définitive, avant que le budget des Affaires économiques ait été approuvé par les deux Chambres.

Pour le reste, certains journaux ont fait état de documents internes à Cour des Comptes, qui ne lui sont pas connus, et sur lesquels il n'a dès lors pas de commentaire.

Uiteraard impliceert deze bevoegdheid, die eveneens aan de gewesten werd toegekend, het prospecteren in binnen- en buitenland.

Aldus heeft de Vlaamse gemeenschapsminister voor Externe Betrekkingen zich naar Japan begeven in het kader van een goed voorbereide promotietoer. Gelijktijdig is de minister van Economische Zaken eveneens naar Japan vertrokken om hoogtechnologische bedrijven te prospecteren met het oog op investeringen in ons land.

Spreeker betreurt dat deze missies gelijktijdig plaats vonden. Maar er rijst ook hier een principieel probleem van bevoegdheidsverdeling. Het lijkt er wel op dat de ministers van de centrale regering er niet in slagen zich neer te leggen bij het feit dat de wetgever bepaalde beleidsdomeinen exclusief aan de Gewesten heeft toevertrouwd. Trouwens, op welke kredieten werden de kosten gebracht van een missie inzake aangelegenheden die buiten de bevoegdheid van de minister vallen?

De Vice-eerste minister en Minister van economische zaken merkt op dat zijn departement steeds de idee verdedigd heeft volgens welke de Staat inzake technologisch onderzoek, niet enkel bevoegd is voor de vijf nationale sectoren, maar tevens voor de nationale aspecten van het energiebeleid, voor de intergouvernementele samenwerkingsakkoorden, alsook voor de systemen bestemd voor de nationale overheid.

Zijn voorganger, de heer Eyskens, heeft deze uitleg doen goedkeuren door de ministerraad toen de overdrachtmechanismen aan de gewesten voor het Fonds der prototypen nader werden uitgewerkt. Nadien werd deze uitleg aangevochten door het Rekenhof, dat zijn standpunt uiteenzette in zijn 141^e Boek met opmerkingen. Er werd uitvoerige briefwisseling gehouden tussen het Ministerie van economische zaken en het Rekenhof; daarop werd overeengekomen, ten einde in de toekomst elke aanvechting te vermijden, in de toelichting bij de begroting van het departement van economische zaken, bij artikel 81.01, voor de jaren 1986 en 1987, in detail te beschrijven welke materies gedekt werden door het Fonds voor prototypen. Er werd dus nader bepaald dat deze met name « de ontwikkeling en de levering van nieuwe producten, materialen of systemen die van belang zijn voor overheidsbestellingen » impliceren.

Zodra de begroting van economische zaken was goedgekeurd, eerst in de Commissie, vervolgens in openbare zitting van de Senaat, heeft het Rekenhof aanvaard zijn visum te geven aan de betalingsorders voor de dossiers die het voordien had geweigerd.

Het gaat om het dossier n° 85.05, ten belope van 60,7 miljoen F dat de ambtsvoorganger op 17 juni 1985 had toegekend aan de maatschappij A. C. E. C. te Charleroi, voor de ontwikkeling van een driefasige tram, om het dossier n° 85.02 voor een bedrag van 9 miljoen F, dat dezelfde ambtsvoorganger op 2 augustus 1985 heeft toegekend aan diezelfde maatschappij A. C. E. C. om een toestel voor geheimschrift te ontwikkelen dat beantwoordt aan strenge milieu-eisen en om het dossier n° 85.03, voor een bedrag van 18,3 miljoen F, dat werd toegewezen op 30 juli 1985 aan de S. A. Câbleries et Corderies du Hainaut te Dour, om stalen omhullingsbuizen voor snelle kweekreactoren aan te maken. De dossiers werden dus alle drie aan deze ondernemingen toegekend door de ambtsvoorganger op economische zaken.

De Minister begrijpt dat het Rekenhof enige reserve behoudt inzake zijn definitief standpunt, tot de begroting van economische zaken zal zijn goedgekeurd door beide Kamers.

Voor het overige hebben sommige kranten melding gemaakt van interne documenten van het Rekenhof die hem onbekend zijn en waarbij hij dus geen commentaar kan leveren.

En résumé, dans cette affaire, il a exécuté les engagements pris par son prédécesseur, et défendu auprès de la Cour des Comptes le point de vue qui avait été approuvé par le Conseil des Ministres lors de la mise au point des mécanismes de régionalisation du Fonds des Prototypes.

En ce qui concerne la répartition des compétences entre le Gouvernement national et les Exécutifs régionaux en matière d'attrait des investissements étrangers dans notre pays, il est exact que la loi spéciale du 8 août 1980 octroie explicitement certaines compétences aux Régions en ce domaine. Le Ministre estime cependant que le pouvoir central n'est pas pour autant dépourvu de toute compétence en cette matière. Le Conseil d'Etat confirme d'ailleurs son interprétation de la loi sur ce point.

Celui-ci précise en effet en conclusion d'un avis du 15 octobre 1986, renvoyant lui-même à un avis de la Cour d'Arbitrage relatif à la répartition des compétences en matière de planification régionale et d'initiative industrielle publique, qu'« un raisonnement analogue peut être suivi en ce qui concerne la compétence des Régions dans le domaine de l'expansion économique. Sur ce point, il est donc permis de conclure que la loi spéciale du 8 août 1980 a laissé à l'autorité nationale l'espace nécessaire — sans préjudice de la compétence que la loi spéciale du 8 août 1980 lui a attribué expressément — pour prendre, à l'aide de moyens et d'instruments nationaux, des initiatives d'expansion économique en vue de promouvoir le développement de l'économie nationale. »

Selon le Conseil d'Etat, le pouvoir central et les autorités régionales exercent donc des compétences parallèles en matière d'attrait et de prospection d'investissements étrangers.

Les autorités nationales et régionales sont conscientes de ce parallélisme; elles ont d'ailleurs décidé de coordonner leurs efforts en créant une cellule d'accueil pour investisseurs étrangers au sein de laquelle tant les autorités nationales que régionales sont représentées.

En ce qui concerne sa récente mission au Japon, le Ministre précise tout d'abord que celle-ci avait comme objectif principal de présenter la Belgique comme un pays accueillant pour les investissements japonais. C'est ainsi qu'il a, d'une part, participé au Belgian Day organisé par la F.E.B. le 1^{er} octobre en collaboration avec l'organisation patronale japonaise (Keidaren) et, d'autre part, conduit des séminaires d'experts organisés par son département à Tokyo et à Osaka.

Ces séminaires avaient notamment trait aux avantages fiscaux octroyés aux centres de coordination, aux sociétés novatrices et aux entreprises implantées dans des zones d'emploi.

La compétence du pouvoir national en la matière ne fait donc aucun doute.

Le parallélisme des compétences des autorités nationales et régionales dans le domaine en question contraint toutefois ces mêmes autorités à faire preuve d'un esprit de collaboration. Afin de prouver aux Japonais que la réalité institutionnelle belge n'empêchait nullement de mener une action coordonnée, le Ministre a veillé à ce que sa délégation comprenne des représentants des trois Exécutifs. C'est ainsi que l'Exécutif flamand était représenté par un membre du cabinet du Ministre communautaire des Relations extérieures, l'Exécutif régional wallon par un membre du cabinet du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes de la Région wallonne, et l'Exécutif régional bruxellois par un membre du cabinet du Ministère de la Région bruxelloise.

Le fait que sa présence au Japon a précédé de peu la visite à Osaka du Ministre des Relations extérieures de la Communauté flamande ne tient, selon le Ministre, qu'à l'accord, conclu entre la F.E.B. et Keidanren, d'organiser

Kortom, hij heeft in deze zaak de door zijn voorganger aangegane verbintenissen uitgevoerd en bij het Rekenhof het standpunt verdedigd, dat door de ministerraad werd goedgekeurd bij de uitwerking van de regionalisatiemechanismen van het Fonds voor prototypes.

Wat de bevoegdheidsverdeling tussen de nationale regering en de gewestexecutieven inzake het aantrekken van buitenlandse investeringen naar ons land betreft, is het juist dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 uitdrukkelijk bevoegdheden toekent aan de Gewesten in deze materie. Niettemin is volgens de minister niet alle bevoegdheid op dit gebied aan de centrale macht onttrokken. Zijn uitleg van de wet op dit punt wordt trouwens bevestigd door de Raad van State.

In een advies van 15 oktober 1986 besluit de Raad van State, verwijzend naar een advies van het Arbitragehof over de bevoegdheidsverdeling inzake gewestplanning en openbaar industrieel initiatief: « Een zelfde gedachtengang kan worden gevolgd wat de gewestbevoegdheid ter zake van de economische expansie betreft. De conclusie op dit punt mag dan ook zijn dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de nationale overheid de nodige ruimte heeft gelaten om — onverminderd de bevoegdheid welke haar door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 uitdrukkelijk is toegekend — met het oog op de bevordering van de nationale economische ontwikkeling, met nationale middelen en instrumenten, initiatieven van economische expansie te ondernemen. »

Volgens de Raad van State oefenen de nationale overheid en de gewestelijke overheden dus gelijklopende bevoegdheden uit inzake aantrekking en prospectie van buitenlandse investeringen.

De nationale en de gewestoverheden zijn zich bewust van deze gelijklopendheid; ze hebben overigens besloten hun inspanningen te coördineren door een ontvangststel voor buitenlandse investeerders op te zetten waarin zowel gewest- als rijksoverheden vertegenwoordigd zijn.

Wat zijn recente zending naar Japan betreft, vermeldt de minister allereerst dat deze als hoofddoel had in Japanse zakenkringen België voor te stellen als een gastvrijland voor Japanse investeerders. Met het oog daarop heeft hij enerzijds deelgenomen aan de Belgian Day die op 1 oktober door het V.B.O. werd op touw gezet in samenwerking met de Japanse patroonsorganisatie (Keidanren). Anderzijds heeft hij deskundige seminars geleid die zijn departement hebben opgezet in Tokyo en in Osaka.

Die seminars hadden meer bepaald betrekking op de belastingvoordelen die toegekend worden aan de coördinatiecentra, aan de innovatiemaatschappijen en aan bedrijven die in tewerkstellingszones zijn gevestigd.

De bevoegdheid van de nationale overheid staat hier dus buiten kijf.

Wel noopt de gelijklopendheid van bevoegdheden op het gebied waarvan sprake, tot een geest van samenwerking tussen de centrale overheid en de gewestoverheden. Om de Japanners te tonen dat de Belgische institutionele werkelijkheid een gecoördineerde actie niet in de weg staat, heeft de minister erop toegezien dat zijn afvaardiging vertegenwoordigers van de drie gewestexecutieven bevatte. Aldus was de Vlaamse Executieve vertegenwoordigd door een lid van het kabinet van de Gemeenschapsminister van externe betrekkingen, de Waalse Gewestexecutieve door een lid van het kabinet van de minister van economie, tewerkstelling en middenstand voor het Waalse Gewest, en de Brusselse Gewestexecutieve door een lid van het kabinet van de minister van het Brussels Gewest.

Dat zijn aanwezigheid in Japan een weinig voorafging aan het bezoek aan Osaka van de minister van externe betrekkingen van de Vlaamse Gemeenschap vloeit volgens de minister eenvoudig voort uit het akkoord tussen het

un Belgian Day le 1^{er} octobre et d'y associer le Ministre des Affaires économiques.

2) Interpellation de M. Tomas au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques sur le coût du démantèlement de l'usine de retraitement Eurochemic et le financement public de ce démantèlement

M. Tomas signale que certaines informations parues dans la presse, font état de nouvelles estimations du coût du démantèlement de l'usine de retraitement de combustible «Eurochemic», qui approcherait 25 milliards.

Dans ce dossier, on retrouve à son avis deux caractéristiques de l'attitude de certains dans le domaine du nucléaire civil en Belgique: premièrement, obtenir des décisions d'équipements nucléaires à tout prix, même si les projets sont mal élaborés, techniquement douteux et financièrement mal ficelés; deuxièmement, en cas d'impasse ou d'ennuis prévisibles, refiler l'enfant à l'Etat, qui n'aura qu'à se débrouiller et aura le rôle le plus ingrat.

Dans le Gouvernement précédent, le Secrétaire d'Etat à l'Energie avait déployé toute son influence pour obtenir une décision de principe de remise en activité de l'usine de retraitement. Le gouvernement actuel a d'abord continué dans cette voie, le secrétaire d'Etat à l'Energie recherchant désespérément un partenaire privé susceptible d'y investir une vingtaine de milliards.

Finalement, l'an passé, le Gouvernement finit par se ranger à l'évidence: il n'y a pas de partenaire privé intéressé, et devant les coûts énormes, l'option de retraitement est abandonnée. Ceci n'empêche que, comme le disait à l'époque le Secrétaire d'Etat à l'Energie, «ceci ne signifie pas la fin de Belgoprocess».

Tous les bâtiments de l'usine, ainsi que les déchets qui devaient encore y être traités, sont alors confiés à l'O.N.D.R.A.F., dans des conditions qui ne nous sont pas connues, et le transfert du personnel est prévu également.

En juillet dernier, apparaissent les premiers éléments chiffrés contradictoires quant au coût du démantèlement des installations. Une première étude réalisée il y a trois ou quatre ans par le syndicat d'étude Sybelpro, pour le compte de Synatom, concluait que la démolition d'Eurochemic coûterait 2 milliards de francs. Il est apparu rapidement que ce coût était largement sous-estimé, probablement volontairement, et qu'il faudrait multiplier au moins par un facteur quatre cette estimation.

Or, lors de la reprise d'Eurochemic par les pouvoirs publics, l'entreprise et les installations ont été cédées gratuitement par les actionnaires. Les partenaires de la société n'ont apporté que 450 millions, devenus aujourd'hui par capitalisation 670 millions. Le solde est à supporter par l'Etat belge. Dans un communiqué, le Secrétaire d'Etat estimait qu'il manquait 7,5 milliards, plus un coût supplémentaire de 3,7 milliards pour la décontamination et la vitrification des déchets radioactifs.

Aujourd'hui, il semble que la note sera encore plus salée. Selon la presse, l'O.N.D.R.A.F. aurait réalisé sa propre étude et calculé le coût du démantèlement de l'usine. La gestion des déchets entreposés, le démantèlement proprement dit des bâtiments de l'usine et l'évacuation des déchets par enfouissement dans le sous-sol de la Campine, coûteraient près de 25 milliards de francs, à étaler sur une trentaine d'années, et l'essentiel de ce coût serait à charge de l'Etat.

V.B.O. en het Keidanren, om op oktober 1987 een Belgian Day te houden, en er de Minister van economische zaken bij te betrekken.

2) Interpellatie van de heer Tomas tot de Vice-eerste minister en minister van economische zaken over de ontmanteling van de opwerkingsfabriek Eurochemic en de financiering van die ontmanteling door de overheid.

De heer Tomas wijst erop dat enkele kranten hebben bericht dat de kostprijs van de ontmanteling van de opwerkingsfabriek Eurochemic volgens nieuwe ramingen in de buurt van 25 miljard zou komen.

In dat dossier zijn er volgens hem twee karakteristieken te vinden voor de houding van bepaalde kringen inzake kernenergie voor burgerlijke doeleinden in België; ten eerste, te allen prijze beslissingen uitlokken voor uitrusting met kernenergie, ook al zijn die projecten niet goed uitgewerkt, technisch twijfelachtig en financieel slecht in elkaar gestoken; ten tweede, wanneer een project vastloopt of moeilijkheden op til zijn, het doorspelen aan de Staat, die zijn plan maar moet trekken en de meest ondankbare rol krijgt.

In de vorige Regering heeft de Staatssecretaris voor de Energie al zijn invloed aangewend om een principiële beslissing te krijgen inzake de bedrijfshervatting van de opwerkingsfabriek. De huidige regering is eerst op die weg voortgegaan, waarbij de Staatssecretaris voor de Energie wanhopig trachtte een privé-partner te vinden die bereid was een twintigtal miljard te investeren.

Uiteindelijk heeft de Regering zich vorig jaar bij de feiten neergelegd: er was geen privé-partner geïnteresseerd, en gezien de enorme kostprijs werd de idee van de opwerking terzijde geschoven. Dat doet niets af aan het feit dat zoals de Staatssecretaris voor de Energie toen verklaarde, «zulks niet het einde van Belgoprocess» betekent.

Alle gebouwen van de fabriek, evenals het afval dat nog moest worden opgewerkt, werd dan overgedragen aan N.I.R.A.S., onder voorwaarden die nog niet gekend zijn. De overheveling van het personeel werd eveneens geregeld.

In juli j.l. kwamen de eerste tegenstrijdige cijfers aangaande de kostprijs van de ontmanteling van de installaties aan het licht. Een eerste studie drie of vier jaar geleden, uitgevoerd door het studiesyndicaat Sybelpro voor rekening van Synatom, kwam tot het besluit dat de ontmanteling van Eurochemic twee miljard frank zou kosten. Al spoedig is gebleken dat die kostprijs, waarschijnlijk opzettelijk, scherpelijk werd onderschat, en dat men hem op zijn minst met 4 zou moeten vermenigvuldigen.

Bij de overname van Eurochemic door de overheid werden bedrijf en installaties door de aandeelhouders kosteloos afgestaan. De klanten van de vennootschap vertegenwoordigen niet meer dan 450 miljoen, die thans door kapitalisatie 670 miljoen zijn geworden. Het saldo moet door de Belgische Staat worden gedragen. In een communiqué meende de Staatssecretaris het tekort op 7,5 miljard te mogen ramen, plus een bijkomende uitgave van 3,7 miljard voor de decontaminatie en verglazing van het radioactieve afval.

Thans blijkt dat de rekening nog meer gepeperd zal zijn. Volgens de pers zou N.I.R.A.S. haar eigen studie hebben gemaakt en de kostprijs van de ontmanteling van de fabriek zelf hebben berekend. Het beheer van het opgeslagen afval, de eigenlijke ontmanteling van de gebouwen van de fabriek en het wegwerken van het afval door begraving in de Kempense ondergrond, zouden bijna 25 miljard kosten, te spreiden over een dertigtal jaar, en die kosten zouden hoofdzakelijk door de Staat worden gedragen.

L'ampleur des travaux, l'ampleur des crédits nécessaires, mais aussi la dérive de ces coûts paraissent impressionnantes.

Outre les incertitudes liées à la technique de démantèlement, à l'incidence sur l'environnement, aux dangers présentés par les déchets encore présents, il apparaît également que ce dossier est un cadeau empoisonné qui poursuivra encore longtemps les autorités, puisque deux bâtiments de stockage ne pourront pas être démantelés avant... 2042!

Selon les informations parues, le traitement des déchets radioactifs dans l'installation Pamela coûtera 3,6 milliards. Cette somme serait couverte en vertu d'accords avec les anciens actionnaires.

Le coût du démantèlement des ateliers s'élèverait à 11 milliards, le coût de l'élimination des déchets moyennement et hautement radioactifs s'élèverait à 10 milliards.

L'O.N.D.R.A.F. suggérerait dès à présent que l'Etat verse une provision de 2,9 milliards de F qui, capitalisée, permettrait de couvrir uniquement les coûts de l'élimination, par enfouissement, des déchets hautement radioactifs.

M. Tomas souhaite un certain nombre d'éclaircissements et pose à cette fin les questions suivantes :

Tout d'abord en ce qui concerne la convention Eurochemic-Etat belge : quels sont les termes de cette convention, quelles en sont les conséquences financières, qu'est-ce qui est à la charge de l'Etat Belge, quelles sont les compensations financières et que couvrent-elles ?

Deuxièmement, en ce qui concerne les activités encore en cours sur le site, en particulier l'installation Pamela. Qui en assure des frais d'exploitation ? Quels sont les déchets traités ? Quelle est la durée prévue des activités ? Que deviennent les déchets ? Quelles est l'intervention de l'O.N.D.R.A.F. ?

Troisièmement, en ce qui concerne la convention de reprise de Belgoprocess par l'O.N.D.R.A.F. Quels sont les termes de convention ? Quelles en sont les implications financières ? Quel rôle joue encore Synatom ? Comment est réglé le sort du personnel qui était en activité sur le site ? Comment le site est-il géré ? Qui en assure la surveillance, à quel coût annuel et à charge de qui est ce coût ?

Quatrièmement, en ce qui concerne l'estimation du coût du démantèlement par Synatom. Cette estimation, apparemment ridiculement basse, était-elle connue des autorités belges ? A-t-elle fait l'objet de discussions ? Est-elle intervenue dans l'élaboration de la convention de reprise de Belgoprocess par O.N.D.R.A.F. ? Comment expliquer que des experts puissent apparemment se tromper à ce point ?

Cinquièmement, en ce qui concerne l'estimation actuelle de l'O.N.D.R.A.F. Quelle est la position du Gouvernement ? Cette étude est-elle plus fiable que les précédentes ? Si oui, comment sera assuré le financement de la suite des opérations ? Les anciens partenaires étrangers sont-ils susceptibles de participer à ce financement ? La charge sera-t-elle entièrement pour l'Etat belge ? N'y a-t-il pas eu tromperie de la part des actionnaires privés de Belgoprocess ? M. le Ministre envisage-t-il de mettre les partenaires privés devant leurs responsabilités ?

Les producteurs de déchets à traiter dans l'usine seront-ils invités à payer la note ? Les coûts seront-ils mis à charge du Kwh nucléaire ? En définitive, dans ce dossier, quelle sera la somme supplémentaire payée par le contribuable ?

L'interpellant, confronté avec le manque d'information, le secret plus ou moins bien gardé des estimations chiffrées, demande au Ministre de faire toute la lumière sur les coûts,

De l'ampleur des travaux, l'ampleur des crédits nécessaires, mais aussi la dérive de ces coûts paraissent impressionnantes.

Outre les incertitudes liées à la technique de démantèlement, à l'incidence sur l'environnement, aux dangers présentés par les déchets encore présents, il apparaît également que ce dossier est un cadeau empoisonné qui poursuivra encore longtemps les autorités, puisque deux bâtiments de stockage ne pourront pas être démantelés avant... 2042!

Selon les informations parues, le traitement des déchets radioactifs dans l'installation Pamela coûtera 3,6 milliard frank. Cette somme serait couverte en vertu d'accords avec les anciens actionnaires.

Le coût du démantèlement des ateliers s'élèverait à 11 milliard frank, le coût de l'élimination des déchets moyennement et hautement radioactifs s'élèverait à 10 milliard frank.

L'O.N.B.A.S. suggérerait dès à présent que le Gouvernement verse une provision de 2,9 milliard F qui, capitalisée, permettrait de couvrir uniquement les coûts de l'élimination, par enfouissement, des déchets hautement radioactifs.

De heer Tomas vraagt om opheldering over een aantal punten en stelt daarom de volgende vragen :

In de eerste plaats in verband met de overeenkomst Eurochemic-Belgische Staat : hoe luidt die overeenkomst, wat zijn de financiële gevolgen ervan, wat komt voor rekening van de Belgische Staat, welke financiële compensaties worden geboden en wat dekken die ?

In de tweede plaats, in verband met de activiteiten die ter plekke nog aan de gang zijn, meer bepaald de Pamela-installatie. Wie draagt de exploitatiekosten ? Welke afval wordt behandeld ? Hoe lang denkt men dat de activiteiten zullen duren ? Wat gaat er met het afval gebeuren ? Wat behelst de tegemoetkoming van N.I.R.A.S. ?

Ten derde, in verband met de overeenkomst voor de overname van Belgoprocess door N.I.R.A.S. Hoe luidt de overeenkomst ? Wat zijn de financiële gevolgen ervan ? Welke rol wordt nog door Synatom gespeeld ? Welk lot zal het personeel dat nog in de fabriek werkte, beschoren worden ? Hoe zal de vestigingsplaats beheerd worden ? Wie zorgt voor de bewaking, wat zijn de jaarlijkse kosten ervan en wie staat daarvoor in ?

Ten vierde, in verband met de raming van de kosten voor de ontmanteling door Synatom. Waren de Belgische overheidsinstanties op de hoogte van die raming, die blijkbaar belachelijk laag was ? Werden daarover besprekingen gevoerd ? Kwam zij ter sprake bij de voorbereiding van de overeenkomst voor de overname van Belgoprocess door N.I.R.A.S. ? Hoe verklaart men dat deskundigen zich blijkbaar dermate kunnen vergissen ?

Ten vijfde, in verband met de huidige raming van N.I.R.A.S. Wat is het regeringsstandpunt ? Is die studie betrouwbaarder dan de vorige ? Zo ja, hoe zullen de operaties verder gefinancierd worden ? Is het mogelijk dat de vroegere buitenlandse partners aan die financiering deelnemen ? Zal de last geheel door de Belgische Staat worden gedragen ? Werd er geen fraude gepleegd door de privéaandeelhouders van Belgoprocess ? Is de Minister voornemens de privé-partners voor hun verantwoordelijkheid te plaatsen ?

Zullen de producenten van afval dat in de fabriek moet worden verwerkt, verzocht worden de rekening te betalen ? Zullen de kosten voor rekening van het kern-kwh komen ? Hoeveel zal de belastingplichtige per slot van rekening voor dat dossier moeten bijpassen ?

Ten aanzien van het gebrek aan voorlichting en het min of meer goed bewaarde geheim van de cijferramingen, verzoekt de interpellant de Minister volledig uitsluitel te

l'objet et surtout sur les conséquences de ces conventions. Selon lui, les conséquences de certaines d'entre-elles ont été mal calculées par les représentants des pouvoirs publics, et très bien estimées par certains partenaires privés, soucieux de se désengager d'affaires mal embarquées financièrement, en transmettant la charge à l'Etat.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques signale d'abord que par la signature de plusieurs conventions successives avec la société commune Eurochemic, l'Etat belge a souscrit en matière de retraitement un certain nombre d'engagements. C'est ainsi que l'Etat est responsable du *démantèlement* de l'ancienne usine de Dessel, pour lequel Eurochemic a versé une somme forfaitaire de 650 millions de F (convention du 24 juillet 1978). Il admet que ce montant ne suffira pas à couvrir tous les frais du *démantèlement*, mais rappelle que la Belgique a obtenu à l'époque le site à titre gratuit (en vue du redémarrage de l'usine, demandé par les électriciens), à conditions toutefois qu'elle procède ultérieurement à ses frais au *démantèlement* complet.

Ensuite, l'Etat est également responsable du *conditionnement* futur des déchets présents sur le site; Eurochemic versera une somme forfaitaire d'environ 3,7 milliards pour ces activités de conditionnement. Cet accord a été confirmé par le C.M.C.E.S. le 30 janvier 1986.

Faute d'une décision de *remise en service* de l'usine au 1^{er} janvier 1986, l'Etat a repris les actions de la S.A. Belgoprocess (société qui aurait elle-même repris une partie des engagements de l'Etat en cas de redémarrage de l'usine). Le 1^{er} décembre 1986, le C.M.C.E.S. a marqué son accord pour confier à l'Organisme National des Déchets Radioactifs et des Matières Fissiles (O.N.D.R.A.F.) la reprise des actions de la S.A. Belgoprocess et la gestion des installations et des déchets Eurochemic.

Le Ministre fait ensuite savoir qu'à sa demande l'Organisme National des Déchets Radioactifs a procédé à une nouvelle estimation des coûts entraînés par la mise en sécurité du site jadis exploité par Eurochemic. Cette estimation a été soumise au C.M.C.E.S. le 14 septembre 1987. Le coût global de ces opérations serait en effet proche de 25 milliards de F. Il se décompose comme suit :

a) *contionnement* et *stockage* provisoire des déchets issus des activités passées d'Eurochemic: 3,7 milliards de francs. Cette opération se terminera en 1994 et son financement est couvert par la somme forfaitaire convenue avec la société Eurochemic, qui la prend à sa charge, et la versera en plusieurs annuités;

b) *démentèlement* des installations devenues inutiles sur le site: environ 11 milliards de F. La société Eurochemic a versé à l'Etat belge une somme de 650 millions de F comme contribution au financement de ces travaux, et elle est libérée totalement de toute obligation en cette matière, conformément aux stipulations de la convention de juillet 1978.

Cette opération de *démantèlement* s'étendrait sur une quarantaine d'années selon les hypothèses de travail de l'Organisme National des Déchets Radioactifs.

c) Evacuation définitive des déchets conditionnés: 10 milliards de F, dont environ 9 milliards de F pour l'évacuation de déchets de haute et moyenne activité en formation géologique profonde. Il s'agit là d'un programme

given over de kosten, de inhoud en vooral de gevolgen van die overeenkomsten. Volgens hem werden de gevolgen van een aantal van die overeenkomsten slecht geraamd door de overheid, maar zeer goed door sommige privé-partners wie het erom te doen was zich terug te trekken uit zaken die financieel slecht aangepakt waren en waarvan zij de last op de Staat willen afwentelen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken wijst er in de eerste plaats op dat de Belgische Staat, door verscheidene opeenvolgende overeenkomsten met de maatschappij Eurochemic te ondertekenen, een aantal verbintenissen op het stuk van de opwerking heeft aangegaan. Zo is de Staat verantwoordelijk voor de ontmanteling van de vroegere fabriek te Dessel waarvoor Eurochemic een forfaitaire som van 650 miljoen F gestort heeft (overeenkomst van 24 juli 1978). Hij geeft toe dat dit bedrag niet toereikend zal zijn om alle ontmantelingskosten te dekken, doch hij herinnert eraan dat België die vestigingsplaats destijds kosteloos had verkregen (met het oog op de wederopstarting van de fabriek, zoals door de elektriciteitsproducenten gevraagd was) op voorwaarde evenwel dat de Staat achteraf op eigen kosten voor de volledige ontmanteling ervan zou instaan.

Voorts is de Staat tevens verantwoordelijk voor de verpakking in de toekomst van dit op de vestigingsplaats aanwezige afval; Eurochemic zal voor die verpakkingssactiviteiten een forfaitair bedrag van ongeveer 3,7 miljard F storten. Dat akkoord werd op 30 januari 1986 door het M.C.E.S.C. bekrachtigd.

Bij ontstentenis van een beslissing tot wederinbedrijfstelling van de fabriek op 1 januari 1986 heeft de Staat de aandelen van de N.V. Belgoprocess (vennootschap die zelf een aantal verbintenissen van de Staat zou hebben overgenomen als de fabriek opnieuw opgestart geweest wat overgenomen. Op 1 december 1986 heeft het M.C.E.S.C. zijn instemming mee betuigd met de overname van de aandelen van de N.V. Belgoprocess en het beheer van de installaties en van het afval van Eurochemie door de Nationale Instelling voor het Beheer van Radioactief afval en splijtstoffen (N.I.R.A.S.).

De Minister deelt vervolgens mede dat de nationale instelling voor het beheer van radioactief afval op zijn verzoek een nieuwe raming heeft gemaakt van de kosten die de beveiliging van de vroeger door Eurochemic geëxploiteerde vestigingsplaats met zich zou brengen. Die raming werd op 14 september 1987 aan het M.C.E.S.C. voorgelegd. De globale kostprijs van die operatie zou inderdaad 25 miljard F benaderen. Die kostprijs is als volgt onderverdeeld.

a) verpakken en voorlopig opslaan van het afval afkomstig van de vragen activiteiten van Eurochemic: 3,7 miljard F. Die operatie zal in 1994 beëindigd zijn en de financiering ervan wordt gedekt door de forfaitaire som waaromtrent met de maatschappij Eurochemic een overeenkomst werd bereikt, waarbij deze laatste genoemd bedrag voor haar rekening neemt en het in verscheidene jaarbedragen zal storten;

b) ontmanteling van de overbodig geworden installaties op de vestigingsplaats: ongeveer 11 miljard F. De maatschappij Eurochemic heeft aan de Belgische Staat een som van 650 miljoen F gestort als bijdrage voor de financiering van die werkzaamheden en conform hetgeen in de overeenkomst van juli 1978 bedongen werd, is zij van iedere verdere verplichting op dat stuk volledig ontslagen.

Volgens de werkhypothese van de Nationale Instelling voor het Beheer van Radioactief afval en Splijtstoffen zou de ontmantelingsoperatie zich over een veertigtal jaren uitstrekken.

c) Definitieve berging van het verpakte afval: tien miljard F waarvan ongeveer 9 miljard F voor de berging diep onder de grond van hoog en middelmatig radioactief afval. Het gaat hier om een programma op lange termijn. Het

de longue durée. La majeure partie des dépenses serait faite au cours de deuxième quart du siècle prochain. Par suite de la convention de 1978, passée entre le Gouvernement belge et la société Eurochemic, l'évacuation des déchets est entièrement à charge de la Belgique. L'Organisme national des Déchets radioactifs poursuit actuellement ses études sur le concept de l'évacuation définitive des déchets conditionnés, et espère réduire notablement le coût de ce poste.

Le Ministre admet qu'en matière du coût du démantèlement de l'usine, les travaux de l'Organisme national des Déchets radioactifs mettent en évidence une très importante sous-estimation dans l'évaluation de 1984 à l'étude Sybelpro (faite à l'époque par la S.A. Synatom). Le Gouvernement a été saisi des conclusions de ces nouvelles estimations de coûts, afin de faire procéder à un examen des modalités de financement des coûts non couverts par l'accord avec Eurochemic. Il souligne que le Gouvernement a marqué son accord de principe sur la participation de tiers au financement de ces coûts. Les modalités du partage de ce financement entre l'Etat, les producteurs d'électricité et les autres producteurs de déchets font actuellement l'objet d'un examen. Entretemps, l'Organisme national des Déchets radioactifs a été autorisé à commencer la réalisation du programme de démantèlement par le démantèlement pilote d'un premier bâtiment, qui se terminera en 1988. Cette opération permettra de préciser les coûts de ces opérations. Cela ne conduira pas à une demande de crédits supplémentaires pour l'année 1988.

M. Tomas doute fortement que l'Etat belge ait les moyens de forcer des tiers à participer au financement. Il rappelle que ce problème concerne également des entreprises étrangères.

Le Ministre répond que si aucun règlement amiable n'est possible, il n'exclut pas l'éventualité d'une contrainte légale.

3) Interpellation de M. Tasset au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques sur la problématique de l'entreprise « Les Forges de Zeebrugge »

Selon *M. Tasset*, la région liégeoise s'est taillée au fil des siècles une réputation enviable. Aujourd'hui, on remet en cause ses usines, en particulier dans le secteur de l'armement, et les travailleurs qui en vivent.

Après le secteur charbonnier et le secteur sidérurgique, après le départ organisé — ou toléré — de certaines multinationales, l'on touche au secteur traditionnel de l'armement. Le secteur de l'armement traditionnellement implanté en Wallonie est aussi touché de part la volonté des pouvoirs publics ou des instances politiques, alors que paradoxalement, les marchés sont en constante croissance.

Les ventes d'armes belges, pour ne pas dire wallonnes, à l'étranger sont passées de 27 milliards en 1983 à 14 milliards en 1986.

Cette baisse se traduit nécessairement par des difficultés diverses pour les sociétés concernées, difficultés d'autant plus importantes que les commandes se dirigent essentiellement vers cinq entreprises qui détiennent 55 % de l'exportation, à savoir la F.N., MECAR, les Forges de Zeebrugge, C.M.I. et Gechem.

L'interpellant déplore qu'une certaine confidentialité règne dans ce secteur, alors que celle-ci est pourtant contrô-

gros van de uitgaven zou in de loop van het tweede kwart van de komende eeuw moeten gebeuren. Conform de overeenkomst die in 1978 tussen de Belgische Regering en de maatschappij Eurochemic werd gesloten, komt de verwijdering van het afval volledig ten laste van België. De Nationale Instelling voor het Beheer van Radioactief afval en Splijststoffen is bezig met een studie over het concept van de definitieve verwijdering van het verpakte afval en ze hoopt de kosten ervan gevoelig te verminderen.

De Minister geeft toe dat, inzake de kosten voor de ontmanteling van de fabriek, uit de werkzaamheden van de Nationale Instelling voor het Beheer van Radioactief Afval en Splijststoffen blijkt dat die kosten in de raming van 1984 van de studie Sybelpro (die destijds door de NV Synatom uitgevoerd werd) sterk onderschat werden. De conclusies van die nieuwe kostenraming werden aan de Regering medegedeeld om een onderzoek in te stellen naar de wijze waarop de kosten die door het akkoord met Eurochemic niet gedekt worden, kunnen worden gefinancierd. Hij legt er de nadruk op dat de Regering in beginsel akkoord gaat met de deelneming van derden in de financiering van die kosten. De wijze waarop die financiering tussen de Staat, de elektriciteitsproducenten en de overige afvalproducenten verdeeld zou word, wordt thans onderzocht. Ondertussen werd aan de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Splijststoffen toestemming verleend om te beginnen met de uitvoering van het ontmantelingsprogramma door de belangrijke ontmanteling van een eerste gebouw, die in 1988 beëindigd zal zijn. Die operatie zal het mogelijk maken de kosten van de resterende operaties precies te bepalen. Voor 1988 zal een en ander geen aanleiding geven tot het uittrekken van bijkredieten.

De heer Tomas betwijfelt ten eerste of de Belgische Staat over de middelen beschikt om derden tot medefinanciering te verplichten. Zo zijn bijvoorbeeld ook buitenlandse bedrijven betrokken bij dit probleem.

De Minister antwoordt dat indien er geen minnelijke schikking tot stand zou komen, hij de mogelijkheid van een wettelijk opgelegde regeling niet uitsluit.

3) Interpellatie van de heer Tasset tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken over de problematiek van de onderneming « Les Forges de Zeebrugge »

Volgens *de heer Tasset* heeft het Luikse, in de loop van de eeuwen, een benijdenswaardige reputatie opgebouwd. Thans wordt het lot van de Luikse fabrieken en van de werknemers die er te werk gesteld zijn, vooral dan in de sector van de wapenproductie, in het gedrang gebracht.

Na de beroering in de steenkolen- en de staalsector, na het — georganiseerde of gedoogde — vertrek van bepaalde multinationale ondernemingen, wordt thans de traditionele sector van de wapenproductie aangepakt. Deze sector, die van oudsher in Wallonië is gevestigd, wordt bedreigd door de plannen van de overheid of van bepaalde politieke instanties, hoewel de markt, paradoxaal genoeg, een constante stijging te zien geeft.

De verkoop van Belgische — zeg maar Waalse — wapens in het buitenland is van 27 miljard F in 1983 gedaald tot 14 miljard F in 1986.

Deze daling brengt voor de betrokken bedrijven allerlei problemen mee en die zijn des te groter daar de bestellingen voornamelijk geplaatst worden bij vijf ondernemingen, die 55 % van de uitvoer voor hun rekening nemen, nl. F.N., MECAR, Les Forges de Zeebrugge, C.M.I. en Gechem.

Interpellant betreurt dat die sector in een sfeer van geheimhouding gehuld blijft ondanks de diverse controle-

lée par les diverses dispositions qui organisent l'exportation d'armes, à savoir :

- 1) une licence d'exportation accordée par le Ministère des Relations extérieures pour le matériel militaire à destination d'un pays de l'OTAN;
- 2) une autorisation accordée par six ministères (les Relations extérieures, la Défense nationale, la Justice, l'Intérieur, la Coopération au Développement et les Affaires économiques) pour le matériel à destination d'autres pays;
- 3) un embargo établi à l'égard de certains pays à problèmes.

Il se réfère ensuite aux révélations faites à la presse au mois de novembre 1986 par le Secrétaire général du syndicat danois de gens de mer, Hendrik Berlau, sur des livraisons d'armes belges à l'Iran.

Au niveau gouvernemental, M. Tindemans, Ministre des Relations extérieures, a d'abord reconnu que la Belgique avait vendu deux fusils de chasse à l'Iran, puis a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative.

Le Ministre des Affaires économiques, quant à lui, a reconnu au mois de décembre 1986 qu'un navire danois chargé de poudre avait quitté Zeebrugge pour la Yougoslavie, tout en précisant que cette poudre n'avait pas été fabriquée en Belgique. Il a souhaité un meilleur contrôle du commerce des armes, notamment sur les armes en transit, et s'est également exprimé en faveur de la création d'une commission d'enquête parlementaire.

L'interpellant rappelle que ce débat s'est transformé en clivage communautaire.

L'abstention du Ministre des Affaires économiques en séance publique, a certes, démontré qu'il était conscient d'un certain malaise.

Depuis lors, une confusion organisée préside à l'examen de ce dossier.

Il se réjouit de connaître le rapport de la Commission d'enquête que la Chambre a constitué.

Mais, il n'est pas question évidemment, pour lui, comme pour le Ministre, de couvrir d'éventuelles fraudes.

Il n'est pas question, non plus, de contourner l'embargo établi à l'encontre de certains pays.

Bien qu'il ne veut être le complice, fut-ce passif, d'éventuelles manœuvres illégales ou litigieuses il estime que la Belgique a non seulement le droit mais le devoir d'avoir à la fois une politique extérieure mais une politique économique globale.

Il y a lieu de sauvegarder un secteur important de l'économie, de l'économie wallonne en général, de l'économie liégeoise en particulier, et de protéger les nombreux emplois qui en découlent.

Suite aux difficultés des *Forges de Zeebrugge*, 150 emplois sont perdus.

Il trace un parallèle avec un autre dossier, l'issue immédiate de la rocambolesque affaire de l'alèseuse-fraiseuse de Pégard.

Il se demande si dans cette problématique l'on parle de pacifisme ou de contrôle des livraisons d'armes?

Si, vraiment, le problème porte sur le contrôle des livraisons d'armes, il demande également quelles sont les compensations envisagées pour les entreprises d'armement qui perdent ainsi des marchés de la faute des pouvoirs publics ou de certains comportements politiques flamignants?

Il signale que devant le Conseil Régional Wallon, il développera une interpellation semblable sur les aspects

maatregelen die voor de wapenuitvoer gelden, met name :

- 1) een door het Ministerie van Buitenlandse Betrekkingen te verlenen uitvoervergunning voor militair materieel dat voor de NAVO-landen bestemd is;
- 2) een door zes ministeries (Buitenlandse Betrekkingen, Landsverdediging, Justitie, Binnenlandse Zaken, Ontwikkelingssamenwerking en Economische Zaken) af te leveren vergunning voor het materieel dat bestemd is voor andere landen;
- 3) een embargo ten aanzien van bepaalde « probleemlanden ».

Spreker heeft het vervolgens over de in november 1986 in de pers verschenen onthullingen van de Secretaris-generaal van het Deense vakverbond van zeelieden, Hendrik Berlau, over de Belgische wapenleveringen aan Iran.

Namens de Regering heeft de Minister van Buitenlandse Betrekkingen, de heer Tindemans, na eerst toegegeven te hebben dat België aan Iran twee jachtgeweren verkocht heeft, een administratief onderzoek aangekondigd.

De Minister van Economische Zaken van zijn kant heeft toegegeven dat een Deens schip met buskruit in december 1986 de haven van Zeebrugge verlaten heeft met bestemming Joegoslavië; hij preciseerde evenwel dat het buskruit niet in België was gefabriceerd. Hij heeft aangedrongen op een strengere controle of de wapenhandel, met name op de wapens in transit; ook hij is voorstander van de instelling van een parlementaire onderzoekscommissie.

De interpellant herinnert eraan dat dit debat uitgegroeid is tot een communautaire splijtzwam.

Het feit dat de Minister van Economische Zaken zich in openbare vergadering onthouden heeft, toont alleszins aan dat hij zich van het bestaan van een zekere malaise bewust is.

Sindsdien werd bij de behandeling van dat dossier een georganiseerde verwarring gesticht.

Hij zal met belangstelling kennis nemen van het verslag van de door de Kamer ingestelde onderzoekscommissie.

Het ligt echter voor de hand dat hij noch de Minister daarbij eventuele gevallen van fraude zal dekken.

Het ligt evenmin in de bedoeling om het embargo te omzeilen dat ten aanzien van bepaalde landen afgekondigd werd.

Ofschoon hij zelfs niet een passieve medeplichtige wil zijn van eventuele onwettige of dubieuze manœuvres, meent hij toch dat België niet alleen het recht maar ook de plicht heeft om een samenhangend buitenlands en economisch beleid te voeren.

Op die manier zal een belangrijke sector van het bedrijfsleven, van het Waalse bedrijfsleven in het bijzonder en vooral van de Luikse economie kunnen worden gevrijwaard, evenals de talrijke betrekkingen die daarmee samenhangen.

Ten gevolge van de moeilijkheden in de *Forges de Zeebrugge* zijn 150 arbeidsplaatsen verloren gegaan.

Hij brengt de zaak in verband met een ander dossier, met name de merkwaardige afloop van het onwaarschijnlijk verhaal van de frees-boormachine van Pégard.

Hij vraagt zich af of in deze problematiek sprake is van pacifisme, dan wel van controle op de wapenleveringen.

Heeft het probleem inderdaad met de controle op de wapenleveringen te maken, dan vraagt hij tevens welke compensaties zullen worden gegeven aan de wapenfabrikanten die, door de schuld van de overheid of van een Vlaamsgezinde politieke opstelling, afzetmarkten verliezen.

Hij kondigt aan dat hij voor de Waalse Gewestraad een gelijkaardige interpellatie zal houden over de gewestelijke

régionaux de ce dossier, mais il souhaite, dès à présent connaître l'avis du Ministre des Affaires Economiques sur les deux questions posées.

Enfin, il invite le Ministre en sa qualité de simple membre du Conseil Régional Wallon, à interpellier, en sa compagnie, M. Decléty, Ministre de la Région wallonne chargé de l'Economie, de l'Emploi et des Classes Moyennes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques se montre quelque peu étonné du sens de l'interpellation.

En effet, à sa connaissance, et contrairement à ce qui a pu être dit en diverses circonstances, tant les Forges de Zeebrugge que d'autres usines de fabrication d'armement, lui semblent, quant à leur personnel, également réparties, entre le Nord et le Sud du pays.

En ce qui concerne plus particulièrement les Forges de Zeebrugge, il s'étonne qu'un membre de l'opposition lui interroge, comme Ministre des Affaires économiques, sur les raisons qui ont pu pousser le Gouvernement à refuser la délivrance de licences d'exportation vers des pays connaissant soit une situation de guerre civile, soit une grave tension nationale.

Cette attitude lui semble être, partiellement tout au moins, en contradiction avec celle de certains collègues de la même famille politique et il comprend mal, les motivations de la présente interpellation.

En effet, de quoi s'agit-il ?

De deux choses l'une :

ou l'on admet que l'exportation d'armes et de munitions peut s'opérer comme celle de pralines ou de charcuterie, ou l'on maintient qu'il faut distinguer selon le type d'exportation que les entreprises belges veulent opérer.

En ce qui le concerne, le Ministre ne laisse aucun doute sur le fait qu'il préfère la seconde thèse.

A l'appui de celle-ci, il mentionne les développements des diverses propositions de loi déposées, en son temps, par le député Glinne. Ces propositions tendaient, à limiter strictement les exportations d'armes et de munitions.

L'interpellation appelle également un certain nombre de commentaires plus précis.

Il s'avère effectivement que c'est à son initiative qu'une licence d'exportation d'armement d'un montant d'environ dix millions de francs belges a été refusée. Sa destination était un pays en proie à la guerre civile ou du moins à de graves tensions militaires internes.

Le Ministre ajoute enfin que, par rapport à un montant de licence d'exportation d'environ un milliard cinq cents millions de francs, le refus d'une licence d'environ dix millions de francs lui semble accessoire et ne peut en aucun cas expliquer la baisse de près de 50 % du chiffre d'affaire des Forges de Zeebrugge. Les raisons sont donc à chercher ailleurs.

IV. — VOTES

(application de l'article 19, 3°, du Règlement)

Les articles ainsi que l'ensemble des trois projets de budget sont adoptés à l'unanimité.

Les Rapporteurs,

Le Président,

J. DE ROO
C. MOORS

E. VANKEIRSBILCK

aspecten van dit dossier, maar hij wenst nu reeds de mening van de Minister van Economische Zaken over die twee vraagpunten te kennen.

Tot slot vraagt hij de Minister om, als gewoon lid van de Waalse Gewestraad, samen met hem, de heer Decléty, Minister van het Waalse Gewest belast met Economische Zaken, Werkgelegenheid en Middenstand te interpellieren.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verbaast zich enigszins over de strekking van de interpellatie.

Bij zijn weten en in tegenstelling tot wat herhaaldelijk is beweerd, is de personeelssterkte van zowel de Forges de Zeebrugge als van andere wapenfabrieken gelijk verdeeld over het Noorden en het Zuiden des lands.

Wat meer bepaald de Forges de Zeebrugge betreft, verbaast hij zich erover dat een lid van de oppositie hem, als minister van Economische Zaken, ondervraagt over de redenen die de Regering ertoe hebben aangezet vergunningen te weigeren voor de export naar landen die in een burgeroorlog zijn verwikkeld of waar ernstige binnenlandse spanningen optreden.

Die houding lijkt hem, althans ten dele, in tegenspraak te zijn met die van sommige collega's die tot dezelfde politieke familie behoren en hij begrijpt dan ook de motivering van deze interpellatie niet goed.

Waar gaat het immers om ?

Men moet kiezen :

ofwel aanvaardt men dat wapens en munitie net als pralines of vleeswaren kunnen worden uitgevoerd ofwel houdt men het erbij dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de diverse soorten van export die door de Belgische ondernemingen worden verricht.

De Minister laat er geen twijfel over bestaan dat zijn voorkeur naar de tweede stelling gaat.

Tot staving daarvan verwijst hij naar de toelichting van verscheidene wetsvoorstellen die indertijd door volksvertegenwoordiger Glinne werden ingediend. Die voorstellen hadden tot doel de export van wapens en munitie sterk aan banden te leggen.

De interpellatie verdient echter een meer gedetailleerd commentaar.

Gebleken is met name dat een vergunning voor de export van wapens ten belope van ongeveer tien miljoen BEF is geweigerd op zijn initiatief. Die wapens waren bestemd voor een land waar burgeroorlog woedde of althans grote interne militaire spanning heerste.

De Minister besluit dat, vergeleken met exportvergunningen ten belope van anderhalf miljard frank, de weigering van een vergunning voor ongeveer tien miljoen frank hem bijkomstig lijkt en in geen geval een verklaring kan vormen voor de daling van de omzet van de Forges de Zeebrugge met zowat 50 %. De redenen daarvoor moeten elders worden gezocht.

IV. — STEMMINGEN

(bij toepassing van artikel 19, 3°, van het Reglement)

De artikelen en het geheel van de drie begrotingsontwerpen, werden eenparig aangenomen.

De Rapporteurs,

De Voorzitter,

J. DE ROO
C. MOORS

E. VANKEIRSBILCK

ANNEXE I

Bruxelles, 9 décembre 1986.

A Monsieur W. MARTENS
Premier Ministre

A Monsieur Ph. MAYSTADT
Ministre des Affaires Economiques

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre,

En exécution de la première phase de la mission de restructuration des Kempense Steenkoolmijnen, que vous m'avez confiée le 28 juillet 1986, et à la suite des entretiens que vous m'avez accordés les 17 novembre et 3 décembre, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, par la présente, ma proposition concernant les décisions de principe que le Gouvernement devrait prendre en vue de la restructuration envisagée.

Eu égard à la mission, il était évident dès le départ que la recherche d'une restructuration optimale des K. S. ne pouvait ni ne devait se limiter à des considérations purement quantitatives, économiques et financières, mais qu'elle devait prendre en compte les différents aspects suivants :

sur le plan économique et financier :

l'activité industrielle et la garantie d'approvisionnement en énergie que représentent les K. S. pour le pays;

sur le plan social :

l'intérêt des travailleurs ou de la région.

Un facteur commun prévalut, à savoir la nécessité de développer une vision à long terme, c'est-à-dire sur dix à vingt années au moins. Cette dimension d'avenir est évidente en ce qui concerne l'aspect social, mais comme c'est le cas pour les autres sources d'énergie, il est impossible d'évaluer une activité minière à plus court terme. Néanmoins, la proposition se borne à quantifier les pertes d'exploitation et les moyens financiers nécessaires pour la période 1987-1996.

Dès l'instant où j'ai dû malheureusement constater que le maintien de la production à son niveau actuel et le maintien en service de toutes les mines actuellement en activité ne pouvaient se justifier, il était évident que les oppositions entre les différents intérêts à court et à moyen terme étaient telles que la solution ne pouvait consister qu'en un dosage, équitable et raisonnable, de ces intérêts dans les limites des possibilités financières.

La proposition de restructuration des K. S. procédant de ce raisonnement, elle aura des conséquences pénibles tant pour l'Etat que pour les travailleurs, la province et la région :

— Quoique basée sur la nécessité d'une réduction définitive et drastique des subventions de l'Etat, la proposition prévoit la mise à disposition, à court et à moyen terme, de moyens financiers largement supérieurs aux droits de succession perçus en Flandre.

— Bien qu'elle évite la fermeture immédiate des mines, dans le souci de donner à l'opération un caractère progressif, la proposition prévoit une diminution d'activité plus importante que celle qui résulterait des départs naturels pour les raisons suivantes :

1) Ce processus des départs naturels nécessiterait, du point de vue économique et social, trop de moyens financiers qui n'auraient aucune incidence positive sur l'emploi futur dans la province ou la région et qui seraient démotivants pour le personnel et néfastes pour l'atmosphère de travail dans la région.

2) Ce processus est financièrement incompatible avec un volet de la proposition visant à restructurer une grande partie de l'activité afin d'essayer de conserver, même à terme, une activité minière et de l'emploi en Campine.

Je joins à ma proposition une annexe reprenant les considérations qui la sous-tendent. Je me tiens évidemment à votre entière disposition pour tout renseignement ou entretien complémentaire.

J'ai l'intime conviction qu'il faut mettre fin, le plus rapidement possible, dans l'intérêt de la région mais en particulier de tous les travailleurs, à la période d'insécurité actuelle de sorte que nous puissions,

BIJLAGE I

Brussel, 9 december 1986.

Aan de Heer W. MARTENS
Eerste Minister

Aan de Heer Ph. MAYSTADT
Minister van Economische Zaken

Mijnheer de Eerste Minister,
Mijnheer de Minister,

In uitvoering van de eerste fase van de opdracht tot herstructuratie van de Kempense Steenkoolmijnen N. V., welke ik van u ontving op 28 juli 1986 en volgend op de gesprekken, die ik met u mocht hebben op 17 november en 3 december, heb ik de eer u, bij deze, mijn voorstel te doen toekomen voor de principiële herstructuratiebeslissingen die door de Regering genomen dienen te worden.

In overeenstemming met de opdracht en vanaf de aanvang was het duidelijk dat het zoeken naar een optimum herstructuratie van de K. S. zich niet kon of mocht beperken tot louter kwantitatieve financieel-economische « bedrijfs »-overwegingen maar noodzakelijkerwijze een afweging diende te zijn van de volgende afzonderlijke aspecten/belangen :

financieel-economisch :

de bedrijfsactiviteit en het energieverzekerende belang van de Kempense mijnactiviteit voor het land;

sociaal :

het werknemers- en provincie- of streekbelang.

Eén gemeenschappelijk element overwoog, namelijk de noodzaak tot een visie op lange termijn, d.w.z. tenminste 10 à 20 jaar. Voor het sociale aspect spreekt deze toekomstgerichtheid vanzelf, maar tesamen met andere energiebronnen is het onmogelijk een kolenontginningsactiviteit te beoordelen op een kortere termijn. Het voorstel beperkt zich echter tot een quantificatie van exploitatieverliezen en benodigde financiële middelen voor de periode 1987-1996.

Aangezien ik, helaas, tot de conclusie moest komen dat instandhouding van het huidig produktieniveau en openhouden van alle thans werkende mijnen niet gerechtvaardigd kan worden, was het duidelijk dat de tegenstrijdigheid tussen de diverse belangen op korte en middellange termijn zo groot was dat een oplossing niet meer kon zijn dan een billijke en redelijke afweging van deze belangen binnen de grenzen van het financieel mogelijke.

Het voorstel voor de te volgen herstructurering van de K. S. berust hierop en zal dientengevolge voor zowel Staat, werknemer, provincie en streek pijnlijke consequenties inhouden :

— Alhoewel berustend op de noodzaak van een definitieve en drastische vermindering van de staatssubsidies berust zij op de ter beschikkingstelling op korte en middellange termijn van financiële middelen die de Vlaamse successierechten verre te boven gaan.

— Alhoewel zij een onmiddellijke mijnsluiting vermijdt in het belang van een minimum gewenste geleidelijkheid houdt zij een activiteitsvermindering in die boven een proces van natuurlijke afvloei gaat om de volgende redenen :

1) Dit proces zou op een economisch en sociaal onverantwoorde wijze te veel financiële middelen vergen, die geen enkel toekomstgericht werkgelegenheidseffect voor de provincie of streek zouden inhouden en schadelijk en demotiverend zouden zijn voor werkatmosfeer van personeel en streek.

2) Zij is financieel onverenigbaar met een onderdeel van het voorstel een groot gedeelte van de activiteit te herstructureren om te pogen zo zelfs op termijn een mijnactiviteit en werkgelegenheid te behouden in de Kempen.

Samen met het voorstel zend ik u tevens een bijvoegsel met een samenvatting van overwegingen die ten grondslag lagen aan het voorstel. Ik sta natuurlijk volledig te uwer beschikking voor verdere uitleg en discussie.

Het is mijn diepe overtuiging dat de huidige periode van onzekerheid voor de streek, maar speciaal voor alle werknemers zo snel mogelijk beëindigd dient te worden, zodat wij gezamenlijk kunnen beginnen deze,

ensemble, orienter cette décision, très difficile en soi, d'une manière aussi positive que possible vers l'avenir.

J'espère dès lors sincèrement que le Gouvernement pourra prendre une décision en la matière avant la fin de ce mois.

T. GHEYSELINCK

LA PROPOSITION

poursuit deux objectifs principaux :

1) réduire les activités des K.S. à un niveau d'exploitation permettant, à court terme, de diminuer de façon draconienne les pertes annuelles et, à plus long terme, de réunir les conditions et la flexibilité nécessaire afin d'atteindre un niveau de pertes acceptable.

2) éviter la fermeture immédiate des mines condamnées et réunir, en concertation avec les travailleurs, les partenaires sociaux et les autorités provinciales et communales, les conditions nécessaires à une utilisation optimale des fonds disponibles dans l'intérêt des travailleurs et de la région.

1) La fusion des sièges de Beringen et de Zolder (avec des puits à Houthalen, Zolder et Beringen) correspond le mieux à cet objectif :

— C'est dans ces puits que se trouve la plus grande partie des réserves totales de charbon.

— Le renforcement de la vente spécialisée (exportation et petite industrie) dans la production totale par une réduction de la production et, dans une seconde phase, par une meilleure pénétration du marché, devrait permettre d'optimiser les revenus par tonne. La qualité des installations de surface existantes ne nécessitera que des investissements additionnels relativement bas.

— Les galeries de recoupe reliant tous les puits de mines et la répartition des zones d'extraction permettront, grâce à une réorganisation du travail devenue de toute façon indispensable, de réaliser une diminution importante des frais.

— La suppression du bureau central et l'intégration de toutes les divisions d'exploitation en un seul siège permettront de minimiser les frais généraux.

— Plus de la moitié des emplois (9 000 hommes) et de la production (3 millions de tonnes) actuels seront maintenus; à court et à moyen terme, quelque 2 000 personnes des sièges de l'Est pourront être reclassés tandis qu'à plus long terme, une flexibilité naturelle et économiquement justifiée devrait permettre de ramener les pertes d'exploitation à un maximum acceptable.

2) Grâce à la mise à la disposition des K.S. d'une enveloppe totale appropriée et raisonnable pour les pertes d'exploitation, les frais de licenciement et les investissements de reconversion pour les sièges condamnés (Genk, Eidsen), il sera possible :

— de différer la fermeture d'un siège;

— d'optimiser, en concertation avec les travailleurs, les partenaires sociaux et les autorités régionales, les intérêts de tous les travailleurs et de la région par un étalement progressif des licenciements dans le respect de la convention C.E.C.A. pour les travailleurs qui partent en dernier lieu, et par l'attribution de compensations complémentaires à ceux qui partent les premiers.

— l'application immédiate d'un plan de fermeture s'appliquant à chacune des mines a été rejetée dans la mesure où, pour des raisons financières, il prévoyait la fermeture immédiate et arbitraire d'une mine en 87, suivie de la fermeture des autres mines à court terme. En effet, ce plan, trop brutal et socialement injustifié pour le premier siège, ne permettrait pas :

a) de tenir compte autant que possible des aspirations des travailleurs concernés en fonction des options qui leur sont offertes (transfert provisoire à un autre siège, transfert définitif à l'ouest, départ à plus ou moins bref délai).

b) de limiter, après concertation et grâce à un effort commun, les pertes d'exploitation au profit des intérêts des travailleurs et de la région.

C'est précisément pour favoriser la concertation sur les conséquences du plan, que la proposition prévoit un minimum de décisions politiques essentielles à prendre par le Gouvernement :

op zichzelf zeer moeilijke, beslissing zo positief mogelijk te richten op de toekomst.

Ik hoop dan ook oprecht dat het mogelijk zal zijn voor de Regering nog deze maand een beslissing hierover te nemen.

Met oprechte hoogachting.

T. GHEYSELINCK

HET VOORSTEL

berust op twee hoofddoelstellingen :

1) De huidige dimensie van K.S.-activiteiten te herleiden tot een exploitatie die op zo kort mogelijke termijn de jaarlijkse verliezen drastisch vermindert en op langere termijn de kansen en flexibiliteiten schept om te komen tot een aanvaardbaar verliesniveau.

2) De noodzaak van een onmiddellijke mijnsluiting te vermijden voor het gedeelte van de K.S.-activiteiten dat beëindigd zal worden en de mogelijkheden scheppen om in overleg met werknemers, sociale partners, provinciale en gemeentelijke instanties beschikbare fondsen zo positief mogelijk te gebruiken voor werknemer en streek.

1) De fusie van Beringen en Zolder tot één zetel (met schachten in Houthalen, Zolder en Beringen) beantwoordt het meest aan deze doelstelling :

— zij behoudt verreweg het grootste gedeelte van de totale kolenreserves;

— door het aandeel van de gespecialiseerde verkoop (export en kleine industrie) in de totale productie merkbaar te vergroten, aanvankelijk door produktievermindering en geleidelijk door het objectief van grotere marktpenetratie worden inkomsten per ton geoptimaliseerd. De aanwezige kwaliteit van de bovengrondse installaties is reeds het meest hierop ingesteld en behoeft relatief lage additionele investeringen;

— door de reeds bestaande steengangverbindingen tussen alle schachten en de spreiding van de winplaatsen wordt de mogelijkheid geschapen om tezamen met een, in ieder geval noodzakelijke, werkreorganisatie belangrijke kostenverminderingen te realiseren;

— algemene kosten worden geminimaliseerd door opheffing van een centraal hoofdkantoor en integratie van alle exploitatie in één zetel;

— meer dan de helft van de huidige werkgelegenheid (9 000 man) en productie (3 miljoen ton) wordt behouden met, op korte en middellange termijn de absorptiemogelijkheid van ongeveer 2 000 mensen uit het oosten en op langere termijn een natuurlijke en economisch verantwoorde flexibilitéit dit te richten op de maximum aanvaardbare exploitatieverliezen.

2) Door een adequate, billijke totale enveloppe ter beschikking van K.S. te stellen voor : exploitatieverliezen, sociale afvloeikosten, reconversie-investeringen voor de zetels (Genk, Eidsen) die gesloten zullen worden :

— wordt de noodzaak van een onmiddellijke sluiting van een zetel vermeden;

— kan in overleg met werknemers, sociale partners en regionale instanties de optimalisatie van de individuele werknemer- en regio-belangen nagestreefd worden met een geleidelijke spreiding van afvloeit onder toepassing van de E.G.K.S.-conventievoorwaarden voor de laatst vertrekkenden en bijkomstige compensaties voor hen die eerst vertrekken;

— het alternatief van een reeds nu opgelegd sluitingsschema voor de afzonderlijke mijnen werd verworpen daar zij om financiële redenen de onmiddellijke arbitraire sluiting in 1987 van één mijn zou inhouden kort daarop gevolgd door de andere. Dit zou te abrupt en sociaal onrechtvaardig zijn voor de eerst te sluiten zetel en de mogelijkheid ontnemen om :

a) zoveel mogelijk rekening te houden met de individuele verlangens van de betrokken werknemers in functie van de opties die hen geboden kunnen worden (tijdelijke overplaatsing naar andere zetel, permanente overplaatsing naar het westen, vroeger/latere vertrek);

b) door in gemeenschappelijk overleg en inspanning de exploitatieverliezen te beperken ten gunste van de werknemer-/streekbelangen.

Juist om het maximum aan overleg en concertatie over implementatie mogelijk te maken is het voorstel gericht op het minimum aan essentiële beleidsbeslissingen die van regeringswege nu noodzakelijk zijn :

Annexe 1: présentation de ces décisions

Annexe 2: présentation des pertes d'exploitation subséquentes et des moyens de financement nécessaires.

ANNEXE I

Propositions en vue d'une décision du Gouvernement —
décembre 1986

1) Cessation des activités des K.S. dans l'est de la concession (sièges d'Eisden et de Genk) et mise à la disposition des K.S. d'une enveloppe de 28 milliards de FB à partir du 1^{er} janvier 1987, en vue de couvrir les pertes d'exploitation de ces sièges, les frais sociaux de licenciement à charge des K.S. et les investissements de reconversion consentis dans ces communes.

Mandat, donné à la direction des K.S., d'exécuter ces décisions en organisant une concertation aussi large que possible avec les travailleurs, les partenaires sociaux et les autorités provinciales et communales ainsi qu'en tenant compte de l'intérêt des travailleurs et de la région.

2) Limitation à un seul siège des activités des K.S. dans l'ouest de la concession (sièges de Beringen et de Zolder) et mise à disposition des moyens financiers suivants (en francs constants de 1986), pour couvrir les pertes d'exploitation annuelles qui constituent des maximums admissibles:

1987 à 1990	8 milliards de F par an;
1991	7 milliards de F par an;
1992 et 1993	6 milliards de F par an;
1994 et 1995	5 milliards de F par an;
1996	4 milliards de F par an.

Bijlage 1: stelt deze beslissingen voor

Bijlage 2: stelt de resulterende exploitatieverliezen en benodigde financieringsmiddelen voor.

BIJLAGE I

Voorstel voor Regeringsbeslissing —
december 1986

1) Beëindigen van de K.S.-activiteit in het oosten van de concessie (zetels Eisden, Genk) en ter beschikking stelling aan K.S. van een enveloppe van 28 miljard BF vanaf 1 januari 1987 voor de aan deze zetels verbonden exploitatieverliezen en sociale afvloeikosten ten laste van K.S. en de aan deze gemeenten verbonden reconversie-investeringen.

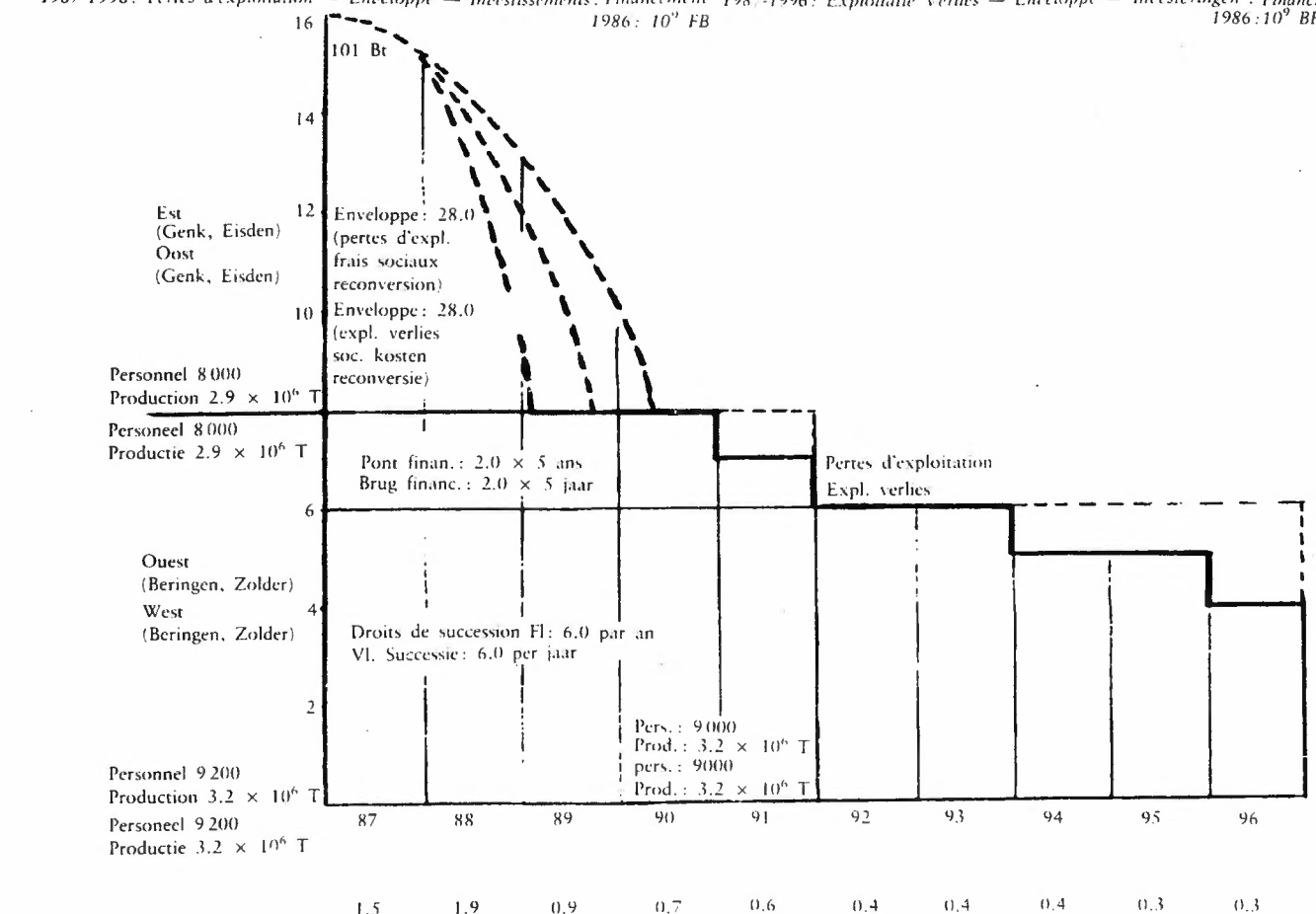
Opdracht aan K.S.-directie deze beslissing te implementeren in zo ruim mogelijk overleg en concertatie met werknemers, sociale partners, provinciale en gemeentelijke instanties en te richten op het optimaliseren van het werknemers- en streekbelang.

2) Herstructuratie van de K.S.-activiteiten in het westen van de concessie (zetels Beringen, Zolder) tot één zetel en ter beschikking stelling van de volgende financiële middelen (in constante franken van 1986) ter dekking van de maximum aanvaardbare jaarlijkse exploitatieverliezen:

1987 tot en met 1990	8 miljard F per jaar;
1991	7 miljard F per jaar;
1992 en 1993	6 miljard F per jaar;
1994 en 1995	5 miljard F per jaar;
1996	4 miljard F per jaar.

ANNEXE II

BIJLAGE II

1987-1996: Pertes d'exploitation — Enveloppe — Investissements: Financement 1987-1996: Exploitatie Verlies — Enveloppe — Investerings: Financiering
1986: 10⁹ FB 1986: 10⁹ BF

Investissements (Ouest)

Investerings (West)

Considérations

Activité de l'entreprise

les prix

Bien que l'on puisse s'attendre, dans les 20 années à venir, à une forte augmentation de la demande mondiale de charbon, et plus particulièrement de charbon destiné à la production d'électricité, ainsi qu'à une hausse importante du prix du pétrole brut dans les années 90, l'augmentation des prix internationaux du charbon sera plafonnée par les coûts de production des millions de tonnes qui devront être extraites pour répondre à l'accroissement de la demande.

La réduction de la part du fuel lourd dans la production d'électricité, amorcée au milieu des années 1970, se poursuivra malgré l'effondrement temporaire des prix du pétrole en 1985-1986, et le mazout ne constituera pas, à l'avenir, un concurrent direct du charbon dans les secteurs de la production d'électricité et de la sidérurgie.

Et grâce aux recherches en matière de prospection et d'exploitation entreprises par le monde depuis 1975 et au développement de méthodes modernes de commercialisation, il est apparu clairement que les réserves mondiales suffisaient amplement à faire face à l'accroissement de la demande et que d'un point de vue économique (rémunération du capital incluse), elles pouvaient être exploitées au prix 1986 CIF Europe du Nord de 45-55 dollar pour le charbon à vapeur (25 GJ/t.).

Les coûts sont beaucoup plus bas dans les mines à ciel ouvert, mais ils ne seront pas déterminants à long terme dans la formation des prix. Etant donné l'énorme réserve disponible (Amérique, Afrique du Sud, Australie, Colombie) et les coûts relativement bas qu'entraînerait une augmentation temporaire de la production, on peut raisonnablement supposer que d'ici la fin de ce siècle, les prix internationaux du charbon seront régulièrement inférieurs au prix cité ci-dessus.

Les divers chocs pétroliers et les fluctuations monétaires de la période 1973-1985 ont longtemps estompé ces tendances du marché et donné une fausse image de ce que pourraient être les revenus des K.S. à l'avenir. Mais alors que le cours du dollar est retombé ces derniers mois à un niveau qui permet de faire des prévisions plus sûres à long terme, il est à présent possible de donner, y compris en francs belges, une approximation plus fiable du coût alternatif futur des importations. Pour des contrats à terme et pour le charbon à vapeur, ce coût est actuellement d'environ 40 dollar/Mt., soit 1 600 à 1 700 F/Mt. S'il est probable qu'il augmentera progressivement au cours des années à venir, il n'y a toutefois aucune raison de supposer qu'à parité égale entre le dollar et le franc, il dépasse 2 000 à 2 100 F/Mt. en moyenne et en termes réels d'ici la fin du siècle.

Par suite notamment de la forte poussée de la demande de charbon à vapeur et de la hausse comparativement plus faible, en Europe surtout, de la demande de charbon à coke, on a constaté ces dix dernières années un net nivellement des prix de ces deux types de charbon, tendance qui se poursuivra jusqu'à ce que les prix reflètent la différence de valeur calorifique. L'augmentation éventuelle en FB/t sera dès lors moins importante pour le charbon à coke que pour le charbon à vapeur.

coûts

La structure des coûts de fond du bassin du Nord-Ouest de l'Europe (Nord de la France, Belgique, Pays-Bas, Ruhr) est bien connue. La profondeur, la pression, l'eau, mais surtout les nombreuses interruptions de veines et la distance croissante entre les lieux d'abattage et les puits ont irrémédiablement accru les coûts d'exploitation de ce bassin par rapport aux autres bassins du monde, et même par rapport aux mines anglaises plus performantes.

Il a déjà été mis fin à l'extraction dans le Sud de la Belgique et aux Pays-Bas, ainsi que dans le Nord de la France.

Cette structure de coûts défavorables se traduit essentiellement par un très fort coefficient de travail et par un bas rendement (tonnes produites par homme/poste de travail), alors que l'explosion des salaires et des charges en Belgique n'a fait qu'alourdir encore ce handicap naturel (entre 1968 et 1974, les charges et les salaires ont augmenté de 60 % par tonne en termes réels malgré une réduction de personnel de 30 %). L'augmentation des coûts totaux par tonne a donc été supérieure de 100 % à l'inflation, entre 1968 et 1981 mais elle est depuis lors restée inférieure ou égale à celle-ci.

L'effort considérable consenti au cours des trois dernières années en vue d'acquiescer au matériel souterrain et d'accroître le potentiel pour pouvoir continuer la rationalisation notamment des activités d'atelier et des frais généraux, permettra de réduire quelque peu les frais de production moyens au cours des deux prochaines années. Même en maintenant les conditions de travailleurs qui, comparées avec celles des pays voisins, sont extrêmement favorables, un nouvel accroissement de l'efficacité devrait essentiellement reposer sur une modification rigoureuse de l'organisation du travail souterrain afin d'augmenter le rapport entre les heures de production et les heures de travail disponibles.

Overwegingen

De bedrijfsactiviteit

prijzen

Ondanks de zeer grote groei in de wereldvraag naar kolen, speciaal voor elektriciteitsgeneratie, in de komende 20 jaar en de te verwachten forse prijsverhoging van ruwe aardolie in jaren negentig zal de verhoging van internationale kolenprijzen gedurende deze periode geïmponeerd worden door de produktiekosten van de, nieuw te ontginnen, miljoenen tonnen nodig om aan de stijgende vraag te voldoen.

De verdringing van zware stookolie uit de elektriciteitsgeneratie sinds midden 1970 is een proces dat, ondanks de tijdelijke instorting van de olieprijs in 1985/1986, niet veranderd zal worden en zowel voor deze leveringen als deze aan de staalindustrie zullen kolen dan ook voor de toekomst geen directe competitie ondervinden van olie.

Als een gevolg van de kolenexploratie en ontginningsinspanningen in de wereld sinds 1975 en de ontwikkeling van moderne verhandelingsmethoden is het duidelijk geworden dat er meer dan voldoende reserves verspreid over de wereld aanwezig zijn om aan deze groeiende vraag te voldoen en die economisch (kapitaalremuneratie inbegrepen) ontgonnen kunnen worden tegen een 1986-prijs CIF Noord-Europa van 45-55 US dollar voor stoomkolen (25 GJ/t.).

Voor open mijnen ligt dit veel lager maar voor de prijsvorming op lange termijn zullen deze niet bepalend zijn. Gezien de enorme vrije capaciteit die thans nog aanwezig is (Amerika, Z.-Afrika, Australië, Colombia) en de relatief lage kosten om bestaande produktiecapaciteit tijdelijk te verhogen zijn er ernstige redenen om aan te nemen dat tot het einde van deze eeuw de internationale kolenprijzen regelmatig lager zullen liggen dan het bovenvermelde niveau.

De olieschokken en de valutastommelingen van de periode 1973-1985 hebben deze tendenzen lange tijd verdoezeld en een vertrokken toekomstbeeld gegeven van de K.S.-inkomsten maar, speciaal nu de jongste maanden de dollar teruggevallen is tot een niveau welke als meer richtgevend kan beschouwd worden voor de toekomst op langere termijn, kan met meer zekerheid de toekomstige alternatieve importkosten ook in Belgische franken benaderd worden. Voor termijncontracten liggen deze thans voor stoomkolen op ongeveer 40 US dollar/Mt. of 1 600 - 1 700 F/Mt. en deze zullen gedurende de komende jaren wel geleidelijk stijgen maar er is geen reden om aan te nemen dat zij, bij een gelijke B. frank/dollar verhouding, gemiddeld en in reële termen boven een niveau van 2 000 - 2 100 F/t. zouden komen voor het einde van de eeuw.

Onder andere als een gevolg van de sterk vergrote vraag naar stoomkolen in vergelijking met cokeskolen en de geringe groei hiervan, speciaal in Europa, is er over de jongste 10 jaar reeds een duidelijke vervlakking van het prijsverschil tussen stoom- en cokeskolen en deze trend zal voortgezet worden tot het weerspiegelen van het verschil in calorische waarde. Dientengevolge zal de eventuele stijging uitgedrukt in BF/t. voor cokeskolen lager liggen dan voor stoomkolen.

kosten

De ondergrondse kostenstructuur van het Noord-Westelijk Europees bekken (N.-Frankrijk, België, Nederland, Ruhr) is algemeen bekend. Diepte, druk, water maar vooral de veelvuldige storingen in de panelen en de groeiende afstand van afbouwplaatsen tot schachten geven de ontginning een onoverkomelijk kostennadeel t.o.v. exploitatie elders in de wereld met inbegrip van de betere Engelse mijnen.

Ontginning in Nederland en Z.-België werd reeds beëindigd en deze beslissing is eveneens genomen voor N.-Frankrijk.

Deze nadelige kostenstructuur weerspiegelt zich voornamelijk in de zeer hoge arbeidsintensiteit en het lage rendement (geproduceerde ton per man/post) terwijl de lonen- en lasten-explosie in België gedurende de jaren zeventig (tussen 1968 en 1974 stegen deze in reële termen per ton met 60 % ondanks een 30 % personeelsvermindering) deze grote natuurlijke handicap nog verder verzwaaard hebben. Tussen 1968 en 1981 stegen de totale kosten per ton dan ook 100 % boven inflatie maar bleven sindsdien onder of gelijk aan inflatie.

Als gevolg van de grote inspanning gedurende de jongste 3 jaar op het gebied van ondergrondse materiaal aankopen en het potentieel voor verdere rationalisatie van o.a. de werkhuisactiviteiten en algemene kosten moet een lichte vermindering van de gemiddelde produktiekosten mogelijk zijn over de komende 2 jaar. Zelfs met behoud van de in vergelijking met de omliggende landen uiterst gunstige werknemersvoorwaarden zou een verdere efficiëntievermeerdering hoofdzakelijk moeten berusten op een rigoureuze wijziging van de ondergrondse werkorganisatie om de relatie produktie-uren/beschikbare werkeren omhoog te brengen.

Mais il n'est pas impossible que les mesures précitées permettent de réduire les coûts de plus de 300 à 400 F/t. pour une production d'environ 6 millions de tonnes dans les cinq mines.

A long terme, la détérioration progressive mais continue des conditions d'exploitation (distance entre les puits, concentration des ateliers, eau, air, pression) surtout à l'est de la concession, empêchera de maintenir l'évolution des coûts à un niveau inférieur à celui de l'inflation.

conclusion

Selon les prévisions, le maintien du niveau de production actuel de 6 millions de tonnes avec cinq mines entraînera une perte d'exploitation moyenne annuelle de 14 à 18 milliards F (en francs 1986 et au cours actuel du dollar).

L'approvisionnement en énergie — valeur stratégique

Il existe en ce moment une offre largement excédentaire de charbon sur le marché mondial; si l'on tient compte des capacités de production disponibles à l'heure actuelle, des projets actuellement en cours et des possibilités supplémentaires et économiquement intéressantes d'exploiter les abondantes réserves mondiales moyennant une augmentation très limitée des prix, il est permis d'affirmer que nous ne connaissons pas de pénurie de charbon dans un proche avenir.

Les embargos politiques ou la formation de cartels sont rendus impossibles du fait que les réserves et la production sont réparties entre diverses parties du monde, les principaux exportateurs étant à l'heure actuelle les États-Unis, l'Australie et l'Afrique du Sud. De plus, dans ces pays, la production est assurée par plusieurs producteurs, aussi bien des grands que des petits, ce qui empêche provisoirement une exploitation monopolistique ou oligopolistique.

Par conséquent, il est pratiquement exclu que durant les quinze années à venir la Belgique ne puisse pas importer de charbon ou soit obligée d'en importer à un prix qui se rapproche tant soit peu du prix des K.S., sauf en cas d'un cataclysme mondial ou européen.

En outre, conjointement avec la France, la Belgique a pris une option nettement stratégique en vue d'utiliser au maximum l'énergie nucléaire pour la génération d'électricité et comme l'énergie nucléaire produit déjà 70 % de l'électricité, il est évident que la marge répondant à des considérations stratégiques dans ce secteur est très étroite. La réduction des quantités disponibles de coke dans le bassin campinois, la situation actuelle et les considérations des producteurs d'acier en Belgique neutralisent presque complètement la plus-value stratégique actuelle qui pourrait être proposée pour d'éventuelles livraisons futures à prix élevé. En Allemagne, où l'option nucléaire n'a pas été prise et où la production de charbon et l'industrie lourde sont concentrées dans le bassin de la Ruhr, on se fait une conception quelque peu différente de la valeur stratégique de la production interne de charbon; par ailleurs la population en général reconnaît encore aujourd'hui le rôle que le bassin de la Ruhr a joué dans le « Wirtschaftswunder » des années cinquante, ce qui permet d'accepter politiquement la charge d'une plus-value stratégique, laquelle peut difficilement se justifier d'un point de vue économique.

réserves

Les réserves de charbon dans le sous-sol sont encore suffisantes mais les perspectives à plus long terme devenant de plus en plus incertaines : vu le temps nécessaire pour mettre en service une nouvelle mine dans le bassin campinois (12 à 14 ans) l'on ne peut nier que les mines actuelles possèdent une certaine valeur d'un point de vue énergétique ou stratégique, bien que celle-ci demeure très limitée en raison des différences des coûts avec d'autres réserves. Vu l'évolution prévisible du marché jusqu'à la fin des années nonante, cette affirmation ne vaut que pour les mines qui garantissent des possibilités économiques de production pour une période d'au moins 20 à 25 ans. Les réserves de Winterslag seront épuisées vers le milieu des années 1990 et les frais d'ouverture et d'exploitation des dernières réserves de Waterschei et, dans une mesure un peu moindre d'Eisden, devant permettre à celles-ci de poursuivre leur production jusqu'aux environs de 2025 sont à ce point élevés, comparativement à ceux qui seraient nécessaires pour les réserves plus abondantes de Beringen et de Zolder, que seules ces dernières peuvent se voir attribuer à long terme une valeur stratégique quoique très limitée.

conclusion

Compte tenu des possibilités de production et du coût des charbonnages campinois comparativement à ceux des autres pays ainsi que de la situation spécifique des principaux clients en Belgique (les producteurs d'électricité et d'acier), l'on ne peut attribuer aucune valeur stratégique à cette production de charbon qui ne compense que dans une faible mesure les pertes d'exploitation très élevées.

Het is echter niet aan te nemen dat de kostenvermindering door al het bovenstaande op korte termijn teweeggebracht boven de 300-400 BF/ton zou kunnen liggen bij een 5-mijnproductie van ongeveer 6 miljoen ton.

Op lange termijn zal de geleidelijke maar voortdurende verslechtering van de ontginningscondities (afstand schachten, concentratie werkplaatsen, water, lucht, druk) speciaal in het oosten van de concessie het onmogelijk maken de kostenevolutie beneden inflatie te houden.

conclusie

Een continuïteit van het huidige produktieniveau van 6 miljoen ton met 5 mijnen zal in 1986-franken uitgedrukt en bij de huidige dollarkoers een gemiddeld jaarlijks exploitatieverlies opleveren van 14-18 miljard F over de voorzienbare toekomst.

Energieverzekering — strategische waarde

Op het ogenblik heerst er een groot overaanbod van kolen in de wereldhandel; met de thans beschikbare vrije capaciteit, de projecten op stapel en de economisch interessante additionele ontginningsmogelijkheden van de overvloedige wereldreserve bij een vrij geringe prijsstijging is een tekort aan kolen niet voorstelbaar binnen de voorzienbare toekomst.

Politieke embargo's of kartelvormingen worden verhinderd door de verspreiding van de reserves en produktie over vele gedeelten van de wereld, waaronder de voornaamste huidige exportlanden de Verenigde Staten, Australië en Zuid-Afrika. In deze landen is bovendien de produktie opgebouwd uit vele producenten, zowel grote als kleine, wat een mono- of oligopolistische uitbating voorlopig onmogelijk maakt.

De probabieliteit dat België gedurende de komende 15 jaar geen kolen zou kunnen importeren of zou moeten importeren tegen een kost die de kostprijs van K.S. enigszins benaderd is — behalve in het geval van een wereld- of Europees cataclysme — derhalve eigenlijk uitgesloten.

Daarenboven heeft België samen met Frankrijk een duidelijk strategische optie uitgesproken voor het optimaliseren van nucleaire energie voor elektriciteitsopwekking en aangezien deze dekking reeds 70 % bedraagt is het duidelijk dat zelfs het potentiële residu voor strategische overwegingen in deze sector uiterst beperkt is. De op termijn verminderde beschikbaarheid van cokeskolen in het Kempens bekken en de huidige toestand en overwegingen van de staalproducenten in België limiteren ook bijna volledig de strategische meerwaarde nu, die men voor eventueel toekomstige hoge kost leveringen kan voorstellen. In Duitsland, waar de nucleaire optie niet genomen is en waar kolenproduktie en zware industrie geconcentreerd zijn in de Ruhr, kijkt men enigszins anders naar de strategische waarde van interne kolenproduktie en de nog steeds aanwezige algemene erkenning van de bevolking voor de rol die het Ruhrbekken gespeeld heeft in het « Wirtschaftswunder » van de jaren vijftig maakt de politieke aanvaarding van het dragen van een — economisch moeilijk te justifiëren — strategische meerprijs mogelijk.

reserves

Kolenreserves onder de grond blijven bestaan maar, met het groter worden van de onzekerheden op langere termijn en de tijd nodig voor het in productie brengen van een nieuwe mijn in de Kempense structuur (12-14 jaar), kan een zekere energieverzekering of strategische waarde aan de huidige mijnen niet ontgerekend worden, al blijft deze gezien de inherente kostenverschillen met reserves elders uiterst beperkt. Gezien de voorzienbare marktsituatie tot einde negentig kan dit bovendien slechts gelden voor die mijnen die gegarandeerde economische produktiemogelijkheden bieden voor een periode van ten minste 20-25 jaar nadien. Winterslag zal uitgeput zijn gedurende het midden van de jaren negentig en de ontsluitings- en exploitatiekosten van de laatste kolenreserves van Waterschei en in ietwat mindere mate Eisden om deze voort te laten produceren tot ongeveer 2025 zijn zodanig hoog, vergeleken met de in ruime mate aanwezige reserves van Beringen en Zolder, dat slechts aan deze laatste enige — zij het zeer beperkte — strategische waarde op lange termijn toegekend kan worden.

conclusie

Op basis van de produktiemogelijkheden en kosten van de Kempense steenkolen relatief t.o.v. deze in de rest van de wereld en de specifieke situatie van de voornaamste afnemers (elektriciteit, staal) in België kan men geen strategische waarde toekennen aan deze kolenproduktie die de voorzienbare zeer hoge exploitatieverliezen ook maar enigszins compenseert.

Conclusion sur l'activité industrielle et l'approvisionnement en énergie

Par conséquent, aucune raison d'ordre financier, économique ou énergétique, ne justifie la poursuite de l'activité industrielle actuelle des charbonnages campinois et il conviendrait d'y mettre fin conformément aux conventions conclues entre la C.E.C.A. et l'Etat belge en ce qui concerne l'expiration des contrats des travailleurs.

Aspects sociaux

Les travailleurs

A la fin de 1986, les travailleurs en service aux K. S. seront au nombre de :

ouvriers :	travaillant au fond :	12 930
	travaillant en surface :	2 250
	travaillant en atelier :	1 140
Total :		16 320
Employés :		610
Cadres :		270
		17 200

Pour les cadres et les employés, le régime n'est pas fondamentalement différent de celui appliqué dans d'autres entreprises industrielles en Belgique; cela vaut également pour les ouvriers travaillant en surface, et plus spécialement pour ceux chargés des travaux de lavage et de triage; les ouvriers travaillant au fond sont tous soumis au même système: la pension après 25 ans de service, 42 jours de vacances par an, qui, selon un usage ancien et admis depuis longtemps, peuvent être pris librement à la convenance du travailleur sans qu'il doive demander un avis ou une autorisation préalable.

Ce régime et l'absentéisme pour cause de maladie et pour d'autres motifs ne permettent pas d'organiser de façon optimale le travail de fond, et, en raison du nombre limité d'années de service à prester, le personnel expérimenté, et plus particulièrement les porions et les chefs porions, n'est disponible que pendant une période assez courte. Comparées à celles en vigueur chez nos voisins européens, ces conditions sont beaucoup plus restrictives pour les exploitants.

Elles témoignent toutefois de l'attitude que la communauté belge a adoptée jusqu'à présent à l'égard de l'industrie minière: le progrès équitable sur le plan social et des normes au cours des dernières décennies explique que l'on ait prévu des conditions exceptionnelles pour la profession de mineur de fond tant que la communauté a souhaité qu'elle soit exercée et qu'elle la considérait d'intérêt public même en l'absence de résultats commerciaux.

De telles conditions étaient en outre nécessaires pour assurer la poursuite des activités minières à une époque où il y avait peu de chômeurs, comme dans les années soixante et septante, et où il était difficile de trouver suffisamment d'ouvriers belges disposés à faire ce travail.

La mécanisation croissante du travail de fond, les revendications sociales au sein de l'entreprise, mais plus encore le grave problème du chômage auquel est actuellement confrontée la Belgique ne permettent toutefois pas de justifier socialement le maintien intégral des conditions actuelles, même si l'on décidait de poursuivre intégralement ou partiellement les activités. Le maintien de ces conditions ne se justifie plus dans la mesure où la communauté estime que le maintien des activités minières ne se justifie plus.

Cette situation est également fort différente de celle existant dans une entreprise commerciale, où les travailleurs peuvent et doivent s'attendre à ce qu'en l'absence de résultats commerciaux positifs ou de cash-flow, un terme puisse et doive même être brutalement mis à leur carrière.

Dans les charbonnages campinois, l'Etat, le principal actionnaire, a jusqu'à présent a priori estimé que des pertes annuelles et des cash-flows négatifs étaient un phénomène normal et acceptable, inhérent à l'exercice de cette activité. Il ressort des considérations financières et économiques que ce phénomène ne se justifie plus mais également que si l'on reconnaît ce fait, il convient d'accepter certaines conséquences du passé, en d'autres termes: tandis que dans une entreprise commerciale, la cessation soudaine des activités peut se justifier financièrement et doit même être acceptée socialement, les travailleurs des K. S. estiment que la cessation brusque des activités est socialement inacceptable.

Le travailleur des K. S. n'a pas pour objectif de maintenir le niveau de production actuel ni même de créer de nouveaux emplois au Limbourg. Son objectif premier, dans la situation actuelle de l'emploi, est de conserver son contrat de travail individuel et les conditions de travail existantes. Un processus de départs naturels — quelle qu'en soit la durée — correspond entièrement à cet objectif, mais peut éventuellement être mis en place grâce à une compensation matérielle suffisante pour la résiliation prématurée du contrat de travail.

Conclusie bedrijfsactiviteit/energieverzekering

Op financiële, economische of energieverzekeringsgronden is er derhalve geen justificatie voor de voortzetting van de huidige bedrijfsactiviteit van de Kempense Steenkolenmijnen en zou deze beëindigd dienen te worden onder toepassing van de E. G. K. S.-Belgische Staat conventie bepalingen voor het beëindigen van de werknemerscontracten.

Sociale aspecten

De werknemers

Eind 1986 zullen de volgende aantallen werknemers in dienst zijn van de K. S.:

Arbeiders :	ondergrond :	12 930
	bovengrond :	2 250
	werkhuizen :	1 140
Totaal :		16 320
Bedienden :		610
Kaders :		270
		17 200

Voor kaders en bedienden is het regime niet essentieel verschillend van andere industriële bedrijven in België; voor bovengrondse arbeiders is dat enigszins het geval, speciaal voor werkzaamheden in wasserijen en zifterijen, terwijl voor ondergrondse arbeiders een uniek systeem van toepassing is: vol pensioen na 25 jaar dienst, 42 vakantiedagen per jaar en de reeds lang gegroeide en aanvaarde gewoonte dat deze dagen zonder preadvies of voorafgaande toestemming vrijelijk opgenomen kunnen worden wanneer het de werknemer schikt.

Tezamen met het absentisme voor ziekte en andere gronden maakt dit de ondergrondse werkorganisatie verre van optimaal en is men door het geringe aantal dienstjaren zeer afhankelijk van de relatief korte beschikbaarheid van ervaren personeel speciaal op opzichters- en hoofd-opzichters niveau. In vergelijking met de omringende E. E. G.-landen zijn deze voorwaarden duidelijk meer restrictief voor de bedrijfsuitoefening.

Zij weerspiegelen echter de tot nog toe heersende houding van de Belgische gemeenschap t.o.v. de ondergrondse mijnactiviteit: de terecht groei in milieu-ethiek en -normen over de jongste decennia rechtvaardigen de verlening van uitzonderlijke voorwaarden voor het beroep van ondergrondse mijnwerker zolang de gemeenschap de uitoefening hiervan wenste en van openbaar nut beschouwde, zelfs in de afwezigheid van commerciële resultaten.

Zij waren bovendien noodzakelijk om de continuïteit van de mijnactiviteit te waarborgen in een periode van geringe werkloosheid zoals gebleken is in de zestig en zeventig jaren toen het moeilijk was voldoende Belgische arbeiders hiervoor te vinden.

De stijgende ondergrondse mechanisatie en bedrijfsinterne milieubestrijding maar nog meer de enorme werkloosheid, thans heersend in België, maken het echter moeilijk de integrale continuïteit van de huidige voorwaarden sociaal te rechtvaardigen, zelfs bij een beslissing tot voortzetting van de gehele of gedeeltelijke huidige activiteit. Zij vervalt met het vervallen van de gemeenschapsjustificatie voor het in stand houden van de mijnactiviteit.

Tegelijkertijd leidt deze houding tot een duidelijk verschil met een commerciële onderneming waar werknemers kunnen en moeten verwachten dat, in de afwezigheid van positieve commerciële resultaten en cash-flow, hun werk tot een vaak abrupt einde kan of zelfs moet komen.

In de Kempense kolenontginning heeft de staat en hoofdaandeelhouder tot nog toe a priori aanvaard dat jaarlijkse exploitatieverliezen en negatieve cash-flows een normaal en aanvaardbaar fenomeen waren eigen aan het uitoefenen van deze activiteit. De financieel/economische overwegingen concludeerden dat hiervoor thans geen justificatie bestaat, maar tegelijkertijd behoort de duidelijke erkenning hiervan nu zekere consequenties te aanvaarden van het verleden m.a.w.: terwijl in een commerciële onderneming een abrupte beëindiging van de bedrijfsactiviteit financieel gerechtvaardigd kan zijn en zelfs sociaal aanvaard moet worden, zijn de werknemers van de K. S. gerechtvaardigd in hun verwachtingen dat eenzelfde mate van plotselinge beëindiging niet sociaal aanvaardbaar is.

Op zichzelf is de instandhouding van het huidige kolenproductieniveau of zelfs de creatie van nieuwe werkgelegenheid in Limburg geen doelstelling van de K. S.-werknemer. De primaire doelstelling in de huidige werkgelegenheidssituatie is de handhaving van de bestaande individuele arbeidsovereenkomst en -voorwaarden. Een proces van natuurlijke afvloei — hoe lang dat ook moge duren — beantwoordt hier volledig aan, maar kan eventueel benaderd worden door een voldoende materiële compensatie voor het vroegtijdig beëindigen van de arbeidsovereenkomst.

Cette résiliation prématurée est la solution la plus facile à accepter pour les travailleurs, qui en vertu du traité de la C.E.C.A., ont droit à la prépension et plus particulièrement pour les mineurs de fond (après 20 ans de service), mais dans une moindre mesure pour les cadres, pour qui la différence nette de revenus est très grande.

Les jeunes travailleurs, à qui l'on ne peut garantir qu'ils pourront continuer à exercer leur métier — avec toutes les conséquences démotivantes que l'on sait —, seraient même satisfaits s'ils bénéficiaient d'une aide matérielle qui leur permettrait de se réorienter vers une activité d'avenir grâce au recyclage et à la rémunération temporaire.

La résiliation prématurée du contrat de travail poserait assurément des problèmes à l'important groupe d'âge moyen, mais il est possible et il de remédier dans une large mesure à cette situation en satisfaisant les besoins qui apparaissent dans les autres sièges.

Etant donné ces différences de statut, d'âge et/ou d'ancienneté, il convient de fixer les conditions sociales auxquelles un contrat de travail peut être rompu avec l'accord des travailleurs et des organisations syndicales.

En ce qui concerne les travailleurs, il y a un aspect de la question qui peut être mis en rapport avec l'importance stratégique des réserves de charbon pour la Belgique. Alors que ces réserves n'ont qu'une importance négligeable, on ne peut pas en dire autant du savoir-faire minier dont les K.S. peuvent se prévaloir à l'heure actuelle.

Etant donné que les K.S. possèdent la quasi-totalité du savoir-faire minier en Belgique, il conviendrait de l'utiliser à d'autres fins qu'à l'exploitation des couches souterraines de charbon en Campine.

La province et/ou la région

Cette restructuration vise essentiellement à maintenir ou à accroître l'activité économique générale et l'emploi dans la province ou dans la région et non pas à maintenir la production de charbon en Campine.

Depuis soixante ans environ, le Limbourg, et en particulier les centres miniers de Eisden, Genk, Zolder et Beringen vivent de l'extraction de charbon. De 1960 à 1964, le Limbourg, et en particulier Genk connut une forte croissance industrielle qui créa plus d'emplois (environ 3 500 par an) qu'il y en avait aux K.S. Pendant cette période, on procéda à une reconversion, parallèlement à une réduction du personnel des K.S., qui passa de 27 000 unités en 1968 à 19 000 unités en 1974.

Ce processus fut enrayé à la suite du premier choc pétrolier, mais il ne fait pas de doute qu'il eût mieux valu réduire progressivement l'activité par le biais des départs naturels et de la mise à disposition de fonds de reconversion et ce, tant pour l'activité économique et l'emploi actuels au Limbourg que pour le niveau des subventions publiques octroyées.

Au cours des dernières années, le niveau des nouveaux investissements qui bénéficient de mesures d'expansion propres à la Flandre, a de nouveau été supérieur aux moyennes belge et flamande et le chômage a diminué chaque année, malgré la croissance démographique la plus élevée de la Belgique. Le chômage des hommes est relativement faible et celui des femmes élevé.

Malgré tout, l'importance actuelle des activités des K.S., en particulier dans les communes où sont situés les sièges miniers, est encore tellement grande que la cessation abrupte de la production de charbon créerait des problèmes sociaux non négligeables.

Comme par le passé, ce sont les individus, les entreprises existantes ou les entreprises étrangères intéressées qui créent de nouveaux emplois et génèrent une activité économique saine. Les organismes publics nationaux ou régionaux peuvent seulement créer un climat et des structures d'aide et éventuellement procurer des moyens financiers. Exiger que l'Etat ou les K.S. créent eux-mêmes de nouveaux emplois pour compenser la réduction des activités des K.S., c'est ignorer ce processus de création d'emplois et faire assumer la responsabilité par les autorités non concernées.

L'attitude adoptée jusqu'à présent en ce qui concerne les K.S. justifie l'espoir de la région, et en particulier des communes où sont situés les centres miniers, que la fermeture des mines se fera plus progressivement que celle d'une entreprise commerciale normale. Il convient donc d'élaborer des mesures sociales d'accompagnement en collaboration étroite avec les autorités provinciales et communales.

Zulke voortijdige beëindiging is het makkelijkst te aanvaarden voor hen die onder de E.G.K.S.-conventie recht krijgen op bruggpensioen, speciaal voor de ondergrondse arbeiders (na 20 jaar dienst) maar minder voor de kaders waar het netto verschil in inkomen zeer groot is.

De jongste werknemers, aan wie het onmogelijk zou zijn een garantie te geven voor de toekomstige continuïteit van hun werk met alle demotiverende gevolgen daarvan, zouden zelf gediend zijn in het verkrijgen van materiële steun die gericht is op het reoriënteren naar een meer toekomstgericht perspectief d.m.v. herscholing en tijdelijke bezoldiging.

Een voortijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst zou ongetwijfeld het moeilijkst zijn voor de grote tussenleeftijdsgroep, maar in niet geringe mate kan en behoort dit opgevangen te worden door behoeften op te vullen die ontstaan in overblijvende zetels.

Gezien deze verschillen naar gelang statuut, leeftijd en/of dienstjaren behoren sociaal aanvaardbare voorwaarden voor het voortijdig beëindigen van een arbeidsovereenkomst zoveel mogelijk in overleg met werknemers en vakbonden vastgesteld te worden.

In werknemersverband is er één aspect dat gerelateerd kan worden aan het strategisch belang van kolenreserves voor België. Terwijl dit laatste van minimale waarde geacht werd, is dit potentieel niet het geval met de mijntechnische know-how thans aanwezig in de K.S..

Aangezien zij de quasi-totaliteit omvat van mijntechnisch kunnen in België is het een grote stap hiervan afstand te doen zonder een meer geconcentreerde poging deze te herkanaliseren in andere richtingen dan de Kempense ondergrondse kolenlagen.

De provincie en/of streek

Primair is dit gericht op het behoud of vergroten van de algemene economische activiteit en werkgelegenheid in de provincie of streek en niet op het in stand houden van de Kempense kolenproductie per se.

Sinds ongeveer 60 jaar is dit in Limburg in het algemeen en in het bijzonder in de huidige mijncentra: Eisden, Genk, Zolder en Beringen gebaseerd op kolenontginning. Van 1960 tot 1974 vond echter een forse industriële expansie plaats, speciaal in Genk, die meer werkplaatsen (gemiddeld 3 500 per jaar) creëerde dan er waren in de K.S.. Gedurende die periode vond in feite een «reconversie» plaats in parallel met een reductie van K.S.-personeel van 27 000 in 1968 tot 19 000 in 1974.

Dit proces werd, als een gevolg van de eerste oliecrisis, gestopt en er kan weinig twijfel bestaan dat een doorgevoerde geleidelijke activiteitsvermindering door natuurlijke afvloei, gepaard met de ter beschikking stelling van reconversiefondsen, beter ware geweest zowel voor de economische activiteit en werkgelegenheid in Limburg nu als voor het niveau van gerealiseerde staatsubsidies.

Wederom in de laatste jaren is het niveau van nieuwe investeringen, steunend op bevoorrechte Vlaamse expansiemaatregelen, boven het gemiddelde van zowel België als Vlaanderen en is er — ondanks de grootste natuurlijke bevolkingsgroei van België — een jaarlijkse vermindering van de werkloosheid. Deze is relatief laag voor mannen en hoog voor vrouwen.

Desondanks is het huidige belang van de K.S.-activiteit speciaal in de gemeenten met mijnzetels nog zo groot dat een abrupte beëindiging van de kolenproductie niet te onderschatten sociale problemen zou creëren.

Nieuwe werkgelegenheid en een gezonde economische activiteit wordt — zoals Limburg bewezen heeft in het verleden en bewijst nu — gecreëerd door individuen, bestaande bedrijven of bedrijven die van buiten aangetrokken worden. Nationale of regionale overheidsinstellingen kunnen slechts een klimaat scheppen en hulpstructuren en eventueel financiële middelen ter beschikking stellen. De eis dat de Staat of K.S. zelf gelijktijdig nieuwe werkplaatsen creëert met het verminderen van de K.S.-activiteit miskent echter de werkgelegenheidscreatie en verlegt de verantwoordelijkheid hiervoor naar de onjuiste instanties.

Evenals voor de werknemer, rechtvaardigt de tot nog toe gehuldigde houding t.o.v. de K.S. de verwachting van de streek en speciaal van de gemeenten met mijncentra, dat een grotere geleidelijkheid in het sluiten van een mijn in acht genomen zal worden dan verwacht kan worden van een normale commerciële onderneming. Uitgebreide sociale begeleidingsmaatregelen horen in nauwe samenwerking met provinciale en gemeentelijke instanties bepaald te worden.